

SUPPLÉMENTS

Le Monde DES LIVRES

Roberto Bolaño
Gérard Genette
Cornelius Castoriadis

Le Monde DES POCHEs

PROCÈS MILOSEVIC
A La Haye, l'accusation
en difficulté p. 2

PHILOSOPHIE
Programme
maintenu p. 13

AUTOMOBILE
La voiture électrique
revient en force p. 27

PATRIMOINE
Une bibliothèque
pharaonique
à Alexandrie p. 31

COMMUNICATION
Un entretien avec
Michèle Cotta p. 24

PÂTES
Panzani mange
Lustucru p. 22

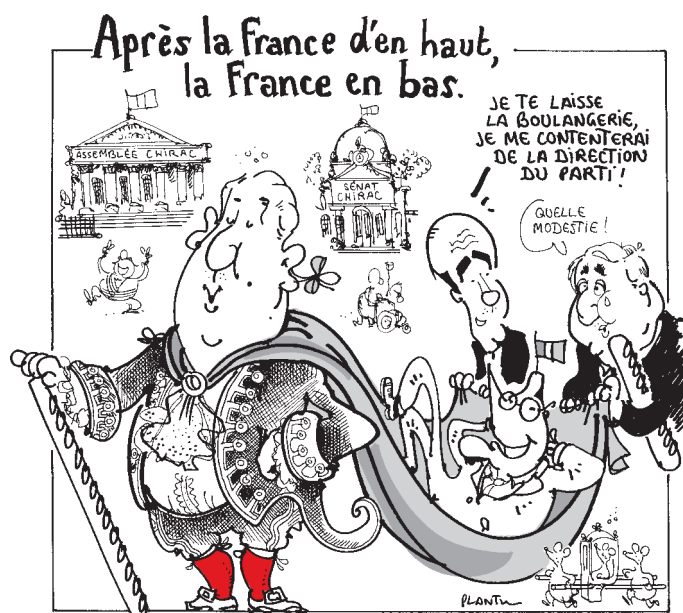
ENVIRONNEMENT
Comment les caribous
d'Alaska ont gagné
contre le pétrole p. 16

International.....	2	Kiosque.....	17
Union européenne.....	5	Entreprises.....	21
France.....	6	Communication.....	24
Société.....	12	Marchés.....	25
Carnet.....	14	Aujourd'hui.....	27
Abonnements.....	14	Météorologie-Jeux.....	30
Régions.....	15	Culture.....	31
Horizons.....	16	Radio-Télévision.....	35

Avec l'UMP, Jacques Chirac impose son parti à la droite

Alain Juppé prend la tête du parti du président, laissant Edouard Balladur briguer le perchoir

LE DISPOSITIF de Jacques Chirac est bien en place, avant même le second tour de l'élection présidentielle : Jean-Pierre Raffarin à Matignon et, maintenant, Alain Juppé à l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). « J'ai choisi l'UMP », déclare Alain Juppé au Monde, laissant ainsi Edouard Balladur briguer la présidence de l'Assemblée nationale. Le maire de Bordeaux devra transformer l'UMP, cartel électoral, en un véritable parti du président, dont les assises sont prévues pour octobre ou novembre. En attendant, l'appareil du RPR est en voie de liquidation. La direction s'occupe du reclassement des salariés et de la meilleure manière d'utiliser ses locaux. Il en va de même à Démocratie libérale, le parti d'Alain Madelin. Quant à François Bayrou, président d'une UDF éclatée, il va tenter de préserver sa liberté de parole face à l'UMP.



► L'appareil RPR en voie de disparition

► Quel avenir pour l'UDF ?

► Législatives : la bataille de Paris et nos reportages en province

► Gouvernement : le cas Donnedieu

► PCF : un point de vue de Roger Martelli

Législatives pages 6 à 11, Débats pages 18 et 19, Editorial page 20

Porte-monnaie électronique dans toute la France fin 2003

LE PORTE-MONNAIE électronique Moneo arrivera à Paris et en Ile-de-France le 6 novembre. Fin 2003, ce moyen de paiement pour les montants inférieurs à 30 euros devrait être accessible dans toute la France. En unifiant leurs différents projets, les banques françaises et La Poste veulent accélérer le développement de ce produit déjà en service à Lyon, Bordeaux, Montpellier, Poitiers, en Indre-et-Loire et en Bretagne. Un demi-million d'utilisateurs et 27 000 commerçants sont ainsi équipés en France. Les paiements de petits montants effectués grâce à cette nouvelle carte à puce - parfois intégrée dans la carte bancaire traditionnelle - ont connu un fort développement grâce au passage à l'euro. Depuis, ils stagnent, se heurtant au poids des habitudes et aux coûts de facturation pour les commerçants.

Lire page 21

Qui sont les étrangers de Sangatte ?

UNE ENQUÊTE menée durant six mois par le sociologue Smaïn Laacher permet de mieux comprendre les motivations et les parcours des étrangers hébergés au centre de la Croix-Rouge, à Sangatte (Pas-de-Calais, notre photo). En grande majorité Kurdes d'Irak ou Pachtounes et Tadjiks d'Afghanistan, ces réfugiés ont fait le voyage pour des raisons politiques. Ce n'est qu'au bout de leur périple, où ils se remettent entièrement aux mains des passeurs, que le projet de passer en Grande-Bretagne se précise, en raison des meilleures



MICHEL SPINGLER/AP

conditions d'accueil outre-Manche. Ce rapport inédit préconise de maintenir le centre, mais d'en exclure les passeurs. Par ailleurs, les ministres de l'intérieur des Quinze devaient examiner, jeudi 13 juin, plusieurs mesures pour renforcer les contrôles aux frontières de l'Union. L'Espagne demande du « concret », soutenue par la Grande-Bretagne. L'idée est de multiplier les opérations conjointes et les échanges de données.

Sangatte page 12, Union européenne page 5

SUPPLÉMENT MONDIAL

Brésil bonheur, Argentine malheur



SUPERBE BRÉSIL qui a battu le Costa Rica, jeudi 13 juin, par cinq buts à deux, dont deux de Ronaldo et un, retourné, d'Edmilson (photo). L'Argentine, accablée par une crise sans précédent, comptait sur son équipe pour retrouver le moral. Mais elle a été éliminée dès le premier tour. Notre supplément et, page 28, les jeux vidéo

LIONEL CRONIN/AGF

Ce documentaire qui accuse les vainqueurs de crimes de guerre en Afghanistan

STRASBOURG

de notre bureau européen

Les députés de la Gauche unitaire européenne (GUE, communiste) ont créé la surprise, mercredi 12 juin à Strasbourg, en diffusant un film qui accuse des soldats américains ainsi que des combattants de l'Alliance du Nord d'avoir commis des crimes de guerre dans la région de Mazar-e-Sharif, dans le nord de l'Afghanistan. Plus de cent cinquante personnes, y compris des élus de formations politiques adverses, se sont entassés dans la salle de réunion du groupe, pour voir ce documentaire présenté par son auteur, Jamie Doran, un ancien journaliste de la BBC devenu réalisateur indépendant.

Sur la foi de six témoins « qui n'ont pas été payés et qui accepteront de confirmer leurs propos devant des tribunaux », le réalisateur s'interroge sur le sort de huit mille talibans qui se sont rendus aux forces de l'Alliance du Nord, à Kunduz, le 20 novembre 2001. Un petit nombre

d'entre eux (470) ont été conduits à la forteresse de Qala-e-Jangi, où ils se sont révoltés. Leur sort est désormais connu : seulement 86 ont survécu à la mutinerie, qui a été écrasée par les forces de l'Alliance du Nord, ainsi que par des commandos américains et britanniques.

Mais la plupart de ces talibans (7 500 personnes) semblent avoir été conduits dans une autre forteresse, à Qala-e-Zeini, avant d'être acheminés dans vingt-cinq containers vers la prison de Sheberghan, à deux heures de route. Deux soldats affirment que les hommes ont été entassés à trois cents par container. « Quand ils criaient, on avait l'ordre de tirer sur les containers », indique l'un d'eux. Un chauffeur de taxi venu faire le plein près de la prison de Sheberghan s'est demandé « pourquoi cela sentait si mauvais », et dit avoir « vu du sang couler des containers ».

Quatre mille talibans seraient arrivés morts, ou quasiment asphyxiés, à la prison. Des officiers américains auraient alors dit aux chauffeurs d'emmener les cadavres et les mourants dans le désert, puis de se débarrasser des containers afin qu'ils ne soient pas repérés par satellite.

Deux chauffeurs, retrouvés par Jamie Doran et rencontrés séparément, l'ont conduit au même endroit, où le journaliste a filmé des os humains et des morceaux de vêtements. « Je n'ai pas creusé, mais il semble qu'il y ait ici une fosse commune », a-t-il affirmé. Des soldats afghans affirment que des Américains auraient torturé des talibans dans la prison de Sheberghan. « Ils leur ont coupé la barbe, la langue, les jambes, ils leur ont versé de l'acide sur la tête », affirme l'un d'eux.

Le président de la GUE, Francis Wurtz, va proposer au Parlement européen d'enquêter sur cette affaire. Il assure que son groupe n'est animé ni par l'« antimécanisme » ni par une quelconque « sympathie pour les talibans ».

Rafaële Rivais

SUPPLÉMENT

Douze balades



EN BRETAGNE et dans les Alpes, douze itinéraires originaux proposés avec Milan Presse. Notre cahier spécial

RENDEZ-VOUS PAGE 29

ANALYSE

Au-delà du pacte de stabilité

L'ALLEMAGNE critiquée, le Portugal en difficulté, l'Italie silencieuse, la Belgique hésitante : la France n'est pas la seule en Europe dont on ne sait si elle atteindra l'équilibre budgétaire en 2004. En ressasant chaque jour cet objectif, dont l'atteinte dépendra largement de la reprise économique, les Européens pratiquent la méthode Coué. Les faiblesses de la coordination économique au sein de la zone euro sont devenues criantes et il est temps de rediscuter du pacte de stabilité, le garde-fou de la monnaie commune, non pour l'assouplir, mais pour en avoir une lecture plus intelligente. Faute de quoi, la débandade des derniers mois va se généraliser.

En 2000, France et Allemagne ont abaissé les impôts pour des raisons

« nationales », sans aucune coordination européenne. L'année suivante, l'Irlande a refusé de suivre les mesures prônées par ses pairs pour lutter contre son inflation excessive. Début 2002, Gerhard Schröder a organisé une habile manœuvre politique afin d'échapper à l'avertissement que voulait lui infliger la Commission pour le punir de la dérive de ses finances publiques. L'affaire permet au Portugal, en proie à de graves difficultés financières, d'échapper à la remontrance des Quinze. Enfin, depuis des semaines, la France joue au chat et à la souris avec ses partenaires, refusant de dévoiler quelle sera sa politique budgétaire avant 2004.

Le pacte est sans cesse bafoué. Mais, dans le même temps, il est

chaque jour plus contraignant. L'Europe budgétaire avance ainsi de guingois, sans réflexion d'ensemble, et en perdant là de son efficacité économique, comme le montre la faiblesse de sa croissance comparée à la croissance américaine. Jusqu'à la création de l'euro, début 1999, l'objectif était de respecter à la lettre les critères de Maastricht : des déficits publics limités à 3 % du produit intérieur brut (PIB). Puis l'on s'est rangé à l'esprit du pacte de stabilité, inclus dans le traité d'Amsterdam, qui exige d'aller plus loin : des budgets à l'équilibre « à moyen terme ».

Arnaud Leparmentier

Lire la suite page 20

FRANZ-OLIVIER GIESBERT



Mort d'un berger

roman



Photo: Olivier Giesbert / Editions Gallimard - 572 200 731 823 Paris, France

M.00147 - 614 - F. 1,20 €

INTERNATIONAL

JUSTICE

Comment juger Slobodan Milosevic, premier chef d'Etat à comparaître devant un **TRIBUNAL INTERNATIONAL** ? La gravité des chefs d'accusation, l'ampleur et la durée – dix ans – des faits incriminés rendent

difficile le procès de l'ancien président serbe, prévu pour durer deux ans et demi. Face à Slobodan Milosevic, déterminé à mener une **DÉFENSE POLITIQUE**, la stratégie de l'accusation suscite plusieurs interroga-

tions. Des **TÉMOINS** ont été contestés, d'autres se sont rétractés, et le procureur a le plus grand mal à gérer un calendrier que les juges ne veulent pas voir remis en question. Tout cela menace de nuire à la com-

préhension et à la bonne publicité des débats. « *Le procureur devra probablement changer de STRATÉGIE* », estime un responsable de Human Rights Watch, qui souligne le caractère exceptionnel de ce procès.

L'accusation trébuche et le procès de Slobodan Milosevic s'enlise

Après quatre mois d'audience, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, chargé de juger l'ancien président serbe, se heurte à de nombreux obstacles. La stratégie du procureur est mise en cause, des témoins sont contestés et le calendrier demeure un casse-tête



LE PROCÈS DE SLOBODAN MILOSEVIC

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux

« Nous savons où nous allons ! » Il n'est pas inutile que le bureau du procureur répète cette évidence quatre mois après l'ouverture du procès historique de Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Il ne reste plus en effet à l'accusation que

La France mise en cause

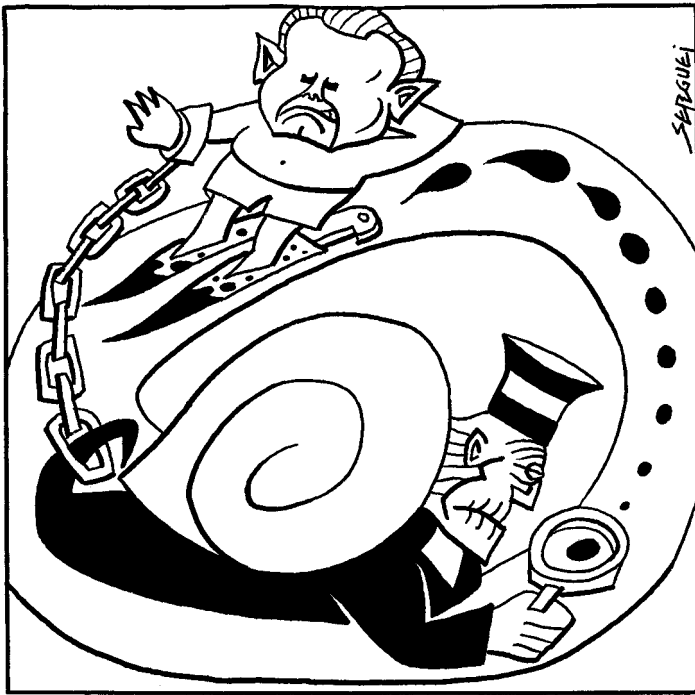
L'ambassadeur américain William Walker, chef de la mission internationale de vérification du cessez-le-feu au Kosovo (MVK) en 1998-1999, a accusé, mercredi 12 juin au TPI, le gouvernement français de l'époque d'avoir inspiré des articles de presse mettant en doute la thèse du massacre perpétré à Raçak, au Kosovo. M. Walker a expliqué que plusieurs de ses collaborateurs au sein de la MVK étaient convaincus que « la source » était son propre adjoint au sein de la force internationale, Gabriel Keller, actuel ambassadeur de France à Belgrade. « Les articles de la presse française (...) ne correspondaient pas avec ce que j'avais vu moi-même », a déclaré le diplomate américain. Dans sa déposition écrite, il ajoutait que « le gouvernement français ne voulait accuser le gouvernement de M. Milosevic d'aucun crime ». – (AFP.)

cinq semaines avant de boucler le dossier Kosovo et passer aux deux autres volets du procès (Bosnie-Herzégovine, Croatie). Cinq semaines pour lever les interrogations qui pèsent sur la conduite du premier procès international d'un ancien chef d'Etat.

Le procureur doit faire oublier ses faux pas. A ce titre, la dernière semaine de mai fut un cauchemar pour Geoffrey Nice, le substitut du procureur général Carla del Ponte, l'accusateur en chef contre Slobodan Milosevic.

En l'espace de quelques jours, en effet, une jeune Albanaise du Kosovo venue déposer sur le massacre de Raçak s'est effondrée pendant l'audience ; un deuxième témoin de cette scène de crime mise en exergue par le procureur a perdu toute crédibilité par trop de contradictions ; un enquêteur du TPIY appelé à la barre a été récusé par les juges ; le président de la Cour, Richard May, a tapé du poing sur la table en enjoignant le procureur de mieux cibler son dossier ; enfin, plus récemment, un témoin protégé a préféré encourir des poursuites pour outrage à magistrat plutôt que d'affronter l'accusé en audience. « Résultat, murmure-t-on dans les couloirs du TPIY, Milosevic donne l'impression de bien s'en sortir parce que le procureur navigue sans le recul nécessaire. » Impitoyable, notre interlocuteur ajoute : « Imaginez le procès de Nuremberg conduit par un tribunal d'instance ! »

A sa décharge, le procureur doit non seulement gérer un accusé bien singulier, qui se défend tout seul sur



une ligne politique, mais également un calendrier sur lequel les juges veillent jalousement. La question de la durée des procès se pose au TPIY pour chaque affaire. Mais cela tourne ici à l'obsession.

Elle contraint le procureur à repenser son programme de présentation des preuves, nuit à la compréhension des débats, égratigne les principes de clarté et de bonne publicité des débats. « Le président de la Cour est trop inflexible sur la gestion du temps. Je me demande si, dans le cas présent, c'est la meilleure manière

de rendre la justice », commente Richard Dicker, directeur de programme à Human Rights Watch et fin connaisseur du TPIY.

On ne peut pas reprocher au juge May d'avoir pris l'accusation par surprise. Dès les premiers jours, le magistrat britannique avait signalé sa volonté d'aller vite. Il avait réduit de 25 % le nombre des témoins que Carla Del Ponte entendait faire défiler à la barre pour le seul volet Kosovo. Début avril, fait sans précédent au TPIY, il avait fixé autoritairement la phase de l'audition des témoins

de l'accusation « à un an à compter de ce jour pour présenter le dossier à charge ».

Le magistrat anglais avançait deux arguments. « Plus l'accusation allonge la présentation de ses preuves, plus elle rend difficile et onéreuse la présentation de la défense [et] plus le procès dure (...), plus il devient difficile de rendre un jugement. » Carla Del Ponte n'avait plus qu'à se lamenter sur « le préjudice irréparable » pour l'accusation. D'autres se demandent furtivement si la procureure a « eu raison de demander la jonction des trois dossiers [Bosnie, Croatie, Kosovo] et si elle n'a pas été prise de court par Belgrade, qui a chassé et livré Milosevic à la justice internationale plus rapidement que prévu ».

On peut également s'interroger sur le choix de certains témoignages. Pourquoi par exemple, alors que le temps presse, l'accusation multiplie-t-elle les témoignages redondants d'observateurs étrangers ? Pourquoi répéter les auditions de villageois expulsés pour faire comprendre qu'il y a eu déportation ? Et si la déposition d'Ibrahim Rugova fut passionnante sur le plan de la confrontation entre deux vieux adversaires et relança brièvement l'intérêt d'une presse internationale quasiment muette sur le procès, elle fut avare de preuves.

Dans l'entourage de Carla Del Ponte, on rappelle que, contrairement à la Bosnie et à la Croatie, abordées dans d'autres procès au TPIY, les crimes au Kosovo n'avaient jamais été établis à La Haye. Plusieurs témoignages ont montré que l'accusé n'a rien fait

pour empêcher des faits reprochés et dont il avait connaissance.

Mais Carla Del Ponte doit encore prouver que l'accusé « a planifié, incité à commettre, ordonné (...) les crimes », et qu'il était à la tête d'une « entreprise criminelle commune », comme indiqué dans l'acte d'accusation.

LES « REPENTIS »

Pour ce faire, elle compte sur les témoignages d'une vingtaine d'initiés, d'anciens proches de Milosevic, pour certains déjà accusés. Bref, des repentis. La première de ces dépositions sensibles, mi-mai, ne fut pas une réussite. Ratimir Tanic avait peu de choses intéressantes à dire, et son passé trouble d'espion à la petite semaine donna l'occasion à la presse et à l'opinion publique serbes d'étriller le TPIY. Or, selon nos informations, plusieurs de ces initiés se sont rétractés par peur de représailles notamment. Avec l'aide du greffe, qui abrite une section spéciale consacrée à la protection des témoins, la procureure tente encore de les convaincre de déposer.

Le procès aurait-il pu s'engager plus favorablement ? « Dans le secret de son bureau, le juge et la procureure auraient pu discuter ensemble de la réduction du nombre de chefs d'accusation. Ensuite, si l'accusé avait eu un véritable avocat, il aurait pu s'entendre avec l'accusation sur des événements non litigieux, ce qui aurait accéléré le procès », regrette un fin connaisseur de la procédure.

Christophe Châtelot et Alain Franco

TROIS QUESTIONS À... RICHARD DICKER, DE HUMAN RIGHTS WATCH

1 Vous dirigez le programme de justice internationale de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW). Quel regard portez-vous sur le procès de Slobodan Milosevic ?

Il était évident, dès l'ouverture du procès, que la procédure retenue et la complexité de l'affaire allaient soumettre le TPIY à d'énormes contraintes. L'acte d'accusation ne comprend pas moins d'une soixantaine de chefs d'accusation – dont celui de génocide –, il couvre trois pays différents (Croatie, Bosnie, Kosovo) et certains faits remontent à plus de dix ans.

Nous avons comme accusé un ancien chef de l'Etat qui a décidé de se défendre lui-même. Ce qui aboutit à la confrontation de deux approches différentes. Il y a celle, classique, d'un procureur qui construit patiemment un puzzle. Et en face, celle d'un accusé qui n'oppose pas d'arguments juridiques, mais attaque sur le terrain

politique. C'est ainsi que Slobodan Milosevic répète depuis le début que la Serbie n'est pas l'agresseur mais la victime de l'OTAN et des Albanais et que le TPI est une institution complice. Ils ne parlent pas la même langue, cela pèse sur le procès.

2 N'êtes-vous pas déçu par la conduite de ce procès ?

Je suis déçu quand, pour des raisons de procédure, le témoignage d'un survivant de Raçak est résumé en deux minutes par le procureur et que le contre-interrogatoire mené par l'accusé est sans rapport avec l'affaire. Cela ne nous permet pas d'entendre les histoires que les témoins voudraient raconter. C'est frustrant pour les témoins, la presse et le public. Partant du fait que ce procès ne peut pas durer indéfiniment et que les juges ne veulent pas perdre le contrôle du procès, le procureur

devra donc probablement changer de stratégie.

3 Êtes-vous convaincu par les arguments avancés en audience par l'accusation ?

Ce procès durera probablement trente mois ! Il est donc trop tôt pour se faire une idée de l'efficacité de l'accusation. Les juges disposent d'éléments de preuves remises par le procureur. Il faut tenir compte des preuves « circonstanciées », celles qui permettent de démontrer que Milosevic savait ce qui se passait mais n'a rien fait pour l'empêcher. Tout ne repose pas sur le témoignage des « insiders » (personnalités proches des cercles du pouvoir sous le régime de Milosevic). C'est comme dans les procès contre la mafia : les insiders ont quelque chose à se reprocher, ce qui relativise leurs témoignages.

Propos recueillis par C. Ct

Washington demande le huis clos pour certains témoins

SELON des informations parues dans le *Financial Times* du 12 juin, le département d'Etat s'opposerait à ce que d'anciens hauts responsables américains soient auditionnés en public par le Tribunal de La Haye. Le quotidien britannique affirme que cette mesure concerne en particulier Richard Holbrooke, ancien ambassadeur américain à l'ONU, qui, après les négociations de paix de Dayton sur la Bosnie, avait mené plusieurs tentatives de règlement pacifique du conflit du Kosovo. Washington ne l'autoriserait à témoigner qu'à huis clos.

Le bureau du procureur n'a fait aucun commentaire sur ces informations. Lors de l'audience du 31 mai à La Haye, cependant, Geoffrey Nice avait fait allusion, sans les citer, aux gouvernements et institutions qui réclament le huis clos pour certains témoignages, en ajoutant que l'accusation préférerait dans ces conditions renoncer à ces témoignages. La pratique du huis clos cadre mal, en effet, avec la transparence souhaitée par le procureur et par le Tribunal en général.

M. Holbrooke avait fait savoir publiquement dès l'ouverture du procès Milosevic qu'il voulait aller témoigner, et il est fort probable qu'il soit visé par cette polémique.

SECRET-DÉFENSE

Dans tous les procès du TPI, certains gouvernements ou organisations, comme le CICR, réclament des protections pour leurs témoins. Cela ne va pas toujours jusqu'au huis clos : parfois il s'agit d'un accord sur les thèmes qui pourront être évoqués en public ou pas. Les Etats-Unis et la France ont, à plusieurs reprises déjà, invoqué le secret-défense ou le secret d'Etat pour exiger le huis clos lors des dépositions d'ambassadeurs ou d'officiers. Les généraux français qui ont témoigné à La Haye par exemple l'ont tous fait à huis clos.

C. T.

Place offshore, valises de billets et trafics d'armes

Comment le pouvoir de Belgrade contournait l'embargo commercial et financier

CERTAINS y verraient la griffe de Ian Fleming ou John Le Carré : une barbouze en chef, en jet privé, transporte clandestinement de Belgrade à Chypre des mallettes bourrées de dizaines de millions d'euros en devises étrangères destinés à acheter des armes utilisées sur des champs de bataille balkaniques pour le compte d'un autocrate yougoslave. Dans le rôle du flic tenace et incorruptible figure un inspecteur financier norvégien qui démonte d'obscures structures financières mêlant des banques bulgares, des marchands d'armes israéliens et des sociétés enregistrées dans quelque paradis fiscal des Caraïbes...

Mais ce n'est pas une fiction. C'est le résultat d'une enquête sérieuse menée par le bureau du procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) contre Slobodan Milosevic. Nourrie des révélations d'anciens acteurs de cette sombre machination aujourd'hui derrière les barreaux en Serbie, elle met au jour le financement occulte des forces armées yougoslaves de 1994 à la fin de l'an 2000 ; soit depuis les deux dernières années de la guerre en Bosnie jusqu'à la fin du régime Milosevic, le 5 octobre 2000, en passant par le conflit au Kosovo (1998-1999). Pour contourner l'embargo commercial et financier international auquel

la Yougoslavie était alors soumise par la communauté internationale, « une structure financière a été imaginée, installée et utilisée pour fournir des fonds, des équipements, de l'approvisionnement pour l'armée yougoslave et le ministère de l'intérieur de la République de Serbie (...) Les documents indiquent que Slobodan Milosevic (...) et d'autres ont participé à la création de cette structure financière », écrit Morten Torkildsen dans un document rendu public au début du mois de juin. « Au cours de ma carrière, souligne cet expert financier auprès du procureur du TPIY, je n'ai jamais rencontré ou entendu parler d'une structure financière offshore aussi étendue et compliquée. »

UNE CINQUANTAINE DE PAYS

L'enquêteur est parvenu à identifier les maillons de cette chaîne emberlificotée au début de laquelle se trouve l'administration fédérale des douanes qui, « sous la direction de Mihalj Kertes et à l'instigation de Slobodan Milosevic », alimentait la structure en devises hors des circuits officiels. « C'était un secret d'Etat », a avoué sans doute un peu inconsidérément Slobodan Milosevic à une époque où il n'imaginait pas se retrouver devant des juges internationaux. L'argent prenait ensuite le chemin de huit sociétés commercia-

les établies à Chypre qui, à leur tour, le virait à des sociétés « impliquées dans la construction ou la vente d'équipements militaires (installés dans) une cinquantaine de pays (dont) la Russie, Israël et les Etats-Unis », indique Morten Torkildsen.

Avec une précision de comptable, l'expert estime que « au moins 1 032 207 200 deutschemarks (l'équivalent de plus de 500 millions d'euros) » plus environ 80 millions de dollars (56 934 000 d'euros), 63 millions de francs suisses (93 019 500 d'euros) et d'autres devises « ont été déposés sur les comptes des sociétés chypriotes entre juillet 1992 et juin 2000 », dont 500 millions de deutsche marks (environ 250 millions d'euros) versés en cash de janvier 1998 à mars 1999. Selon les précieux témoignages recueillis par des juges serbes auprès de Mihalj Kertes, l'ex-directeur général des douanes et homme de confiance de Slobodan Milosevic, on apprend que l'ancien chef de la sécurité intérieure de Serbie, Rade Markovic, figure parmi les porteurs de valises. Comme dans une série B où ils joueraient le rôle des méchants, les trois hommes sont aujourd'hui derrière les barreaux à Belgrade ou La Haye.

C. Ct.

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.

PASTIS HENRI BARDOUIN
Le Grand Cru du Pastis

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

Le président Bush devrait se prononcer, la semaine prochaine, pour un Etat palestinien « provisoire »

Colin Powell, secrétaire d'Etat, a évoqué la proposition lors d'un entretien au quotidien « Al-Hayat », estimant que « les Palestiniens doivent avoir quelque chose en quoi placer leurs espoirs »

WASHINGTON

de notre correspondant

La proposition américaine pour le Proche-Orient, annoncée par le président George W. Bush le 7 juin, prend forme laborieusement. Colin Powell, le secrétaire d'Etat, en a dévoilé l'élément central : un Etat palestinien « provisoire », dont la création serait une « étape intermédiaire » (« interim step ») sur la voie d'un règlement définitif. Ces propos de M. Powell ont été tenus lors d'un entretien accordé, lundi 10 juin, au journal *Al-Hayat*, le quotidien en langue arabe publié à Londres, qui en a rapporté la teneur dans son édition du 12 juin. Interrogé par les journalistes dans l'avion

qui l'emmenait, mercredi, à Whistler, dans l'ouest du Canada, pour la réunion ministérielle destinée à préparer le sommet du G 8, le secrétaire d'Etat a précisé sa pensée. Cet Etat provisoire, a-t-il dit, « devra avoir une structure et quelque chose qui ressemble à un territoire, même si celui-ci peut ne pas être déterminé de façon définitive ».

L'entretien de M. Powell à *Al-Hayat*, donné à New York, quelques heures après l'entrevue de M. Bush avec le premier ministre israélien, Ariel Sharon, était manifestement destiné à faire contre-poids. Dans le bureau Ovale, le président s'était borné, en présence de son hôte, à rappeler sa position de

principe en faveur d'un Etat palestinien. Il avait écouté et, même, paru approuver M. Sharon lorsque ce dernier avait affirmé ne pas avoir de « partenaire », du côté palestinien, avec qui engager un dialogue politique. Dans ses déclarations à *Al-Hayat*, M. Powell souligne que la politique américaine est de « renforcer le gouvernement du peuple palestinien, qu'il s'agisse de l'Autorité ou d'autres institutions qui pourront être créées à mesure qu'ils [les Palestiniens] avancent ». Et il ajoute : « [M. Sharon] sait très bien que nous ne sommes pas sur la même ligne que lui quant au fait que nous ne devrions pas travailler avec le président Arafat. (...) Nous continuons à travailler avec le président Arafat ».

Le secrétaire d'Etat indique que « presque tout le monde en est venu à admettre la nécessité d'étapes provisoires ou intermédiaires ». Interrogé sur ces déclarations, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a expliqué, mercredi, qu'elles n'engagent pas M. Bush. « Elles reflètent, a-t-il dit, la variété des avis que les gens, au gouvernement, sont payés pour écouter, de quelque source qu'ils proviennent. » C'est la première fois, cependant,

que cette formule d'Etat « provisoire » est envisagée publiquement par les Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat l'explique dans des termes qui rappellent les propos du président égyptien, Hosni Mubarak, à Camp David. Il s'agit, dit M. Powell, de créer, « dans un avenir très proche, quelque chose que les Palestiniens puissent voir comme un pas vers un règlement (...) quelque chose en quoi ils puissent placer leurs espoirs et leurs rêves, et la communauté internationale investir avec une certaine confiance ».

M. Powell devait en parler avec ses collègues du G 8, mais sans que le « quartet » formé par les Etats-Unis, l'UE, la Russie et les Nations unies se réunisse au Canada. Une rencontre aura lieu au niveau des adjoints, vendredi 14 juin, à Washington. Le même jour, M. Powell s'entretiendra avec le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal, et avec Nabil Chaath, ministre palestinien de la coopération internationale. La proposition américaine, assortie d'un calendrier, devrait être formulée par M. Bush la semaine prochaine.

Patrick Jarreau

A Ramallah, le siège du quartier général de Yasser Arafat a été levé

Ariel Sharon a fait escale à Londres

LE PREMIER MINISTRE Israélien, Ariel Sharon, est rentré en Israël après sa visite aux Etats-Unis et une escale à Londres au cours de laquelle il s'est entretenu avec Tony Blair. Selon un haut responsable politique israélien cité par l'Agence France-Presse : « M. Sharon a indiqué que dans les conditions actuelles, le soutien à la création d'un Etat palestinien provoquerait l'éclatement de son gouvernement d'union nationale ». Et il a ajouté que « cela conduirait ipso facto à des élections anticipées et à un gel politique d'environ six mois en Israël ».

L'armée israélienne a levé, mercredi soir 12 juin, le siège du quartier général du président palestinien Yasser Arafat, à Ramallah, mais s'est déployée autour de la ville qui reste encerclée « pour être prête à y pénétrer de nouveau si des raisons de sécurité l'imposent ». Tsaahal occupait Ramallah depuis la nuit de dimanche à lundi. Plus de 60 Palestiniens ont été arrêtés alors que deux voitures remplies d'explosifs ont été découvertes. Le nouveau gouvernement de Yasser Arafat, réduit de 31 à 21 ministres, va donc pouvoir se réunir pour la première fois, jeudi 13 juin. Cette

réunion sera consacrée à « des questions de stratégie, à la reconstruction et au processus de paix ».

ARRESTATIONS

Des unités d'infanterie, appuyées par des blindés, ont occupé, durant la nuit de mercredi à jeudi, la bourgade de Toubas, à proximité de Jénine dans le nord de la Cisjordanie. Une dizaine de personnes ont été arrêtées et les locaux de différents services de sécurité ont été pris pour cible. Une autre incursion a eu lieu, jeudi matin, à Rafah, au sud de la bande Gaza. Cinq Palestiniens ont été arrêtés par l'armée israélienne dont Nizar Harazil, responsable local du Fatah, le mouvement de Yasser Arafat. Il est recherché pour sa participation dans une attaque meurtrière contre une colonie.

Par ailleurs, trois militaires israéliens et cinq Palestiniens ont été blessés lors d'échanges de tirs près de l'implantation de Neve Dkhalim, dans le sud de la bande Gaza. Quelques heures auparavant, l'armée a annoncé avoir déjoué un attentat en faisant sauter une voiture bourrée de 150 kg d'explosifs près d'une colonie. - (AFP)

Les « maharazim », colonies sauvages, se multiplient en Cisjordanie

SHVOOT RAHEL (Cisjordanie)

de notre envoyé spécial

La technique est immuable. La « prise de terre » commence par l'installation de quelques carava-

REPORTAGE

« C'est notre terre ici, pas celle des Palestiniens qui n'ont aucun droit »

nes, d'un générateur électrique et de réservoirs d'eau. Le « maharaz », la colonie sauvage, est né. Une guerre d'usure commence alors avec les autorités israéliennes qui, si elles défendent « la croissance naturelle » des colonies existantes, sont officiellement opposées à la création de nouveaux points d'implantation sauvages. Mais le ruban d'asphalte et les lignes électriques qui desservent maintenant Adela, à l'est de la colonie de Shvoot Rahel, en Cisjordanie, font sourire Boaz Melet, qui a participé à la création de ce « maharaz », il y a quatre ans. « Le gouvernement israélien a une main droite et une main gauche. Officiellement, il est opposé à ce que nous faisons pour des raisons de politique internationale, mais vous voyez bien qu'il finit toujours par nous soutenir », assure-t-il. Aux alentours, sur les collines brûlées par le soleil, d'autres lieux sont en cours d'aménagement qui assureront à terme le contrôle d'une bande de terre importante entre la grande colonie d'Ariel et la vallée du Jourdain.

DÉTERMINATION TOTALE

Le déchaînement des violences, depuis septembre 2000, n'a pas réfréné l'ardeur des colons de Cisjordanie. Bien au contraire. Mercredi matin 12 juin, ils ont annoncé la création d'un nouveau point près du village palestinien de Singil, non loin d'Adela, sur la route de Naplouse, en mémoire d'un jeune habitant de la colonie d'Ofra, tué par des Palestiniens une semaine plus tôt. Toujours sur la même route, en direction de la colonie de Bet-El, le « maharaz » Assaf, installé depuis plusieurs mois, porte le nom d'une autre victime de l'Intifada. Le mouvement La Paix maintenant estime que plus d'une trentaine de « maharazim » ont été créés depuis l'élection d'Ariel Sharon au poste de premier ministre, en février 2001, mais, selon un bon connaisseur du dossier, les relevés de l'organisation pacifiste israélienne sont, d'ores et déjà, périmés.

Car la détermination des colons est totale, alors que s'est constitué en leur sein un mouvement porté par les plus jeunes qui combine la religion, une volonté de retour à la terre et le désir de rompre avec l'establishment des colonies anciennes. Le chef coiffé d'une calotte tricotée, la barbe fournie, Boaz Melet, qui se partage entre les travaux agricoles et l'étude de la Torah, ne doute pas une seconde de la légitimité de sa démarche. « C'est notre terre ici, pas celle des Palestiniens qui n'ont aucun droit et certainement

pas celui d'avoir un Etat. Ariel Sharon a tort de dire qu'il ne négociera pas avec les Palestiniens tant qu'il y aura de la violence. Tout simplement, il ne faut rien négocier. Aujourd'hui, la mission du peuple juif est ici, en Judée-Samarie [Cisjordanie]. Demain, ce sera peut-être la Jordanie ou le Liban, et je n'exclus pas d'en être si j'en ai toujours la force », assure-t-il d'un ton paisible.

A Adela, selon lui, les frictions avec les Palestiniens se sont limitées jusqu'à présent à quelques tirs nocturnes et surtout à des vols de moutons. « Quand ces vols ont été trop importants, nous avons riposté en coupant des centaines d'arbres », assure Moshé Tamir, son voisin, pour qui la démonstration de force a été dissuasive. Les deux hommes restent en revanche très évasifs sur le dispositif prévu par l'armée pour assurer la protection de ces points de colonisation particulièrement isolés.

Les « maharazim » constituent en effet un redoutable défi sécuritaire pour les autorités israéliennes. La ligne officielle rappelée récemment par le ministre de la défense, Benjamin Ben Eliezer, est qu'il n'est pas question de risquer la vie de soldats pour la défense de posi-

LES IMPLANTATIONS ILLÉGALES



tions illégales. Coup sur coup, des Palestiniens ont attaqué deux extensions sauvages dont l'une d'elles, près de Hébron, à Karmel Tzur, avait été décidée après la mort d'un membre de la colonie, Shmuel Gillis, tué par des tirs palestiniens pendant la « guerre des routes » qui avait fait rage au début de l'année 2001.

Les « maharazim », généralement privés des clôtures et autres systèmes dissuasifs qui équipent les colonies considérées comme légales par les autorités israéliennes, constituent en effet des cibles faciles pour les activistes palestiniens. Réuni le 10 juin, le conseil représentatif des colonies de Judée-Samarie et Gaza (Yesha) a peaufiné sa stratégie vis-à-vis de l'armée. Il a réclamé pour les « maharazim » une sécurité identique à celle de n'importe quelle ville en Israël. Son porte-parole, Yoshua Mor-Yossef, a assuré que l'armée avait toujours été informée de leur création et que son attitude avait valu approbation.

Gilles Paris

« Un essai qui donne le ton et les clés du nouveau cours présidentiel dans une chevauchée haletante qui redonne à la politique un souffle, un enthousiasme, une dimension littéraire qu'elle n'a plus depuis longtemps. »

LE MONDE

Dominique de Villepin



Le cri de la Gargouille

Albin Michel

« Villepin, dans cette vaste synthèse historique, n'est pas seulement lyrique, mais émouvant, audacieux, inattendu... Puisse la nouvelle voix de la France se montrer à la hauteur de sa langue. »

BERNARD-HENRI LÉVY

« Un enfant de Chateaubriand et de Bernanos qui éructe et fulmine. Prémonitoire et saisissant. »

FRANZ-OLIVIER GIESBERT

« Du Chateaubriand, du Hugo, du Malraux, du De Gaulle ? Non, du Villepin. Je suis conquis, je vote gargouille. »

PHILIPPE SOLLERS

ALBIN MICHEL

Des activistes d'Al-Qaida au Cachemire, selon Washington

NEW DELHI. Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a déclaré, mercredi 12 juin à New Delhi, que des activistes du réseau Al-Qaida d'Oussama Ben Laden opéreraient actuellement au Cachemire, la région musulmane partagée entre l'Inde, le Pakistan et la Chine au centre des tensions entre New Delhi et Islamabad, que l'émissaire des Etats-Unis tente actuellement d'apaiser. « J'ai constaté des indices indiquant que des membres d'Al-Qaida opèrent dans la zone, près de la Ligne de contrôle » (LOC, séparant la partie indienne de la partie pakistanaise du Cachemire), a déclaré M. Rumsfeld à la presse. « Je n'ai pas de précisions sur leur localisation ou sur leur nombre », a toutefois ajouté le secrétaire à la défense, qui donne ainsi du crédit aux affirmations indiennes selon lesquelles des éléments d'Al-Qaida et d'anciens talibans se seraient repliés vers le Cachemire après l'intervention américaine en Afghanistan. — (Reuters.)

Vittorio Sgarbi, ministre italien de la culture, a démissionné

ROME. Vittorio Sgarbi (photo), sous-secrétaire d'Etat aux biens culturels, a annoncé, mercredi 12 juin, sa démission du gouvernement italien dirigé par Silvio Berlusconi. Il a fait part de sa décision à son ministre de tutelle, Giuliano Urbani, par trois lignes à la formulation laconique : « Cher ministre ; ne pouvant partager les méthodes et le but de ce ministère, je mets à ta disposition toutes mes délégations. Cordial salut ». Né à Ferrare en 1952, diplômé de lettres et de philosophie de l'université de Bologne, critique d'art et animateur de télévision, élu député libéral en 1992, il était entré dans la coalition de Silvio Berlusconi en 1996 et dans son gouvernement en juin 2001. Médiateur et provocateur – il a posé nu dans un hebdomadaire – Vittorio Sgarbi manie facilement l'injure et était devenu le ministre le plus encombrant du gouvernement Berlusconi. Il avait notamment polémique avec Catherine Tasca, ex-ministre français de la culture, lors de l'inauguration du dernier Salon du livre (*Le Monde* du 23 mars), consacré à l'Italie.



SIPA

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : un évêque de New York, Mgr James McCarthy, a démissionné**, mercredi 12 juin, après avoir reconnu plusieurs liaisons féminines sur plusieurs années. Dans un communiqué, le cardinal Edward Egan, archevêque de New York, a fait état de son « inquiétude et de sa sollicitude » pour les personnes impliquées et annoncé que « l'archevêché coopérera avec les autorités s'il y a enquête ». Cette démission est intervenue à la veille de la conférence des évêques américains, organisée à Dallas (Texas), et consacrée largement au problème des prêtres pédophiles aux Etats-Unis. — (AFP.)

■ **CHILI : la Cour suprême a accepté**, mercredi 12 juin, à l'unanimité, d'examiner une demande de levée d'immunité parlementaire de l'ex-dictateur Augusto Pinochet présentée par la juge argentine Maria Servini de Cubria, chargée de l'enquête sur l'assassinat du général chilien Carlos Prats, en 1974, à Buenos Aires. La Cour d'appel de Santiago sera chargée d'examiner en première instance la demande de la juge argentine qui fera ensuite l'objet d'un verdict définitif de la Cour suprême. — (AFP.)

■ **PÉROU : le président Alejandro Toledo a annoncé**, mercredi 12 juin, que la police avait arrêté trois individus, un homme et deux femmes, suspectés d'être les auteurs de l'attentat à l'explosif près de l'ambassade américaine à Lima, qui a fait dix morts et une trentaine de blessés, le 20 mars. Selon le ministre de l'intérieur, Fernando Rospigliosi, les trois personnes, qui ont été arrêtées le 25 mai dernier, sont membres de l'organisation terroriste du Sentier lumineux. — (AP.)

Le parti de M. Kostunica quitte le Parlement de Serbie

BELGRADE. Les députés du Parti démocratique de Serbie (DSS) du président yougoslave Vojislav Kostunica ont quitté le Parlement de Serbie, mercredi 12 juin, en signe de protestation contre la révocation de 21 d'entre eux. La direction administrative du Parlement avait approuvé, mardi soir, une décision de la direction de la coalition DOS au pouvoir de révoquer ces 21 députés pour absentéisme. Ils étaient accusés d'avoir bloqué, par leur absence, le fonctionnement du Parlement et empêché l'adoption d'une série de lois sur les réformes initiées par le gouvernement serbe du premier ministre Zoran Djindjic. Le Parlement est dominé par les députés de la coalition DOS, qui a renversé le régime de Slobodan Milosevic en octobre 2000. Le DSS fait officiellement partie de cette coalition, mais agit régulièrement à contre-courant de ses partenaires : un comportement qui reflète le conflit entre le président Kostunica et le premier ministre de Serbie, Zoran Djindjic. — (AFP.)

L'Algérie est soulagée du recul du vote en faveur de Jean-Marie Le Pen en France

La presse a largement repris les récentes révélations sur le passé algérien du chef du FN

ALGER
correspondance

Les élections législatives françaises sont suivies d'assez loin, ces derniers jours, en Algérie, à l'inverse du récent scrutin présidentiel. Au soir du 21 avril, le spectre de Jean-Marie Le Pen à l'Élysée avait provoqué ici incrédulité, peur et répulsion. Pour autant, la défaite de la gauche française, en particulier des socialistes, a été commentée avec une certaine satisfaction dans les milieux médiatiques et politiques, à l'exception notable du FFS (Front des forces socialistes), compagnon du PS au sein de l'Internationale socialiste (IS). Le succès attendu dimanche 9 juin, au premier tour, de la droite française et la défaite de la gauche sont interprétés comme une victoire pour le pouvoir algérien, un revers pour les « internationalistes » tels le FFS et une mise hors-jeu, au moins pour un temps, de l'IS.

La consécration de Jacques Chirac est ce qui pouvait arriver de mieux pour le pouvoir à Alger, estiment la plupart des journaux algériens, pour qui le premier tour des législatives françaises a été rassurant à tous égards. L'échec du Parti socialiste – dont les rapports avec Alger ont toujours été tumultueux – est dans l'ensemble apprécié. Cet aspect est même davantage mis en exergue que le recul du Front national. On mise ici sur un changement d'attitude à l'égard de l'Algérie, et pas seulement de la part de la France mais aussi des autres pays européens, puisque les formations de droite sont en passe de revenir au pouvoir presque partout dans l'Union européenne. Certains croient déjà percevoir un changement de ton envers Alger.

L'échec de la gauche française a eu cependant des effets pervers puisqu'il a entraîné dans son sillage « les espoirs des candidats d'origine étrangère, notamment algérien-



Les journaux francophones algériens ont donné un large écho aux témoignages, publiés récemment par « Le Monde », de personnes se plaignant d'avoir été torturées pendant la guerre d'Algérie, et impliquant directement l'ancien lieutenant Jean-Marie Le Pen.

ne, de décrocher un siège de député », comme le déplore *Le Quotidien d'Oran*. Même remarque de la part du *Soir d'Algérie*, qui constate que l'on cherche en vain un nom « à consonance arabe » ayant des chances de passer le cap du deuxième tour. Ni la droite ni la gauche, déplore ce journal, n'ont placé des candidats beurs dans des « positions susceptibles de passer la barre ». Autre motif de grogne : la question des visas. Avec la droite installée maintenant non plus seulement à l'Élysée mais à Matignon, beaucoup redoutent un nouveau tour de vis dans ce domaine.

Jean-Marie Le Pen a donc disparu de la « une » des quotidiens algériens, après en avoir occupé

une bonne place dans la semaine du 4 juin, au lendemain de la publication par *Le Monde* de témoignages d'Algériens torturés pendant la guerre de libération. « Accablantes révélations », a ainsi titré le quotidien *Le Matin* en première page, consacrant l'essentiel de sa « une », ainsi qu'une pleine page intérieure, au leader du Front national, photo à l'appui. « *Le Pen rattrapé par son passé de tortionnaire* », traitait de son côté *El Watan*, soulignant que ce n'était pas la première fois que le leader du Front national était ainsi mis en cause, et qu'en dépit de ces nouveaux témoignages « accablants » « il crie à la manipulation. »

Commentant l'intention de Jean-

Marie Le Pen de poursuivre en justice *Le Monde* pour diffamation, le journal *Horizon* a exprimé le vœu que, lors du procès à venir, « les Algériens témoins ne soient pas empêchés de se rendre à Paris, comme cela a été le cas dans le procès Papon-Einaudi. » Pour *Le Quotidien d'Oran*, la « personnalisation excessive » du débat sur la torture autour de « personnages racistes, troubles, voire détraqués » comporte cependant un risque : que l'on solde un peu trop facilement « les vertigineux méfaits d'un Etat démocratique [la France] qui a organisé, à la fin des années 1960, le blanchiment de son histoire par une loi d'amnistie. On se souvient de *Le Pen* en effet, mais on n'oublie pas que c'est un Etat qui a couvert l'horreur ». *El Moudjahid*, qui reflète les vues du pouvoir, s'est lui aussi fait l'écho des nouvelles révélations concernant l'ex-lieutenant Le Pen, mais en évitant tout commentaire.

TEMPS DE RETARD

Silence, en revanche, du côté de la presse arabophone. *El-Kahabar* n'a pas soufflé mot du dossier Le Pen, tandis qu'*El-Youm* se contentait de reprendre une dépêche d'agence, le 8 juin, pour signaler la conférence de presse de Jean-Marie Le Pen présentant sa défense. Avec un temps de retard, les médias audiovisuels algériens (tous d'Etat) ont emboîté le pas à leurs confrères de la presse privée, mais sobriement. La télévision a consacré, le 6 juin, un reportage à ce sujet, dans le cadre du journal du soir.

Quant à la plus écoutée des trois stations de radio, la Chaîne 3, elle a diffusé, mardi soir 11 juin, une émission d'une heure portant sur la question de la torture pendant la guerre de libération. Des témoins se sont succédé à l'antenne. Une deuxième émission devrait suivre le 18 juin.

A la Loya Jirga, les femmes afghanes sont bien décidées à se faire entendre

KABOUL
de notre envoyée spéciale

Privées de leurs droits les plus élémentaires durant les cinq ans de régime taliban, les femmes afghanes font leur retour dans la vie publique afghane à l'occasion de la première grande assemblée du pays depuis 1989. Environ 190 femmes (21 élues, le reste nommées), sur 1598 délégués officiels, participent à la Loya Jirga qui s'est ouverte, mardi 11 juin, à Kaboul, et n'entendent pour cela remercier quiconque. « Nous n'avons pas à dire merci. C'est notre droit d'avoir un siège à la Loya Jirga », affirme Zia Kakar, ingénieur à Mazar-e-Charif – la principale ville du Nord de l'Afghanistan – et maintenant employée au ministère de la condition féminine. « Les femmes doivent être écoutées et leurs droits n'être pas seulement un slogan », renchérit Razia Haideri, une étudiante en médecine de Bamiyan, dans le centre du pays.

Dans l'enceinte de la Loya Jirga, les femmes se sont déjà fait entendre, et plusieurs d'entre elles ont reçu des menaces après avoir pris à partie certains chefs de guerre comme le ministre de la défense, Mohammed Fahim, ou l'ancien président Burhanuddin Rabbani. Une fem-

me, Massouda Jalal, devait poser sa candidature, jeudi 13 juin, contre celle de Hamid Karzai, à la présidence de l'Administration transitoire qui dirigera l'Afghanistan durant les prochains dix-huit mois. Si elle n'avait aucune chance d'être élue, elle entendait faire la preuve, à travers sa candidature, de la détermination des femmes afghanes à se faire entendre.

UNE PRIORITÉ : L'ÉDUCATION

Leurs ambitions sont sans complexes et, affirme Malalai Habibulah, une élue de Kandahar – en allusion à la récente visite à Kaboul de la ministre française de la défense, Michèle Alliot-Marie – « si une Française peut devenir ministre de la défense, pourquoi une Afghane ne le pourrait-elle pas ? ». Outre la défense, Malalai Habibulah verrait bien une femme à la tête des ministères de la sécurité, de l'éducation, de la santé. Pour l'avenir, Zia Kakar revendique aussi des sièges pour les femmes à la commission chargée de rédiger une nouvelle Constitution et au Parlement transitoire.

L'éducation reste toutefois la priorité des femmes afghanes, qui n'oublient pas que 4 % d'entre elles seulement sont alphabétisées.

« Durant les vingt-trois ans de guerre, ce sont les femmes qui ont le plus souffert », affirme Razia Haideri : « Maintenant, notre priorité doit être de donner l'opportunité à chaque femme de recevoir une éducation. Nous voulons que toutes les femmes, y compris celles qui n'en ont pas eu l'occasion avant, aient le droit de s'instruire », dit-elle.

Maîtresse d'école à Yakaolang, dans la province de Bamiyan, Soora Ilkhami, 26 ans, réclame avant tout du travail pour les femmes, en particulier dans cette région hazara qui a beaucoup souffert des combats du temps des talibans. « 70 % des femmes de mon district sont veuves. Elles étaient pauvres et elles deviennent encore plus pauvres », dit-elle. Si longtemps privées de parole, les femmes afghanes ne veulent pas laisser passer l'occasion de se faire entendre et pour elles, aucun sujet n'est tabou.

Françoise Chipaux

■ **HAMID KARZAI a été officiellement proposé**, jeudi 13 juin, comme candidat à la présidence du gouvernement afghan de transition par 150 membres de la Loya Jirga. — (AP.)

L'assassinat d'un journaliste dans une favela bouleverse le Brésil

Tim Lopes enquêtait sur le trafic de drogue et la violence dans un bidonville de Rio de Janeiro

RIO DE JANEIRO
correspondance

Tim Lopes, 51 ans, journaliste à TV Globo, effectuait un reportage sur le trafic de drogue avec une micro-caméra cachée à Vila Cruzeiro, un bidonville (*favela*) du nord de Rio de Janeiro, quand il a été démasqué. Les trafiquants lui ont tiré dans les pieds pour l'empêcher de prendre la fuite et attaché les mains dans le dos, puis l'ont torturé avant de le livrer à leur chef, Elias Maluco, dit « Elias le fou », qui l'a tué à coups de sabre. Le cadavre a ensuite été brûlé pour ne pas laisser de traces.

Les autorités de l'Etat de Rio de Janeiro ont offert une récompense de 50 000 reals (environ 23 000 euros) pour toute information permettant la capture d'Elias le fou, 35 ans, accusé par la police d'avoir commandité l'assassinat de soixante autres personnes au cours des douze derniers mois et qui dirige le trafic de drogue dans treize fave-

las. Tim Lopes, qui, d'après sa première femme, Sandra Lopes, « avait trois motifs d'orgueil : le journalisme, être pauvre et noir », voulait prouver qu'à l'occasion de bals funks organisés par les trafiquants, ces derniers démarchent de nouveaux clients et abusent sexuellement de mineurs.

Au-delà de la mort, dans une ville habituée à la violence, l'exécution de Tim Lopes résume la double tragédie carioca : le discrédit de l'action de l'Etat et l'audace sans bornes du crime organisé, mieux armé que la police. Certains analystes parlent de « pouvoir associé », si l'on y ajoute les policiers et les avocats véreux qui y sont mêlés.

Ce sont les habitants de Vila Cruzeiro qui, las de l'inertie des pouvoirs publics et abandonnés à eux-mêmes, avaient dénoncé les faits à la chaîne de télévision TV Globo, la principale du pays, et demandé son aide. Tim Lopes, auteur de plu-

sieurs reportages sur la drogue, les enfants des rues et les hôpitaux psychiatriques, s'était déjà rendu trois fois dans la favela et y était retourné, le 2 juin, équipé d'une micro-caméra.

PROGRAMME D'URGENCE

Le manque d'investissements dans des programmes sociaux donne peu d'alternatives aux jeunes des favelas pour échapper à la séduction de l'argent facile du trafic de drogue. Sur les 5,8 millions d'habitants de Rio (intra-muros), 1,2 million vivent dans quelque 800 favelas ; l'immense majorité d'entre eux sont d'honnêtes travailleurs mal rémunérés ou au chômage, soumis à la violence et à la loi du silence du narcotraffic.

Le président social-démocrate Fernando Henrique Cardoso, à qui ses adversaires reprochent d'avoir investi des milliards dans le système bancaire au détriment du secteur social, a déclaré que les autori-

tés gouvernementales et la société civile « devaient se donner la main pour mettre fin aux atrocités » qui ont lieu dans les favelas de Rio.

Le président de la Cour suprême, Marco Aurelio Mello, a, de son côté, exhorté l'Etat « à occuper sa place dans les favelas ». Au cours des deux derniers mois, une trentaine de trafiquants ont été arrêtés à Rio et écroués, ce qui a engendré de nouvelles disputes de territoires. Face à la recrudescence des affrontements entre bandes rivales, le gouvernement de Rio élabore un programme d'urgence de sécurité, avec l'appui de toutes les polices (militaire, civile et fédérale) pour protéger la population. Résumant le sentiment général, la deuxième femme du journaliste, Alessandra Wagner, a demandé, dans une lettre envoyée aux médias, que « le sacrifice de Tim Lopes ne soit pas vain ».

Claire Perréard

BAC + 1



ISG

**RÉORIENTEZ-VOUS VERS
UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE**

L'AFIC

(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPARE À INTÉGRER

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 10/26

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les Quinze tentent d'adopter rapidement de nouvelles mesures contre l'immigration illégale

L'Espagne, à la présidence de l'UE, demande du « concret ». Les dispositifs de contrôle aux frontières devraient être renforcés, des opérations pilotes pouvant être engagées par plusieurs Etats

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les ministres de l'intérieur des Quinze devaient reprendre, jeudi 13 juin, à Luxembourg, le débat sur le contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne avec l'examen d'un plan élaboré par la présidence espagnole. Synthétisant la position exprimée par la Commission de Bruxelles et celle de l'Italie - chargée d'une mission d'étude -, l'Espagne propose des mesures concrètes et veut adresser un « signe » aux opinions publiques avant le sommet européen de Séville, où les chefs d'Etat et de gouvernement discuteront plus généralement, les 21 et 22 juin, de la politique d'asile et d'immigration.

Antonio Vitorino, le commissaire chargé de la justice et des affaires intérieures (JAI), avait envisagé, en mai, la création d'un corps commun de gardes-frontières chargé de surveiller l'entrée dans l'Union élargie. Il s'était attiré les critiques de quelques Etats du Nord, réticents à l'idée de voir des douaniers d'autres nationalités à l'œuvre sur leur territoire. L'Italie, elle, avait, à partir d'une expérience de lutte contre l'immigration clandestine menée dans des aéroports, plaidé pour des mesures plus immédiates, à caractère intergouvernemental.

Le document en discussion à Luxembourg n'exclut pas la première hypothèse (la création d'un corps commun) et étend la seconde (des mesures intergouvernementales), tout en prévoyant, semble-t-il, un mécanisme de solidarité financière dont les modalités précises ne seraient pas définies. Selon des sources diplomatiques, le texte propose des initiatives pilotes que les Etats membres se

répartiraient. Une première, alors que le sujet figurait dans un Livre blanc élaboré en... 1985 et envisageait d'autres « priorités », comme l'harmonisation de la politique des visas et la coordination des règles relatives à l'entrée, au séjour et à l'emploi des ressortissants des pays tiers.

ENQUÊTES COMMUNES

En quoi consisteraient les actions « concrètes » envisagées ? On évoque la création d'un réseau d'officiers de liaison dans les

serait créé. Il reprendrait et étendrait, en réalité, les missions d'un Comité stratégique « Immigration-frontière-asile », instauré en 1997 dans le cadre du traité d'Amsterdam, qui préconisait une meilleure coordination de la politique de l'immigration.

Cette instance, composée de techniciens, s'occupe actuellement de l'harmonisation législative, sans jouer aucun rôle opérationnel. Soutenue par certains pays, la Commission proposerait, pour sa part, d'aller plus loin et

nationaux renvoyés par les Quinze. Ce projet est défendu par l'Espagne et la Grande-Bretagne, mais contesté par d'autres Etats membres, dont la France, qui soulignent les obstacles juridiques à la définition de sanctions. « On ne fera pas l'impasse sur la politique de coopération ou de développement », affirme un diplomate français. D'autres pays évoquent la possibilité d'aides financières pour les pays qui se montreraient les plus ouverts à une coopération avec l'Union pour faciliter les réadmissions.

DEUX FOIS MOINS DE RÉFUGIÉS

Malgré la difficulté de ces questions et la lenteur traditionnelle du processus de décision européen, l'Espagne maintient, en tout cas, sa volonté de définir un « calendrier concret ». Parce qu'il convient, selon M. Aznar, appuyé par d'autres capitales, de couper l'herbe sous le pied des mouvements populistes et xénophobes.

Après la réunion de Luxembourg et le débat sur les frontières, Madrid aimerait faire adopter un plan global de lutte contre l'immigration clandestine et achever la discussion sur l'intégration de la politique d'immigration dans la politique extérieure de l'UE.

L'Espagne souhaite aussi un réexamen de la politique communautaire d'asile, alors que l'Europe accueille deux fois moins de réfugiés qu'il y a dix ans (384 000 l'année dernière). Alors, aussi, que les Quinze s'interrogent sur les modalités de recrutement de nouveaux travailleurs immigrés pour pallier la carence de main-d'œuvre dans certains secteurs.

Jean-Pierre Stroobants

José Maria Aznar veut « blinder » la porte sud qu'est l'Espagne

Un nouveau durcissement de la loi est proposé

MADRID

de notre correspondante

José Maria Aznar, qui a axé la fin de son semestre de présidence européenne sur son désir de parvenir à une politique commune de contrôle de l'immigration, a entrepris, ces jours-ci, de balayer d'abord devant sa porte. Le chef du gouvernement espagnol, qui estime que « les masques de l'hypocrisie doivent tomber » sur ce dossier et que l'Europe ne doit pas être « une forteresse fermée » et encore moins « une passoire permanente », est en effet décidé à « blinder » cette « porte sud » qu'est l'Espagne.

Il s'agirait de revenir sur la loi déjà restrictive adoptée il y a deux ans et de rendre plus difficiles les possibilités, pour les sans-papiers, de régulariser leur situation. De même, seraient exclues de nouvelles régularisations exceptionnelles comme cela s'est déjà produit. Le regroupement familial se limiterait « aux parents et aux enfants jusqu'à 16 ans » alors qu'en ce moment un étranger résidant en Espagne peut faire venir ses enfants et ceux de son conjoint du moment qu'ils ont moins de 18 ans et même ses parents s'ils sont à charge. Enfin la réforme envisagée établirait des peines inscrites au code pénal pour ceux qui font travailler des « illégaux » et le renforcement de celles qui frappent ceux qui se livrent au « trafic de clandestins » (huit ans de prison au lieu de cinq).

Cette retouche annoncée (la deuxième en deux ans) à la loi sur l'immigration - considérée comme une simple « amélioration » par le ministère de l'intérieur - n'en a pas moins suscité des interrogations. Notamment parmi tous ceux qui estiment que M. Aznar a raison de contrôler ses frontières mais aussi

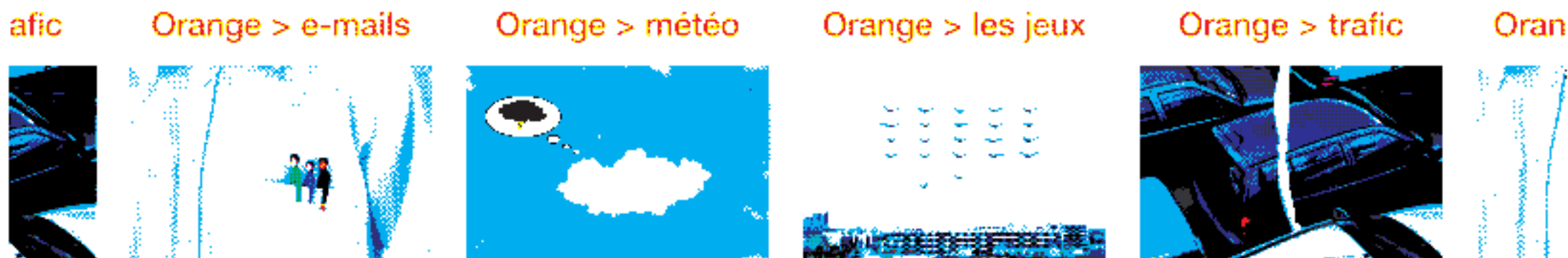
tendance à réduire l'immigration, nécessaire dans un pays comme l'Espagne, lanterne rouge de la natalité en Europe, à une « lutte policière contre les immigrants illégaux ». Comme pour leur donner raison, le quotidien *El País* publiait une enquête montrant que les quotas d'emplois alloués en décembre par le gouvernement aux immigrés n'ont même pas été remplis : sur les 8 374 emplois fixes prévus, seuls 4 % ont été pourvus.

DEUXIÈME FRONT

De son côté, la responsable du dossier immigration de la Conférence épiscopale laissait entendre, la semaine dernière, qu'une lettre pastorale critiquant « la réduction des droits des immigrés » prévue par la nouvelle réforme était à l'étude. Pour le gouvernement - en mal de consensus et opposé aux évêques basques qui, dans une précédente lettre pastorale, avaient critiqué la loi provoquant l'interdiction de la coalition indépendantiste radicale Batasuna -, il était hors de question de voir s'ouvrir un deuxième « front » avec la Conférence épiscopale. Après de multiples tractations engagées par l'équipe Aznar, un communiqué des évêques démentait l'existence du nouveau texte.

Ce « malaise » dissipé, un nouvel épisode gênant est survenu. Lundi 10 juin, 350 puis 500 immigrés maghrébins, la plupart « illégaux » et refusés par les producteurs de fraises andalous qui ont préféré embaucher cette année de la main-d'œuvre des pays de l'Est, s'enfermaient dans l'université Pablo de Olavide de Séville. Tous réclament régularisation et travail.

Marie-Claude Decamps



Consultation illimitée des services multimédia 6 €/mois.

S'informer, partager, jouer, voter... Aujourd'hui, sur votre mobile, vous pouvez profiter de tous les services pratiques (e-mail, info trafic, météo...) et cultiver vos passions (jeux, cinéma, sport...) sans limite pour seulement 6 €/mois.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 30/06/02 sous la limite de 100000 minutes de communication et limitée aux abonnés Orange France. Offre illimitée sans engagement préalable. Communications WAP depuis la France métropolitaine. Renseignements au 6 000 030 030 ou sur www.orange.fr.



FRANCE

LES LÉGISLATIVES

L'ancien premier ministre, Alain Juppé a décidé de prendre **LES RÊNES** de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). « Il faut passer (...) à l'organisation du nouveau mouvement. Voilà mon programme. J'ai

choisi la difficulté. J'ai choisi l'UMP », a-t-il déclaré au Monde. Ce nouveau parti chiraquien apparaît déjà comme le **GRAND VAINQUEUR** des législatives. Fort de 8,6 millions de voix au premier tour, il espère

compter **ENVIRON 400 DÉPUTÉS** dans la future Assemblée, ce qui lui apporterait quelque 36 millions d'euros de dotation publique annuelle. Le RPR et Démocratie libérale s'apprentent à se fondre dans ce

nouvel ensemble où les proches de **CHARLES PASQUA** espèrent pouvoir s'organiser en courant. Seule l'UDF de François Bayrou et le souverainiste Philippe de Villiers, refusent d'intégrer l'UMP.

Alain Juppé aux commandes de l'UMP pour préparer son avenir

L'ancien premier ministre a choisi : il ne briguera pas la présidence de l'Assemblée nationale, mais la direction du nouveau parti chiraquien : l'Union pour la majorité présidentielle. Cette formation est en passe de supplanter les partis de droite. Son budget : 36 millions d'euros par an

« L'UMP a démontré sa capacité à créer une dynamique. Il faut maintenant passer de la dynamique à l'organisation du nouveau mouvement. Voilà mon programme. J'ai choisi la difficulté, j'ai choisi l'UMP », a affirmé au Monde Alain Juppé, mercredi 12 juin. Très réservé jusqu'ici sur ses intentions, l'ancien premier ministre a précisé, à cette occasion, qu'il avait décidé en conséquence de « faire l'impasse sur l'Hôtel de Lassay », la résidence du président de l'Assemblée nationale (Le Monde du 13 juin). M. Juppé s'est entretenu peu après, pendant une vingtaine de minutes, avec Edouard Balladur, pour lui faire part de sa décision. Dans la matinée, il avait été reçu à l'Élysée par le président de la République.

Une hypothèque est donc levée. Cinq ans après avoir dû abandonner la présidence du RPR en raison de l'échec de la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac, M. Juppé revient en force. Déjà, le mercredi 24 avril, après le premier tour de l'élection présidentielle, il avait obtenu que le bureau politique du RPR se prononce pour la « création d'une grande formation unie, pluraliste, démocratique et décentralisée de soutien au président de la République ». Parmi la trentaine de personnalités présentes, une seule s'était abstenue : Philippe Séguin, qui lui avait succédé, en 1997, à la tête du RPR.

Dans sa très brève déclaration, M. Juppé ne précise pas le rôle exact qu'il entend jouer à la tête



de l'UMP. Le titre – président, secrétaire général ou autre – importe peu, et la rédaction définitive des statuts de la future formation n'est pas encore achevée. Dans un propos rapporté, jeudi 13 juin, par Le Figaro, le maire de Bordeaux apporte toutefois cette précision : « Le conseil des fondateurs de l'UMP doit charger une délégation provisoire de préparer les assises, en octobre, novembre, avec un vrai pilote. »

Depuis près de deux ans, M. Juppé

s'abritait derrière des paravents qui ne trompaient personne. Il y avait tout d'abord l'architecte en chef de la recomposition de la droite, le propre conseiller de Jacques Chirac, Jérôme Monod, tout aussi secret que M. Juppé mais ostensiblement présent à toutes les réunions. L'Union en mouvement, préfiguration de l'UMP, était par ailleurs animée par un triumvirat de jeunes députés, Renaud Dutreil (UDF), Hervé Gaymard (RPR) et

Dominique Bussereau, qui se retrouvent tous les trois, aujourd'hui, dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Plus récemment, le 21 mai, le conseil des fondateurs de l'UMP, qui comprend une quarantaine de personnalités de la droite et du centre, avait désigné un conseil politique de 16 membres, composé de droit « des anciens premiers ministres, des présidents des groupes parlementaires, des présidents de partis politiques, à l'exception des membres du gouvernement ». La précision n'était pas neutre : elle permettait à la fois d'intégrer M. Balladur et de tenir à distance les nouveaux ministres, parmi lesquels Nicolas Sarkozy, François Fillon ou Michèle Alliot-Marie.

Tout au long de sa constitution, l'UMP a fonctionné comme une sorte de filtre. Elle a permis d'écarter François Bayrou et Alain Madelin. M. Séguin a été neutralisé par son échec aux élections municipales à Paris. Outre M. Sarkozy, qui avait choisi sa propre voie pour tenter d'accéder à l'Hôtel Matignon, ne reste véritablement que le petit groupe des quatre qui a joué un rôle déterminant dans la campagne présidentielle de M. Chirac et dans l'émergence de l'UMP : Philippe Douste-Blazy et MM. Fillon, Juppé et Raffarin. Ce sont là les nouveaux « barons » de la période qui s'ouvre avec la réélection de M. Chirac.

Après l'apparition successive et éphémère des cartels électoraux (l'UNM en 1981, l'URC en 1988,

l'UPF en 1993), l'UMP est en effet promise à un tout autre avenir. Dès mercredi après-midi, à l'Assemblée nationale, des ouvriers étaient en train de décoller les lettres « R-P-R » sur la porte vitrée qui donne accès aux bureaux du groupe des députés gaullistes. Lundi 17 juin, les nouveaux députés doivent être reçus à la questure par les trois présidents de groupe sortants, Jean-Louis Debré, M. Douste-Blazy et François d'Aubert. L'élection du président

Depuis près de deux ans, M. Juppé s'abritait derrière des paravents qui ne trompaient personne

du nouveau groupe et celle des présidents délégués représentants les différentes sensibilités constitueront un premier test pour mesurer à la fois la cohésion de la future majorité et l'expression de son pluralisme.

Discrètement, les états-majors ont déjà fait leurs comptes : les anciens du RPR devraient être majoritaires à eux seuls dans le groupe UMP. Ce pointage est confirmé par les statistiques établies par Le Monde. Sur les 47 députés

UMP élus dès le premier tour, 24 sont issus du RPR, 13 de DL et 10 de l'UDF. Au second tour, 463 candidats UMP restent en lice, parmi lesquels 247 RPR, 91, UDF, 64 DL. Les rapports de forces internes ne découleront pas seulement, toutefois, de l'appartenance antérieure à telle ou telle formation.

Pour défendre sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale, M. Balladur se pose volontiers en garant du pluralisme et insiste sur le nécessaire respect de la diversité. M. Sarkozy, qui soutient l'ancien premier ministre, a déclaré qu'il resterait « vigilant » lors de la création officielle, à l'automne, du nouveau parti du président et de la désignation de ses dirigeants. D'autres plaident pour la mise en place d'une direction provisoire ou collégiale. Même M. Fillon, qui a travaillé depuis plus d'un an en étroite collaboration avec M. Juppé, a déjà annoncé le dépôt d'une motion d'orientation destinée à regrouper l'aile nationale et républicaine du mouvement dans un courant autonome.

La session parlementaire va donner l'occasion à l'UMP de se rôder, de mettre au point ses statuts et de préciser les modalités de répartition du financement public entre les différentes sensibilités. Ce sera aussi une période de probation pour M. Juppé, dont nul ne conteste l'autorité, mais dont beaucoup redoutent l'autoritarisme.

Jean-Louis SAUX

RPR et DL vont liquider leur appareil

C'EST dans ces moments-là que l'on mesure ses talents de négociateur. Et il va en falloir pour fusionner sans trop de dommage les mouvements de droite dans l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Car les partis, le RPR au premier chef, mais aussi Démocratie libérale d'Alain Madelin, ne veulent pas perdre trop de plumes dans l'affaire. Ils savent déjà que, les candidats s'étant présentés aux législatives sous l'étiquette UMP et non plus sous le nom de leur parti d'origine (RPR, DL, Parti radical), ils ne disposeront plus, à terme, du financement public. Mais ils ont des personnels à « recaser » et éventuellement des biens à revendre. « Nous sommes en train de rédiger le plan de reprise des actifs », explique un cadre du RPR. Jusqu'ici, l'UMP n'ayant pas encore de statuts complets de fonctionnement, personne ne sait clairement si les « courants » qui composeront l'Union auront une autonomie budgétaire et de recrutement. Or cet aspect-là est essentiel dans la négociation sur le transfert des actifs.

80 SALARIÉS EN CDI CHEZ LES GAULLISTES

Le mouvement gaulliste, par exemple, compte encore quelque 80 salariés en contrat à durée indéterminée qu'il faudra soit faire reprendre par l'UMP, soit licencier. Jusque-là, seule une petite dizaine de permanents, essentiellement des membres du service des études qui avaient planché sur le programme électoral de la présidentielle, a rejoint des cabinets ministériels. Le directeur des études du RPR,

Pierre-François Mourier, devrait lui-même rejoindre l'Élysée dans une quinzaine de jours. Mais le RPR voudrait éviter le licenciement sec des dizaines d'informaticiens, chauffeurs, secrétaires qui travaillent pour lui, parfois depuis la création du mouvement.

Qu'adviendra-t-il aussi du siège du parti gaulliste – 4 000 m² boulevard de La Tour-Maubourg, dans le VII^e arrondissement – acquis en 1999 pour un montant de 121 millions de francs (plus 30 millions de travaux) ? « La solution la plus économique consisterait tout simplement à y installer l'UMP, reconnaît un ancien du RPR devenu cadre de l'UMP. Mais symboliquement, c'est difficile : si Juppé dirige l'UMP et que celle-ci habite au RPR, on accusera les gaullistes d'avoir tout bonnement absorbé ses alliés. » La location ou la vente du bâtiment est donc à l'étude, sachant que le RPR, qui a financé son achat par des emprunts sur quinze ans, n'a pas fini de rembourser.

A DL, il n'y a pas de siège à vendre : le parti est locataire de l'immeuble qu'il occupe rue de l'Université. Mais il y a une vingtaine de permanents à reclasser. Une demi-douzaine de personnes qui travaillaient au groupe DL de l'Assemblée nationale sont déjà parties à l'UMP ou dans des cabinets ministériels. Xavier Chinaud, ex-délégué général de DL, pourrait rejoindre l'équipe de Matignon.

Raphaëlle Bacqué et Jean-Baptiste de Montvalon

36 millions d'euros par an pour le « parti du président »

L'**UNION** pour la majorité présidentielle (UMP) est en mesure de constituer un trésor de guerre si le large succès qui se dessine après le premier tour des élections législatives se confirme dimanche 16 juin. Dans l'hypothèse où l'UMP disposerait au soir du second tour de 400 députés, comme le prédisent les instituts de sondage, le parti toucherait pendant la prochaine législature, entre 2002 et 2007, une somme annuelle d'environ 36 millions d'euros. Soit 16 millions de plus que le PS, si ce dernier parvient à sauvegarder 150 sièges. A titre de comparaison, le RPR a perçu en 2001, pour son financement public, un peu moins de 17 millions d'euros sur la base de ses 4 004 246 suffrages recueillis au premier tour des législatives de 1997 et de ses 226 parlementaires (131 députés et 95 sénateurs).

Les aides financières, dont le montant figure chaque année dans le projet de loi de finances, sont divisées en deux parts égales. La première est attribuée aux mouvements présentant des candidats

dans au moins 50 circonscriptions (réparties dans au moins 30 départements) lors du précédent renouvellement de l'Assemblée. Elle est calculée proportionnellement au nombre de suffrages obtenus au premier tour des législatives. Pour 2001, les partis remplissant ces conditions ont perçu 1,66 euro par voix. La seconde est déterminée en fonction du nombre de parlementaires rattachés aux partis à raison de 45 398 euros par élu pour 2001.

GÉNÉROSITÉ PROMISE

L'UMP a totalisé 8 619 859 voix le 9 juin : elle est assurée de recevoir, au titre de la première part, une soulte annuelle de 14 308 965 euros. Cela lui permettra de faire preuve de la générosité promise en en redistribuant une partie aux différents courants du mouvement. Le pari des promoteurs de l'UMP est en passe d'être gagné, puisque l'UDF de François Bayrou, qui entend conserver son indépendance, devra sérieusement réduire son train de vie. En

admettant que les centristes conservent un groupe à l'Assemblée avec une vingtaine de députés, le parti toucherait 8 millions d'euros par an. Jusqu'à présent, le groupement des élus de l'UDF, pour reprendre la formulation *Journal officiel*, était subventionné à hauteur de 15,4 millions d'euros. M. Bayrou et ses partisans devront donc tracer leur sillon avec une somme amputée de 50 %. Ce sont désormais les 103 sénateurs centristes qui assurent la survie économique du mouvement centriste.

Démocratie libérale (DL), qui a choisi d'intégrer l'UMP, n'a plus guère les moyens de revenir sur cette décision. Le parti d'Alain Madelin a rassemblé 108 824 voix au premier tour des législatives, ce qui lui rapportera seulement 180 000 euros. Pour le PCF, qui bénéficiait de 6,4 millions d'euros, la nouvelle déroute électorale du 9 juin entraînera une diminution d'environ 2,6 millions d'euros de sa dotation.

Elie Barth

L'UDF de François Bayrou entend bien user de sa liberté de parole au sein de la droite

BIS REPETTITA. En raison de la configuration du second tour de l'élection présidentielle, François Bayrou n'avait pas pu monnayer son score de 6,84 % auprès de Jacques Chirac. Cette fois, c'est la perspective de voir l'UMP disposer à elle seule d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale qui prive le président de l'UDF de toute marge de négociation. Les centristes, qui devraient parvenir à préserver un groupe au Palais-Bourbon, font contre mauvaise fortune bon cœur.

Les proches de M. Bayrou estiment, en effet, qu'ils disposeront, dans cette configuration, d'une plus grande liberté de parole. « Tutto va bene ! », s'exclame Maurice Leroy. Réélu dès le premier tour, le député de Loir-et-Cher – qui pourrait postuler à la présidence du groupe UDF – souligne que « personne ne pourra dire que la gauche ou l'UDF ont empêché [les chiraquiens] de gouverner ». Traduction : écartés des responsabilités, les partisans de

M. Bayrou ne sauraient assumer les difficultés que pourrait rencontrer le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. « La rentrée risque d'être chaude », prédit à ce sujet M. Leroy, persuadé que « la gauche sera très présente sur le terrain social ».

Bayrou, le recours ? « En cas de crise, il y aura besoin de tout le monde dans le bateau. Peut-être qu'alors on sera content de trouver



STEINER, A FLEUR DE PEAU venez découvrir la collection des CANAPÉS STEINER à des prix tout à fait exceptionnels.

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 30 JUIN

Topper Espace Steiner
63, rue de la Convention - Paris 15^e
Tél.: 01 45 77 80 40 - M^o Boucicault - Parking gratuit

Bayrou... », poursuit le député de Loir-et-Cher.

D'ici là, les proches de M. Bayrou entendent disposer à plein de leur liberté de parole. « Lorsqu'on appartient à un "groupe charnière", arrive toujours le moment où il faut voter les textes. On suspend la séance, et on trouve un compromis », explique Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes. Ce ne sera pas le cas. « Nous, nous ne serons pas tenus de nous mettre autour d'une table pour négocier. On disposera d'une liberté d'action plus grande et plus décontractée », ajoute-t-il.

« PLUS DÉTENDUS »

« On sera plus détendus dans ce schéma », renchérit Marielle de Sarnes, proche conseillère de M. Bayrou, qui annonce que l'UDF sera « une force proposante et vigilante ». « Ce ne sont pas les groupes les plus importants qui sont les plus productifs et les plus imaginatifs », souligne également M. Salles. Comment se faire entendre au Palais-Bourbon

lorsqu'on représente moins de 10 % des effectifs du groupe majoritaire ? Au cours de la législature qui s'achève, rappelle M. Leroy, « on a vu et entendu les cinq députés écologistes comme s'il s'agissait de 250 députés de l'opposition de l'époque... ».

Se disant persuadés que d'ici à la fin de l'année plusieurs députés UMP auront choisi de rentrer au bercail de l'UDF, les « bayrouistes » misent sur les tiraillements qui pour-

raient surgir au sein d'un groupe UMP qui s'annonce pléthorique. « On verra combien de temps cela va durer. L'orchestre sera-t-il symphonique ou cacophonique ? », s'interroge M. Leroy. Familier des arcanes parlementaires, l'ancien secrétaire général du groupe communiste du Sénat, passé à l'UDF, conclut, philosophe : « Il vaut mieux un "petit chez soi" qu'un grand chez les autres. »

J.-B. de M.

esec.edu/

ESEC

Diplôme homologué par l'État

images/ cinéma/ numérique/ sons/

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Citeaux 75012 Paris
enseignement supérieur libre

BACCALURÉAT

Tous les corrigés sur

3617 LMPLUS

0,337 € la minute

FRANCE LES LÉGISLATIVES

En Moselle, Jean Kiffer (RPF) perd l'investiture des chiraquiens

Alors que le FN lui apporte son appui, l'UMP lui retire son soutien

METZ

de nos correspondants

La réponse ne s'est pas fait attendre. Vingt-quatre heures après que Jean-Marie Le Pen lui a manifesté

REPORTAGE

« Cette affaire, c'est prendre les électeurs pour des imbéciles »

son « soutien », le candidat UMP de la 8^e circonscription de Moselle, Jean Kiffer (RPF), s'est vu retirer, mercredi 12 juin, son investiture par les instances nationales de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Le président du FN a réagi immédiatement, fustigeant le « totalitarisme » de l'UMP. Interrogé quelques heures plus tôt par *Le Monde*, alors que M. Le Pen venait de lui apporter son appui, M. Kiffer avait reconnu « avoir besoin des voix du Front national » pour reconquérir dimanche son poste de député, perdu il y a cinq ans au profit de la gauche dans le cadre d'une triangulaire avec l'extrême droite. « Les bulletins de vote du FN, je les prends et je les engrange. Comme tout le monde à l'UMP, je ne peux m'en passer », avait ajouté le turbulent maire d'Amnéville.

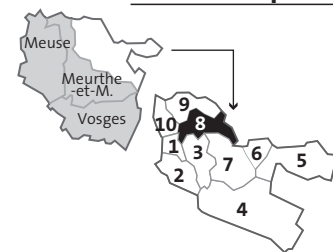
Proche de Charles Pasqua, qu'il a soutenu durant la campagne de la présidentielle, M. Kiffer est arrivé en tête avec 39,68 % des suffrages, au soir du premier tour, dimanche 9 juin, devant le député socialiste sortant Jean-Marie Aubron (35,39 %) – la candidate du FN, Régine Kolb, n'étant pas en mesure de se maintenir avec 14,38 % des voix. Jurant n'avoir « rien demandé

à personne », M. Kiffer estimait n'avoir « aucun ennemi à droite », sous-entendu pas davantage à l'extrême droite. « Dans ma ville, 28 % des électeurs ont voté Le Pen au second tour de la présidentielle. Je ne vais pas leur cracher dessus ! », lançait ce médecin généraliste de 66 ans, connu pour ses positions tonitruantes. Évoquant son précédent échec comme un certificat de bonne conduite, le maire de la cité thermale d'Amnéville ajoutait, avec un sens éprouvé de l'ambiguïté : « Le soutien de M. Le Pen m'aurait sans doute aidé en 1997, nous aurions pu alors peut-être en discuter. Au lieu de quoi, le candidat [local] du FN s'est maintenu, permettant à la gauche de l'emporter. Aujourd'hui, je ne vois pas quel intérêt j'aurais à me compromettre. »

« RÉALISTE ET COURAGEUX »

Un peu plus tard dans la journée, Jean Kiffer et son suppléant, Pierre Monzani – l'un des conseillers de Charles Pasqua – changeaient de tonalité, qualifiant dans un communiqué de « geste réaliste et courageux l'appel du Front national à battre la gauche » dans la circonscription où il se présente. Alerté par le candidat du PS, le sénateur Jean-Marc Todeschini, premier secrétaire de la fédération de Moselle du Parti socialiste, en a aussitôt appelé au président de la République. « Vous avez condamné par avance toute collusion entre des candidats se réclamant de la majorité présidentielle (...) et le Front national. (...) J'attends de vous une condamnation claire de la position de M. Kiffer », a écrit M. Todeschini à M. Chirac. Mercredi matin, la sanction est tombée sous la forme d'un communiqué : « La commission d'investiture de

MOSELLE

8^e circonscription

l'UMP, prenant acte des déclarations de Jean Kiffer, en contradiction avec la ligne fixée par le président de la République (...), a décidé de [lui] retirer son investiture. »

En visite au même moment à Nancy (Meurthe-et-Moselle), Laurent Fabius, interrogé par *Le Monde*, a estimé que l'UMP devait « à présent aller plus loin en appelant à voter pour le candidat socialiste », formule reprise dans la journée par le député sortant et candidat PS de la 8^e circonscription de Moselle, Jean-Marie Aubron. Mercredi soir, au cours d'une conférence de presse organisée dans sa commune aux côtés de Charles Pasqua, M. Kiffer a maintenu qu'il n'y avait « pas eu de tractation » avec l'extrême droite. « L'appel de Jean-Marie Le Pen ne m'a pas rendu service du tout (...). Les voix du FN se reportent de toute façon sur moi. Si je suis élu, je resterai dans la majorité (...), mais la liberté que me donne ce coup fourré, je l'utiliserai à l'Assemblée », a promis M. Kiffer. « Cette affaire, c'est prendre les électeurs pour des imbéciles », a renchéri le président du RPF.

Nicolas Bastuck et Stéphane Getto

Les pasquaisiens veulent s'organiser en tendance

ILS N'ÉTAIENT que trois députés du Rassemblement pour la France (RPF) dans l'Assemblée sortante : Jean-Jacques Guillet (Hauts-de-Seine), vice-président du mouvement, Lionnel Luca (Alpes-Maritimes) et Jacques Myard (Yvelines). Encore ce dernier avait-il pris le soin de rester membre du groupe RPR, alors que les deux autres siégeaient au titre des non-inscrits. Une fois réélus, comme le laissent penser les résultats du premier tour, ils s'inscrivent sans difficultés dans le vaste groupe de l'UMP, dont ils avaient obtenu l'investiture dès avant le scrutin du 9 juin.

« Je suis partisan de jouer le jeu au sein de l'UMP », affirme M. Guillet, en expliquant qu'avec le changement de majorité attendu « l'approche n'est pas la même ». M. Myard précise de son côté que des députés RPR sortants, proches des souverainistes, l'ont sollicité pour qu'il vienne défendre ses analyses au sein du futur groupe majoritaire. Les deux députés estiment qu'il est possible d'organiser une tendance au sein de l'UMP avec des députés n'appartenant pas au RPF, notamment les anciens séguinistes dont le numéro 3 du gouvernement, François Fillon, est désormais le chef de file. « Si l'UMP est une structure qui fédéralise les énergies, ça peut marcher. Si elle est caporalisée, ça posera des problèmes », affirme M. Myard.

Le petit groupe de députés pasquaisiens pourrait être renforcé par l'élection, au second tour, de Philippe Pemezec dans la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine (Châtillon), et celle d'Arène Lux, dans la 2^e de la Meuse (Verdun), tous deux en ballottage favorable, et par l'arrivée probable à l'Assemblée nationale de Georges Siffredi, maire de Châtenay-Malabry, et suppléant de l'actuel ministre délégué aux libertés locales, Patrick Devedjian, dans la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine (Antony, Sceaux). Même désavoué par l'UMP, Jean Kiffer (8^e circonscription de la Moselle) pourrait rejoindre, à terme, cette amicale.

Après un temps d'observation, il restera à décider, à l'automne, ce que devient le RPF en tant que parti. Charles Pasqua a déjà dit qu'il excluait d'intégrer le futur parti du président, mais c'était avant les élections présidentielle et législatives. Ses proches sont moins affirmatifs. Créé au lendemain du succès de la liste Pasqua-Villiers aux élections européennes de 1999, le RPF n'est pas devenu le grand rassemblement souverainiste qu'il devait être. Il n'existe encore que par l'attachement affectif des militants à leur chef.

J.-L. S.

Pour Philippe de Villiers, les souverainistes « sont montés dans la bêtaillère en signant pour l'UMP »

Le président du MPF siègera parmi les non-inscrits à l'Assemblée nationale

PHILIPPE DE VILLIERS se voit en « vigie », « aiguillon » et « fer de lance » du « souverainisme » dans la future Assemblée. Pour remplir ce rôle, il préfère ne pas rejoindre le groupe de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) et siéger parmi les non-inscrits. « Je tiens à mon indépendance d'esprit et à ma liberté d'action », explique le président du Mouvement pour la France (MPF) qui, seul de son parti, a été élu dimanche 9 juin avec 67,15 % des voix dans son fief vendéen.

Le président du conseil général de Vendée pourrait être accompagné d'un autre conseiller général du département, Joël Sarlot, qui a emporté, dimanche, la circonscription de Fontenay-le-Comte. Candidat sous l'étiquette Démocratie libérale, ce dernier a en fait demandé son rattachement administratif au MPF afin que le petit parti bénéficie de la subvention de l'État. M. Sarlot « attend que l'UMP » répond à sa question sur « la liberté de vote » dont il pourrait bénéficier s'il intégrait ou s'apparentait au groupe avant de décider de sa place dans

l'Hémicycle. « Je tiens à la liberté de pensée et d'action que j'ai toujours eue au sein de DL », nous déclare-t-il. Avec ou sans M. Sarlot, M. de Villiers sera tout de même bien isolé dans la nouvelle Assemblée, où l'UMP devrait bénéficier, le 16 juin, d'une confortable majorité.

« TOUR DE VEILLE »

Mais le député vendéen, qui a déjà vécu la solitude sur les bancs des non-inscrits, compte sur sa « notoriété » pour faire entendre sa voix hors de l'Hémicycle. « Je voterai pour tout ce qui me paraît aller dans le sens de la rupture avec le socialisme et j'assurerai une sorte de tour de veille en cas de ramollissement », annonce-t-il, en ajoutant qu'il sera « particulièrement attentif aux abandons de souveraineté ». « Je pense que pour guérir les maux dont souffre notre pays, on ne peut pas se contenter de pratiquer une politique cosmétique. Il faut traiter les causes et avoir le courage de rapatrier le pouvoir de Bruxelles à Paris pour donner à nos gouvernants la possibilité de gouverner »,

estime M. de Villiers. « On vient de voir avec la pêche et la baisse de la TVA que c'est la Commission de Bruxelles qui décide. On verra demain qu'il en est de même pour l'immigration et l'insécurité (...). Dans un premier temps, le peuple s'exprime, dans un deuxième, c'est Bruxelles qui donne les autorisations (...). Si le gouvernement veut faire en sorte que les promesses électorales soient tenues, il faudra rapatrier les pouvoirs qui sont entre les mains des technocrates bruxellois », insiste le président du MPF.

« Le MPF, avec sa petite taille, est le seul parti qui représente la mouvance souverainiste au Parlement. Les autres ont disparu, sont éliminés ou, comme les députés du Rassemblement pour la France [le parti de Charles Pasqua], sont montés dans la bêtaillère en signant pour l'UMP », lance l'ancien vice-président du RPF. Il affirme cependant que son « attitude sera positive, car [il] espère que l'action qui sera menée sera fidèle aux engagements pris ».

Christiane Chombeau



« ...Pour la paix perpétuelle. » Cette inscription ironique que l'on pouvait lire sur l'enseigne d'un célèbre aubergiste hollandais, sur laquelle était peint un cimetière, s'adressait-elle aux hommes en général, ou plus particulièrement aux chefs d'État, jamais rassasiés de guerres, ou bien encore seulement aux PHILOSOPHES qui s'abandonnent à ce doux rêve de paix ?... »



C'est plus grand en Livre de Poche

Les cinq points chauds de la bataille de Paris

La gauche a mieux résisté dans la capitale que dans le reste du pays. Toutefois, si elle peut conserver les 9 circonscriptions qu'elle détient, elle ne paraît pas en mesure d'en gagner de nouvelles. L'ancien ministre Jacques Toubon pourrait retrouver son siège à l'Assemblée nationale

PARIS a globalement mieux résisté que le reste de la France à la vague bleue du 9 juin. Et même si quatre de ses candidats ont été élus dès le premier tour de scrutin, la droite parisienne n'a, semble-t-il, pas totalement récupéré les forces perdues dans le mauvais feuillet des élections municipales. L'essai reste, toutefois, à transformer pour la gauche, qui peut conserver les neuf circonscriptions qu'elle détient. Mais elle n'est pas sûre d'en gagner de nouvelles, comme elle l'espérait.

► **Une Verte contre un ancien adjoint de M. Tiberi.** Avec trois mairies d'arrondissement de gauche sur quatre – dont deux gagnées aux dernières municipales –, la première circonscription de Paris, qui regroupe les quatre arrondissements du centre, était jugée gagnable par la gauche. C'est une Verte, Martine Billard, qui y a obtenu l'investiture, face à Jean-François Legaret, maire (RPR) du 1^{er} arrondissement.

Suppléant de Laurent Dominati aux législatives de 1997, l'ancien adjoint de Jean Tiberi à la mairie de Paris, un temps suspendu du RPR, n'a reçu l'onction de l'UMP que le 8 mai, après l'annonce du départ de M. Dominati dans la 15^e circonscription.

M. Legaret, qui est arrivé en tête au premier tour avec 37,54 % des voix, a reçu, mercredi soir, le soutien de Bernadette Chirac, de Jérôme Monod et du ministre de la culture Jean-Jacques Aillagon, au cours d'une réunion à laquelle participait Jean Tiberi. Il devrait bénéficier des voix qui se sont portées

sur le candidat de l'UDF, Patrick Lozès (6,71 %). En revanche, M^{me} Billard (33,04 %) n'est pas certaine de faire le plein des suffrages, à gauche, Patrice Lefeuf, candidat du PRG (7,32 %), « réservant », pour l'instant, son soutien. Le candidat de l'UMP est en mesure de l'emporter – d'une très courte tête – sans la réserve des voix du FN (4,79 %).

► **Jacques Toubon cherche sa revanche.** L'ancien ministre de la justice de Jacques Chirac va-t-il reprendre la 10^e circonscription au socialiste Serge Blisko, qui l'a bat-

tu aux dernières municipales ? Pour M. Toubon, qui a reçu la visite de M. Raffarin, mardi 11 juin, l'enjeu est considérable. Les résultats du premier tour les placent au coude-à-coude. Par rapport au premier tour de 1997, M. Blisko a amélioré son score de huit points, ce qui fait dire à son adversaire que le maire du 13^e a fait « le plein des voix, à gauche ». M. Toubon souligne aussi « la bonne récupération de la droite à Paris » après la défaite des municipales. Reste que même avec les voix du FN (5,56 %), le total des voix de droite

(47,14 %) est légèrement inférieur à celui des voix de gauche (47,51 %).

► **Yves Cochet en difficulté.** Le tandem Verts-PS formé, dans la 11^e circonscription, par le candidat de la gauche, Yves Cochet (Verts), et le maire du 14^e arrondissement, Pierre Castagnou (PS), son suppléant, est arrivé en tête (38,07 %), face à la candidate de l'UMP, la secrétaire d'Etat chargée de l'exclusion, Dominique Versini (24,94 %).

Mais celle-ci devrait pouvoir compter sur une partie au moins

des 5 206 voix (13,71 %) qui se sont portées sur Nicole Catala, députée sortante (RPR) qui avait choisi de se présenter en dissidente. Si elle bénéficie des voix de M^{me} Catala – qui lui apporte son soutien –, en plus de celles de Yves Ogé, le candidat de l'UDF (4,85 %), la secrétaire d'Etat de M. Raffarin pourrait l'emporter d'un peu plus de deux points.

► **Un duel à droite.** Dans la très confortable 15^e circonscription du nord du 16^e arrondissement, le député sortant (UDF) Gilbert Gantier est opposé au député

sortant du centre de Paris, Laurent Dominati (div. droite-UMP), qui a préféré transhumer plutôt que de risquer son siège dans le centre.

Bien qu'arrivé en deuxième position (29,93 % contre 32,38 %), M. Gantier a décidé de se maintenir. Du coup, les marchandages vont bon train pour s'attirer les bonnes grâces des petits candidats divers-droite qui, ensemble, ont obtenu plus de 16 % des suffrages le 9 juin.

► **Soutiens de poids pour Patrick Stefanini.** Nicolas Sarkozy, mardi, Jean-Pierre Raffarin, mercredi : le gouvernement se mobilise pour soutenir Patrick Stefanini, candidat de l'UMP dans la 17^e circonscription délaissée par Françoise de Panafieu. La gauche n'est pas en reste et le maire de Paris, Bertrand Delanoë, rend de fréquentes visites à Annick Le Petit (PS), déjà candidate en 1997 et maire du 18^e arrondissement depuis mars 2001.

M^{me} Le Petit est arrivée en tête le 9 juin (33,42 % contre 32,46 %), augmentant de plus de huit points son score de 1997, mais le deuxième tour s'annonce serré. Dans cette circonscription, où le Front national a frôlé les 9 % dimanche, l'ancien directeur de cabinet de M. Juppé a centré sa campagne sur le thème de la sécurité. Il a été fortement relayé par M. Sarkozy qui a promis, mardi, aux habitants d'une cité de la rue de Saussure, dans le 17^e arrondissement, qu'une « action de nettoyage » serait conduite « dès cette semaine ».

Bertrand Delanoë, nouvelle « guest star » des socialistes

BERTRAND DELANOË n'aime pas qu'on tire des plans sur son avenir. L'évocation, dans la presse, de la tentation qu'il pourrait éprouver à briguer le mandat présidentiel en 2007, a provoqué, récemment, une de ses colères légendaires et fait atterrir, illico, dans toutes les rédactions, un démenti rageur. Le maire de Paris cultive son image d' élu local et de symbole du « changement démocratique » dans la capitale. Mais il n'ignore pas non plus que dans cette période difficile pour le PS, où l'on voit le premier secrétaire du parti, François Hollande, occupé à assurer sa réélection en Corrèze, sa popularité est un atout qu'il pourrait faire fructifier hors les murs de la capitale.

La gauche parisienne a, pour l'instant, plutôt bien résisté à la tempête annoncée. Le maire est satisfait. Il fait mine d'être persuadé qu'il n'y est pas pour grand-chose. « A Paris, il ne s'agit pas de chercher quelque effet de je ne sais qui... », a-t-il lancé, mardi 11 juin, lors d'une réunion publique dans le 13^e arrondissement à laquelle participait une autre personnalité, très disponible, du PS, l'ancien ministre de la santé, Bernard Kouchner. « Je suis maire de tous les

Parisiens et cela reste ma priorité », a répété M. Delanoë, jeudi 13 juin, dans un entretien au *Parisien*.

DANS SA CLIO BLEUE

Il n'empêche. Cette campagne des législatives lui offre une tribune de premier choix. Très présent dans la campagne de Lionel Jospin dont il présidait les comités de soutien, le maire de Paris a été l'un des premiers, entre les deux tours de l'élection présidentielle, à « s'engager » pour le ralliement républicain à la candidature de Jacques Chirac. Il est omniprésent dans la campagne-express des législatives. Dans sa Clio bleue, il sillonne la capitale pour soutenir les candidats, enchaîne les réunions en prenant soin de traiter, à égalité, candidats PS et Verts. Les élus des autres départements l'appellent aussi à la rescousse. Le 1^{er} juin, il était avec Elisabeth Guigou, à Bondy (Seine-Saint-Denis), le 5 avec Gérard Lindeperg, à Saint-Etienne (Loire), le 7 avec Raymond Forni à Belfort. Jeudi 13 juin, il était à Nancy, pour soutenir René Mangin, vendredi, il sera à Nantes avec les adjoints (PS) de Jean-Marc Ayrault,

Patrick Rimbart et Marie-France Clergeau.

Dans ses discours, M. Delanoë mêle toujours thèmes parisiens et propos politiques plus larges. Avant le lancement de la campagne présidentielle, il aimait dire qu'il était le seul socialiste fixé sur son sort jusqu'en 2007... « date de la prochaine bataille municipale ». Aujourd'hui, il assure qu'il « n'a pas l'intention de devenir un baron du PS ». Ce que nuance Patrick Bloche, premier secrétaire de la fédération parisienne. « Après tout, glisse M. Bloche, Bertrand Delanoë a été élu sans n'avoir jamais été le patron du PS parisien. Que son rôle, dans le parti, poursuivit-il, se renforce dans les années qui viennent, cela semble une évidence ». Le maire de Paris, qui a longtemps joué les seconds couteaux au PS, notamment auprès de M. Jospin, dispose, depuis 15 mois, d'un des meilleurs outils qui soient, pour faire entendre sa musique. Il déclare qu'être maire de Paris lui suffit. Aujourd'hui, c'est sans doute une position idéale pour peser sur la gauche dans les cinq années qui viennent.

Ch. G

Christine Garin



Yves Cochet (Verts) se pose en rempart contre la vague bleue

C'EST TOUJOURS la même chose. Quand Daniel Cohn-Bendit a fini de parler, un carré d'afficionados quitte la salle. « Je les laisse partir et je remercie ceux qui restent », a commenté sans illusions Bernard Kouchner, mercredi 12 juin, au gymnase Mouchotte. Venus soutenir le Vert Yves Cochet et son suppléant socialiste Pierre Castagnou, dans le 14^e arrondissement, avant un second tour des législatives qui s'annonce serré, les deux complètes n'ont cependant pas eu à se plaindre de la salle : plus de 500 personnes, passablement enthousiastes, s'y pressaient.

Ça et là, quelques traces d'organisation à la mode verte : les affiches électorales sont scotchées sur le rideau de scène. En cours de route, elles glissent évidemment au sol. Mais le duo Cochet-Castagnou, que Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France, est aussi venu encourager, ne se laisse pas perturber pour si peu.

M. Cochet, profitant de la division de la droite entre la députée sortante Nicole Catala et la secrétaire d'Etat Dominique Versini, est arrivé en tête du premier tour avec 38,07 % des voix, 13 % de plus que sa rivale. A la calculatrice, avec de bons reports de voix de part et d'autre, rien n'est joué, mais la gauche estime qu'elle est, dans cet îlot, dans une dynamique gagnante.

Et de donner en exemple Bertrand Delanoë qui a « multiplié par trois le nombre de logements sociaux en un an ».

Chemise rose et cravate rose, M. Huchon a souhaité que « cette circonscription emblématique entre toutes à Paris » soit le symbole d'une victoire « contre la vague bleue ». Mais a reconnu à M^{me} Versini le fait de « s'être comportée honorablement par rapport au Front national » au conseil régional d'Ile-de-France. Pour le reste, « c'est une adversaire », a dit M. Huchon démontrant point par point les différences entre la gauche et la droite.

« Dany » Cohn-Bendit, lui, a voulu « faire rêver les gens ». Pour gagner, la gauche « doit avoir un

Daniel Cohn-Bendit attaque Sami Naïr

Daniel Cohn-Bendit a sévèrement critiqué les trois députés européens chevènementistes, Sami Naïr, Michel Scarbonchi et Michel Dary (ces deux derniers venant du PRG), pour avoir, au Parlement européen, « rejoint le groupe de l'Europe des différences, où se trouvent les chasseurs et des gens comme Couteaux, Abitbol et Kuntz », anciens proches de Charles Pasqua. Interrogé par *Le Monde*, M. Naïr dément cette information. Les trois députés européens ont démissionné du groupe socialiste au lendemain du 21 avril « parce qu'Olivier Duhamel avait demandé qu'on le quitte, (...) au motif que Chevènement avait fait perdre Jospin ». « Pour l'instant, nous n'avons rejoint aucun groupe », déclare M. Naïr.

projet et faire rêver, sinon elle se casse la gueule ». Pour répondre au populisme et à « la peur » qui s'est répandue après le 11 septembre, « il y a une réponse, mais personne ne l'a dit, c'est l'Europe », a plaidé le président du groupe Vert au Parlement européen. L'Europe, pour « maîtriser la mondialisation, pour une autre forme d'agriculture, pour davantage d'égalité », a encore soutenu « Dany ». « Je rêve, je suis un gamin », a-t-il confessé. A l'applaudimètre, ce rêve-là était en apparence partagé.

Béatrice Gurrey

Jean-Pierre Raffarin s'engage pour l'UMP dans la capitale

LE PREMIER MINISTRE n'a pas ménagé son soutien aux candidats UMP en ballottage difficile dans la capitale. Quatre jours avant le second tour des législatives, Jean-Pierre Raffarin est venu pré-

ter main forte, mercredi 12 juin, à la secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité, Dominique Versini (à gauche), en difficulté dans la 11^e circonscription, avant d'aller soutenir Xavier Chanaud (en

haut à droite) dans la 18^e circonscription et Patrick Stefanini (en bas à droite), dans la 17^e. Il devait se rendre à Tulle, jeudi, pour soutenir l'adversaire du socialiste François Hollande.

Il est temps de se mettre au vert

Paris Dublin

> A partir de 68 €* par trajet

Nice Dublin

> A partir de 45 €* par trajet

Voyagez avec Aer Lingus entre Paris et Dublin ou Cork, et entre Nice et Dublin. Offres valables jusqu'au 17/07/02 sur la base d'un aller-retour.

Pour plus de renseignements sur ces offres, connectez-vous sur www.aerlingus.com ou contactez Aer Lingus au 01 55 38 38 55.

* Taxes d'aéroport non incluses

Aer Lingus
La compagnie nationale irlandaise.

Ireland
Des instants pour toujours.

FRANCE LES LÉGISLATIVES

Dans l'Hérault, M. Liberti défend son siège face à la droite et à l'extrême droite

Devancé, le 9 juin, par M. Commeinhes (UMP), le député sortant (PCF) bénéficie du soutien de la gauche unie. M. Martinez (FN) reste en embuscade

SÈTE (Hérault)

de notre envoyé spécial

François Liberti ne néglige aucun détail. Il s'assure d'abord que personne ne manquera de

REPORTAGE

« Il ne faut pas diaboliser le FN »

ALAIN COMMEINHES (UDF)

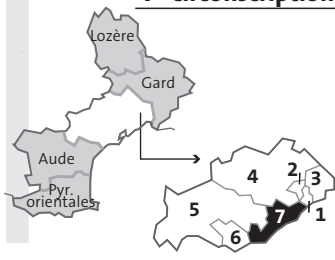
tracts. « Ce matin, ça part comme des petits pains ! », se réjouissent trois jeunes militantes. Ensuite, il s'engage dans les allées du marché couvert, s'arrête devant chaque étal et serre les mains qui se tendent sur son passage. Mercredi 12 juin : le soleil brille enfin sur la ville de Sète et les candidats du second tour de cette législative en profitent.

Dès 10 heures, communistes et socialistes sont postés sur le marché aux fleurs de la place Léon-Blum, ainsi que devant les entrées de la halle couverte. François Liberti, député communiste sortant de cette 7^e circonscription de l'Hérault, les a rejoints. Depuis dimanche soir, il défend les couleurs de la gauche dans une triangulaire qui l'oppose à son rival de l'UMP, François Commeinhes, lequel lui a ravi la mairie aux municipales de mars 2001, et au représentant du Front national, le député européen Jean-Claude Martinez.

L'arithmétique du premier tour plaide en faveur du sortant, élu au Parlement en 1997. Mais, comme il le souligne lui-même, « l'arithmétique et la politique ne font pas toujours bon ménage ». Pourtant, avec près de 28 000 suffrages réunis, dimanche, par le PCF, le PS, les Verts, le PRG, et même la LCR, qui s'est également rangée derrière M. Liberti pour le scrutin du 16 juin, la gauche pos-

HÉRAULT

7^e circonscription



sède près de 9 000 voix d'avance sur la droite parlementaire et près de 14 000 sur l'extrême droite.

Mais il n'empêche. Thierry Touzet, le secrétaire de la section communiste sèteoise, a beau se dire « sereinément optimiste », les 40 % d'abstention du 9 juin sèment le doute dans les esprits. D'autant qu'à droite, François Commeinhes espère « un sursaut » et tente de convaincre sur le thème : « Soit on vote pour la droite parlementaire ; soit on fait le jeu du PCF, un parti en déclin et inefficace au plan économique. Sète a besoin d'un député qui, à l'Assemblée, porte des dossiers qui favoriseront son développement. »

« LES JEUX NE SONT PAS FAITS »

Et pour ce faire, Alain Commeinhes et son équipe ratisseront au plus large. Ainsi, mercredi matin sur le marché aux fleurs, devant la mairie, Robert Albiol, son premier adjoint, distribue lui-même le matériel électoral. A ceux qui prennent son prospectus, il explique calmement : « Attention ! Je le dis à tous et notamment à ceux qui ont voté Front national. Chacun est libre de son vote et je comprends qu'on puisse faire ce choix. Mais dans une triangulaire comme celle-ci, les voix qui n'iront pas à François Commeinhes iront au PCF. C'est tout. Sachez-le. »

D'ailleurs, comme pour justi-

fier cette entreprise de débauchage, Alain Commeinhes affirme : « Il y a des gens bien partout, et il ne faut pas diaboliser le Front national. Ce ne sont pas tous des fascistes. »

Gynécologue à Sète depuis vingt ans – « J'ai mis au monde beaucoup de Sèteois », dit-il en souriant – et PDG d'une clinique privée de la ville, François Commeinhes est apparu sur la scène politique locale voilà seulement un an et demi. « Il n'a aucune légitimité et n'a jamais mené aucun combat », s'empare Jean-Claude Martinez.

Comme les résultats de Jean-Marie Le Pen au soir du 21 avril le laissent présager, le responsable FN rêvait d'un duel face à M. Commeinhes qu'il a baptisé « Superglandeur ». Mais avec un score de 20,13 % (5 points de moins que M. Le Pen), contre 20,30 % pour M. Liberti et 28,16 % pour M. Commeinhes, M. Martinez, qui accuse – sans la moindre preuve – M. Liberti de fraude électorale, a dû se contenter de la troisième place.

« Les jeux ne sont pas faits, assure-t-il malgré tout. Quand on est parlementaire, il faut penser aux pauvres, qui n'ont que de petits moyens pour vivre. C'est un monde étranger à M. Commeinhes, qui n'est pas représentatif de ces gens. » Soucieux d'aller chercher les voix populaires, Jean-Claude Martinez a opté pour un registre très social.

Plus enclin à dénoncer les licenciements de Moulinex, la privatisation d'EDF ou le sort réservé aux vignerons et aux marins-pêcheurs qu'à décliner les thèmes favoris de l'extrême droite, le candidat FN se comporte comme s'il voulait surtout capter les voix de gauche, laissant ainsi le champ libre au candidat de la majorité présidentielle.

Yves Bordenave

A Boulogne-sur-Mer, Jack Lang cultive son image de « ministre d'une certaine joie de vivre »

Le candidat du PS est désormais donné favori face à son rival de l'UMP

BOULOGNE-SUR-MER (Pas-de-Calais)

de notre envoyée spéciale

On pourrait croire que l'affiche annonce le passage de deux croo-

REPORTAGE

Tout le monde mise sur le carnet d'adresses de « Jack »

ners dans un casino des années 1950. Sur fond bleu, Jack Lang, candidat aux élections législatives dans la 6^e circonscription du Pas-de-Calais, et son suppléant, Hervé Poher (PS), en rient, enchantés. « Ça fait un peu Patrice et Mario », version ancienne de David et Jonathan, reconnaît l'ancien ministre de l'éducation nationale. Mais ça marche : dimanche 9 juin, au premier tour du scrutin, M. Lang a obtenu 39,03 % des voix. Le 16, il affrontera le candidat de l'UMP, Bernard Deram (30,54 % des voix), qui désormais n'est plus donné favori d'une presse locale qui s'était pourtant moquée, les premiers jours, du ministre « parachuté ».

C'était il y a... six ou huit semaines. M. Lang ne sait plus très bien : « J'ai commencé la campagne après le premier tour de la présidentielle. » Après avoir refusé la 2^e circonscription du Calvados – « je ne voulais pas prendre la place de [Louis] Mexandeau », dit-il –, il s'était résigné à « ne plus être député ». « Jack Lang m'avait confié son amertume en décembre 2001, lors d'une inauguration de lycée », raconte Daniel Percheron (PS), président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Celui-ci voit vite l'intérêt de l'arrivée de la « vedette » sur le littoral, de Boulogne à Calais, pour faire contrepoids au maire (PS) de Dunkerque, Michel Delebarre. Le

député sortant de la 6^e circonscription, le fabiusien Dominique Dupilet, a décidé de ne pas se représenter après « 25 ans de mandat ».

La succession génère des problèmes : la candidature de Régine Spinglard (PS), conseillère régionale et compagne de M. Percheron, ne fait pas l'unanimité et deux autres prétendants socialistes, MM. Poher et Lena, se livrent bataille. Après en avoir discuté avec Philippe Méchet, directeur de la Sofres, M. Percheron est aussi persuadé que « Jack » conserve une cote « exceptionnelle ». Il l'a vite vérifié sur le terrain. « C'est une vedette, le ministre d'une certaine joie de vivre. Il est un peu comme Zidane : il fait rêver les gens, il les écoute, gentiment, totalement disponible. »

Jack Lang n'y connaît « rien en foot » mais il a du métier. L'ancien maire de Blois est allé partout : « Il a visité près de 80 entreprises, il est passé dans tous les villages. Un dimanche matin, on l'a vu débarquer dans une brocante dans une commune de 150 habitants », commente un observateur. « Ça vaut tous les meetings et les marchés », confirme le candidat. A trois jours du second tour, il sillonne le quartier défavorisé du Chemin Vert – où l'abstention a parfois frôlé les 60 % – dans son costume Thierry Mugler : les gens veulent le voir comme ça, bronzé, avec sa chemise rose. Et son anxiété de débucation : « Vous croyez que ça va marcher ? », demande-t-il sérieusement à « Jacques », le coiffeur, installé à deux pas de sa permanence. « Il me stresse ! », soupire M. Dupilet, un personnage aux antipodes de M. Lang, qui a fait sa « première radio nationale » il y a quelques jours.

Tout le monde mise sur son carnet d'adresses. « Magic Jack », comme l'appelaient certains conseillers de Lionel Jospin, à Matignon, va mettre en valeur le pays : le prési-

PAS-DE-CALAIS

6^e circonscription



dent de la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne, Francis Leroy, espère que le trafic transmanche, interrompu l'an dernier, va reprendre ; le maire (PS) de Sangatte, André Segard, n'en est pas toujours pas revenu d'avoir rencontré Tony Blair et son ministre de l'intérieur, David Blinkett, à Londres, avec lesquels « Jack parlait en anglais », au sujet des réfugiés kurdes. M. Lang, ancien professeur de droit et « expert en droit maritime », va s'attaquer à la question européenne de la pêche. Il connaît bien Romano Prodi...

Quand M. Lang arrive de Paris, M. Dupilet lui remet le programme du jour : mardi 11 juin, au Cabaret Sam, toujours dans le quartier du Chemin Vert, M. Lang a ainsi vu une pièce de théâtre montée par des femmes en situation difficile – *Les nanas du plateau* –, dont les répliques, grinçantes, semblaient sorties d'un film de Ken Loach. Dans son nouveau fief, Jack Lang n'est pas loin de l'univers des *Virtualités*, de Mark Herman : Philippe, le chauffeur de M. Dupilet « depuis vingt ans », joue de la grosse caisse dans une fanfare, et sa fille est majorette. Vendredi, il emmènera le candidat voir un concert : selon le « feeling » du chef d'orchestre, il y aura « du Mozart, du Claude François, ou de la musique militaire ».

Clarisse Fabre

Le Livre de Poche

« ... Oublions ces examens qui agissent comme des aimants pernécieux en orientant les efforts vers ce qui permet la "réussite". En réalité, ils ne sont que des événements anecdotiques, de peu d'importance à côté de l'enjeu essentiel : construire cet outil fabuleux qu'est notre intelligence. Avec les scientifiques, les philosophes sont, pour cette prodigieuse aventure, parmi les aides les plus précieux... »

M. LANG

JACQUARD

Feuille gâlosogène à l'usage des bergâlosogènes

C'est plus grand en Livre de Poche

RÉSULTATS COMPLETS SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MÉTROPOLE + DOM-TOM				
	Inscrits	40 969 371		
	Votants	26 389 864		
	Abstentions	14 579 507 - 35,59 %		
	Blancs ou nuls	559 621		
	Exprimés	25 830 243		
FAMILLES POLITIQUES	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	En % des inscrits	Nombre de sièges
LO	304 081	1,18	0,74	
LCR	320 610	1,24	0,78	
Extrême gauche	82 218	0,32	0,2	
PC	1 267 688	4,91	3,09	
PS	6 142 654	23,78	14,99	2
PRG	389 782	1,51	0,95	
Divers gauche	355 363	1,38	0,87	
Verts	1 145 781	4,44	2,8	
Pôle républicain	308 664	1,19	0,75	
Autres écologistes	297 304	1,15	0,73	
Régionalistes	93 300	0,36	0,23	
CPNT	422 448	1,64	1,03	
Divers	217 027	0,84	0,53	
UMP	8 619 859	33,37	21,04	46
UDF	1 236 353	4,79	3,02	6
DL	108 824	0,42	0,27	2
RPF	94 222	0,36	0,23	
MPF	202 831	0,79	0,5	1
Divers droite	1 005 880	3,89	2,46	1
FN	2 873 391	11,12	7,01	
MNR	278 268	1,08	0,68	
Extrême droite	63 695	0,25	0,16	

Dans le Territoire de Belfort, M. Chevènement et M. Forni se réconcilient pour garder leur siège

Lors d'un meeting, mercredi soir, les deux députés sortants se sont apporté un soutien mutuel

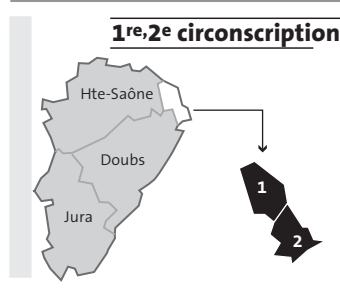
BELFORT

de notre envoyé spécial

L'équilibre le plus strict a été respecté. A gauche de la scène, l'affiche électorale de Raymond Forni, candidat dans la 1^{re} circonscription du Territoire de Belfort, surplombe celle de Jean-Pierre Chevènement, candidat dans la 2^e. A droite, c'est le portrait de l'ancien ministre de l'intérieur qui a pris le pas sur celui du président de l'Assemblée nationale. Au milieu, la synthèse s'offre aux regards sous la forme d'un texte en lettres bleues sur fond blanc : « Ensemble, pour battre la droite, le dimanche 16 juin, votez Forni, votez Chevènement. »

Sur le trottoir qui borde la salle des fêtes de Belfort, Yves Ackermann, le premier secrétaire fédéral socialiste, qui a engrangé 18,77 % des suffrages au premier tour face au président du Pôle républicain dans la 2^e circonscription du département, arbore un sourire crispé. « Euh, oui, c'est bien ici le meeting unitaire », confirme-t-il. Les groupes se constituent par affinités, sans se mélanger encore. Assis à la terrasse de L'Oasis, le bar voisin, un proche de Chevènement observe. « Les obligés économiques sont là »,

TERRITOIRE DE BELFORT



ricane l'homme, qui sait l'importance, pour certains responsables d'associations locales, d'« être bien avec la mairie ».

Le président (Pôle républicain) du conseil général, Christian Proust, vante la « performance » du jour. « En moins de 24 heures, nous avons monté l'opération », répète-t-il à l'envi. Certes, des militants du PS ont renâclé. Comment prétendre rassembler la gauche, mercredi 12 juin, alors que les « amis Verts » qui soutiennent M. Forni refusent de donner la moindre consigne de vote en faveur de M. Chevènement qui les a toujours combattus ?

L'élus régional Alain Fousseret, patron des écologistes belfortains, a mis fin au psychodrame en deux temps. D'abord, en faisant savoir qu'il ne s'offusquerait pas que la grand-messe électorale se tienne sans lui. Ensuite, en admettant du bout des lèvres « ne pas souhaiter que la circonscription donne à Raffarin un député de plus ». Soulagé, le maire Vert de Danjoutin, Daniel Feurtey, est venu assister au meeting. « J'ai tout fait pour que nous n'ayons pas de candidat contre Forni, dit-il. Mais contre Chevènement, c'était trop dur, je n'ai pas pu... »

Chacun, malgré l'âpreté des affrontements récents, se défend d'un rabibochage artificiel. « Au premier tour, nous avons laissé libre cours à la passion, admet M. Ackermann. Aujourd'hui, l'heure est à la raison. Sans le Pôle républicain, nous ne pourrions pas recomposer la gauche. Alors, nous n'avons pas intérêt à faire battre Chevènement. » Le maire de Belfort, pourtant, n'exclut pas que la tentation « de petits calculs politiques » subsiste chez quelques socialistes.

« Ce serait suicidaire », le rassure M. Forni. « Le problème se situe davantage chez les militants que chez les électeurs », insiste M. Chevènement. « C'est vrai, les électeurs suivront », concède le président de l'Assemblée. Après avoir réfléchi à diverses formules, les deux candidats ont jugé que la meilleure consistait à se montrer ensemble. « J'ai

dit à Jean-Pierre : si chacun de nous va seul devant une assemblée de l'autre parti, il va avoir l'impression de passer devant un tribunal pour apurer des comptes ou régler des dettes, raconte M. Forni. Il valait mieux être réunis. Nous avons eu du mal à en convaincre certains de nos amis. Eux aussi, j'imagine. »

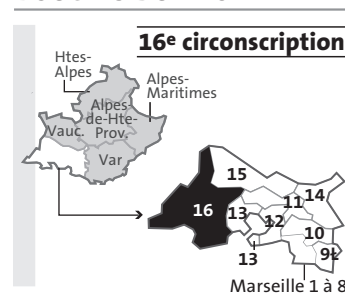
« DIFFÉRENCES LÉGITIMES »

Les combats des années 1970, avant que la « famille » n'éclate, sont évoqués devant les 600 personnes présentes. « Il ne s'agit pas de nostalgie, mais d'une certitude : unis, nous gagnons ; divisés, nous perdons », rappelle M. Forni. Les deux orateurs échangent des compliments choisis. Ils célèbrent leurs « talents » respectifs. Ils jurent que, s'ils ont occupé des palais nationaux, ce n'est pas par hasard. Et ils ne nient pas leurs « différences légitimes », même si l'analyse des sujets qui fâchent, « ce sera pour plus tard ». M. Chevènement promet « que pas une voix du Pôle ne manquera » à M. Forni. Lequel lui renvoie la politesse. « Je n'imagine pas qu'un électeur de gauche puisse établir un signe d'équivalence entre le candidat de l'UMP et moi-même », conclut M. Chevènement. Sur son texte, il était écrit : « un électeur de gauche normalement constitué ». Il n'a pas lu ces deux derniers mots devant les militants socialistes.

Jean-Pierre Tenoux

A Arles, M. Vauzelle (PS) menacé d'une sanction de CPNT et du FN

BOUCHES-DU-RHÔNE



ARLES

de notre correspondant régional

Ils ne s'aiment pas et cela s'entend. Michel Vauzelle, député socialiste sortant, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et son challenger inattendu Roland Chassain, conseiller général RPR et maire des Saintes-Maries-de-la-Mer, le confient au journaliste. « Il a trahi tout le monde pour des raisons politiciennes », souffle M. Chassain, avant sa tournée sur le marché d'Arles. Quant à M. Vauzelle, qui achève sa distribution sur celui de Port-Saint-Louis-du-Rhône, il cherche un terme pour dire qu'il n'a « pas beaucoup... d'estime » pour son adversaire, à qui il ne pardonne pas un tract fielleux sur son action à Arles.

Ils se le sont dit sur les ondes de France Bleue Provence lors d'un débat : « C'est incohérent, on ne peut pas avoir un député comme ça », lance, agacé, l'élus sortant, qui reproche à son adversaire des positions contradictoires sur le parc de Camargue et, implicitement, son incompétence. « Arrêtez de tromper tout le monde, vous votez la loi chasse à Paris, et vous dites le contraire ici », répond l'autre, excédé d'être interrompu par un homme qu'il trouve arrogant.

Entre eux, il y a une fin de campagne inattendue qui aiguise les enjeux dans cette 16^e circonscription des Bouches-du-Rhône. M. Vauzelle, qui a réussi à unir toute la gauche, croyait fermement qu'il y aurait une triangulaire : las ! la candidate du Front national n'a atteint que 12,39 % des inscrits, au lieu des 12,5 % requis pour figurer au second tour. Avec 36 % des voix, M. Vauzelle réalise un meilleur score qu'il ne le croyait, en particulier dans les villes et les quartiers populaires, qui lui restent favorables. Mais il perd 4 points par rapport au résultat de la gauche en 1997. Il sait pourtant qu'il joue gros sur ce scrutin : sa présidence de région est menacée en 2004. Et, ayant abandonné la mairie d'Arles en 1998, il

ne pourra pas y revenir avant longtemps, le titulaire actuel, Hervé Schiavetti, communiste singulier, tenant fort bien sa maison. Quant à M. Chassain, il a bénéficié de l'inéligibilité de l'ex-maire de Tarascon, Thérèse Aillaud (RPR), et se sent d'autant plus sûr de lui, avec ses 30 %, qu'il est poussé par la droite départementale. Ses chefs vouent une solide inimitié au président de la région PACA : Jean-Claude Gaudin, Renaud Muselier et Jean-François Mattei viendront en personne pour contribuer à une défaite de M. Vauzelle.

A cette situation tendue s'ajoute un choc de personnalités. M. Chassain, visage poupon, avance pieds légèrement écartés, un peu courbé et tout sourire. Le commerçant qu'il est se veut l'incarnation idéale de l'homme de terrain, tard venu en politique et fier d'être si modeste. « Apprenti, ouvrier, puis artisan et commerçant, je connais la vie quotidienne de chacun », écrit-il dans un 4-pages qui le montre avec Jean-Pierre Raffarin et promet beaucoup.

M. Vauzelle, lui, avance veston sur l'épaule, répond aux interviews main dans la poche du pantalon et assume sans gêne sa position de personnalité nationale. Quand il est exaspéré, il rappelle quand même que son père fut ouvrier et que, contrairement à ce qu'on lui reproche, il vit toujours à Arles. Mais son dépliant de campagne détaille un « bilan efficace », le sien et celui de la gauche unie, et propose un « projet partagé, pour construire ensemble [notre] avenir ».

En ces jours décisifs, le vote des chasseurs et des électeurs du FN va peser lourd. Si Jean-Marie Scifo, candidat CPNT, est très déçu de son petit 4,7 %, il rumine sa vengeance : « Nous appelons à faire barrage au député qui a voté la loi chasse, à celui qui se présente avec les Verts », dit-il. Ses 2 320 électeurs sont donc appelés à voter pour M. Chassain. Quant à M. Le Pen, il a inscrit M. Vauzelle sur sa liste des candidats à abattre, tant pour ses prises de positions répétées contre l'extrême droite que parce que lui-même brigue la présidence de la région en 2004. M. Vauzelle qui se sait en danger, n'est pas mécontent de cette « médaille » décernée par le chef du FN. Dans sa quête des électeurs jeunes qui constituent l'essentiel des 37 % d'abstentionnistes, elle peut lui servir d'atout. Face aux 9 842 électeurs FN appelés à le punir, il en aura besoin.

Michel Samson



NOUVELLE CIVIC CTDi COMMON RAIL

Le nouveau moteur Common Rail de 1,9 litre développe 105 chevaux et consomme seulement 5,5 litres aux 100 km. Honda Civic CTDi Common Rail. 15CV. 105CV. 130CV. 150CV. 180CV. 200CV. 220CV. 240CV. 260CV. 280CV. 300CV. 320CV. 340CV. 360CV. 380CV. 400CV. 420CV. 440CV. 460CV. 480CV. 500CV. 520CV. 540CV. 560CV. 580CV. 600CV. 620CV. 640CV. 660CV. 680CV. 700CV. 720CV. 740CV. 760CV. 780CV. 800CV. 820CV. 840CV. 860CV. 880CV. 900CV. 920CV. 940CV. 960CV. 980CV. 1000CV. 1020CV. 1040CV. 1060CV. 1080CV. 1100CV. 1120CV. 1140CV. 1160CV. 1180CV. 1200CV. 1220CV. 1240CV. 1260CV. 1280CV. 1300CV. 1320CV. 1340CV. 1360CV. 1380CV. 1400CV. 1420CV. 1440CV. 1460CV. 1480CV. 1500CV. 1520CV. 1540CV. 1560CV. 1580CV. 1600CV. 1620CV. 1640CV. 1660CV. 1680CV. 1700CV. 1720CV. 1740CV. 1760CV. 1780CV. 1800CV. 1820CV. 1840CV. 1860CV. 1880CV. 1900CV. 1920CV. 1940CV. 1960CV. 1980CV. 2000CV. 2020CV. 2040CV. 2060CV. 2080CV. 2100CV. 2120CV. 2140CV. 2160CV. 2180CV. 2200CV. 2220CV. 2240CV. 2260CV. 2280CV. 2300CV. 2320CV. 2340CV. 2360CV. 2380CV. 2400CV. 2420CV. 2440CV. 2460CV. 2480CV. 2500CV. 2520CV. 2540CV. 2560CV. 2580CV. 2600CV. 2620CV. 2640CV. 2660CV. 2680CV. 2700CV. 2720CV. 2740CV. 2760CV. 2780CV. 2800CV. 2820CV. 2840CV. 2860CV. 2880CV. 2900CV. 2920CV. 2940CV. 2960CV. 2980CV. 3000CV. 3020CV. 3040CV. 3060CV. 3080CV. 3100CV. 3120CV. 3140CV. 3160CV. 3180CV. 3200CV. 3220CV. 3240CV. 3260CV. 3280CV. 3300CV. 3320CV. 3340CV. 3360CV. 3380CV. 3400CV. 3420CV. 3440CV. 3460CV. 3480CV. 3500CV. 3520CV. 3540CV. 3560CV. 3580CV. 3600CV. 3620CV. 3640CV. 3660CV. 3680CV. 3700CV. 3720CV. 3740CV. 3760CV. 3780CV. 3800CV. 3820CV. 3840CV. 3860CV. 3880CV. 3900CV. 3920CV. 3940CV. 3960CV. 3980CV. 4000CV. 4020CV. 4040CV. 4060CV. 4080CV. 4100CV. 4120CV. 4140CV. 4160CV. 4180CV. 4200CV. 4220CV. 4240CV. 4260CV. 4280CV. 4300CV. 4320CV. 4340CV. 4360CV. 4380CV. 4400CV. 4420CV. 4440CV. 4460CV. 4480CV. 4500CV. 4520CV. 4540CV. 4560CV. 4580CV. 4600CV. 4620CV. 4640CV. 4660CV. 4680CV. 4700CV. 4720CV. 4740CV. 4760CV. 4780CV. 4800CV. 4820CV. 4840CV. 4860CV. 4880CV. 4900CV. 4920CV. 4940CV. 4960CV. 4980CV. 5000CV. 5020CV. 5040CV. 5060CV. 5080CV. 5100CV. 5120CV. 5140CV. 5160CV. 5180CV. 5200CV. 5220CV. 5240CV. 5260CV. 5280CV. 5300CV. 5320CV. 5340CV. 5360CV. 5380CV. 5400CV. 5420CV. 5440CV. 5460CV. 5480CV. 5500CV. 5520CV. 5540CV. 5560CV. 5580CV. 5600CV. 5620CV. 5640CV. 5660CV. 5680CV. 5700CV. 5720CV. 5740CV. 5760CV. 5780CV. 5800CV. 5820CV. 5840CV. 5860CV. 5880CV. 5900CV. 5920CV. 5940CV. 5960CV. 5980CV. 6000CV. 6020CV. 6040CV. 6060CV. 6080CV. 6100CV. 6120CV. 6140CV. 6160CV. 6180CV. 6200CV. 6220CV. 6240CV. 6260CV. 6280CV. 6300CV. 6320CV. 6340CV. 6360CV. 6380CV. 6400CV. 6420CV. 6440CV. 6460CV. 6480CV. 6500CV. 6520CV. 6540CV. 6560CV. 6580CV. 6600CV. 6620CV. 6640CV. 6660CV. 6680CV. 6700CV. 6720CV. 6740CV. 6760CV. 6780CV. 6800CV. 6820CV. 6840CV. 6860CV. 6880CV. 6900CV. 6920CV. 6940CV. 6960CV. 6980CV. 7000CV. 7020CV. 7040CV. 7060CV. 7080CV. 7100CV. 7120CV. 7140CV. 7160CV. 7180CV. 7200CV. 7220CV. 7240CV. 7260CV. 7280CV. 7300CV. 7320CV. 7340CV. 7360CV. 7380CV. 7400CV. 7420CV. 7440CV. 7460CV. 7480CV. 7500CV. 7520CV. 7540CV. 7560CV. 7580CV. 7600CV. 7620CV. 7640CV. 7660CV. 7680CV. 7700CV. 7720CV. 7740CV. 7760CV. 7780CV. 7800CV. 7820CV. 7840CV. 7860CV. 7880CV. 7900CV. 7920CV. 7940CV. 7960CV. 7980CV. 8000CV. 8020CV. 8040CV. 8060CV. 8080CV. 8100CV. 8120CV. 8140CV. 8160CV. 8180CV. 8200CV. 8220CV. 8240CV. 8260CV. 8280CV. 8300CV. 8320CV. 8340CV. 8360CV. 8380CV. 8400CV. 8420CV. 8440CV. 8460CV. 8480CV. 8500CV. 8520CV. 8540CV. 8560CV. 8580CV. 8600CV. 8620CV. 8640CV. 8660CV. 8680CV. 8700CV. 8720CV. 8740CV. 8760CV. 8780CV. 8800CV. 8820CV. 8840CV. 8860CV. 8880CV. 8900CV. 8920CV. 8940CV. 8960CV. 8980CV. 9000CV. 9020CV. 9040CV. 9060CV. 9080CV. 9100CV. 9120CV. 9140CV. 9160CV. 9180CV. 9200CV. 9220CV. 9240CV. 9260CV. 9280CV. 9300CV. 9320CV. 9340CV. 9360CV. 9380CV. 9400CV. 9420CV. 9440CV. 9460CV. 9480CV. 9500CV. 9520CV. 9540CV. 9560CV. 9580CV. 9600CV. 9620CV. 9640CV. 9660CV. 9680CV. 9700CV. 9720CV. 9740CV. 9760CV. 9780CV. 9800CV. 9820CV. 9840CV. 9860CV. 9880CV. 9900CV. 9920CV. 9940CV. 9960CV. 9980CV. 10000CV.



Le rejet de son pourvoi fragilise la position de M. Donnedieu de Vabres

La Cour de cassation a refusé l'annulation du dossier sur le financement de l'ex-PR. Le ministre délégué aux affaires européennes semble en sursis

LE MINISTRE délégué aux affaires européennes, Renaud Donnedieu de Vabres (UDF), semble désormais en sursis, mais nul ne sait pour combien de temps. En rejetant, mercredi 12 juin, le pourvoi qu'il avait formé contre la procédure dans laquelle il est mis examen, la Cour de cassation a fragilisé encore davantage sa position. La juridiction suprême a, de fait, validé les poursuites – pour « blanchiment » et « infraction à la législation sur les partis politiques » – dont le ministre est l'objet depuis 1998, ouvrant la voie à son renvoi éventuel devant un tribunal correctionnel au cours des mois à venir.



PATRICK KOVARIK/AP

Soucieux de prévenir cette perspective, les avocats de M. Donnedieu de Vabres ont indiqué, dès l'annonce de la décision de la Cour de cassation, qu'ils entendaient demander un non-lieu en sa faveur. Une décision favorable du juge d'instruction est désormais la seule solution pour empêcher sa comparution devant la justice. Au préalable, les services du procureur de Paris devront faire connaître – « dans les prochaines semaines », ont-ils indiqué, mercredi, à l'agence Reuters – leurs réquisitions sur ce dossier, c'est-à-dire préconiser un non-lieu ou le renvoi devant le tribunal.

Or cet épisode procédural pourrait lui-même revêtir la dimension d'un test politique : M. Chirac ayant annoncé, durant la campagne présidentielle, sa volonté de restaurer l'autorité hiérarchique de la chancellerie sur les procureurs, l'option que retiendra le parquet pourrait apparaître comme le choix du gouvernement. Certes, le nouveau garde des

sceaux, Dominique Perben (RPR), a affirmé, depuis sa nomination, qu'il s'interdirait de donner des instructions dans les « affaires politico-financières » (*Le Monde* du 16 mai), mais il a ostensiblement pris la défense de son collègue, mercredi matin, quelques heures avant que la Cour de cassation ne rende son arrêt. Précisant que la juridiction suprême ne se prononcerait que « sur la forme et non sur le fond » de la procédure, le ministre de la justice déclarait alors, sur BFM : « Le ministre reste en poste. C'est la fin du jeu consistant à détruire un ministre malgré la présomption d'innocence. »

L'ÉLYSÉE RÉTICENT

Position de circonstance ou enterrement officiel de la « jurisprudence Bérégovoy-Balladur », qui exigeait la démission d'un ministre aux prises avec la justice ? Jean-Pierre Raffarin, qui ignorait le soupçon judiciaire qui pesait sur M. Donnedieu de Vabres lorsqu'il l'a nommé, sou-

haite profiter du remaniement annoncé de son gouvernement, au lendemain du second tour des élections législatives, pour le remplacer. L'Élysée se montre plus réticent – bien que M. Chirac ait repris à son compte, en 1995, la règle précédemment appliquée (*Le Monde* du 13 juin). Le ministre délégué bénéficie, en outre, du ferme soutien de son ministre de tutelle, Dominique de Villepin, qui milite pour son maintien en fonctions et qui garde l'oreille du président de la République. L'hypothèse d'un départ directement corrélatif au résultat des élections législatives apparaît en tout cas peu probable : candidat (UMP) à sa réélection dans l'Indre-et-Loire, M. Donnedieu de Vabres a recueilli 41,5 % des suffrages au premier tour, et affrontera dimanche son rival socialiste en position favorable.

Restent les faits visés par l'enquête. Il est établi qu'en 1996, le futur ministre avait apporté 5 millions de francs (762 000 euros) en espèces pour garantir un prêt consenti par une banque d'affaires italienne, le Fondo Sociale, au profit du PR (devenu DL), alors présidé par François Léotard, dont il était le bras droit. M. Donnedieu de Vabres a toujours affirmé que l'argent provenait des « fonds spéciaux » gouvernementaux. « L'origine légale de ces fonds rend le non-lieu inéluctable », estimait, jeudi, l'avocat du ministre, M^e Yves Repiquet. Mais il n'est pas certain que M. Raffarin attende la décision du juge pour prendre la sienne.

Hervé Gattegno

Le parti de Bruno Mégret digère mal sa défaite et de nombreux militants doutent de son avenir

« PAS QUESTION de mettre la clef sous la porte », affirme le délégué général du Mouvement national républicain (MNR), Jean-Yves Le Gallou. Après le coup de massue des résultats des élections législatives – un score de 1,08 % – le bureau national de ce parti d'extrême droite présidé par Bruno Mégret a décidé « de prendre son temps » pour digérer la défaite.

Une chose semble cependant acquise : selon M. Le Gallou mais aussi Frank Timmermans, le secrétaire général responsable des fédérations, « les gens sont prêts à continuer mais veulent souffler ». En tous cas une partie d'entre eux. Plusieurs cadres ou élus régionaux ne cachent pas, en effet, – aux lendemains du premier tour qui a vu des candidats même très bien implantés ne pas dépasser la barre des 5 % – qu'ils sont tentés de prendre de la distance avec leur militantisme. Beaucoup se sont déjà assurés un avenir en retrouvant un travail dans

« la vie civile ». Mercredi 12 juin, un élu régional, a confié au *Monde* qu'il était « fatigué de fêter tous les dimanches d'élections une défaite. » « Avec le MNR ou le FN, sauf cas de figure exceptionnel, on ne gagne jamais au scrutin majoritaire. Quel est l'intérêt

« Quel est l'intérêt de faire de l'action politique pendant des années pour être dans l'opposition ? »

de faire de l'action politique pendant des années pour être dans l'opposition ? », explique-t-il en avouant qu'il allait peut-être voir si c'est mieux sous d'autres étiquettes. Il veut cependant « laisser passer l'été ».

Très peu d'anciens frontistes parlent d'un retour dans le parti de Jean-Marie Le Pen. Ils regrettent que ce dernier ait refusé tout accord avec le MNR. Mais le purgatoire qu'il leur destine les retient. Quoi qu'il en soit ils refusent le « ghetto » dans lequel, disent-ils, retombe le FN à chaque élection. « Partir pour aller où ? », lancent même les plus déabusés. La lassitude et parfois l'amertume envahit ces « anciens » qui ne comprennent toujours pas comment les meilleurs d'entre eux, militants infatigables et bien implantés, ont été dépassés par des candidats parachutés du FN. « C'est comme si on avait fait campagne pour eux ! », s'exclament-ils.

Si le MNR a l'intention de survivre il devra à la fois surmonter ses problèmes financiers et faire son autocritique. Ses dirigeants le savent et ont donc décidé de réunir tous les responsables des départements et des régions le 23 juin à Paris pour faire un point financier. D'après le trésorier, Alain Vauzelle, le MNR qui avait remboursé les dettes des campagnes européennes, municipales et cantonales, devrait pouvoir aider les candidats qui, contre tous les pronostics n'ont pas atteint les 5 % de suffrages indispensables au remboursement de leurs frais de campagne. Mais cela veut dire que le parti ne pourra pas investir dans son fonctionnement comme il en avait l'intention. De même faudra-t-il trouver d'autres modes de financement si d'aventure le MNR décide d'être présent aux élections européennes et aux régionales.

Prenant en compte les critiques, M. Mégret a décidé d'ouvrir une vaste réflexion tant sur le positionnement du parti que sur sa communication lors de l'université d'été, en août, puis d'un conseil national à la rentrée. Question positionnement, le débat risque d'être houleux. Pour preuve la musique dissonante du MNR pour le 16 juin. Au niveau national la consigne est de voter « en faveur du candidat le mieux placé pour faire barrage à la gauche socialo-écologiste ». Dans les Bouches-du-Rhône, le candidat malchanceux du MNR de la 47^e circonscription, Hubert Savon, a fait savoir qu'il ne voterait pas pour le FN qui sera face au communiste Frédéric Dutoit.

Christiane Chombeau

Le niveau de la hausse du smic sera connu le 24 juin

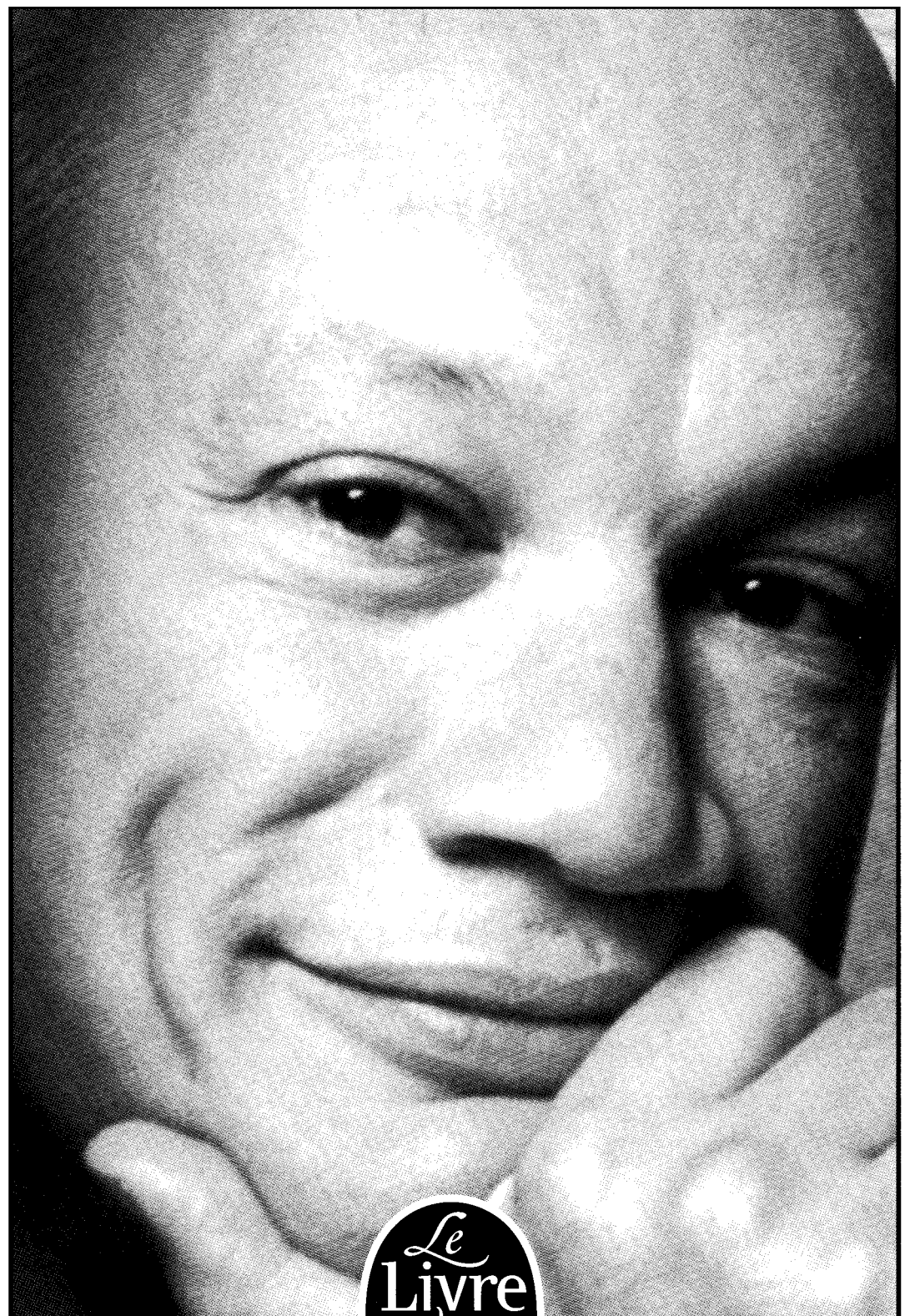
SYNDICATS et patronat ont rendez-vous au ministère de l'emploi, le 24 juin à 10 heures, pour connaître la décision du gouvernement sur le smic. C'est cette date, en effet, qui leur a été fixée par courrier pour la tenue de la commission de la négociation collective. Cette réunion sert traditionnellement de cadre à la revalorisation du smic, mais aussi à dresser le bilan de la négociation, notamment pour les accords des 35 heures. La hausse légale du smic, reposant sur le montant de l'inflation hors tabac en glissement annuel et sur la moitié du gain du pouvoir d'achat du salaire de base ouvrier, devrait tourner autour de 2,2 % à 2,4 %. Le reste dépend d'un « coup de pouce » du gouvernement. Francis Mer, ministre de l'économie, s'est déjà déclaré « pas personnellement convaincu qu'en dehors d'un geste symbolique, cela soit dans l'intérêt des entreprises et donc des travailleurs » (*Le Monde* du 8 juin).

DÉPÊCHES

■ **UMP-FN : Stéphane Durbec, candidat (FN) dans la 8^e circonscription des Bouches-du-Rhône**, a annoncé, mercredi 12 juin, qu'il retirait sa candidature « en échange d'un appel de l'UMP » à voter pour le FN dans les 4^e et 7^e circonscriptions du département. « Ce n'est même pas négociable », lui a répondu Jacques Rocca-Serra (UMP-UDF), qui postule dans la 8^e circonscription.

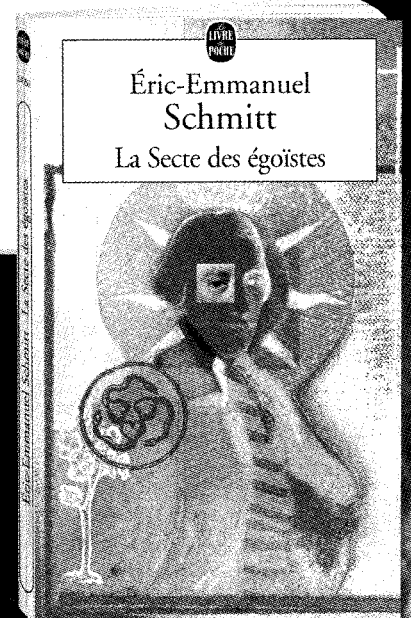
■ **SUSPENSION : les directions départementales du RPR et de l'UMP ont suspendu, mercredi 12 juin**, des conseillers municipaux RPR de Bron et de Rillieux qui ont apporté leur soutien au second tour des législatives à Charles Millon, candidat dans la 7^e circonscription du Rhône face à Jean-Jack Queyranne (PS).

■ **CONJONCTURE : la production industrielle a poursuivi sa reprise en avril** avec une progression de 0,4 % après une hausse de 0,5 % en mars, selon les données publiées jeudi 13 juin par l'Insee. Sur douze mois, elle affiche cependant encore une baisse de 0,1 %.



Le Livre de Poche

« ... Il s'ensuivit tout un galimatias où il était démontré par A et B que la nature n'existait que dans la tête de notre PHILOSOPHE, que sons, parfums, matières, couleurs et goûts n'étaient qu'en son esprit, que nous-mêmes n'existions que sous ce même crâne. J'en conclus que, s'il fallait l'en croire, il était normal que tant de choses réunies dans un si petit espace l'eussent effectivement rendu fou... »



C'est plus grand en Livre de Poche

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

Une enquête commandée par la **CROIX-ROUGE** permet de mieux cerner les profils et les motivations des étrangers hébergés au centre de Sangatte. Réalisée par Smaïn Laacher, un sociologue qui a passé six

mois dans le centre, ce travail bat en brèche plusieurs **IDÉES REÇUES** sur fond de polémique sur le rôle de « pompe aspirante » que jouerait Sangatte. En grande majorité Kurdes d'Irak ou Pachtounes et

Tadjiks d'Afghanistan, les étrangers ont fait le voyage avant tout pour des **RAISONS POLITIQUES**, pour fuir l'insécurité et la répression. Ce n'est qu'au bout du périple, où ils se remettent entièrement aux

maines des passeurs, que le projet d'aller en **GRANDE-BRETAGNE** se précise, à cause des meilleures conditions d'accueil outre-Manche. Le rapport préconise le maintien du camp et l'exclusion des passeurs.

Une étude précise les parcours des étrangers de Sangatte

L'enquête du sociologue Smaïn Laacher constate que l'existence du centre d'hébergement ne constitue pas un « appel d'air migratoire ». Venus pour des raisons politiques, entièrement dépendants des passeurs, les réfugiés veulent passer en Angleterre en raison des meilleures conditions d'accueil

METTRE FIN aux « fausses vérités » qui circulent sur les étrangers de Sangatte (Pas-de-Calais). Le rapport, encore confidentiel, que vient de remettre le chercheur Smaïn Laacher à la Croix-Rouge, intitulé « *Des étrangers en situation de "transit" au centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte* », réhabilite en effet ces milliers d'étrangers accueillis par l'association depuis septembre 1999. Après six mois d'enquête approfondie sur leur parcours et les raisons de leur migration, à la demande du directeur du centre, Michel Derr, le sociologue, chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux (EHESS-CNRS) à Paris, a pu retracer les itinéraires de ces « nouveaux migrants » et leur univers social. Un travail précieux, qui met fin à bien des idées reçues dans un contexte de forte polémique sur le rôle de « pompe aspirante » que jouerait le centre de Sangatte.

Le premier enseignement de cette étude est que les étrangers de Sangatte ne sont pas venus en Europe pour des raisons économiques. La majorité des 284 personnes interrogées – « des gens ordinaires, socialement insérés » – ont fait état, pour expliquer les raisons de leur départ, « d'insécurité quotidienne et d'absence de maîtrise de l'ordre du monde ». En clair, la réalité qu'ils fuient est celle d'une violence arbitraire et permanente.

« L'exil est une condition imposée par les circonstances historiques », insiste le chargé d'études. Rien d'étonnant quand on sait que près de 90 % des hébergés de Sangatte sont afghans ou kurdes. « A peine plus de 7 % » déclarent être partis parce qu'ils n'avaient pas de travail. Les Kurdes irakiens quittent leur

pays en raison des persécutions politiques tandis que les Afghans invoquent l'état de guerre et d'insécurité, insistant tous sur l'envie de vivre dans un pays où leur sécurité est assurée.

Le départ n'est cependant pas un acte individuel : « Partir est une "affaire de famille" », note le rapport. La décision est prise par la famille, qui organise le voyage (trouver un passeur, réunir l'argent) et « nomme celui qui doit partir ». La moitié des étrangers interrogés ont ainsi été « désignés ». C'est presque exclusivement des hommes, jeunes, en pleine capacité physique et sans responsabilités familiales. Le partant est chargé d'une « mission » qu'il doit réussir à tout prix, sauf à déshonorer la famille et le clan qui se sont sacrifiés financièrement. Cet investissement explique, aux yeux du sociologue, pourquoi ces hommes ne vont jamais renoncer au cours du voyage. « Nous sommes devant la "création" de nouvelles histoires d'émigration-immigration », remarque Smaïn Laacher.

GARANTIE DE RÉUSSITE

Ensuite, le candidat au départ se remet totalement entre les mains des passeurs. Cette dépendance, telle qu'elle est relatée, demeure frappante. Il s'agit d'un « monopole sans concession, souvent même exercé avec violence, des passeurs sur le moindre détail de l'organisation », souligne le chercheur. Par « consigne de sécurité professionnelle », les fuyards ne savent jamais où ils sont, ni par quels pays ils passent. Les haltes, les endroits où dormir, le choix du transport et le nombre de compagnons de voyage, sont autant de « détails réglés dans le plus grand secret entre groupes de



PAUL BLACKMORE/AFPHO

passeurs ». Les seuls aspects négociés sont le coût du voyage et les clauses du contrat, incluant la garantie de réussite.

Deuxième enseignement majeur de l'étude : le but précis du voyage n'est jamais « prédéterminé ». La seule certitude est qu'il doit se trouver dans l'espace européen, terre d'accueil où « l'on pourrait de nouveau construire des projets personnels et familiaux ». Une petite minorité a bien choisi l'Angleterre comme point de chute parce qu'elle y a de la famille. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des personnes interrogées. Contrairement aux idées reçues, il n'y a pas outre-Manche d'importantes communautés susceptibles de faciliter l'intégration des réfugiés : les Afghans et les Irakiens sont plus nombreux en Hollande et en Allemagne. Selon le HCR, les Afghans seraient 3 500 en Grande-Bretagne contre 16 600 en

Allemagne. Idem pour les Irakiens, au nombre de 35 000 outre-Rhin, 24 000 en Suède et 22 900 en Hollande, contre 5 700 en Angleterre.

L'Angleterre ne devient « un projet collectif » qu'en France, insiste le rapport. C'est en effet sur le territoire national que les étrangers reçoivent les premières informations sur les conditions d'accueil respectives en France et en Grande-Bretagne. Là, « se jugent et se jaugent, s'évaluent et se discutent les coûts et les profits possibles de la décision à prendre : rester en France ou "tenter" l'Angleterre ».

Avant de pénétrer sur le territoire, rares sont les étrangers qui connaissent Sangatte. Seules 30 personnes en avaient entendu parler dans leur pays d'origine. La plupart en a appris l'existence au cours du voyage, souvent en entrant en France, par la bouche des passeurs et... des policiers français. Dès lors, toute la

polémique sur l'éventuel « appel d'air » que constitue le centre de Sangatte semble vaine à l'auteur du rapport. Le centre n'est pas une fin en soi, mais le lieu « de jugements et de stratégies comparatives » entre les conditions d'accueil à l'anglaise et celles qu'on connaît sur place.

L'auteur insiste ainsi sur le rôle de Sangatte : le « camp » est devenu au fil des mois « un espace de production et de circulation d'informations et de croyances collectives », note-t-il. Pour la majorité des étrangers, c'est à Sangatte que se forge le projet ultime du voyage : passer en Angleterre coûte que coûte. C'est « là », insiste M. Laacher, que « l'Angleterre qui n'était qu'un mot parmi d'autres dans la langue maternelle devient un mot sur toutes les langues ; une sorte de grammaire du monde, une destinée commune ».

Sylvia Zappi

VERBATIM

« Parfois, on n'est plus un homme »

VOICI des extraits de témoignages recueillis par le sociologue Smaïn Laacher dans son rapport sur le centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte.

« Un médecin syrien, 30 ans.

De la Syrie à Sangatte, le voyage nous a coûté 15 000 dollars (environ 15 900 euros). Pour moi et ma femme, chacun 6 000 dollars (6 350 euros) (...) et pour notre enfant 3 000 dollars (3 180 euros). Le voyage a presque duré trois mois. On a toujours envie de renoncer, mais à cause de ma femme et de mon fils, je ne pouvais pas. Je ne pouvais plus retourner en arrière. Moi je suis musulman et ma femme est juive ; retourner en Syrie, c'est retourner en enfer (...). Il y avait un contrat entre le passeur et moi, passé en Syrie : la moitié dès le début et l'autre moitié à la fin. La « fin », c'est un pays sûr ; c'est le passeur qui doit me trouver un pays sûr, c'est conclu comme ça entre lui et moi. Le voyage, c'est la nuit noire parce que tu ne sais jamais où tu es, ni où on t'emmène, ni avec qui tu y vas, ni par où tu vas passer. Tu ne sais pas si c'est dangereux. Pour l'Angleterre, c'est un contrat avec un autre passeur.

Un Afghane de 26 ans, poète.

Mon voyage est incroyable. Après l'Afghanistan, je suis passé par l'Irak, la Turquie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Hongrie, la Slovaquie, l'Autriche, l'Italie et la France. Le voyage a duré dix-sept mois et m'a coûté 7 500 dollars (environ 7 950 euros). Je suis allé quatre fois en prison : en Bulgarie, en Turquie, en Grèce et en Autriche ; on passait dans des zones militaires sans le savoir ; je me suis perdu dans la forêt trois jours. A Hérat (en Afghanistan), les passeurs ont un siège officiel, dans un bureau de change qui donne sur la rue. Tout le monde sait que ce sont des passeurs. Je suis allé les voir et j'ai fait un

contrat avec eux : 7 500 dollars pour trois mois de voyage. Le contrat, c'était de m'emmener en Europe, dans un pays où il y a de la sécurité. (...) Ce qui m'a frappé et le plus choqué, c'est la violence des policiers en particulier en Bulgarie, en Slovaquie et en Turquie. En Bulgarie, les policiers ont violé devant nous une femme qui était clandestine. Pour moi, ce voyage, c'est d'abord une expérience de la brutalité des pouvoirs et des policiers. Un Kurde irakien de 29 ans, gérant de café-restaurant.

J'ai été impressionné par le travail des passeurs, par la précision de leur organisation. Ils ont du matériel : des pinces, des voitures, des maisons, des téléphones portables, des ordinateurs. Je ne connaissais pas les pays que je traversais ; on peut identifier certains endroits, mais c'est très rare car il faut toujours se cacher. Quand on voit le jour, on peut repérer le pays dans lequel on est : par l'écriture et la langue. On nous cache des choses : on fait semblant de réduire la durée du voyage, pour nous donner plus de courage. On a fait trente heures de camion : on nous a dit à chaque heure qu'il nous restait une demi-heure. Ils nous mentaient tout le temps.

Un ingénieur en télécommunications kurde de 36 ans, père de trois enfants, interrogé après l'envoi d'une cassette à sa famille.

Je dis dans la cassette que partir de chez soi c'est très difficile, que parfois on n'est plus un homme. Que quitter sa famille c'est douloureux. Pourquoi on fait ça ? Pour vivre mieux, pour une meilleure éducation pour nos enfants. Je leur dis que c'est très dur. Que tous les jours, le froid, la faim, la misère. Que tous les jours on marche sans savoir où on va ; il n'y a que les passeurs qui savent où on va. Les clandestins et les passeurs, c'est comme les moutons et le berger. Quand on n'a pas mangé pendant trois jours, on devient

Des hommes jeunes et plutôt instruits

Le chercheur Smaïn Laacher a interrogé 284 personnes réfugiées à Sangatte par questionnaire et mené une cinquantaine d'entretiens d'octobre 2001 à mars 2002.

● **Nationalité.** Deux groupes dominants sont accueillis au centre de Sangatte, les Kurdes d'Irak et les Tadjiks et Pachtounes d'Afghanistan. Il s'agit surtout d'hommes d'un âge moyen de 25 ans. 70 % d'entre eux sont célibataires ; 28 % ont déclaré avoir des enfants.

● **Niveau social.** Les personnes arrivées à Sangatte sont « privilégiées » sur le plan de leur niveau de formation. Quasiment toutes les personnes interrogées ont été scolarisées dans leur pays d'origine. Le nombre moyen d'années d'école est de 10 ans. Près de 40 % ont achevé leur scolarité au bout de douze ans (terme du secondaire) et 40,9 % ont le niveau Bac ou au-delà. 23,6 % ont un diplôme équivalent à deux années d'études supérieures ou plus. Les quatre métiers le plus souvent exercés sont commerçant-artisan (30,6 %), ouvrier (13 %), profession intellectuelle et libérale (12 %) et employés (8,5 %).

● **Prix du voyage.** Le prix médian est de 6 000 dollars (6 350 euros) pour une personne, mais il varie selon le pays de départ ; pour les Irakiens, il est de 5 000 dollars (5 300 euros) tandis que pour les Afghans, il s'élève à 8 700 dollars (9 200 euros).

Les mauvaises conditions d'accueil entretiennent la conviction que « c'est mieux en Angleterre »

Le rapport préconise de maintenir le camp et d'en exclure les passeurs

L'ÉTAT DU CENTRE de Sangatte et ses perspectives d'avenir sont abordées par le sociologue Smaïn Laacher dans un chapitre particulier de son rapport. Sans concession sur les conditions d'accueil réservées aux réfugiés, son étude démontre pourquoi ces derniers veulent fuir Sangatte et passer en Angleterre. Car avant même de songer à trouver un travail, avoir « un lit avec des draps propres » conditionne l'image que l'on a de soi et de son avenir.

Pour mener à bien son projet, M. Laacher s'est rendu dans la région du Kent, à Douvres et Ashford, deux villes où se retrouvent de nombreux étrangers venant de San-

réunies dans le centre de Sangatte : les personnes accueillies y vivent dans des conditions profondément dégradées », remarque M. Laacher.

INFORMATIONS PAR TÉLÉPHONE

Les informations sur ce qui attend les demandeurs d'asile de l'autre côté de la Manche parviennent quotidiennement aux réfugiés de Sangatte : tous les jours, ceux qui réussissent la traversée téléphonent au centre pour raconter. La conviction collective que « c'est mieux en Angleterre » est donc fondée sur une expérience « vérifiée et maintes fois renouvelée », remarque le rapport. L'auteur insiste sur cette donnée qui

ment à la défense du droit d'asile, protection spécifique qu'« en aucun cas », on ne doit amoindrir « pour des raisons d'Etat ».

La lutte contre l'immigration clandestine doit ainsi « criminaliser » les trafiquants d'êtres humains mais pas ceux qui en sont les victimes. Il rappelle ainsi que les migrants clandestins, sont des êtres sans protection : « Refuser ces biens premiers [que sont le logement, le travail et la protection sociale] n'a jamais arrêté leur volonté de vivre dans des sociétés capitalistes développées dans lesquelles ces biens sont normalement et légitimement accessibles », conclut M. Laacher.

Le sociologue met en garde contre toute tentation de fermeture du centre de Sangatte. Une telle mesure, selon lui, ne ferait pas disparaître les clandestins ; ceux-ci « réapparaîtraient encore plus dramatiquement qu'auparavant dans l'espace public ». Plus nombreux dehors, ces nouveaux sans-abri se déplaceraient alors vers d'autres ports et d'autres villes. Il faut au contraire, insiste le rapport, « prendre acte de l'existence et de la nécessité de Sangatte ». Avec des mesures urgentes à mettre en œuvre : la mise en place d'un entre-tien confidentiel avec les hébergés pour mieux cerner leurs problèmes ; l'amélioration « radicale » des conditions d'existence et d'hygiène au sein du centre ; la diffusion auprès des étrangers de leurs droits et devoirs.

Et surtout « exclure » les passeurs du centre. Ces derniers, en contrôlant et monnayant l'accès aux douches, les couvertures ou une place dans une cabine, imposent leur loi, « source d'exploitation, de domination et de violence ». Le sociologue insiste : la Croix-Rouge doit retrouver la « maîtrise totale de toutes les activités stratégiques » touchant à la vie quotidienne du centre.

S. Z.

gatte. Les structures d'accueil visitées offrent ainsi pendant quelques semaines, un « logement décent » : le jour même de leur arrivée, les demandeurs d'asile se voient attribuer une place dans une chambre de deux ou trois lits, « nettoyée tous les jours avec des draps propres, de l'eau chaude et des douches collectives » ; ils sont accompagnés et informés de leurs droits par des ONG spécialisées. Ensuite, les étrangers sont affectés dans des logements – petit studio pour les célibataires et appartement pour les familles – pendant tout le temps que dure la procédure d'examen de leur demande d'asile (six mois en général). « Ces conditions générales ne sont, ni de près ni de loin,

lui paraît essentielle : le logement est pour ces étrangers « le premier support de l'indépendance après avoir connu et vécu des mois durant un état de dépendance et de sujétion ».

Or dès leur arrivée sur le territoire français, ces étrangers sont confrontés à des conditions d'accueil qui « signent à elles seules et quasi immédiatement le refus explicite des pouvoirs publics de les accueillir ». Leur acharnement à passer en Angleterre est une tentative pour se mettre à l'abri de l'arbitraire et se « reposséder ».

Smaïn Laacher a tiré quelques « leçons » et plusieurs propositions de son travail d'enquête. L'auteur rappelle en premier lieu son attache-

« pendant trois jours, on devient

Risquant la perpétuité, François Besse est finalement condamné à huit ans de prison par le jury

Les juges ont accepté la « peine de réconciliation » demandée par M^e Henri Leclerc
« Vous jugez un criminel, mais vous jugez aussi un sage », avait-il plaidé



IL Y A D'ABORD ces sourires, si rares, au sortir d'un délibéré. Cette paix apparente des juges – la cour et les jurés –, comme en miroir à la sérénité constante, aussi rare, de l'accusé. « Je veux voir sur vos visages le bonheur de la justice donnée », leur avait lancé, six heures auparavant M^e Henri Leclerc, la voix de la défense, forte et passionnée. « Je vous demande une peine de réconciliation ! ». L'avocat avait dit aussi plus tôt : « Je vous demande l'impossible. » Et la réconciliation fut opérée.

Braqueur multirécidiviste, en son temps roi de l'évasion, François Besse, dont le nom, dans l'imagerie populaire, restera attaché à celui de Jacques Mesrine, « l'ennemi public numéro un » de la fin des années 1970, a été condamné, mercredi 12 juin, par la cour d'assises de Paris, présidée par Dominique Coujard, à huit ans d'emprisonnement.

Un quart de siècle après les faits, cet homme à la métamorphose exceptionnelle en prison, depuis sa dernière arrestation en 1994 au Maroc, encourait pour une litanie

de crimes (vols, séquestration, tentatives de meurtre...) la réclusion à perpétuité.

De la spectaculaire évasion de la Santé, le 8 mai 1978, avec Jacques Mesrine, à l'attaque du casino de Deauville, trois semaines plus tard, jusqu'à l'aide à l'évasion, par hélicoptère, d'une prison de Rome, de l'un des membres du « gang des postiches » en novembre 1986, François Besse reconnaissait tout, sans défense, sans faux-fuyants. Tout, sauf la volonté de tuer les policiers et les gendarmes, lors des fusillades qui accompagnaient les fuites. En réponse, les juges lui ont donné raison, abandonnant, pour cet homme qui n'a jamais tué, les tentatives d'homicide, requalifiées pour un épisode en « violences avec armes ».

Sur les traces d'un réquisitoire déjà clément – treize ans demandés –, qui vit, mardi, l'avocat général Philippe Bilger avancer avec humanité vers cet accusé en demandant que sa situation pénale et carcérale, compliquée, ne soit pas aggravée (*Le Monde* du 12 juin), le jury est donc allé plus loin encore dans l'indulgence, ordonnant que les huit années prononcées soit confondues avec une précédente condamnation, infligée en 1998, également à huit ans.

Concrètement, selon ses avo-

cats, François Besse, 58 ans, dont 18 passés en prison et plus d'une douzaine en cavale, ne peut espérer de libération conditionnelle avant 2009, peut-être 2007. Il lui reste en effet encore à purger une peine de réclusion à quinze ans, prononcée en 1975 pour des faits vieux de trente ans.

Dans ses plaidoiries, la défense avait longuement insisté sur ces décalages vertigineux du temps. « L'homme que vous jugez aujourd'hui n'est pas celui qui a commis les faits », avait déclaré M^e Francis Triboulet, faisant allusion, pour en avoir été témoin lors de ses visites en prison, à toute l'ampleur du travail sur soi effectué par l'accusé. Et de rappeler, dans la solitude carcérale, l'appui décisif, pour cette recherche intérieure, des études de philosophie.

« FAIRE CE CHEMIN »

« Cet homme a trouvé lui-même ses mots, rebondissait M^e Leclerc. Il a trouvé ce fil qui, du fond de la souffrance, témoigne de l'indestructibilité de l'être humain. (...) Cet homme a trouvé la sagesse. Vous jugez un criminel, mais vous jugez aussi un sage. Comme je voudrais que l'on sache dans les prisons qu'il est possible de faire ce chemin ! » « Bien sûr, vous pouvez condamner comme vous auriez pu condamner à l'époque.

Mais le bruit du crime s'atténue. Quand il finira d'exécuter la peine [que vous prononcerez], il commencera à exécuter une autre peine pour des faits de 1972 ! N'y a-t-il pas là quelques chose d'absurde ? Pour moi, l'absurde n'est jamais juste. »

A son tour, faisant revivre la biographie de l'accusé, apparu si apaisé à l'audience, puisant dans un superbe texte sur sa mère tissé de pudeur, de sensibilité et de sobriété, rappelant ses gages de réinsertion – il est aujourd'hui technicien du son –, M^e Leclerc avait invité les juges à ne pas céder aux sirènes ambiantes du sentiment d'insécurité. « Ceux qui croient à l'insécurité, ils ne sont pas ici ! Ils ne savent pas qui ils jugent ! Je ne vous demande pas d'être laxiste, je vous demande d'être juste. L'exemplarité de la peine, elle est [cette fois-ci] dans l'indulgence. »

Livrés ses derniers mots, François Besse s'était tourné vers l'homme en rouge, face à lui, l'avocat de la société : « Monsieur l'avocat général, vous avez lancé comme un espoir pour moi. Je ne peux l'accepter pour moi-même. Je voudrais qu'il soit pour tous ceux qui sont sur un mauvais chemin et qui peuvent penser que quelque chose peut changer. Je voudrais être cet exemple-là. »

Jean-Michel Dumay

AZF : quatre personnes mises en examen à Toulouse

QUATRE des onze personnes entendues dans l'enquête sur l'explosion de l'usine AZF le 21 septembre ont été mises en examen mercredi 12 juin à Toulouse (Haute-Garonne) pour « homicide involontaire » et ont été laissées en liberté.

Les sept autres personnes entendues depuis mardi avaient été auparavant remises en liberté à l'issue de leur interrogatoire, selon le procureur de la République de Toulouse, Michel Bréard. Ce dernier a précisé que d'autres auditions devraient débiter « très rapidement » : « Pour l'instant, les personnes déférées ne sont que des exécutants. L'échelle de hiérarchie des responsabilités n'est bien sûr pas négligée par la justice », a souligné M. Bréard, répondant à l'émotion de la CGT et de la CFDT qui reprochent à la justice de ne poursuivre que des « lampistes ». A l'appel de la CGT, une centaine de salariés de l'usine AZF s'étaient rassemblés, mercredi 12 juin, devant le commissariat central de Toulouse, pour exprimer leur soutien à leurs collègues placés en garde à vue (photo).



Agression d'un pompier : 5 mineurs de l'AS Cannes mis en examen

CINQ des quatorze joueurs de l'équipe de football des moins de 15 ans de l'AS Cannes qui avaient agressé un pompier, dimanche 9 juin, à l'issue d'un match, ont été mis en examen mercredi 12 juin pour « violences aggravées » et placés sous contrôle judiciaire. Enervés de ne pas accéder dans la division supérieure en dépit d'une victoire, plusieurs joueurs avaient passé leurs nerfs contre une borne à incendie dans le couloir menant aux vestiaires. Puis ils s'en étaient pris au pompier qui leur faisait des remontrances. Selon le procureur de Grasse, Raymond Doumas, le pompier âgé de 35 ans, Jean-Marc Tarbouriech, « a eu le malheur d'être au mauvais endroit au mauvais moment », les jeunes s'étant « défilés sur lui ».

Pédophilie : un suicide et une libération dans l'affaire d'Outreau

LA CHAMBRE de l'instruction de la cour d'appel de Douai (Nord) a remis en liberté, mercredi 12 juin, l'une des 15 personnes incarcérées dans le cadre de l'enquête sur le réseau de pédophilie d'Outreau (Pas-de-Calais). Il s'agit de la femme d'un huissier, également mis en examen pour viols et agressions sexuelles et incarcéré depuis le 14 novembre 2001. Son avocat, M^e Franck Berton, avait à plusieurs reprises demandé sa libération en dénonçant « la fragilité des accusations » pesant contre sa cliente. Par ailleurs, l'une des 14 personnes incarcérées dans cette affaire s'est suicidée dimanche 9 juin, à la maison d'arrêt de Douai. François Mourmand, un Boulonnais de 33 ans détenu depuis le 25 avril 2001, était l'un des voisins de palier du couple Delay, dans l'appartement duquel 24 enfants auraient été victimes, entre 1996 et 2000, d'un réseau pédophile.

Hausse des écoutes administratives depuis le 11 septembre

LA COMMISSION nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) a rendu mercredi 12 juin, son rapport annuel pour 2001. Au total 4 625 interceptions de sécurités ont été réalisées, contre 3 161 en 2000. Ce chiffre s'explique par une forte augmentation concentrée sur la fin de l'année, suite aux attentats du 11 septembre. 3 161 interceptions ont été demandées au titre des demandes initiales et 1 464 à celui des renouvellements. Les demandes présentées en urgence absolue ont crû de 100 % (388 contre 197). S'agissant des motifs, on constate une baisse uniquement des demandes concernant la protection du patrimoine économique. La hausse est spectaculaire sur le terrorisme (+ 22 %), la sécurité nationale (+ 13 %) et la criminalité organisée (+ 11 %). Ce dernier motif représente à lui seul près de la moitié des demandes d'interceptions de sécurité. Près de 10 % des demandes ont donné lieu à observation. La mission de la CNCIS consiste à vérifier la légalité des autorisations d'interception.

Un homme tire sur deux personnes et se suicide à Chambéry

UN HOMME d'une vingtaine d'années s'est suicidé mercredi 12 juin après avoir tué un jeune homme et grièvement blessé un autre à l'aide d'une carabine 22 long rifle, dans un parc public de Chambéry (Savoie). L'homme, qui avait acheté son arme et une cinquantaine de cartouches dans l'après-midi dans une grande surface proche de Chambéry, s'est rendu vers 17 h 30 dans le parc dit du « Buisson rond ». Pour des raisons encore inconnues, il a ouvert le feu à deux reprises. Un jeune homme, qui était accompagné de son amie, a été tué tandis qu'un deuxième homme, blessé à la tête, a été hospitalisé dans un état grave à Chambéry. Le tueur a ensuite gagné une falaise, le Mont-Carmel, proche du parc, où il s'est suicidé à l'aide de son arme.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : la sœur d'une des sept disparues de l'Yonne, victime présumée d'Emile Louis**, a demandé mercredi 12 juin au tribunal de grande instance de Paris de condamner l'Etat à lui verser 91 500 d'euros en réparation du dysfonctionnement de la justice. Sylvie Maigné, sœur de Christine Marlot, disparue à 16 ans en 1977, près d'Auxerre, fonde sa demande sur le rapport de l'Inspection générale des services judiciaires qui a conduit quatre magistrats à comparaître en mars devant le Conseil supérieur de la magistrature.

■ **FAITS DIVERS : quelque 150 000 € de bijoux ont été dérobés**, mercredi 12 juin, lors d'une attaque de bijouterie survenue place Saint-Augustin dans le 8^e arrondissement de Paris. Quatre hommes ont brisé une des vitrines de l'établissement à l'aide d'une masse et ont pris la fuite en moto. La police a perdu leur trace.

■ **DÉLINQUANCE : les infractions constatées ont augmenté de 11,5 %**, en zone de gendarmerie (rurale et périurbaine) pendant les cinq premiers mois de l'année 2002. En mai, la hausse a atteint 19,6 %, comme l'indiquait RTL, jeudi 13 juin. Selon la gendarmerie, ce chiffre serait lié à un nouveau mode de prise en compte des plaintes.

Deux militants antichômage devant la cour d'assises du Maine-et-Loire

ANGERS (Maine-et-Loire)
de notre envoyé spécial

27 mai 1998. Isabelle Ferron, 27 ans, militante d'une association de chômeurs du Mans, meurt brutalement lors d'affrontements opposant, en pleine nuit, des membres de son association à ceux d'AC ! (Agir contre le chômage) dont ils occupent les locaux.

20 octobre 2000. Michel Launay et Yannick Marie, militants d'AC !, reconnus coupables de la mort de la jeune fille, sont condamnés respectivement à dix ans et cinq ans de prison pour « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et « complicité » de ce chef par la cour d'assises de la Sarthe.

12 juin 2002. Les deux hommes, âgés aujourd'hui de 40 et 25 ans, comparaissent, détenus, pour les mêmes faits devant la cour d'assises d'appel du Maine-et-Loire, à Angers. Depuis leur condamnation, leurs nouveaux avocats, M^e Jean-Jacques de Felice et Irène Terrel, choqués par la lourdeur de la peine, ont multiplié les procédures pour tenter de démontrer que la culpabilité de leurs clients est discutable. Ils se disent effarés de constater que la décision des jurés du Mans avait été fondée, pour l'essentiel, sur un rapport d'autopsie qui concluait à une mort par asphyxie due à un reflux gastrique provoqué par une tentative de strangulation. Or les deux suspects ont toujours nié avoir porté les mains au cou de la victime, assurant s'être limités à la retenir fermement en attendant que la police vienne interpellier les occupants illégaux des locaux.

Yannick Marie se serait même contenté de lui tenir un bras, ce qui lui vaudra de bénéficier d'un non-lieu en cours d'instruction, avant que la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers ne

décide de le renvoyer devant la cour d'assises de la Sarthe pour complicité.

Ce nouveau procès devrait permettre de démontrer la non-responsabilité des accusés dans la mort d'Isabelle Ferron, espèrent leurs avocats. De cet enjeu de taille, le président de la cour d'assises, Jean Vermorelle, semble ne pas prendre la mesure. Paraissant surtout soucieux d'en finir au plus vite avec cette affaire, il se lamente, dès l'ouverture des débats, du nombre de témoins : trente-six, au lieu de six lors du premier procès. Des témoins qu'il traite parfois avec un brin de condescendance, quand il n'évoque pas les faits en présentant les accusés comme coupables, au mépris du principe de la présomption d'innocence. Cette attitude révolte les avocats de la défense qui déposent des conclusions afin de faire constater cette anomalie.

HÉMATOMES INTERNES

Des avocats qui demeurent pourtant sereins, forts des éléments qu'ils ont pu recueillir au cours de leurs investigations. Dubitatifs quant aux conclusions du rapport d'autopsie, ils ont, avant la fixation du procès en appel, contacté un professeur de médecine légale réputé, afin qu'il réexamine le dossier. Selon ses conclusions, les hématomes internes constatés sur le cou de la victime correspondent non pas à une strangulation, mais à des ponctions jugulaires pratiquées par les secours lors de la tentative de réanimation.

Pour éclairer les causes de la mort, la défense a aussi réclamé une analyse du cœur et des poumons de la victime. Malheureusement, ces organes, qui auraient dû être conservés, ont disparu. Une enquête, ordonnée par le procureur de la République du Mans, est d'ailleurs en cours à la suite de la plainte contre X... déposée par les accusés, notamment

pour « altération des preuves au cours d'une procédure judiciaire ». Les autres organes prélevés sur le cadavre, mal conservés, sont inexploitable.

Ces faits nouveaux ont conduit au renvoi du procès en appel, qui devait se tenir initialement en novembre 2001, le parquet réclamant un supplément d'information. Reprogrammée en janvier, l'audience a été de nouveau reportée afin de permettre à deux experts nationaux désignés par le président de la cour d'assises de réexaminer l'ensemble du dossier médical.

Au premier jour du procès en appel, mercredi, le professeur Daniel Malicier, directeur de l'institut médico-légal de Lyon, est venu rendre compte du résultat de ces investigations. « On ne retrouve dans ce dossier aucun des signes caractéristiques de l'asphyxie mécanique, comme la cyanose des extrémités et du visage, ou des signes externes de traces provoquées par les ongles ou les empreintes digitales », explique-t-il. Se rangeant, sur ce point, à l'avis de l'expert sollicité par la défense, il exclut, en l'absence de lésions osseuses, toute tentative de strangulation. Pour autant, ses explications ne dédouanent pas totalement les accusés. Selon lui, la mort d'Isabelle Ferron serait due à une fibrillation ventriculaire provoquée par un malaise vagal consécutif « à une pression sans doute involontaire et brève sur la carotide, non par strangulation, mais par contention ». L'expert précise son propos en indiquant que le traumatisme subi n'a pas nécessairement été violent. « Une mort de ce type a déjà été constatée lors de simples massages de la carotide », soutient-il, évoquant, à l'appui de sa démonstration, l'histoire de cet homme musclé qui avait tué sa femme alors qu'il l'enlaçait tendrement.

Acacio Pereira

Luc Ferry maintient le programme de philosophie controversé

Le ministre devait annoncer sa décision jeudi soir, malgré l'hostilité d'une majorité de professeurs

LE MINISTRE de la jeunesse et de l'éducation nationale, Luc Ferry, professeur et philosophe lui-même, n'a pas choisi d'aller dans le sens voulu par une majorité d'enseignants de philo. La première grande décision du locataire de la Rue de Grenelle, qu'il devait rendre publique seulement jeudi soir 13 juin, pour ne pas gêner le déroulement des épreuves de philosophie du baccalauréat, risque d'en décevoir – voire d'en fâcher – plus d'un.

Le nouveau programme de philosophie, élaboré sous la conduite d'Alain Renaut et en vigueur depuis septembre 2001 dans les terminales générales, continuera en effet de s'appliquer l'année prochaine. Ce texte, soutenu par Luc Ferry lorsqu'il était président du Conseil national des programmes (CNP), suscite depuis deux ans l'hostilité chez une majorité de professeurs de philosophie, qui l'estiment « orienté idéologiquement ». Jack Lang, le prédécesseur de M. Ferry au ministère de l'éducation, avait par deux fois donné acte aux critiques de la communauté enseignante : en acceptant, en juin 2001,

alors que certains correcteurs de philosophie menaçaient de ne pas rendre les notes du baccalauréat, que la partie la plus décriée du projet Renaut – les questions dites « d'approfondissement », supposées délimiter le programme – soient facultatives ; en permettant ensuite qu'un nouveau groupe d'experts, mené par Michel Fichant, soumette aux enseignants un projet de programme révisé.

Le projet Fichant, très éloigné du programme Renaut (*Le Monde* du 14 mars), a été approuvé par près de 80 % des professeurs. Mais il a

reçu, le 28 mai, un avis défavorable du CNP, présidé désormais par Jean-Didier Vincent (qui était vice-président quand Luc Ferry était à la tête de cette instance) et, surtout, un avis défavorable, par 23 voix contre 22, du Conseil supérieur de l'éducation, le 6 juin.

Ces deux avis sont consultatifs mais c'est cette précieuse voix de majorité qui permet au ministre d'asseoir sa décision.

« Aucun ministre, depuis huit ans, n'a imposé un programme contre l'avis du CNP et du CSE », a justifié en substance Luc Ferry, mercredi

Les sujets de philosophie du bac général

Les 328 311 candidats au baccalauréat général ont planché jeudi matin 13 juin sur la philosophie, quelques heures avant leurs homologues des bacs technologiques. En série L, ils pouvaient disserter au choix sur deux questions : « Connaissons-nous mieux le présent que le passé ? » et « Sans l'art, parlerait-on de beauté ? », ou commenter un texte de Nicolas Malebranche, philosophe du 17^e siècle, sur la volonté et l'action. En série ES, les sujets portaient sur le désir (« Ne désirons-nous que les choses que nous estimons bonnes ? »), les droits de l'homme (« Défendre ses droits, est-ce la même chose que défendre ses intérêts ? ») et le travail, avec un texte d'Hannah Arendt. En série S, les candidats étaient encouragés à réfléchir sur la diversité culturelle (« La diversité des langues est-elle un obstacle à l'entente entre les hommes ? »), la politique (« La politique est-elle une science ou un art ? »), ou un texte de Hume sur l'entendement humain.

12 juin, devant une vingtaine de représentants des « pro-Renaut » et des « pro-Fichant », réunis au ministère pour une rencontre de conciliation inédite. Parfois tendue, notamment lors de la mise en cause de la doyenne de l'inspection générale de philosophie par Luc Ferry lui-même, cette réunion s'est soldée par un compromis. Le programme Renaut, sans les questions d'approfondissement, continue de s'appliquer tandis que le groupe mené par M. Fichant aura pour mission de trouver une manière de « déterminer » le programme, autrement dit d'en restreindre le champ pour mieux préparer les élèves au baccalauréat. Michel Fichant s'est rangé aux arguments ministériels, déchirant la lettre de démission qu'il avait préparée.

Sans attendre la décision du ministre, certains enseignants « pro-Fichant » ont prévu de se réunir lundi 17 juin en assemblée générale pour discuter d'une « rétention des notes de philosophie » pour l'actuelle session du baccalauréat.

Marie-Laure Phélippeau

Le nouveau statut des dockers a apaisé le climat social dans les ports

Dix ans après la loi du 9 juin 1992, la situation est toujours contrastée. Mais, dans la majorité des cas, la « révolution culturelle » a porté ses fruits. Les salariés, qui ne sont plus que 3 800, ont rejoint le droit commun. Reportage sur les quais de Rouen

ROUEN

de notre correspondant

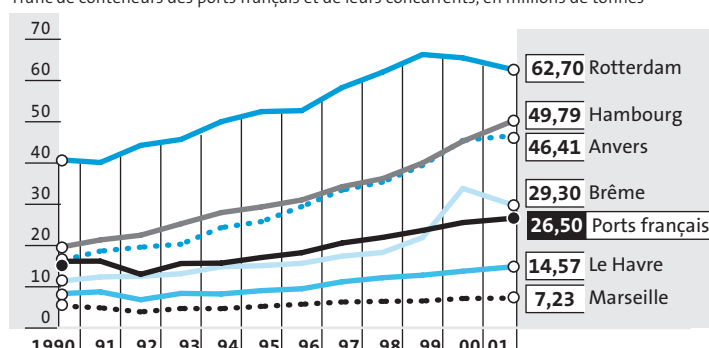
Rouen a fait du trafic des céréales une spécialité qui le place en tête en Europe. Or la campagne d'exportation qui s'achève à la fin juin est calamiteuse, le mauvais temps du printemps et de l'été 2001 ayant pourri les récoltes. « On sera autour de 4 millions de tonnes au lieu de 8 les bonnes années », commente René Genevois, directeur général du Port autonome de Rouen, qui espère maintenant des ciels plus favorables pour la campagne qui commence avec l'été 2002. Car les céréales représentent un tiers en moyenne du trafic global. 1999 avait été une année record, avec 24 millions de tonnes. En 2001, le trafic est redescendu à 20,7. Il baissera à nouveau en 2002. Mais il n'y a pas que des nuages à Rouen...

La parade, ce sont les trafics de marchandises diverses, farines, sucres, produits forestiers, pâtes à papier, métallurgie et conteneurs, qui exigent une main-d'œuvre spécialisée et des technologies avancées. « C'est l'instrument de mesure de la performance portuaire », explique M. Genevois. Pourtant, ces trafics diversifiés auraient pu abandonner Rouen si l'organisation de la manutention et des dockers n'avait pas été réformée en 1992 sous la conduite du secrétaire d'Etat à la mer de l'époque, Jean-Yves Le Drian.

Il s'agissait alors de faire entrer le travail des dockers dans le champ commun du droit social. A Rouen comme dans chaque port, un BCMO (bureau central de la main-d'œuvre), géré par le syndicat CGT, était l'interlocuteur exclusif des entreprises d'acconage qui, chaque jour, s'adressaient à lui pour former les équipes opérant sur les quais, territoire jalousement protégé par les

LA VIVE CONCURRENCE DES PORTS DU NORD

Trafic de conteneurs des ports français et de leurs concurrents, en millions de tonnes



Le trafic des conteneurs de tous les ports français n'atteint que 60 % de celui d'Anvers.

Source : Union Nationale des Industries de la Manutention dans les ports français (UNIM)

dockers. Un monde à part qui se partageait entre les titulaires de la carte professionnelle dite « G » - un sésame -, payés même lorsqu'il n'y avait pas d'embauche, et les travailleurs « occasionnels », des sortes de supplétifs. Cette pratique n'avait pas évolué en trente ans, ignorant les progrès techniques. « On n'imaginait pas autre chose », convient Serge Boulet, patron d'une entreprise de transit, président de l'Union portuaire rouennaise (UPR), qui regroupe les entreprises concernées.

On cite l'exemple des palanquées de sacs de farine préparées à dos d'homme par les dockers, mais strictement limitées à 1,2 tonne. « Il fallait 3 grues pour un navire, 23 gars par grue. Chaque marchandise avait un accord de composition d'équipe et de rémunération. Que l'on soit pressé ou pas. » M. Boulet se souvient que « la loi de 1947 était devenue inapplicable en raison de ses dérives ».

Cependant, par plans sociaux successifs négociés pied à pied avec la CGT, l'effectif des dockers avait été ramené de 2 200 dans les

années 1960 à 800 au début des années 1990, sans modifier les règles de travail.

« Avec la réforme, nous sommes passés, presque du jour au lendemain, de 800 à 220 dockers, plus 30 intermittents qui conservent l'ancien statut. Les entreprises rouennaises ont dû faire un effort particulier pour l'encadrement de ces ouvriers et leur formation », explique Pierre-Marie Hébert, directeur de l'UPR.

« Ici, la mensualisation s'est faite en fonction des besoins exacts et spécifiques de chaque entreprise, car il fallait répondre à la question : où mettre les hommes et où doivent-ils travailler ? »

TERMINAL SUCRIER

M. Boulet, lui, égrène une liste d'investissements prévus, comme le terminal sucrier du groupe Robust, ou l'arrivée de sociétés anversoises influentes comme Westlund (produits forestiers et papier). Les trafics de marchandises diverses génératrices de valeur ajoutée sont passés d'une moyenne de 2,5 millions de tonnes il y a dix ans à 3,5 aujourd'hui.

La réforme a eu un prix. Le Port autonome de Rouen a abondé le plan social de l'Etat à hauteur de 30 millions d'euros, qui sont venus grever les finances de l'établissement public au moment où les trafics céréaliers commençaient leur chute. « Mais nous n'avons pas eu l'ombre d'une hésitation, même si le port s'est endetté. C'était un investissement stratégique pour préparer l'avenir, et il n'est pas question de revenir sur nos programmes de travaux déjà décidés - soit 180 millions d'euros

entre 2001 et 2006 - pour améliorer nos accès et nos performances », analyse M. Genevois.

« On n'a pas récolté grand-chose en trafic », rétorque Dominique Delahaye, secrétaire du syndicat des ouvriers du port. Désormais, il

de la fameuse carte « G » sont en effet automatiquement inscrits au BCMO et redeviennent des intermittents disponibles, comme avant, et correctement indemnisés. Aujourd'hui, les 200 dockers travaillent dans huit entreprises de manutention

Consensus affiché au Havre

Le grand voisin havrais, tout à la construction des nouveaux terminaux à conteneurs du projet Port 2000, dont l'ouverture est prévue pour 2004, joue la carte du consensus social comme « argument commercial ». Ici, travaillent 1 200 dockers. Le succès espéré de l'extension, qui doit permettre au Havre de demeurer dans la compétition avec les ports du Benelux, passe par la diffusion d'une image rassurante où productivité se conjugue avec fiabilité sociale. Récemment, à Londres, face à des clients et à la presse britannique, les dirigeants du port étaient accompagnés de Patrick Deshayes, secrétaire général du syndicat CGT du port, et Philippe Silliau, secrétaire général du syndicat des dockers du Havre. Comme les directeurs, « ils sont également intervenus devant nos interlocuteurs sur le thème de Port 2000 », a précisé, après cette visite, un communiqué du port du Havre. - (Corresp.)

souhaite une mensualisation totale et la fermeture du BCMO résiduel et des 30 dockers qui viennent y pointer et s'embaucher pour éponger les pointes de trafic. Ce BCMO constitue un dernier refuge légal et protecteur pour les dockers, prévu dans la loi de 1992. En cas de fermeture d'une entreprise, les titulaires

tion et le port de Rouen n'a pas connu de grave conflit social depuis dix ans. Si tout n'est pas idéal, en tout cas la révolution culturelle a eu lieu et les partenaires sociaux ne semblent pas prêts à repartir dans une guerre idéologique.

Etienne Banzet

Une réforme inachevée, une compétitivité fragile

LORSQUE, fin 1991, le secrétaire d'Etat à la mer, le Lorientais Jean-Yves Le Drian, avec l'appui de la première ministre, Edith Cresson, s'attaqua à la réforme du statut des dockers, il savait qu'il engageait une bataille risquée, à la fois économique, sociale et culturelle. Le statut des travailleurs portuaires était régi par une loi de 1947 qui en faisait des ouvriers à part, pouvant choisir, deux fois par jour, leur employeur de manutention. Ils formaient, comme dans la plupart des autres ports européens à l'époque, une corporation fermée et soudée où n'entraient que les fils de dockers professionnels. Une communauté qui exerçait, sous la férule de la Fédération des ports et docks CGT, une pression continuelle sur un patronat faible et influençable, auquel l'Etat imposait ses choix stratégiques et financiers. Les effectifs de cette main-d'œuvre dite « intermittente » étaient pléthoriques : 13 400 en 1982, encore 8 300 en 1981 avec des taux de chômage - fort bien indemnisés au demeurant - atteignant certaines années 33 %.

La réforme de la manutention eut pour conséquences, après des mois de grèves dures, de mensualiser la majorité des travailleurs et de responsabiliser les chefs d'entreprises. La loi du 9 juin 1992 liait les dockers à leurs employeurs par des contrats de travail à durée indéterminée et mettait fin à une culture ouvrière spécifique.

RÉSISTANCES À MARSEILLE

Port par port, les partenaires sociaux ont cherché à réduire les effectifs des dockers, qui de plan social en congés de conversion, de primes de départ en préretraites, ne sont plus aujourd'hui que 3 800. Une « saignée » qui a coûté très cher (630 millions d'euros) à l'Etat, aux collectivités locales et aux entreprises, dont certaines en supportent encore la charge. Et le « plan amiante » ouvre à nouveau, aujourd'hui, des possibilités de départ nombreux, très avantageux, avec, parallèlement, des embauches de jeunes. Embauches qui peuvent être séduisantes, puisque le salaire moyen d'un docker est de 223 000 francs par an.

Mais la réforme a été accomplie à un rythme et avec un souci de réalisme différents selon les places portuaires. Si l'on s'accorde à penser qu'elle fut quasi exemplaire à Dunkerque ou Rouen, assez réussie au Havre et à Nantes - Saint-Nazaire, en revanche, à Marseille (où le syndicat CGT est parvenu à maintenir un effectif de travailleurs intermittents de 420 dockers), à La Rochelle et à Sète, des blocages demeurent et altèrent le climat social. Dans certains ports, des groupements d'employeurs se substituent aux entreprises pour l'embauche, ce qui fragilise la gestion de chacune d'entre elles. A Sète, où le nombre de dockers occasionnels est encore important, la mise en place des 35 heures a été laborieuse : il a fallu attendre début 2002 pour aboutir à un accord paritaire sur les horaires d'ouverture du port et les travaux de nuit et du week-end.

Le but de la réforme de 1992 visait non seulement à tourner une page sociale dérogatoire, mais surtout à améliorer la productivité des ports français soumis à la vive concurrence d'Anvers, de Rotterdam ou de Gênes. De ce point de vue, la réussite n'est que partielle, puisque, si de nombreux investisseurs, notamment belges, s'installent dans nos ports et si le trafic de marchandises diverses transportées en conteneurs progresse, « ce rythme d'augmentation est deux fois plus élevé chez nos concurrents », explique Pierre Hannon, président de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM), qui réclame le contrôle, par les entreprises privées, de l'ensemble du travail de manutention, y compris les tâches qui relèvent aujourd'hui du personnel des ports autonomes et des chambres de commerce. « Nous avons toujours su nous adapter aux circonstances », affirme pour sa part Daniel Lefebvre, secrétaire de la Fédération des ports et docks CGT, qui ajoute : « La conduite d'engins sophistiqués et de grande capacité, avec des conditions de travail difficiles, tout cela exige une main-d'œuvre qualifiée, formée, spécifique, fidèle, à l'inverse de toute notion de précarité. »

François Grosrichard

Assemblée Générale

L'Assemblée Générale des actionnaires de Valeo s'est tenue le 10 juin 2002, sous la présidence de Jean Guillard, Président du Conseil de Surveillance.

Thierry Morin, Président du Directoire, a rappelé à l'Assemblée Générale la stratégie mise en œuvre depuis la fin du dernier trimestre 2001 pour mener la restructuration du Groupe et assurer son développement. Depuis sa nomination, la nouvelle équipe de direction a concentré ses efforts sur le redressement du Groupe par l'augmentation continue des marges et de la qualité. L'ensemble des actions menées a produit rapidement ses premiers effets : les résultats opérationnels se sont améliorés trimestre après trimestre.

Perspectives pour 2002

Thierry Morin a réaffirmé les objectifs du Groupe d'augmentation progressive de l'exportation au cours des trimestres à venir.

Les actions de repositionnement industriel par rapport au Groupe de continuer d'améliorer le marges brutes. En particulier en Amérique du Nord, Valeo Electrical Systems Inc. (VES) devra poursuivre son développement III au deuxième semestre 2002 et adopter une organisation de son site de Rochester lui assurant une rentabilité conforme aux objectifs.

Dans le même temps, l'innovation technologique offre à Valeo des perspectives de croissance à venir. L'expertise de Valeo renforcée sur ses deux "Comptes" par de meilleures synergies entre les branches permettra au Groupe de connaître une croissance interne significative.

Les contrats récemment remportés en sont l'illustration :

- Domaine "Voy et Sécurité" : le Groupe a enregistré ses premières commandes de projecteurs Hi-Xenon et de chaises roulantes, ainsi que de nouvelles commandes pour ses systèmes à base au statiquement ;
- Domaine "Systèmes Thermiques" : Valeo a été sélectionné pour le premier système thermique combiné qui intègre les fonctions de climatisation et de thermique moteur ;
- Domaine "Gestion de l'énergie électrique" : le Groupe a signé ses deux premiers contrats pour des alternateurs entraînés par courants. Ce système propose des fonctionnalités innovées telles que le "Start-Stop" qui se traduit par une économie de carburant, un très grand confort de conduite et le respect strict de l'environnement ;

Rappel des résultats 2001 et du premier trimestre 2002

Indicateur	2001	Variation 2002	T1-2002	Comparé T1-2001
Chiffre d'affaires	10 234	+ 12 %	2 553	+ 5 %
Marge brute	1 675	+ 7 %	427	+ 2 %
Résultat d'exploitation	383	+ 37 %	79	+ 31 %
Résultat net	1591	-	23	-

Valeo



Valeo est un Groupe industriel indépendant entièrement focalisé sur la conception, la fabrication et la vente de composants, de systèmes intégrés et de modules pour les automobiles et poids lourds.

Valeo se classe parmi les premiers équipementiers mondiaux.

Le Groupe emploie environ 71 500 collaborateurs dans 24 pays avec 143 sites de production, 53 centres de Recherche et Développement et 10 centres de distribution (fin mars 2002).

Informations actionnariales

N° Vert 0 800 81 40 45

valeo.com

40 rue Bayen - 75017 Paris

EN ALASKA

Il n'y aura pas de nouveaux forages pétroliers en Alaska. Le Sénat américain s'est rangé à l'avis des défenseurs de la nature contre le projet de l'administration Bush

LA débâcle arrache des blocs de glace à la côte que les vents d'est poussent au large. Le brouillard rend aléatoire l'atterrissage du Cessna de Cap Smythe Air, la petite compagnie qui dessert ce bout du monde, à l'extrême nord de l'Alaska, mais l'air glacial charrie des promesses de printemps. Kaktovik, petit bourg de 290 habitants, blotti en bordure de l'océan Arctique, s'apprête à sortir de l'hiver arctique.

Sur l'immense plaine côtière, tout était blanc et figé depuis des mois ; les villageois – des Esquimaux Inupiat – pouvaient silloner l'immensité glacée pendant des heures sur leurs motoneiges sans rencontrer d'autre vie que des ours polaires mettant bas et des boeufs musqués immobiles, emmitouffés dans leur pelage laineux. Avec la disparition des dernières neiges, la vie reprendra. Dans le ciel, avec l'arrivée des premières escadrilles d'ois sauvages venues du Sud. Sur la plaine, bientôt recouverte d'un duvet d'herbe tendre où viendront paître les caribous. Par dizaines de milliers, ils ont déjà quitté leurs quartiers d'hiver, aux abords de la rivière Porcupine, au Canada, pour leur transhumance annuelle vers le nord, à travers les forêts boréales et la chaîne montagneuse des Brooks.

Kaktovik est l'un des deux villages de l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR), une réserve naturelle grande comme deux fois la Suisse, créée en 1950 par le président Eisenhower. L'autre, Arctic Village – Vash-raii K'oo selon le nom que lui donnent les Indiens Gwich'ins qui l'habitent –, est à quelque 300 kilomètres au sud, à vol d'oiseau, puisqu'il n'y a ni route ni piste. Tout sépare les Gwich'ins des Inupiat de Kaktovik : les montagnes, les cultures et, depuis des années, les projets successifs des gouvernements américains d'autoriser des forages pétroliers dans ce sanctuaire de la vie sauvage qu'est l'ANWR.

Dès son entrée en fonctions, début 2001, George Bush en avait repris l'idée, au nom de l'indépendance énergétique des Etats-Unis. Selon lui, la réduction des importations de pétrole relevait de « la sécurité nationale ». Contrôlée par les républicains, la Chambre des représentants avait donné son feu vert dès le mois de juillet. Le vote du Sénat, plusieurs fois ajourné après les attentats du 11 septembre, a finalement mis fin aux espoirs de l'administration en avril, au grand soulagement des défenseurs de la nature.

L'exploitation pétrolière ne devait concerner qu'une partie de l'Arctic National Wildlife Refuge, un espace de 6 000 km², vaste comme un département français – la « zone 1002 ». La perspective d'être cernée un jour par des puits de pétrole n'a jamais effrayé la population de Kaktovik : elle y est majoritairement favorable (78 % selon un sondage datant de deux ans), alors que les Gwich'ins, soutenus par les écologistes, s'y sont toujours opposés. Ces derniers redoutent que la migration des caribous de Porcupine, dont ils se disent dépendants, en soit affectée. Davantage préoccupés par le sort des baleines, qu'ils chassent rituellement au harpon sur de frêles embarcations, les Inupiat se contentent de souhaiter qu'il n'y ait pas de forages offshore.

« Les gens soutiennent le projet parce qu'il n'y a pas d'autre économie ici », explique Lon Sonsalla, le maire de Kaktovik. Les anciens du village en sont les plus farouches partisans, car ils ont le souvenir de la vie d'avant. Avant le pétrole. Avant le développement des champs pétrolifères dans tout le North Slope, et notamment à Prudhoe Bay, 200 kilomètres plus à l'ouest. Isaac Akootchook, ancien capitaine baleinier de 79 ans, évoque les logements creusés à même la terre, les nuits sans électricité ni confort, à une époque pas si lointaine où « l'obsession de chaque jour était de rester en vie ». Depuis 1977, date de la mise en exploitation des gisements de Prudhoe Bay et de Kuparuk, la plus grande réserve de pétrole d'Amérique du Nord, la vie a été transformée dans les huit villages inupiat de cette région du North Slope.

Kaktovik en a profité, bien qu'il soit resté hors des zones de production. A défaut d'être coquettes, les petites maisons de bois sont chauffées, équipées du téléphone et de tout le confort moderne. Devant les personnes stationnement d'imposants 4x4, des motoneiges, des quads. La petite localité a son école, son gymnase, sa caserne de pompiers, son dispensaire, son bureau de poste, autant de services financés par l'arrondissement du North Slope, dont le budget est nourri par les royalties du pétrole. « A Kaktovik, les deux tiers des emplois sont publics », précise le maire, lui-même salarié de la commune. Cette aisance relative, les Esquimaux y tiennent. Or la production de pétrole à Prudhoe Bay ne cesse de diminuer depuis 1988 : 600 000 barils par jour en 2001 contre 1,5 million dans les années 1980. Les nouveaux gisements découverts et exploités ici ou là, sur terre comme en mer, permettront à peine de maintenir le niveau actuel dans les prochaines années.

« L'exploitation du pétrole dans la réserve nationale arctique est une solution parmi d'autres pour maintenir notre niveau de développement », nous déclarait récemment



US FISH & WILDLIFE SERVICE

LA VICTOIRE DU CARIBOU

Richard Glenn, un Esquimaux responsable de l'administration des territoires appartenant aux Inupiat dans le North Slope. Regroupés en « corporations », les autochtones perçoivent chaque année des dividendes du pétrole. Richard Glenn dit avoir personnellement reçu près de 800 dollars (900 euros) l'an dernier. Cette « prime » s'ajoute aux 1 900 à 2 000 dollars (environ

« Ne faites pas aux Gwich'in avec les caribous ce que vous avez fait aux Sioux avec les troupeaux de bisons »

DEBORAH WILLIAMS, DIRECTRICE DE LA FONDATION POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

2 230 euros) que tout résidant en Alaska touche annuellement – soit plus de 9 000 euros pour une famille de quatre personnes. Ces avantages se cumulent avec de forts dégrèvements fiscaux, on comprend que les contribuables alaskans ne se soient pas montrés les adversaires les plus acharnés des forages dans la réserve.

Les compagnies qui exploitent le pétrole du North Slope – le britannique BP et l'américain Phillips – n'ont même pas eu besoin de monter en première ligne pour faire du

lobbying auprès du Congrès. Les syndicats s'en sont chargés, brandissant au nez des démocrates, plutôt réticents, des travaux d'experts qui estiment entre 50 000 et 750 000 le nombre d'emplois nouveaux que créerait le pétrole de l'ANWR dans tout le pays. Mais les Inupiat sont les meilleurs avocats de la cause pétrolière. Porte-parole de BP Alaska, Ronnie Chappell confirme : « Ils ont pris l'initiative de soutenir le projet, car ils n'ont pas de solution alternative de développement alors que BP n'en manque pas, étant présent dans une centaine de pays. » La compagnie a toujours feint l'impassibilité : si le projet aboutissait, tant mieux, s'il était retoqué comme à trois reprises déjà dans le passé, tant pis. Les pétroliers se disent beaucoup plus intéressés par un projet de gazoduc traversant l'Alaska et le Canada jusqu'à Chicago.

Alors que les quantités de gaz contenues dans le sous-sol de Prudhoe Bay sont énormes (12 000 milliards de mètres cubes déjà découverts), les réserves de pétrole de la zone 1002 restent hypothétiques – entre 4 et 12 milliards de barils selon les estimations. De nombreux experts doutent que ce soit suffisant pour réduire les importations américaines (près de 60 % des 20 millions de barils consommés chaque jour), ainsi que l'espérait George W. Bush, d'autant que la production ne pourrait pas commencer avant dix ans. On aurait pu penser que les attentats du 11 septembre auraient redonné vigueur à cet argument de l'indépendance énergétique des Etats-Unis et balayé les considérations écologiques qui dominaient jusque-là un débat très passionnel.

Au nom du caribou ! C'est derrière ce paisible cervidé que s'étaient rangés, en ordre

UNE SITUATION STRATÉGIQUE



de bataille, les défenseurs de l'environnement. Au fil des mois, la survie du troupeau de caribous de Porcupine était devenue un enjeu effaçant tous les autres. La plaine côtière du North Slope est sa maternité. Les femelles y arrivent en mai-juin pour mettre bas à l'abri des prédateurs et des moustiques qui pullulent à l'intérieur des terres ; puis les petits y puisent leurs premières forces, grâce à la richesse exceptionnelle des herbages de la toundra. « Ce troupeau serait particulièrement affecté par

une modification de ses conditions de reproduction, car il a toujours grandi moins vite que les autres ; depuis dix ans, il est passé de 180 000 à 130 000 têtes », explique Jerry Stroebele, du service de protection de la pêche et de la faune (USFWS) d'Anchorage, dépendant du ministère de l'intérieur.

Du côté de Prudhoe Bay, les caribous qui paissent au pied des puits de pétrole et le long du pipeline trans-Alaska ne semblent pas avoir souffert des modifications apportées au paysage. Selon de récentes études, le troupeau de l'Arctique central (30 000 bêtes) aurait même prospéré ces dernières années. « Oui, mais la zone côtière est beaucoup plus étroite dans la réserve et le troupeau de Porcupine n'aurait que très peu de lieux de recharge pour le vêlage », objectent les fonctionnaires de l'USFWS. Ils ajoutent que dans cette partie de la plaine les ressources en eau douce – dont l'industrie pétrolière est gourmande – sont moins importantes qu'ailleurs.

Les techniciens opposaient le progrès technique aux environnementalistes : « Grâce aux nouvelles technologies, on peut désormais réduire l'impact en surface à presque rien », explique Mark Myers, le directeur de la division du pétrole et du gaz pour l'Etat d'Alaska. Le périmètre d'une plate-forme a été réduit par dix depuis vingt ans et les forages horizontaux en sous-sol permettent de pomper dans un diamètre de 12 km.

RESTENT les autres infrastructures de surface : bases de vie, entrepôts, routes et pipelines. Les écologistes promettaient le chaos pour la faune venant se reproduire au bord de l'océan Arctique. L'ANWR abrite 180 espèces d'oiseaux et 36 espèces de mammifères de toutes tailles, dont les trois types d'ours. « Les écologistes sont très excités, mais que savent-ils de notre environnement ? », s'agace Lon Sonsalla. On a l'impression qu'ils accordent plus de valeur aux animaux qu'aux humains. Ils doivent considérer que des gens habitent ici. Arrivé il y a vingt-quatre ans du Wisconsin, cet Américain marié à une Inupiat plaide pour un équilibre entre respect de l'environnement et développement économique : « Il est vrai que l'été, quand les caribous viennent mettre bas, tout s'arrête pendant six semaines, il ne faut pas les déranger, les compagnies sont d'accord là-dessus. »

L'hypothèse des pétroliers de limiter l'exploitation aux mois d'hiver et d'utiliser des routes de glace naturelles n'a jamais convaincu les mouvements écologistes qui servent de porte-voix aux quelque 7 000 Indiens Gwich'ins vivant sur le trajet de la migration des caribous en Alaska et au Canada. « La zone 1002 est leur territoire le plus sacré », affirme Deborah Williams, qui dirige en passionaria la Fondation pour la conservation de la nature en Alaska. Sans les lobbies environnementalistes, quel écho auraient eu les 140 habitants d'Arctic Village, principale communauté gwich'in d'Alaska ?

Pas plus que les Inupiat n'ont besoin de la chair de la baleine et de sa graisse pour passer l'hiver, les Gwich'ins ne comptent sur la viande et la peau du caribou pour survivre. A Arctic Village aussi, grâce aux retombées du pétrole alaskan, on s'habille Nike ou Levi's, on chevauche des motos tout-terrain, on s'endort devant la télévision par satellite, éventuellement aussi devant une bouteille d'alcool vide.

Pourtant, de la même manière que les Esquimaux chassent la baleine une fois l'an, ils refusent d'envisager leur vie sans les caribous. Fin août, la saison ne dure que deux ou trois semaines pour les intercepter sur le chemin du retour, et tous les hommes valides du village s'y consacrent. A la nécessité alimentaire s'est substituée une exigence culturelle, un besoin identitaire. Pour justifier leur attitude intransigente, les anciens rappellent aux jeunes générations ce qui est arrivé aux autres Indiens d'Amérique du Nord lorsqu'ils ont perdu les fondements de leur culture. L'argument était repris en slogan par Deborah Williams à l'intention de Washington : « Ne faites pas aux Gwich'ins avec les caribous ce que vous avez fait aux Sioux avec les troupeaux de bisons. » Message reçu.

Jean-Jacques Bozonnet

Aznar vilipendé par Cossiga

L'ancien président démocrate-chrétien italien s'en est outrancièrement pris au premier ministre espagnol, qualifié de « caporal de la Légion étrangère de Franco », rapporte le quotidien catalan « Avui »

ANCIEN PRÉSIDENT démocrate-chrétien italien, Francesco Cossiga – qui avait traité en janvier Lionel Jospin d'« ancien trotskiste entriste », lui reprochant d'oublier « le caractère chrétien de la France » – s'est montré à la hauteur de sa réputation d'imprécateur outrancier en s'en prenant au premier ministre espagnol lors d'un entretien avec Catalunya Radio de Barcelone. La presse espagnole s'en est largement fait l'écho et le quotidien catalan *Avui* l'a reproduit intégralement, le 7 juin, « compte tenu de son intérêt journalistique et des réactions qu'il a provoquées ».

C'est l'attitude de José Maria Aznar dans la polémique qui l'oppose aux évêques basques sur la lutte contre le terrorisme qui a déclenché les foudres du vibrant défenseur de la chrétienté démocratique : « Ni Goebbels, ni Hitler, ni les théoriciens du nazisme n'ont



jamais osé qualifier de perversion culturelle et éthique un acte des évêques catholiques ou des pasteurs luthériens allemands. » Considérant sans doute que la comparaison n'était pas assez forte pour être entendue, M. Cossiga a enchaîné en expliquant que cette « agression contre la liberté religieuse de l'Eglise basque » n'avait rien d'étonnant pour ceux qui connaissent « la vie et la façon de faire d'Aznar » et qui « se demandent comment on pourrait ne pas le considérer comme un phalangiste. (...) Le phalangisme de Primo de Rivera avait une certaine noblesse, bien entendu de façon totalitaire, mais aussi révolutionnaire, syndicaliste et

républicaine. Nous nous trouvons ici face à quelqu'un qui tient plutôt du caporal d'une caserne marocaine de la Légion étrangère de Franco ». Affirmant sa solidarité avec les évêques basques « devant cette indigne agression d'un héritier de Franco », M. Cossiga a annoncé qu'il les avait assurés de sa solidarité « comme catholique libéral, comme chrétien, comme démocrate et comme républicain ».

« DISTORSIONS PERMANENTES »

Interrogé sur ses positions dans la lutte contre le terrorisme – il était ministre de l'intérieur lorsque les Brigades rouges ont assassiné son ami Aldo Moro –, il a rappelé

qu'on l'avait alors surnommé « KoSSiga avec un K et deux S » et expliqué qu'il existait différentes sortes de terrorisme : « Il y a un terrorisme idéologique comme celui des Brigades rouges, que l'on pouvait combattre avec des mesures policières et judiciaires. Mais quand on se trouve devant des phénomènes de terrorisme historique et nationaliste comme celui de l'ETA, même une conservatrice comme Margaret Thatcher s'était bien gardée d'interdire un parti qui était le bras politique de l'IRA, le Sinn Fein. Aujourd'hui, le leader de ce parti peut s'asseoir en Irlande à côté des partis protestants d'Ulster. Déclarer l'illégalité de Batasuna, c'est perdre la possibilité d'avoir un interlocuteur politique. » Il a jugé normal que ses positions n'aient rien à voir avec celles du gouvernement espagnol puisque sa famille, « démocrate et antifasciste », avait fait partie des démocrates catalans et basques

durant la guerre d'Espagne.

Avui publie aussi la réplique du président du Parti populaire (PP) catalan. Ce dernier accuse Catalunya Radio – qui dépend de la Généralité de Catalogne – d'être « le meilleur exemple de sectarisme politique » dans la société espagnole et annonce qu'il va porter « plainte » contre la Corporacio Catalana de Radio i Television pour ses « distorsions permanentes » et « la manipulation » qu'elle exerce dans ses programmes. Il s'en prend en particulier à Catalunya Radio, dont les bulletins d'informations sont, selon lui, « des éditoriaux nationalistes » et des « débats à sens unique ». Le comité professionnel de Catalunya Radio a dénoncé cette « attaque contre le professionnalisme de ses journalistes ».

Martine Silber

★ www.avui.com

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Discriminations raciales

■ La Cour de cassation a reconnu la valeur juridique du « *testing* » comme preuve d'une sélection sur des critères raciaux à l'entrée des boîtes de nuit, camping, etc.

www.courdecassation.fr/agenda/arrets/arretnav.htm

■ La Commission consultative des droits de l'homme évalue dans son rapport annuel l'évolution de la xénophobie en France.

www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/024000143.shtml

■ Le ministère de l'emploi et de la solidarité rassemble les accords passés entre partenaires publics et privés, les dispositifs légaux et les textes officiels visant à lutter contre les discriminations raciales.

www.social.gouv.fr/hm/pointsur/discrimination/sommaire.htm

■ En 1999, Jean-Michel Belorgey a rendu un rapport sur l'application de ces mesures.

www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/994000631.shtml

■ L'ensemble des notes du Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations sont disponibles sur son site.

www.le114.com/ressources/notes.php

■ Dans l'une d'elle, le GELD sur le fait que le droit ne peut être que le complément d'une politique volontaire de l'Etat.

www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/004001846.shtml

■ Ce service qui s'occupe du signalement des discriminations (par l'intermédiaire du service téléphonique 114) a sérié les atteintes et les facteurs aggravants.

www.social.gouv.fr/hm/pointsur/discrimination/01_526ta2.pdf

■ L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes a rédigé une étude sur la montée de « l'islamophobie » dans l'Union depuis le 11 septembre 2001.

http://eumc.eu.int/publications/terror-report/Synthesis-report_en.pdf

vincent.truffly@lemonde.fr

AU COURRIER DES LECTEURS

GLISSEMENT SÉMANTIQUE

La situation du peuple palestinien, privé d'Etat et soumis à une occupation militaire contraire aux lois internationales, peut susciter l'émoi et entraîner une volonté légitime d'engagement. Est-il besoin d'ajouter aux horreurs de l'actualité les affres d'un discours dévoyé, dangereux et honteusement irréflectif, celui de M^{me} Sallenave et de M^m. Morin et Nair (*Le Monde* du 4 juin) ? Tout peut-il être dit au nom de la cause palestinienne ? La règle élémentaire qui doit faire accorder le sens des mots à la portée de la démonstration semble avoir été mystérieusement perdue de vue par certains intellectuels que leur soit inextinguible d'humanisme et leur passion aussi soudaine qu'exclusive pour la Palestine conduisent aux pires excès de langage. (...) Dans un élan emporté de critiques envers l'Etat d'Israël, les auteurs susmentionnés s'autorisent les amalgames et les glissements sémantiques les plus

Le Mondial vu par la presse du Sénégal

Impossible n'est plus sénégalais, et les Lions « se battent pour l'Afrique et pour la France »

« **ILS SONT ENTRÉS** dans l'Histoire », a titré **Wal Fadjri** pour marquer ce « *coup d'essai réussi des Lions* ». « *Mission accomplie* », a renchéri **Le Soleil**. « *Les joueurs ont été remarquables* », selon **Sud Quotidien**, dont l'envoyé spécial a interviewé l'entraîneur français, Bruno Metsu. A l'instar du pays, la presse de Dakar jubile sur l'exploit de la sélection nationale pour sa première participation au Mondial. « *Ce fut dur, mais c'est passé*, a ajouté **Le Soleil** à propos du match

décisif contre l'Uruguay, clos sur le score de 3-3 et dont le récit a pris une tournure épique.

Le président Abdoulaye Wade a lui aussi commenté ce « véritable exploit » dans le progouvernemental **Soleil**. Mais il a également eu une pensée pour la France, rappelant que l'Hexagone a contribué à « la formation de ces footballeurs sénégalais, qui évoluent pratiquement tous dans le championnat français. Désormais, nous nous battons pour le Sénégal, pour l'Afrique

et pour la France », a-t-il promis.

Cette générosité présidentielle contraste avec les reproches faits aux « *journalistes français, qui invoquent l'irrationnel pour expliquer la défaite des Bleus* ». « *Les marabouts* » sont mangés à toutes les sauces « *dans les médias français, sportifs ou généralistes, sans savoir vraiment ce que ce mot recouvre* », note **Le Soleil**, excédé par cette « *mauvaise foi* » qui vise à « *rabaisser les Lions* » au rang de « *champions de la sorcellerie* ».

Pour **Sud Quotidien**, le journal le plus vendu du pays, la prestation sénégalaise nourrit des questions de fond sur le football mondial. Il estime qu'« *avec la mondialisation on assiste à un nivellement par le haut* ». Un plaidoyer inattendu, « *dans la mesure où elle développe une concurrence qui se déploie à l'intérieur d'un espace dont la caractéristique essentielle est la mobilité* ». La qualification des Lions donne des ailes aux Sénégalais, qui, par leur élan patriotique, « *signifient qu'ils ont compris que, dans un monde de compétition, seule l'exigence de performance doit prévaloir* ».

EXPLOITS EN SÉRIE...

L'euphorie du succès a conquis le pays. « *L'engouement actuel est révélateur d'exigence et de lucidité de la part des Sénégalais. Il ne serait pas étonnant que très vite, après le terrain de football, ils demandent à ce que l'excellence puisse aussi se manifester sur les terrains politique, économique, culturel et social* », commente **Sud Quotidien**. **Le Soleil** renchérit en pariant sur le foot comme « *puissant levier économique et social, grâce à la magie des satellites, qui ont fait de cet espace le véritable village planétaire* ».

Le Sénégal se voit en pays exemplaire pour le continent africain. « *Que peut faire un pays en une année seulement ?* », s'interroge **Le Soleil**, avant d'énumérer fièrement les victoires acquises ou en cours : « *Démocratisation des institutions, règlement de problèmes socio-ethniques, relance effective de l'économie et exploits sportifs...* » A Dakar, « *le mot impossible est en passe d'être banni* ». Pour preuve, l'arrivée d'Abdoulaye Wade « *après vingt ans de règne absolu de l'inamovible Diouf* ».

courrierinternational.com
pour *Le Monde*



Pistes à suivre. La création par le président américain, George W. Bush, d'un superministère de la sécurité du territoire en laisse plus d'un sceptique. Les hommes des services risquent d'être entravés par la bureaucratie (en anglais *red tape*, le ruban rouge des dossiers). **Dessin de Larry Wright.**

(« *Courrier international* » pour « *Le Monde* »)

malsains, se livrant à une dénonciation publique, sans nuance et inacceptable, d'un groupe de personnes, une « *nation* » d'abord, les « *juifs d'Israël* » ensuite, puis les « *juifs* », tout simplement, voués à une détestation universelle, réunis sous les caractères communs de peuple méprisant, persécuté, de peuple élu devenu race supérieure, coupable d'inhumanité. Sous couvert d'humanisme, ce sont donc des expressions innommables et que l'on croyait oubliées qui sont employées. Curieuse façon de défendre les faibles par la rhétorique de la barbarie nazie. Curieuse façon de dire l'histoire contemporaine que de procéder par équations aussi hasardeuses. Curieuse façon d'engagement que la négation de l'histoire de l'autre, sans laquelle il n'est point d'histoire présente, ni commune. Curieuse façon de détruire par les mots. Curieuse façon de combattre le cancer par la peste. (...) Nul n'a à gagner à cette hystérie du discours, exclusive de tout dialogue.

Jean Lévy
Paris

SIONISME ET JUDAÏSME

Je relève avec surprise, dans votre article consacré au procès intenté à Daniel Mermet pour « incitation à la haine raciale » (*Le Monde* du 3 juin), les propos d'Alain Finkielkraut, selon qui « *95 % des juifs de France sont sionistes* ». De culture juive, je ne me sens absolument pas lié par cette assertion et fais partie des Français qui s'élèvent contre la politique d'Israël comme celle de n'importe quel Etat. Je ne sais pas d'où proviennent les chiffres avancés par le philosophe et j'ai l'impression qu'ils sont le fruit d'un raisonnement qui consiste à établir, en un raccourci facile, que tous les Israéliens étant juifs, tous les juifs sont israéliens. (...) On peut être opposé à la politique d'Israël sans être antisémite et considérer que certains actes barbares sont perpétrés par ses dirigeants. Si les propos entendus dans l'émission de M. Mermet prêtent à discussion, ils ne me paraissent en aucun cas déplacés dans ce contexte et je lui suis gré de rendre compte, à sa manière, de ce qui se produit dans le monde. Por-

ter un nom à consonance juive ne donne aucune qualification pour refuser à quiconque le droit d'exprimer des idées contraires aux siennes, surtout lorsqu'il s'agit d'évoquer Israël ; protéger à tout prix cet Etat, au nom des souffrances du peuple juif, ne rend pas toujours service aux juifs que l'on voudrait défendre aujourd'hui.

Daniel Cling
Paris

UN MOT, UN TITRE

Lorsque je lis, dans votre rubrique culinaire, un titre tel que « *Bleus, blancs, jaunes* » pour évoquer la cuisine française au Japon (*Le Monde* du 29 mai), je suis profondément choqué. Vous avez peut-être voulu faire un jeu de mots, mais pour les Asiatiques – et non seulement pour les Japonais –, le mot « *jaune* » est un terme humiliant. Bien sûr, peut-être qu'à vos yeux ce terme n'est pas raciste. Mais ce sont d'abord aux personnes qui « *reçoivent* » ce genre de mot de dire si un terme est injurieux ou non. Quelques jours avant l'élec-

tion présidentielle, je traversais une petite rue de Paris. Le feu était rouge, mais un automobiliste est tout de même passé, avec cette phrase : « *C'est rouge, la jaune !* » Je n'ai jamais senti une telle violence depuis que je suis en France.

Noriko Hanyu
Paris

LA PLACE DE LA DIGNITÉ

Quelles expériences M^{me} Paula La Marné a-t-elle de la douleur et de la dégradation physique (*Le Monde* du 1^{er} juin) ? Dans des cas extrêmes de fin de vie (nous ne disons plus d'une personne qu'elle est en train de mourir, ce qui bien sûr change tout pour le malade (...)), la personne est rongée par des escarres abominables et se trouve dans un état de pauteur, de douleur, de solitude insupportable et inadmissible. Les médecins ne restant que peu de temps auprès de ces mourants, ils les confient, 24 heures sur 24, au personnel soignant. C'est nous qui les entendons hurler des nuits entières, c'est à nous que le malade demande à mourir et c'est nous qui

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Françoise Giroud

Si mes renseignements sont exacts, les candidats députés de l'UMP ont été priés de signer une lettre par laquelle ils s'engagent à soutenir le gouvernement avec le petit doigt sur la couture du pantalon. C'est la version rajeunie des célèbres godillots. Sage précaution tant les Français sont devenus dissidents. (...) Nous rétablirions le dialogue social, déclare M. Raffarin, qui a très vite appris à parler toujours au futur. Pour l'heure, devant les médecins, le pouvoir a capitulé, et ce n'était pas une affaire de majorité parlementaire. Logiquement, le premier ministre devrait être à l'abri des grandes turbulences jusqu'à l'installation de la nouvelle Assemblée. Ensuite, est-il pensable que le premier acte fort du quinquennat soit la construction d'une prison pour enfants ?

LIBÉRATION

Jean-Michel Thénard

A se croire « *trop beau, trop fort* », on finit toujours le cul par terre. Depuis son entrée à Matignon, Jean-Pierre Raffarin, instruit par ses prédécesseurs, a donc fait de la modestie sa marque de fabrique. Même si elle a appris du moraliste que l'orgueil n'est jamais mieux « *déguisé que lorsqu'il se cache sous la figure de l'humilité* », l'opinion sait gré au premier ministre d'avoir adopté cette posture. Quand bien même le triomphe serait là, la droite devra se garder de se croire trop belle, trop forte et tout permis. Le fait de se retrouver à la tête de toutes les institutions de la République lui confèrera surtout toutes les responsabilités. En cas d'échec, elle n'aura aucune excuse. A elle de ne pas l'oublier à l'heure où la crise de confiance des citoyens envers leurs élus n'a jamais été aussi profonde depuis la Libération.

RFI

Geneviève Goëtzinger

C'est un peu le syndrome Jospin appliqué au football. Cette évidence d'une victoire annoncée qui se transforme en cauchemar de l'élimination prématurée. De part et d'autre, il y a des raisons à l'échec, assez similaires et qui ne sauraient se résumer dans le simple cocktail malchance-injustice, dans la versatilité du sort. Le 21 avril comme le 11 juin, c'est une certaine arrogance qui a été sanctionnée.

LE FIGARO

Yves Thréard

Faut-il supprimer le baccalauréat ? (...) Il convient de tordre le cou à ce débat. Quelle est la réalité ? Quatre jeunes sur dix ne parviennent pas jusqu'à cet examen. Quatre le réussissent. Deux y échouent. Pour ces derniers, la déception n'a d'égal que le sentiment de honte qu'ils éprouvent. D'où le stress que vivent tous les adolescents et leur famille au moment des épreuves. Le bac fait peur. Preuve que, s'il a perdu de son prestige, il a encore une signification. Etre recalé, c'est être un peu déconsidéré. (...) N'entrons pas le bac. Cherchons plutôt à le moderniser pour que le plus grand nombre d'adolescents d'une classe d'âge puissent s'y présenter. Ce serait rendre service à la jeunesse et à l'avenir de ce pays. La France peut mieux faire.

Alain Laporte
Courlay (Deux-Sèvres)

Pour nous écrire :

Le courrier des lecteurs du *Monde*, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Pour nous envoyer une télécopie : 01-42-17-21-74. Pour nous envoyer un courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr Pour saisir le médiateur : mediateur@lemonde.fr ou par courrier. Merci d'indiquer votre adresse complète.

Pour un pôle de radicalité

par Roger Martelli

UNE élection ne chasse pas l'autre ; le 9 juin n'efface pas le 21 avril. Consultations présidentielles et législatives ont exprimé toutes deux la crise de la représentation populaire. Elles ont confirmé le divorce du peuple et d'une gauche perçue comme « institutionnelle ». Elles ont illustré un problème majeur : dans les années 1990, ce que l'on a appelé le mouvement social a secoué le marasme de deux décennies de domination néolibérale, mais n'a pas débouché sur de nouvelles configurations politiques. Il a porté la gauche à la victoire, aux législatives de 1997 ; il l'a fait dans les formes classiques d'une gauche « plurielle » qui, depuis le début des années 1980, est dominée sans partage par le Parti socialiste.

Le 9 juin, la gauche a enregistré son plus mauvais score de toute l'histoire électorale de la V^e République. Son marasme n'est pas étranger au phénomène qui est par ailleurs au cœur de la crise politique elle-même : le brouillage des repères entre la gauche et la droite, entre l'acceptation de l'inégalité et la passion de la justice.

Comment la politique pourrait-elle être respectée, quand la gauche et la droite, confondues dans la même indistinction, s'acharnent à élargir sans cesse l'écart entre ce que l'on attend d'elles et ce qu'elles réalisent effectivement ? Comment la gauche pourrait-elle attirer de nouveau, si elle renonçait définitivement à l'espérance ? Comment serait-elle reconnue par les humbles, si elle ne savait plus représenter la solidarité et le partage, contre la concurrence généralisée et les inégalités qui l'accompagnent ?

Une gauche bien à gauche, et pas une gauche succombant aux sirènes « social-libérales » : c'est la seule manière de relancer la donne. Mais pour que cela advienne, il faut tendre à deux objectifs en même temps : tisser entre mouvement social et constructions politiques les liens qui ne l'ont pas été après 1995 ; rééquilibrer la gauche politi-

que. Nous avons vécu vingt années d'hégémonie politique socialiste ; ce long cycle de l'histoire de la gauche française devrait désormais s'achever. Le 21 avril, le PS plafonnait à 16 %, tandis que le total du PCF, des Verts et de l'extrême gauche frôlait les 20 %.

Mais en politique, l'arithmétique ne suffit pas ; la juxtaposition des forces n'a pas d'effet durable si elles ne savent pas converger. Les législatives sont en ce sens un rappel à l'ordre salutaire. Saurions-nous faire en sorte qu'à gauche de la gauche, la convergence laisse la place à la dispersion ? Voilà qui devrait obséder ceux qui demeurent convaincus que développement humain et libéralisme sont aujourd'hui incompatibles.

Rééquilibrer la gauche, c'est créer

Trouver les formes qui permettront, non pas d'éradiquer les différences, mais de mettre en commun les singularités : beaucoup plus qu'un simple espace de discussion ; beaucoup moins qu'un parti...

les conditions pour que la gauche tout entière retrouve l'allant de la transformation sociale ; c'est permettre d'établir un lien entre mouvement social et construction politique ; c'est aider à raccorder le peuple et la démocratie. Il est bon que l'esprit de radicalité puisse peser plus fortement, sur le terrain politique, pour contrebalancer l'esprit d'accommodement aux normes du marché, pour que les majorités politiques ne soient pas, éternellement, vouées au balancement meurtrier des espoirs et de la désillusion.

Ne sous-estimons pas ici l'ampleur de la tâche, dans un paysage politique fort mal assuré. Le communisme n'est pas sorti de la longue crise que son immobilisme a engendrée : elle a brouillé tout à la

fois son identité pour lui-même et son utilité pour les couches populaires qui se sentaient naguère représentées par lui. L'extrême gauche ignore la construction des majorités politiques, ce qui ne lui permet en aucun cas d'occuper la place du PCF. Les Verts surfent sur la radicalité, après avoir hésité entre « alternatif » et « libéral-libertaire » ; mais ils veulent s'en réserver l'expression politique et leurs ressources sont maigres pour stimuler la politisation populaire.

De plus, il n'y a pas que la responsabilité des organisations politiques, même si celles-ci sont immenses. Il n'est pas si facile de construire une alternative de société, après les échecs douloureux du siècle précédent. Il n'est pas si évident d'unir, dans une même perspective, les

Ce sont autant de contradictions, et donc de contraintes, que l'on ne balaiera pas d'un coup de baguette magique. Vouloir aujourd'hui constituer une seule formation politique de toute la radicalité ? Ce serait appauvrir la diversité, prétendre régler de façon factice les contradictions de l'alternative sociale.

ROGER MARTELLI, historien, est directeur du mensuel *Regards* et membre du comité exécutif du PCF.

Mais s'en tenir à l'éparpillement a été, est et sera paralysant. Entre les deux écueils, une voie de synthèse est possible. Encore faut-il la vouloir. Encore faut-il se dire que la référence est une richesse, dès l'instant où le désir de se rassembler l'emporte sur les appétits particuliers.

Pour que la gauche toute entière soit bien de gauche, pour donner corps à la perspective d'une société radicalement transformée, les forces d'alternative au libéralisme dominant, politiques ou non, partisans, syndicales ou associatives, doivent conjuguer leurs efforts, pour bâtir des projets et concourir aux élections. Elles doivent converger, sans hégémonie de quiconque, sans que nul soit contraint de renoncer à sa spécificité, à sa mission, à son organisation propre. Ne tournons plus de dos à cette exigence et consacrons-nous, enfin, à trouver les formes qui permettront, non pas d'éradiquer les différences, mais de mettre en commun les singularités. Un pôle de radicalité est donc nécessaire, comme le suggèrent les fondateurs communistes depuis des années. Un pôle : beaucoup plus qu'un simple espace de discussion ; beaucoup moins qu'un parti...

Moi, qui suis communiste, je suis persuadé qu'un Parti communiste refondé renouerait avec la meilleure part de son histoire et retrouverait toute son utilité politique en se plaçant résolument dans cette perspective. Au-delà du PCF, ceux qui croient en une gauche offensive laisseront-ils passer l'occasion ?

demandes sociales traditionnelles du monde ouvrier et salarial et les attentes neuves des sans-droits, sans-logis, sans-papiers, des minorités, des féministes, des écologistes.

Et il serait illusoire d'ignorer, dans l'espace de la radicalité, la diversité des traditions, tout comme l'ampleur des divergences. Divergence entre la gauche « protestataire » qui répugne à s'impliquer dans les institutions et celle qui veut s'y inscrire pour en subvertir le fonctionnement ; divergence entre ceux qui souhaitent articuler de façon neuve le social et le politique et ceux qui préfèrent entretenir la séparation pure et simple des organisations associatives et politiques...

Tout cela fait partie de la réalité.

Vote chômeur et vote Le Pen

BEAUCOUP nous pressent, quotidiennement, de le faire savoir : tous les chômeurs ne votent pas Le Pen. Et d'abord pour cette première raison, que l'expertise officielle oublie toujours : une grande partie d'entre eux ne votent pas ou ne votent plus.

Se donner la facilité de parler d'un vote chômeur ne veut rien dire, tant sont hétérogènes les situations de chômage et les façons de les vivre. Quoi de commun entre le jeune diplômé parisien de 25 ans, fils de cadre supérieur et frais émoulu de la faculté de droit, sans travail mais avec tout l'avenir devant lui, et l'ouvrier qualifié de 52 ans, licencié, « pour raison économique » dit-on aujourd'hui, après « 32 ans de maison », à Soissons, dans un bassin d'emploi sinistré ?

L'agrégation statistique par le travail administratif n'a jamais fait un groupe. Il faut reconnaître les chômeurs dans leur diversité : en termes de ressources scolaires, de rapport à l'avenir, de sens de la privation d'emploi, de relations mobilisables pour retrouver un métier.

Hétérogènes sous le rapport de leur relation au chômage, les chômeurs le sont aussi sous celui de leur relation à la politique : un grand nombre d'entre eux ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Parmi ceux qui votent, tous ne votent pas Le Pen.

Pour autant, ne nous voilons pas la face : dans les banlieues, beaucoup de gens au chômage ont voté Le Pen, dans les banlieues désindustrialisées particulièrement, ou, plus largement, dans toutes ces cités-dortoirs qu'une urbanisation galopante a éloigné des villes. Avant de les accuser, en toute inconscience, d'être devenus antirépublicains, avant de les stigmatiser davantage, il est encore temps d'aller dans les quartiers, d'écouter et de comprendre. « *Le pire*, disait cette ex-employée de 50 ans, *serait que ça ne change pas. Avec Le Pen, au moins, ça change.* » « *De toute façon, on ne peut plus vivre comme ça*, ajoutait il y a quelques jours, à Vitry, une chômeuse de 40 ans, au côté de son ami algérien sans-papiers. *Il y a trop d'Arabes partout.* »

Sans doute, par rapport aux chômeurs qui ne votent pas, les chômeurs qui, dans les banlieues, s'expriment à travers le bulletin Le Pen sont souvent dans des situations particulières. Plus portés que d'autres à l'amertume sans phrases, incertains de leurs mots malgré des accents péremptaires.

Depuis plus de quinze ans, le chômage de longue durée, la relégation liée à la perte de l'emploi, la réclusion dans les HLM dégradées, la compression des revenus, l'échec scolaire des enfants, rapprochent leurs conditions de celles des groupes dont ils pouvaient se croire éloignés, ou qu'ils pouvaient imaginer moins bien armés qu'eux : les immigrés, et notamment les immigrés installés depuis moins longtemps qu'eux. Il faut entendre ensemble l'ex-syndicaliste qui « *a voté pour le Front* » (« *Ici, c'est devenu le bas du panier* ») et cette femme au sortir d'un supermarché (« *C'est pas parce que tu vis avec eux que t'es pareil* »), pour retrouver le sens d'un geste dans l'isolement.

Le bulletin Le Pen devient l'expression de la hantise d'être précipité à nouveau dans le monde auquel ils entendaient échapper, une manière de restaurer une identité, de conjurer le déclassement. Il n'est pas jusqu'au racisme ordinaire qui ne soit, alors, une façon de marquer la distance qu'ils voudraient ne pas voir abolie avec ceux qui ont encore un peu moins qu'eux.

On distingue mieux, en écoutant ces hommes et ces femmes, le retournement des points de repère qu'à produit, ces vingt dernières années, une politique de modernisation conservatrice qui a abandonné des fractions entières du salariat à leur sort. Hier, les solidarités ouvrières, qui les conduisaient à se définir dans leur opposition aux cadres et aux patrons, les retenaient de voir le proche, dont presque rien ne les sépare, sous la figure de l'étranger. Maintenant, c'est désormais par opposition à ceux qui occupaient auparavant les emplois les plus

dévalués que toute une frange du monde ouvrier, au chômage, joue son identité.

C'est finalement tout un monde qui s'effondre, « *tout se tire, tout foute le camp* », en même temps que se réorganisent une perception et une vision du monde. Quand « *on a été virés comme des riens du tout* », par-

ROBERT CRÉMIEUX est membre du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) ; **BERNARD LACROIX** est professeur de science politique à l'université Paris-X ; **WILLY PELLETIER** enseigne la sociologie à l'université de Picardie ; **CLAIRE VILLIERS** est membre d'Agir ensemble contre le chômage ; **MALIKA ZEDIRI** est membre de l'Association pour l'emploi, l'information, la solidarité (APEIS). Ils sont membres de la Fondation Copernic.

ce « *qu'ils n'ont gardé que les jeunesses* », on ne peut plus faire confiance ni au métier ni à ceux avec lequel on le partageait : « *C'est pas parce que t'as un diplôme ou je sais pas quoi que tu connais mieux le métier.* » On se retrouve bientôt en face du mépris affiché par les jeunes. Et en face de l'éloignement de la fille qui, Dieu merci, a réussi sa scolarité. Dans les quartiers HLM, les parents ouvriers ou ex-ouvriers sont plus souvent niés que « continués » par leurs enfants.

Le statut de victime autoproclamée de Le Pen est désormais le miroir tendu à tous ceux qui ont de bonnes raisons, eux, de se sentir des victimes : « *Partout, je dis bien partout, on ne veut plus de nous* », entendons-nous souvent. Mimer l'exclusion pour racoler les exclus est infâme. Mais cela ne dispense pas de comprendre ceux qui ont compris qu'en votant Le Pen, « *on emmerde ceux qui nous emmerdent* », ainsi que l'avoue, sans complexe, ce manutentionnaire licencié.

Pour travailler et militer dans les cités, avec les chômeurs et les précaires, nous sommes aujourd'hui amers et inquiets. La réaction réflexive au vote Le Pen n'est évidemment pas, d'abord, le coup de poing sécuritaire. Car ce sont la misère dans leur monde, le déclassement collectif vécu dans l'isolement, l'angoisse en l'absence d'avenir, l'émission du sens de soi, et finalement

Le statut de victime autoproclamée de Le Pen est désormais le miroir tendu à tous ceux qui ont de bonnes raisons, eux, de se sentir des victimes

l'impossibilité d'échapper en quoi que ce soit à une condition plus dégradée qu'hier, qui avivent cette guerre des pauvres contre de plus pauvres qu'eux, dont se nourrit le vote Le Pen. Le score du FN résulte, pour une bonne part, du développement de la concurrence de tous contre tous, qu'encouragent la célébration des vertus du marché et les politiques menées en son nom depuis vingt ans.

Déjà, en 1997, avec le mouvement des chômeurs, nous réclamions à la gauche « *responsable* » l'augmentation des minima sociaux et la présence des chômeurs partout où se décide leur sort. Nous revendiquons depuis, pour l'aide sociale et l'ANPE, empêchées de faire leur travail, des moyens en postes et en budget, pour affronter l'afflux des précaires de longue durée. Nous n'avons cessé de réclamer davantage de services publics dans les banlieues. Nous n'avons pas été entendus. Souvent, nous n'avons même pas été écoutés. On voit le résultat.

Toulouse ne veut plus vivre dans la peur

par Jean-Pierre Bataille

RÉSPECTER la parole donnée : voilà en quoi consisterait le plus beau programme d'un homme politique. Les tremolos

dans la voix, les indignations passagères n'ont rien à voir avec un programme politique, pas plus que le recueillement devant trente cercueils. Le chef de l'Etat et le maire de Toulouse se sont exprimés clairement sur le devenir du site chimique de Toulouse. L'un a parlé de déplacement, l'autre de fermeture. Que l'un ou l'autre passe aux actes ! M. Douste-Blazy dit avoir refusé un poste au gouvernement pour s'occuper de Toulouse. Qu'attend-il pour s'engager derrière la majorité des Toulousains qui souhaitent la fermeture du site chimique ?

Que l'on ne nous dise plus qu'il faut attendre. Depuis près de neuf mois, nous n'arrêtons pas d'argumenter, de débattre, de manifester. Notre volonté se mesure à notre capacité de mobilisation ; il est malheureux que les forces citoyennes d'une ville se dépensent à faire de la résistance, alors qu'elles pourraient se déployer en synergie pour la relance des quartiers sinistrés, pour Toulouse et son agglomération. Politiquement, quel gâchis !

La mise en cause officielle des dysfonctionnements de l'usine d'AZF dans l'explosion du 21 septembre n'a pas été une surprise. Les résultats convergents des enquêtes judiciaire, policière, des collègues d'experts et de l'inspection du travail ont démontré que la sécurité n'était pas assurée sur le site d'AZF.

Cela nous conforte dans notre dénonciation de l'irresponsabilité patente des industriels, des acteurs et des décideurs économiques, ainsi que des pouvoirs publics et des collectivités locales. Celle-ci a

apporté la mort et la ruine sur notre ville pour soutenir des profits envers et contre tous ceux qui se battaient, depuis des années, contre les dangers des usines à risques.

Ces industriels n'ont pas hésité à augmenter les risques potentiels en diminuant les emplois au fil des ans et en favorisant le travail sur le site de personnels non qualifiés. Il est probable qu'ils tenteront de se disculper en désignant des ouvriers comme auteurs d'une « erreur humaine » de trop.

La responsabilité de l'Etat et des différentes collectivités locales est très lourde pour avoir laissé se développer à la fois l'urbanisation et l'accroissement de la production sur le site. Ils portent également leur part de responsabilité dans l'état psychologique et physique désastreux, neuf mois après, de la population sinistrée, ne serait-ce que par les messages institutionnalisés qu'ils ont proférés en parlant de sécurisation et de culture du risque, en promettant débat citoyen et démocratie de proximité. Si maintenant AZF est fermée, en aucun cas la décision de poursuivre sur le site chimique une activité dangereuse pour la population toulousaine et pour l'environnement ne peut être prise uniquement par des responsables institutionnels quels qu'ils soient, et moins encore par des industriels. Les Toulousains doivent être entendus.

Notre démarche s'appuie sur une argumentation technique, beaucoup de bon sens, des revendications d'une parfaite clarté. Tout cela agace les professionnels de la langue de bois. La reprise d'activité, à Toulouse, de la SNPE (ex-Société nationale des poudres et explosifs) nous laisserait avec notre colère et notre peur. Elle signifierait en effet que l'erreur humaine serait à accep-

ter comme une fatalité ; que serait de nouveau évacuée la prise en compte de la possibilité d'une libération totale et instantanée des produits toxiques ; que serait reconduite la solution du confinement des personnes, ce mensonge d'Etat ; que des activités à risques seraient toujours pratiquées en zone inondable ; que le crash d'avion serait arbitrairement rayé des possibles ; que le transport des matières dangereuses resterait soigneusement édulcoré ; que nous serions prisonniers du « secret défense » ; que l'urbanisation serait toujours aussi mal maîtrisée ; qu'on ne mènerait, enfin, aucune réflexion, aucune discussion sur l'utilité sociale des produits fabriqués.

Les débats menés à Toulouse, en partie grâce au collectif Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs (PJCA), ont fait voler en éclats les peurs archaïques et les tabous paralysants face à l'industrie, à la science et à tout ce qui touche l'emploi. Nous sommes convaincus que la démocratie doit investir la sphère industrielle et scientifique : elle est champ d'action politique au même titre que la sphère économique.

Une fois instaurée une gestion plus démocratique de l'activité économique, le libéralisme ne pourra plus nous prendre en otage. Nos responsables politiques et économiques, sous l'influence de ceux qui défendent une parcelle de pouvoir ou de richesse, ne se rendent pas compte qu'il est inacceptable que le renouveau de Toulouse et le bien commun soient sacrifiés aux profits de quelques-uns.

Fermer le site de Toulouse, ce n'est pas condamner le paysage industriel de notre pays à une mutation brutale. On peut, pour les quelques décennies à venir, formuler l'espoir qu'une concertation serei-

ne fasse avancer la réflexion sur le type de production industrielle que souhaite notre société : une production écologiquement soutenable, socialement utile et, dans les zones urbaines, des risques d'accidents technologiques majeurs définitivement conjurés. C'est possible. Cela relève du politique. Cela dépendra

JEAN-PIERRE BATAILLE, porte-parole de Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs, est professeur de génie électrique au lycée Déodat-de-Séverac de Toulouse.

surtout de la conscience citoyenne de chacun d'entre nous, qui doit nous amener à une révolution dans notre façon d'appréhender le monde industriel et ses dictats.

On ne peut pas imaginer que le mouvement social, tel qu'il se dessine dans notre ville (et au sein duquel les salariés du site chimique ont leur place), ne soit pas appelé à se développer. Il s'agit d'offrir à chacun une place dans la société.

Le mouvement associatif, syndical et politique, qui épaula des démarches citoyennes et individuelles dans Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs, éveille une vie démocratique qui implique les habitants dans la construction de leur espace de vie commun. Dès aujourd'hui, ce mouvement ouvre la voie aux futurs modes de décision en prise directe avec les réalités immédiates : remise en cause des choix socio-économiques d'une ville à la suite d'une catastrophe industrielle majeure, intervention dans la mise en place du grand projet de ville.

Demain, ces perspectives peuvent orienter de manière décisive et même fonder la transformation sociale et politique de notre ville et de notre région.

Le syndrome du réverbère

par Jérôme Clément
et Thierry Jean-Pierre

LES gouvernants français seraient-ils victimes du syndrome du réverbère ? Un homme cherche ses clés sous la lumière d'un réverbère. Un passant l'apostrophe : est-il bien certain de les avoir perdues à cet endroit précis ? Non, répond l'autre, mais ici, au moins, il y a de la lumière ! La lumière du réverbère de nos gouvernants s'est désespérément arrêtée aux strictes frontières de l'Hexagone. Campé sur une exception française dont le moindre défaut n'est pas l'absurde étatisation de l'économie, le précédent gouvernement se sera ainsi obstiné à appliquer une doctrine économique en complète inadéquation avec le reste du monde industrialisé, et notamment européen.

Les chiffres parlent pourtant d'eux-mêmes. En avril, le nombre de demandeurs d'emploi s'est encore accru de 0,4 % et, sur les douze derniers mois, la hausse atteint maintenant près de 7 %. Bien sûr, le chômage s'est inscrit à la baisse depuis 1997 - c'est bien le moins, compte tenu de la conjoncture internationale -, mais ce recul est notablement inférieur à la moyenne européenne. Plus inquiétant : le très sérieux Institut européen de la statistique (Eurostat) a publié, il y a peu, un classement des pays de l'Union européenne en fonction de la richesse produite par habitant, où la France recule de neuf places en dix ans.

Malgré ces résultats préoccupants, les plus obtus croient pourtant dur comme fer que la France renouera naturellement avec une croissance forte et durable. A l'appui de ce bel optimisme, tous se retranchent derrière trois atouts propres à notre pays et sans cesse rabâchés : une position géographique singulière, un plus technologique et un capital humain de grande valeur. Au croisement de l'Europe du Nord et de celle du Sud, du continent nord-américain et du Sud-Est asiatique, la France est, il est vrai, un lieu de convergence économique incontournable. Au sein même du pôle économique européen, notre pays est au cœur d'une zone géographique qui, dans un

La croissance de demain ne pourra se construire avec les idées et les solutions d'hier

rayon de 500 kilomètres autour de Paris, regroupe un tiers de la population de l'Union européenne. Cet atout naturel va cependant être mis à mal par le prochain élargissement de l'Union aux ex-pays communistes. Car, dans une Europe élargie aux pays d'Europe centrale et orientale, le centre de gravité économique se déplacera inévitablement vers l'est et sera, sans conteste, plus favorable à l'Allemagne.

Au-delà de cet atout géographique, plus fragile qu'il n'y paraît, la France bénéficie d'un indéniable avantage technologique. Mais, s'il est vrai que les dépenses en recherche et développement de la France sont appréciables (2,19 % de son PIB contre 1,92 % pour l'Europe des Quinze), elles sont néanmoins demeurées quasiment stables depuis 1995 alors que, partout ailleurs en Europe, mais aussi aux Etats-Unis et au Japon, elles se sont fortement accrues.

Enfin, si les Français sont unanimement loués à l'étranger pour leur créativité et leur productivité, ils sont aussi de plus en plus nombreux à quitter le territoire national. Ces expatriations, dont nos dirigeants s'ingénient à minimiser l'ampleur, ne sont que la traduction des maux spécifiques dont souffre la France et qui, au-delà de la réduction sensible de ses atouts naturels,

affaiblissent son économie. Les 35 heures, la législation sur la gestion des effectifs, les lourdeurs administratives et les rigidités sociales françaises constituent pour les chefs d'entreprise des entraves sans cesse plus importantes. Un exemple : au cours de la législature 1997-2002, le volume du seul code

JÉRÔME CLÉMENT est chargé de cours en économie politique à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

THIERRY JEAN-PIERRE est député au Parlement européen (groupe du Parti populaire européen et démocrates européens).

du travail a crû de plus d'un tiers, jusqu'à réglementer... le temps d'habillage des salariés. Rien d'étonnant, dès lors, si la France est considérée comme l'un des pays où la création d'entreprise est la plus difficile et si, en 1999, l'OCDE a classé notre pays au 21^e et dernier rang des pays de moindre complexité administrative.

Mais, au-delà même de ce prurit bureaucratique, c'est tout notre système de prélèvements obligatoires qui est complètement inadapté. Au niveau des seules charges sociales, par exemple, la différence entre la France et la Grande-Bretagne est édifiante : 12,2 % en Angleterre contre plus de 40 % en France. L'impôt sur les bénéfices a été maintenu au taux de 35 %, contre 25 % en Allemagne et 10 % en Irlande. Mais surtout, pendant que nos concurrents européens adaptent leurs fiscalités à leurs structures économiques, la France continue à imposer, de manière quasi uniforme, un niveau de prélèvements obligatoires incroyablement élevé. Conscients que ces divergences sont évidemment défavorables à notre économie, les pouvoirs publics français ont choisi, faussement bravaches, de critiquer les « pratiques fiscales dommageables » qui existeraient au sein de l'UE... Comme si l'harmonisation européenne en matière fiscale avait vocation à se réaliser au niveau des taux de prélèvements obligatoires français ! Résultat de cette politique de l'autruche : une récente étude de l'Economist Intelligence Unit indique qu'entre 1996 et 2000 la France a reçu deux fois moins d'investissements directs étrangers que le Royaume-Uni.

La politique de réduction du coût du seul travail peu qualifié qui a été menée n'a assurément rien changé. Nous sommes contraints à emprunter la voie de l'initiative, de la créativité et de la valeur ajoutée dans la production, celle, aussi, de l'utilisation harmonieuse de toutes les compétences. Pour cela, les pouvoirs publics doivent engager une double refondation, fiscale et sociale, et dans le même temps dégager les entreprises de l'incroyable carcan administratif dans lequel l'Etat français les enferme. Car ce n'est ni l'Etat, ni les collectivités publiques, ni même les grands groupes industriels qui créeront demain des emplois, mais les PME et les TPE. Ce sont donc elles qu'il convient d'aider en priorité.

Paraphrasant Stefan Zweig, qui, au début du siècle dernier, décrivait si bien l'irréversible décadence de l'empire austro-hongrois, il conviendrait probablement d'écrire de la France d'aujourd'hui qu'elle reste désespérément « satisfaite d'elle-même et ignorante du monde qui se prépare ». Il ne faut pourtant pas être grand clerc pour être convaincu que la croissance de demain ne pourra se construire avec les idées et les solutions d'hier. Avec 4 millions de Français qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, notre pays ne peut plus se permettre de vivre sur des acquis dont nous avons pu constater la fragilité. Il est donc nécessaire de prendre, sans attendre, les mesures qui s'imposent pour remettre à plat une réglementation sociale compliquée et inadaptée, réduire drastiquement une fiscalité confiscatoire et réformer en profondeur notre administration.

Assemblée : représenter la diversité ethnique

par Jean-Christophe Rufin

QUELLE est la différence entre la future Assemblée nationale et l'équipe de France de football ? La couleur des joueurs, bien sûr. Ce n'est pas une Chambre bleue qui sort en ce moment des urnes ; c'est une Chambre blanche. La représentation nationale officielle s'éloigne résolument de la sélection nationale officielle. Nous ne semblons nous souvenir des différences entre nos concitoyens qu'à ces moments extrêmes, guerre ou compétitions sportives, où le recours au courage des tirailleurs sénégalais ou à l'adresse d'un buteur d'origine maghrébine est vital pour le pays.

La France est aujourd'hui un pays bigarré, une terre de mélange comme elle l'a toujours été, si ce n'est que, désormais, ce mélange s'opère de plus loin : c'est de tous les continents que proviennent nos concitoyens. Le génie du football est d'avoir permis de constituer une équipe où toutes les origines, tous les types physiques coexistent et œuvrent en commun. Qu'elle gagne ou qu'elle perde, la France se reconnaît dans

cette équipe. Combien de temps pourra-t-on ignorer cette leçon en politique et prétendre constituer en représentation nationale une institution presque entièrement constituée de Gaulois blanc-bleu ?

La question, je le sais, est iconoclaste en France. République une et indivisible, notre pays s'honore de ne pas faire de discrimination entre ses citoyens. Est-ce une raison pour ne pas exiger du corps politique qu'il prenne en compte les différences et qu'il s'en fasse le représentant ? Il me semble qu'en ce qui concerne les femmes le problème est enfin reconnu et en voie d'être réglé. Par la méthode musclée de la parité obligatoire, une certaine dose de féminisation a été obtenue, qui rend nos institutions moins hémiplogiques.

Mais, concernant les minorités ethniques, rien ne pointe. Nous qui aimons souvent montrer en exemple notre démocratie dans le monde, nous ne semblons pas nous inquiéter de voir des sikhs siéger à la Chambre des communes ou des Kurdes au Bundestag, tandis que les Français originaires du Maghreb, d'Afrique ou d'Asie sont plus que rares au Palais-Bourbon. Sous prétexte de ne vouloir faire

aucune différence entre les individus, n'est-on pas en train de nier gravement ce qui les distingue et qui donc les constitue ? Le système ne risque-t-il pas, en allant à l'extrême, de se détruire lui-même ?

Je ne peux m'empêcher de penser que le taux croissant d'abstention trouve là une de ses explications principales. Il serait assez logique que ces Français « d'origines » (au pluriel !) se mobilisent pour le vote quand ils se sentent menacés (d'où le sursaut civique anti-Le Pen), puis s'en détournent quand ils se sentent de nouveau niés et abandonnés.

L'autre danger, plus grand encore à mes yeux, est que la révolte n'amène ces Français marginalisés à demander à leur tour des quotas, non plus sexuels mais ethniques. (C'est d'ores et déjà le sens du combat mené, notamment, par le comédien Dieudonné.) On entretrait alors dans une atroce logique raciale et raciste, introduite au nom de l'antiracisme. Combien décidera-t-on par exemple qu'il faille de Noirs au Parlement, à la télévision, au gouvernement ? Et comment évaluera-t-on la quantité de sang africain nécessaire pour être considéré comme Noir ?

A Dieu ne plaise que mes deux filles, nées de mère éthiopienne, aient jamais à subir semblable examen. Orwell, dans ce scénario catastrophe, appellerait Gobineau à la rescousse...

Si l'on ne veut pas en arriver là, il faut exiger des grandes formations politiques un effort considérable

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN est écrivain (prix Interallié 1999, prix Goncourt 2001), ancien vice-président de Médecins sans frontières.

pour coller à la population et faire évoluer le personnel politique pour qu'il reflète dans sa diversité la multiplicité d'origine des Français. L'éphémère émergence politique des beurs dans les années 1980 était contemporaine de débats difficiles sur la nationalité et l'identité. En vingt ans, nous avons progressé dans le sens d'une reconnaissance sociale de la diversité. Le temps est venu de lui donner une expression politique. C'est à cette condition seulement que tous les Français, en regardant leur Assemblée, pourront un jour crier en chœur : « Allez les Bleus ! »

Façonnable



PARIS NEW YORK MADRID BRUXELLES BEVERLY HILLS NICE SAINT-TROPEZ

www.faconnable.fr

Le Monde
ÉDITORIAL

Dès qu'il y a soupçon

LES AFFAIRES sont de retour. Par une sorte de fatalité à laquelle Jean-Pierre Raffarin aurait bien voulu échapper, la première épreuve du gouvernement issu de l'élection présidentielle remet sur le devant de la scène la question lancinante du financement des partis politiques et les libertés que certains d'entre eux ont prises avec la loi. La procédure visant Renaud Donnedieu de Vabres, ministre délégué aux affaires européennes, ayant été validée par la Cour de cassation, celui-ci reste mis en examen pour « blanchiment » et « infraction à la législation sur les partis politiques », ce qui devrait le conduire, en toute logique, à quitter le gouvernement.

Ce qu'on appelle la jurisprudence Bérégovoy-Balladur veut en effet qu'un ministre mis en examen se retire de l'équipe gouvernementale, quitte à y revenir s'il est reconnu innocent. En 1992, lorsque Pierre Bérégovoy était premier ministre, Bernard Tapie s'était démis de ses fonctions de ministre de la ville avant de les retrouver sept mois plus tard. Edouard Balladur étant à Matignon, trois de ses ministres – Alain Carignon, Gérard Longuet, Michel Roussin – s'étaient à leur tour, en 1994, pliés à cette règle non écrite. Règle que Lionel Jospin avait également appliquée en 1999 lorsque Dominique Strauss-Kahn, avant même d'être mis en examen, avait remis sa démission de ministre de l'économie et des finances.

L'ancien premier ministre Raymond Barre a justifié en termes simples cette pratique. La présomption d'innocence, rappelait-il en décembre 2000, est certes « un principe essentiel », mais

« en politique on ne peut pas utiliser ce principe comme un bouclier ». D'où cette conclusion en forme de précepte : « Quand on occupe une fonction importante, dès qu'il y a soupçon, il vaut mieux partir. » Officiellement, telle est aussi la position de Jacques Chirac. En 1995, dès la première réunion du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, François Baroin, citant ses propos, affirmait : « Dans le même esprit de rigueur et d'exemplarité, tout membre du gouvernement mis en examen devra démissionner immédiatement. » En 1994, le porte-parole du gouvernement précédent, Nicolas Sarkozy, désormais numéro 2 du gouvernement Raffarin, avait lui-même déclaré : « Quand il y a un risque d'une mise en examen d'un ministre, notre devoir est de donner notre démission. »

A moins de considérer que ces déclarations de principe étaient de pure opportunité, on ne voit pas pourquoi ce qui était vrai hier ne le serait plus aujourd'hui. Aussi peut-on s'étonner d'entendre Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement Raffarin, contredire ses prédécesseurs en dénonçant le risque d'une « dérive » au cas où le principe de la présomption d'innocence ne serait pas appliqué à M. Donnedieu de Vabres. La violation des lois sur le financement des partis est une atteinte grave à la démocratie, et la morale publique requiert des services de l'Etat qu'ils soient à l'abri de tout soupçon. La justice innocentera peut-être M. Donnedieu de Vabres, mais, dans l'immédiat, elle le met en cause, et sa mise en cause atteint le crédit du gouvernement auquel il appartient.

Les tentations populistes des libéraux allemands

EXCEPTION bienvenue dans le paysage européen, l'Allemagne paraissait jusqu'à présent épargnée par le populisme, de droite ou d'extrême droite, même si quelques groupes néonazis particulièrement violents s'en prennent de temps en temps aux étrangers et que de petites formations xénophobes enregistrent des succès électoraux éphémères à des scrutins régionaux. Cette situation est liée à l'histoire allemande, au poids du passé, aux inhibitions que, assumé ou occulté, ce passé produit dans le débat politique et intellectuel malgré des retours périodiques du refoulement, vite réprimés.

Or voici qu'un parti respectable, ayant pignon sur rue depuis les années 1950 dans la République fédérale, un parti qui a été au gouvernement pendant des décennies, avec les chrétiens-démocrates comme avec les sociaux-démocrates, se laisse tenter par les sirènes du populisme. Le Parti libéral (FDP), écarté du pouvoir par la coalition rouge-verte en 1998, s'est donné pour objectif de remporter 18 % des suffrages aux élections générales du 22 septembre prochain, alors qu'il y a quatre ans il a eu du mal à franchir la barre des 5 %. Pour y parvenir, il semble prêt à tout, y compris à tenir des discours qui soulèvent l'indignation des vieux libéraux, comme l'ancien ministre des affaires étrangères Hans Dietrich Genscher ou son ancien collègue des finances le comte Otto Lambsdorff.

L'objet du scandale est le vice-président du FDP, chef des libéraux dans le puissant Land de Rhénanie-Westphalie, ex-ministre de l'économie dans les années 1980, qui démissionna à cause de ses amitiés arabes et d'une sombre histoire de conflit d'intérêts dans une affaire de caddies pour super-marchés. Jürgen W. Möllemann est un provocateur et se revendique comme tel. C'est lui qui a inventé le slogan 18 % et, pour arriver à ses fins, il n'hésite pas, selon ses propres termes, à jouer les briseurs de tabous. Parmi ceux-ci, la solidarité avec Israël, qui est un des fondements de la politique étrangère de l'Allemagne démocratique, et le respect des juifs allemands, survivants de la Shoah ou immigrés de fraîche date venant de l'ex-URSS.

Jürgen Möllemann a approuvé à mots couverts les attentats-suicides palestiniens contre la population civile israélienne et accusé le vice-président du Conseil central des juifs en Allemagne, Michel Friedman, d'encourager l'antisémitisme par un comportement insupportable. Pour aggraver son cas, il a accueilli dans le groupe parlementaire libéral du Landtag de Rhénanie-Westphalie, avant d'accepter sa démission, un député allemand d'origine syrienne qui n'avait rien trouvé de mieux que d'accuser le gouvernement Sharon d'utiliser contre les Palestiniens des méthodes nazies, dans un magazine de jeunes révisionnistes allemands.

« LA MASSUE MORALE D'AUSCHWITZ »

L'affaire a donné lieu à une de ces tragi-comédies dont l'Allemagne a le secret, et elle ne serait qu'une péripétie politique si elle ne traduisait le penchant récurrent de certains intellectuels et hommes politiques allemands à se libérer des contraintes de l'histoire, ce que l'écrivain Martin Walser avait appelé, en 1998, « la massue morale d'Auschwitz », en recevant le Prix des libraires de la paix à l'occasion de la Foire du livre de Francfort. Coïncidence ou exploitation d'un climat malsain, Martin Walser récidive en publiant un roman – *La Mort du*

critique – où la majorité de ses premiers lecteurs a retrouvé des clichés antisémites. En 1998, Martin Walser dénonçait « l'instrumentalisation de la Shoah », qui avait pour fonction de faire peser sur les Allemands un sentiment éternel de culpabilité.

Certes, comme le dit son éditeur, « Martin Walser n'est pas le Möllemann de la littérature ». Il n'empêche que la volonté de briser les tabous, d'en finir avec un politiquement correct « trompeur », relève chez le dirigeant libéral et chez l'écrivain d'une démarche analogue. La différence tient sans doute à ce que Jürgen Möllemann ne se pose pas de questions métaphysiques. Il fait et dit ce qui peut lui rapporter des voix. Dans le journal *Neues Deutschland*, il explique que la montée des populistes à la Haider partout en Europe représente « une émancipation des démocrates ».

Neues Deutschland, l'organe des anciens communistes d'Allemagne de l'Est, n'a pas été choisi au hasard, puisque le président du Parti libéral lui-même, Guido Westerwelle, se propose d'arrondir son capital de voix en pêchant aux marges de la gauche et de la droite, chez les mécontents et les abstentionnistes. Embarrassé par les focades de son vice-président, il a tenté de prendre ses distances tout en maintenant le cap consistant à transformer le FDP de parti de notables libéraux en parti protestataire. « Ma génération, explique ce quadragénaire, ne laisse pas endiguer sa liberté de pensée », et il ajoute : « Chaque génération a le droit et le devoir de penser par elle-même. » L'exégèse n'est pas difficile : dans une Allemagne qui, cinquante ans après l'effondrement du nazisme et dix ans après la réunification, a recouvré une certaine normalité, les pesanteurs du passé, le sentiment d'une responsabilité collective, les interdits liés à une histoire tragique ne doivent plus encadrer, voire dominer, le débat politique. Dans cette perspective, la République de

Berlin marque une rupture non seulement avec les pères fondateurs, qui avaient vécu la guerre et rêvaient d'une autre Europe, mais aussi avec la génération des soixante-huitards – personnalités dans la bataille électorale allemande actuelle par Joschka Fischer –, qui réclamaient des comptes à leurs parents parce qu'ils pensaient encore la politique par opposition au national-socialisme. La nouvelle génération, selon Guido Westerwelle, devrait embrasser la politique sans complexe, ce qui ne l'empêche pas de jouer sur de vieux ressentiments et quelques provocations pour faire son miel électoral.

CONTRE-FEUX

Le problème pour ces libéraux *new look* est en même temps une bonne nouvelle pour la démocratie allemande : l'usage du « *politiquement incorrect* », qui a fait les beaux jours de Haider en Autriche et ceux de la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, ne marche pas en Allemagne. Le fond raciste, antisémite, existe dans la société allemande comme dans les autres sociétés européennes, mais il ne trouve pas d'expression politique. Crédité de 12 % d'intentions de vote dans les sondages avant les attaques de Jürgen Möllemann contre la communauté juive et ses représentants, le FDP est retombé à 9 %. Pour être acceptables par les chrétiens-démocrates ou les sociaux-démocrates et revenir ainsi au pouvoir, les dirigeants libéraux se doivent même de renoncer à la rhétorique populiste, sinon ils ne seront pas dignes d'entrer dans une coalition. La tentation n'en reste pas moins présente, liée à une conception a-historique de la « normalité » allemande. La société est encore assez forte, lucide ou complexée, pour résister, mais cette résistance dépend aussi des contre-feux que l'Europe dans son ensemble saura opposer ailleurs à cette nouvelle dérive.

Daniel Vernet

Triomphe modeste

PAR PANCHO



Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenclz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :
Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :
François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;
Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;
Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)
Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

LÉGISLATIVES. C'est par erreur que nous avons présenté comme « définitif France entière » le tableau des résultats du premier tour selon le ministère de l'intérieur, publié dans *Le Monde* du 12 juin, puisqu'il ne comprenait pas les 577 circonscriptions de métropole et d'outre-mer. Nous publions ce tableau définitif en page 10.

Par ailleurs, plusieurs erreurs de saisie ont affecté les résultats publiés dans notre cahier spécial « Résultats » du 11 juin : Paris, 2°. Dans la 2° circonscription de Paris, Anne-Sophie Godefroy-Genin (UDF) obtient 2 366 voix (6,30 %), Maud Gelly (LCR), 379 (1,01 %), Zouheir Ali (div. g.), 264 (0,70 %), Michèle

Idels (CAP21), 226 (0,60 %), Philippe de La Harpe (CPNT), 39 (0,10 %), Charles Le Bouil (Gipda), 7 (0,02 %) ; Charente-Maritime. L'île d'Oléron fait partie de la 5° circonscription de Charente-Maritime, où Didier Quentin (UMP-RPR) est arrivé en tête du premier tour, alors que nous l'avions par erreur rattachée, dans la carte de « une » du cahier résultats, à la 1° circonscription.

TRIANGULAIRES. Jacques Rocca-Serra (UMP-UDF), qui se maintient au second tour dans la 8° circonscription des Bouches-du-Rhône, est arrivé en deuxième position au premier tour, devant le candidat du FN, avec 26,81 % des suffrages exprimés, et non 16,35 %, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du 13 juin.

Au-delà du pacte de stabilité

Suite de la première page

Initialement fixé à 2002, cet idéal de déficit zéro a été repoussé à 2004 après la crise russe, mais il est devenu un court terme fort exigeant. A Barcelone, en mars, la Commission et la présidence espagnole ont réussi, pour la première fois, à le faire adopter solennellement par les chefs d'Etat et de gouvernement, ce qui lui donne une puissance politique. La pression européenne est devenue telle qu'on voit mal comment Jacques Chirac pourrait revenir sur cet engagement sans décrédibiliser la parole de la France dans les conseils européens.

A l'avenir, on peut penser que les quinze ne toléreront plus que l'un des leurs baisse ses impôts avant d'avoir atteint l'équilibre de ses finances publiques, comme l'ont fait la France et l'Allemagne en 2000. Mais ce n'est pas tout. De nouvelles contraintes s'annoncent. Au nom de la défense des finances publiques, les ministres sont en train de s'occuper d'un nouveau dossier, relevant théoriquement des Etats nationaux : celui des retraites. L'idée est que les Etats doivent être en mesure de les financer, s'ils ne veulent pas mettre en péril la monnaie commune. Plusieurs gouvernements estiment désormais que l'équilibre budgétaire est insuffisant : il faut engranger des excédents budgé-

taires pour faire face à l'énorme choc financier et démographique prévisible.

La manœuvre permet de faire glisser les « critères » et de se concentrer moins sur le déficit public annuel que sur le niveau de la dette publique. On progresse en finesse : le strict équilibre budgétaire est arbitraire, soumis à la conjoncture, et ne permet pas de faire la différence entre les pays fortement exposés aux à-coups de la conjoncture mondiale, comme l'Irlande, la Finlande ou l'Allemagne, et ceux qui le sont moins, comme la France – pour cette raison, la barre des 3 % de déficit n'a nullement à être mise en cause pour la France. Mais, ce faisant, la mise sous surveillance de la dette de chaque pays renforce sensiblement la contrainte européenne. Le débat va inévitablement s'ouvrir sur ce sujet.

Le niveau de dette était l'autre critère de Maastricht, à côté des 3 % : l'endettement d'un pays ne devait pas dépasser 60 % du PIB pour être admissible dans la zone euro. Mais, dans les faits, l'Union n'avait pas été très regardante, pour éviter d'exclure l'Italie et la Belgique. Aujourd'hui, les Britanniques le remettent au goût du jour. Ils veulent avoir le droit, contrairement aux autres, de maintenir un déficit budgétaire en 2004, parce que leur niveau de dette est exceptionnellement bas (moins de 40 % du PIB contre près de 60 % pour la France et l'Allemagne) et que leurs retraites sont moins financées par l'Etat que chez les autres membres. Autrement dit, Tony Blair propose une autre stratégie du couple déficit-dette, économiquement

pertinente, dont il faudra bien discuter. L'autre front ouvert, discrètement, en mai, par la Commission concerne la « qualité » des dépenses publiques, et non plus seulement leur niveau. On progresse, là encore, en finesse d'analyse. Il ne s'agit pas de fustiger a priori les Etats qui dépensent beaucoup, mais de voir à quoi ces dépenses sont affectées. L'idée est d'éviter de se voir rétorquer qu'on ne peut pas exiger plus d'éducation, de chercheurs et de policiers, et demander à la fois la baisse des impôts et des finances à l'équilibre.

STATISTIQUES ÉDIFIANTES

Il convient de répondre par avance aux pays qui reprochent au pacte de stabilité de ne pas faire la différence entre les bonnes dépenses, les investissements, qui préparent l'avenir, voire certaines dépenses sociales, qui peuvent justifier des déficits, et les mauvaises, qui couvrent les dépenses de la vie de tous les jours. Le ministre des finances français, Francis Mer, a raison de vouloir ouvrir ce débat, qui va mettre encore plus en valeur les faiblesses... des grands pays européens, France, Allemagne, Italie et Grande-Bretagne, qui, selon la Commission, n'ont pas amélioré depuis dix ans la qualité de leurs finances publiques.

Les statistiques de la Commission sont édifiantes. Depuis vingt ans, les Etats européens ont fait le mauvais choix. Ils n'ont guère augmenté leurs dépenses régaliennes – police, justice, armée, dépenses administratives –, qui se montent à environ 6 % du PIB en Europe. Elles ont été même divisées par

deux en Allemagne, descendant à 3,3 % du PIB. Les dépenses affectées à l'éducation, la santé, la recherche et le développement ont stagné dans les grands pays de l'Union, où elles sont de l'ordre de 10 % du PIB. En revanche, l'Etat social (santé, retraites, allocations familiales, chômage, aide au logement, RMI) ne cesse de progresser. A la fin des années 1990, la part de ces dépenses atteignait 26 % du PIB, soit 2,5 fois plus que dans les années 1960. L'écart avec le Japon et les Etats-Unis dépasse les 10 points de PIB. Même le Royaume-Uni, en dépit de l'ère Thatcher, a vu ses dépenses progresser de 3,9 points (pour atteindre 26,5 % sur la période 1995-1999), tandis qu'elles augmentaient de 3,2 points en France, à 29,1 %.

Cette augmentation généralisée s'explique par une meilleure couverture sociale – création du revenu minimum d'insertion, de la couverture-maladie universelle en France, par exemple. Elle provient surtout de la récession du début des années 1990, qui a conduit à une hausse des dépenses de chômage et de préretraites. S'y ajoute la progression des dépenses de santé, dont la demande croît avec l'enrichissement des populations et l'amélioration de la couverture sociale.

Déficit, dette, qualité des dépenses : sur ces trois aspects, la politique économique des différents pays doit être coordonnée. L'euro oblige à une discipline commune. Il est temps de discuter du contenu du pacte de stabilité, sereinement et sans faux-fuyant.

Arnaud Leparmentier

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Core
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

ENTREPRISES

FINANCE

Déjà disponible à Lyon, Bordeaux, Montpellier, Poitiers, ou encore en Indre-et-Loire et en Bretagne, le porte-monnaie électronique Moneo arrivera à Paris et en ILE-DE-FRANCE LE 6 NOVEMBRE. Fin 2003,

ce moyen de paiement pour les montants inférieurs à 30 euros devrait être accessible dans toute la France. **LES GRANDES BANQUES ET LA POSTE**, présentes au tour de table de la société BMS qui développe

Moneo, en assurent la promotion en intégrant dans les puces des cartes bancaires une option porte-monnaie, dont tout porteur peut demander l'activation. 7 millions de cartes sur 40 millions sont équi-

pées. A Bordeaux, où Moneo a un an, le bilan de l'expérience est **ENCORE MITIGÉ**. En Malaisie, la carte à puce sort de ses fonctions traditionnelles pour servir de passeport.

Le porte-monnaie électronique couvrira toute la France en 2003

L'unification des différents projets bancaires pour les paiements électroniques de petits montants au sein de Moneo permet d'accélérer son déploiement. Les tarifs de ce nouveau service et la faible demande des clients restent les seuls freins à l'enthousiasme de certains commerçants

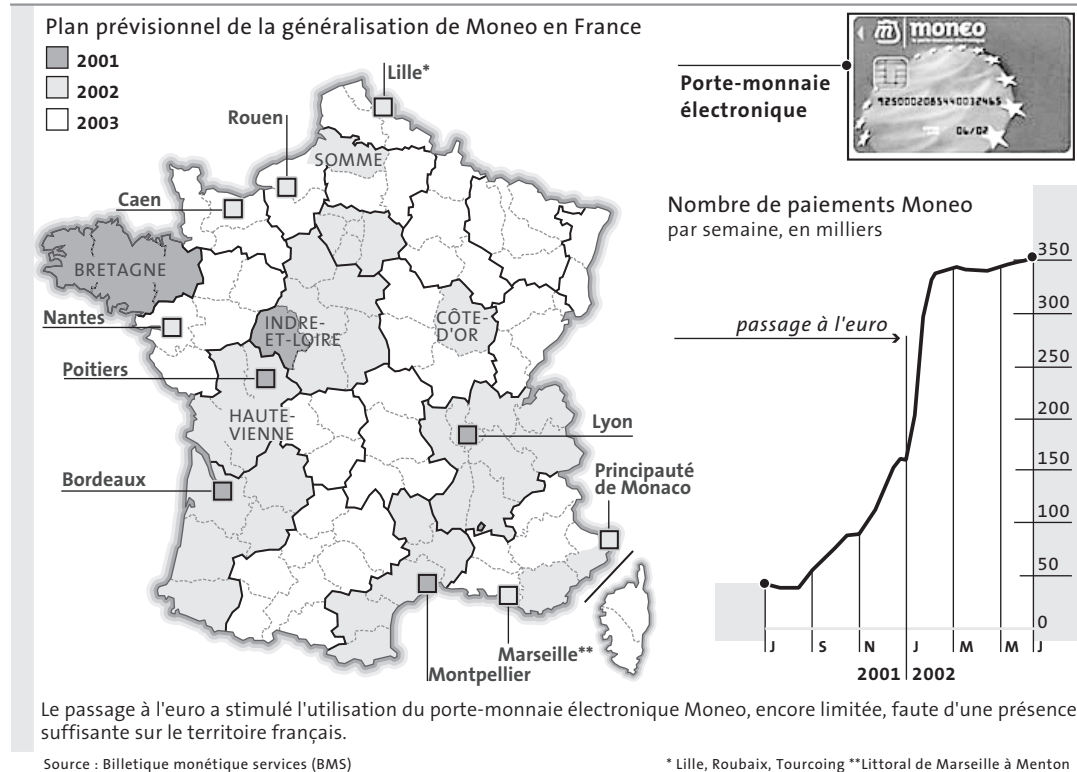
A PEINE arrivé dans les poches des Français, l'euro va-t-il déjà disparaître ? Les pièces et les billets de la monnaie européenne sont concurrencés par le développement en France du porte-monnaie électronique, appelé Moneo. « Il ne vise pas à faire disparaître la monnaie fiduciaire, c'est une commodité », estime Patrick Werner, président de Billettique monétique services (BMS), la société qui développe Moneo, qui est également directeur des activités financières et du réseau grand public de La Poste.

Pourtant, le développement s'accélère : BMS devait annoncer, jeudi 13 juin, le lancement de Moneo à Paris et en Ile-de-France le 6 novembre et l'avancement d'un an de la date de couverture totale du territoire. Fin 2003, toute la population française devrait avoir accès à ce moyen de paiement pour les petits montants (jusqu'à 30 euros). Expérimenté à Tours en 1999, le système fonctionne déjà dans plusieurs régions et grandes villes de France, comme Lyon, Bordeaux, Montpellier, Poitiers, ou encore en Indre-et-Loire et en Bretagne. Dans cette région, où Moneo est installé depuis le début de l'année sur les horodateurs de stationnement, « 20 % des règlements sont faits avec le porte-monnaie électronique, constate Jean-Pierre Ledru, vice-

De petites dépenses

- 1,5 million de transactions par mois sont effectuées, soit 2 par seconde, ce qui représente un total de 6 millions d'euros de règlements.
- Le cap des 12 millions d'opérations de paiement, en cumulé depuis janvier 2000, vient d'être dépassé.
- 90 % des dépenses payées avec Moneo sont inférieures à 10 euros.
- 500 000 utilisateurs et 27 000 commerçants français sont équipés.
- 45 % des transactions sont faites chez les boulangers, 30 % dans les bars-tabacs, marchands de journaux, 4 % dans les automates et 23 % dans des commerces de proximité (restauration rapide, boucheries-charcuteries, pharmacies, supérettes).
- Deux tiers des opérations de rechargement des cartes se font chez les commerçants au moment d'un paiement.
- A la fin de l'année, 60 % du territoire français sera couvert.
- Un tiers des utilisateurs paie avec Moneo lorsqu'ils en ont la possibilité. Les deux tiers utilisent le porte-monnaie électronique en dépannage en cas de manque de monnaie. En moyenne, ils effectuent un paiement par semaine avec Moneo.

LES PETITS PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES SE DÉVELOPPENT



président exécutif de BMS et directeur des moyens de paiement au Crédit agricole. A Rennes, où il est en service depuis deux mois, le taux de substitution dans les horodateurs a déjà atteint les 10 % ». « Fin 2004, on espère qu'au minimum un Français sur dix utilisera Moneo, en moyenne une fois par semaine », indique Pierre Fersztand, directeur général de BMS.

Le porte-monnaie électronique est commercialisé sous plusieurs formes : soit une carte bancaire classique, avec une option Moneo intégrée dans la puce électro-

nique, soit une carte à puce indépendante, avec code d'accès si elle est reliée à un compte ou sans si elle est indépendante. Le porte-monnaie est rechargeable auprès de bornes situées dans les agences bancaires, dans les bureaux de poste ou chez les commerçants, en cas d'urgence, par ponction sur un compte bancaire avec un code. Dans le cas d'une carte bancaire, par exemple, le paiement en dessous de 10 euros est systématiquement débité sur Moneo, au-delà de 30 euros sur la carte bancaire, entre les deux au choix du client.

Le développement du porte-monnaie électronique passe aujourd'hui à la vitesse supérieure, sous l'impulsion des actionnaires de BMS. Au tour de table de la société se retrouvent toutes les grandes banques et établissements financiers français (BNP Paribas, Banques populaires, Caisses d'épargne, Crédit agricole, CCF, CIC, Crédit lyonnais, Crédit mutuel, La Poste, Société générale) ainsi que la RATP, la SNCF et France Télécom. Tous ont un rôle à jouer et un intérêt bien compris dans le développement de Moneo.

Le bilan mitigé de Moneo à Bordeaux après un an d'expérience

BORDEAUX
de notre correspondante

Voilà un peu plus d'un an que le porte-monnaie électronique Moneo a fait son apparition dans la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) et, depuis peu, dans le reste de la Gironde. Près de 26 000 cartes ont été distribuées et chargées depuis son lancement dans le département. Selon la délégation régionale de BMS, la société chargée de commercialiser Moneo, 15 000 personnes s'en servent régulièrement pour des paiements moyens de 3,6 euros. « On devrait doubler le nombre d'utilisateurs d'ici à la fin de l'année », assure Francis Pitié, délégué régional de BMS. A l'automne, les quatre autres départements de l'Aquitaine devraient être équipés.

Dans la CUB, sur les 2 620 commerces potentiellement concernés par le porte-monnaie électro-

que, 940 sont dotés du terminal de paiement dont près de 500 à Bordeaux. « Ce n'est pas suffisant mais nous sommes en train de rattraper notre retard », assure le délégué régional. A Bordeaux, se pose le problème particulier de la répartition géographique du commerce : « A la différence des communes périphériques, il existe peu de quartiers avec une forte concentration de commerces concernés par les petits paiements. Ces "moneolands" favorisent le bouche à oreille et créent un effet démultiplicateur », explique M. Pitié.

A défaut d'influer sur la topographie commerciale, la mairie de Bordeaux a associé Moneo à une carte à puce intégrant l'accès à des services municipaux (musées, piscines, cantines scolaires, horodateurs). L'essai reste à confirmer : moins de 1 % des entrées dans les trois piscines concernées se sont faites

avec Moneo et, en mai, le porte-monnaie a représenté 2,4 % des recettes aux horodateurs.

COÛTTROP ÉLEVÉ

Les boulangeries, pharmacies et bars-restaurants sont les plus nombreux à avoir adhéré au principe du porte-monnaie électronique. Suivent les salons de coiffure, commerces de fleurs, blanchisseries, confiseries et restaurants rapides. Seuls 3,5 % des débits de tabacs, soit 23 commerces, ont joué le jeu. « Le mot d'ordre était de ne pas prendre Moneo, explique Bruno Raphard, président de la chambre syndicale des buralistes de Gironde, car le coût d'utilisation est trop élevé et le délai de paiement trop long. Je ne condamne pas le produit, il faut vivre avec son temps. Mais je n'apprécie pas la manière dont les banques nous l'ont imposé. »

Frédérique Suire, propriétaire

d'une brûlerie rue Fondaudège à Bordeaux, un quartier « Moneoland » où réside le maire Alain Juppé (RPR), n'a même pas cherché conseil auprès de son banquier. Sa décision est sans appel : « Je n'en ai pas l'utilité, personne ne me l'a demandé et les gens maîtrisent bien la monnaie. Je préfère garder mes euros sous mon manteau », sourit-elle.

Dans les commerces alentour, les avis sont partagés : « C'est bien mais cher pour le commerçant et cela ne m'a pas apporté plus de clients », fait remarquer le boulanger. « C'est pratique, surtout pour les personnes âgées et nous n'avons pas besoin de chercher la monnaie, tempère la responsable de la papeterie voisine. Mais on pensait que cela

marcherait mieux. » Le chiffre d'affaires réalisé avec Moneo ne dépasse pas 1 %. Sur le trottoir d'en face, dans la boucherie-épicerie, « très peu de gens s'en servent, souffle le jeune boucher, Stéphane Bury. Certains vont même retirer de l'argent au distributeur d'en face alors qu'ils ont Moneo sur eux. En fait, ils n'ont pas envie de bouleverser leurs habitudes ». Et aucun commerçant de la rue ne se rappelle avoir vu Alain Juppé, auquel les responsables de BMS ont offert Moneo, s'en servir. « De nouvelles applications sont étudiées, il y a des opportunités, plaide M. Pitié, qui rappelle : la carte bancaire a bien mis vingt-cinq ans avant d'être généralisée. »

Cécile Prudhomme

La Malaisie lance la carte à puce qui fait passer les frontières

KUALA LUMPUR
correspondance

Aux guichets de l'immigration de l'aéroport flambant neuf de Kuala Lumpur, il y a clairement ceux qui l'ont, et les autres. Ceux qui l'ont disparaissent en quelques secondes, huit exactement, le temps de rentrer dans un sas type porte de métro, de poser leur carte à puce ou leur passeport magique dans la corbeille lectrice, de mettre leur pouce sur la plaque en verre, et de passer ainsi la frontière de Malaisie en un temps record, sous l'œil envieux des autres, les voyageurs immobilisés dans d'interminables queues, avec en main les bons vieux passeports en papier de l'ancien monde.

Le sésame électronique qui ouvre ainsi les portes du pays ressemble toutefois à un passeport normal, à l'exception de sa dernière page, rigide à cause du petit cadre métallique qui protège la puce, entre deux épaisseurs de papiers. Le processus n'est pas seulement plus rapide, il serait également plus sûr. Le prix de fabrication d'un faux passeport électronique aurait découragé les éventuels faussaires.

« Le passeport électronique, c'est déjà dépassé », déclare toutefois Tan Say Jim, direc-

teur d'Iris et l'un des inventeurs du concept, dans son bureau du MSC, Media Super Corridor, la Silicon Valley locale, au sud de Kuala Lumpur. Depuis septembre 2001, la Malaisie a en effet lancé, d'abord dans une zone limitée, un type « encore plus nouveau » de passeport électronique, désormais réduit à une carte à puce, laquelle cumule les mandats. Hormis la fonction de passeport, la « smartcard » malaisienne fait aussi acte de pièce d'identité (ce qu'un passeport n'est pas), de permis de conduire, de carte de santé et de porte-monnaie électronique. Elle peut servir à payer les factures de téléphone, eau et électricité dans des automates bancaires adaptés. Les projets abondent pour en faire une carte électorale ou téléphonique, une carte à péages routiers ou une carte de crédit.

« INFRASTRUCTURE DIGITALE »

Ces 3 grammes de plastique et quelques milligrammes de silicone devraient remplacer à terme tout le contenu du portefeuille. GMP, le consortium fabricant, en a déjà fourni 2 millions (pour une population de 22,2 millions de personnes) au gouvernement, qui devrait élar-

gir l'expérience à tout le pays d'ici peu. « Ce ne sont pas des pièces d'identité que nous livrons au gouvernement, c'est de l'infrastructure digitale », estime Tan Say Jim, qui voit dans cette carte une autoroute vers une administration digitalisée et sans papier. Qui dit carte à puce dit lecteurs de carte : il faut donc parallèlement équiper la police, les banques, les routes, les hôpitaux.

Reste que la fonction de passeport n'a d'intérêt que si d'autres pays la reconnaissent. Or pour le moment, seuls les Etats-Unis ont acheté vingt terminaux malaisiens, disséminés à travers leurs principaux aéroports. Des négociations sont en cours avec Singapour, l'île républicaine voisine et principale partenaire de la Malaisie. Iris affirme en outre que sa « carte-couteau suisse » intéresse d'autres pays, en Asie (notamment l'Indonésie et la Birmanie) et en Europe. Le gouvernement conseille toutefois aux « sans-papiers » qui voyagent avec leur passeport électronique d'avoir sur eux leurs « vrais » papiers, en attendant que le reste du monde se modernise.

Florence de Changy

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
LITTÉRAIRES

Deux dossiers

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

Les salariés de Lustucru font grève pour obtenir 2 % de la vente du groupe familial à Panzani

Au 31^e jour du conflit, mercredi 12 juin, les forces de l'ordre ont évacué l'usine sans incident. Des négociations sont menées sous l'égide du préfet pour satisfaire cette revendication originale

MARSEILLE

de notre correspondant

En grève depuis le lundi 13 mai, les salariés de Rivoire & Carret-Lustucru (RCL) ont débouqué, mercredi

REPORTAGE

L'idée d'une « prime exceptionnelle de cession » a été reprise dans toutes les usines

matin 12 juin, l'entrée des usines d'Arles, de Marseille-La Pomme et du siège social marseillais. Autorisée quelques jours plus tôt par la vice-présidente du tribunal de grande instance, l'intervention des forces de l'ordre, au trente et unième jour du conflit, n'a provoqué aucun incident. Les piquets de grève ont été spontanément levés.

Ce conflit est né de l'annonce le 27 mars, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, de la cession du groupe Lustucru à Panzani, filiale de Paribas Affaires Industrielles. Il est actuellement détenu par les Skalli, une famille qui, après son rapatriement d'Algérie, avait acquis des semouleries et s'était lancé dans la distribution de vins. La vente doit être conclue à la fin du mois de juin. Elle englobe le siège social de RCL, où travaillent 130 employés et 70 commerciaux, l'usine de traitement de riz d'Arles (150 salariés), celles de pâtes sèches de Marseille (120 salariés) et d'Ourscamp dans l'Oise (150 salariés), l'unité de fabrication de pâtes fraîches de Lyon-Vaise ainsi que les Moulins Maurel à Marseille et les Moulins de Normandie à Caen. Le ministère de l'Économie a rendu un avis favorable à cette cession mais la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes l'a condition-



ANNE-CHRISTINE POUJOL/AFAP

Le 12 juin, un salarié en grève est posté devant l'usine Lustucru de Marseille-La Pomme, qui a été évacuée par la police à 6 heures, au trente et unième jour d'occupation.

née à la revente par Panzani de l'activité pâtes sèches, afin d'éviter une position dominante sur un marché dont, en rachetant RCL, le groupe détiendrait plus de 45 %.

Panzani a fourni « des garanties formelles d'emploi » aux salariés des usines d'Arles, où sont produites 45 000 tonnes de riz commercialisé sous les marques Lustucru et Tau-reau ailé, et d'Ourscamp (Oise) qui fabrique 42 000 tonnes de pâtes sèches. Lancée à Arles, la revendication d'une « prime exceptionnelle de cession » de 1 200 euros par salarié et par année d'ancienneté a été reprise à Marseille, où le conflit avait démarré sur une revendication d'augmentation de 8 %.

« NOTRE PART DU GÂTEAU »

« Nous réclamons 2 % du prix de vente estimé du groupe (500 millions d'euros), en récompense de trente années d'efforts », n'a cessé d'expliquer au cours des derniers jours Serge Bonutti, délégué syndical CGT à Arles. Lors de l'occupation du siège social par les salariés de l'usine de La Pomme, un slogan a fait florès :

« Fini les pâtes à l'eau, on veut notre part du gâteau. »

Les actionnaires avaient accepté, la semaine dernière, un « volet social » en faveur des 200 salariés du siège social qui, du fait d'une fusion, risquent de perdre leur emploi. Un protocole d'accord prévoit le versement par la famille Skalli d'une somme calculée en fonction de l'ancienneté et de l'âge. « On a demandé à l'actionnaire de laisser une enveloppe sur la table pour ne pas partir comme un voleur, explique Christian Catoia, délégué central CGC. Qu'est-ce que vous voulez faire d'autre ? »

Lors d'une consultation, ce « volet social » a été accepté par 75 des 80 personnes présentes. A la demande du préfet des Bouches-du-Rhône, les représentants CGT des usines d'Arles et de Marseille, derniers points de crispation, ont négocié, avec la direction, mercredi 12 juin, dans les locaux de la direction départementale du travail. A l'issue de ces discussions, Marc d'Anglejan, directeur général de RCL, assurait au Monde qu'une

« issue positive » se dessinait. Le principe d'une extension aux salariés des usines de l'accord négocié pour les salariés du siège aurait été adopté. « La direction a répondu à l'inquiétude des salariés par la mise en place d'un volet social complémentaire », a expliqué M. d'Anglejan. La famille Skalli a ainsi le souci d'apporter des garanties à ceux avec lesquels elle a travaillé pendant des années. »

Ces projets d'accord, dont les modalités n'ont pas été rendues publiques, devaient être présentés, jeudi matin 13 juin, devant les assemblées générales. En l'absence de l'annonce par Panzani d'un reprenneur des pâtes sèches, les salariés n'ont toujours pas de réponses à leurs questions. « Qui sera le reprenneur ? Qu'est-ce qu'on fera de nous ? », s'interrogent les « Lustucru » de Marseille-La Pomme qui, à l'image de leur leader CGT Daniel Pachadian, tentent de conserver leur humour : « On a de quoi tenir, les salariés de Lustucru ont droit à six kilos de pâtes par mois. »

Luc Leroux

Une stratégie de croissance pour résister au leader mondial Barilla

LE MARCHÉ des pâtes se concentre. Panzani, le leader français, est en train d'avaloir son rival historique Lustucru, numéro trois du marché. Barilla, le leader mondial, fait actuellement main basse sur le boulanger allemand Kamps, ajoutant cette nouvelle activité à ses deux autres divisions : les pâtes et les produits surgelés GranMilano. La vénérable maison Barilla, à 125 ans d'âge, ne semble pas rassasiée par cette acquisition en cours. En décembre 2001, l'entreprise, qui réalise un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros, avait racheté au Mexique les pâtes de l'américain Kraft Foods. Guido Barilla, son président, vient d'annoncer à l'agence Reuters qu'il n'allait pas s'arrêter là. Des acquisitions outre-Atlantique dans le secteur des pâtes sont envisagées « à très court terme ».

Panzani et Barilla, les deux principaux acteurs du marché français, avec respectivement 33,6 % et 16,7 % de parts de marché selon le cabinet Xerfi, ont choisi la croissance externe. Les pâtes sèches sont certes un produit de consommation courante, mais le marché est ce qu'on appelle mature : les Italiens en mangent 28 kilos par an,

les Français 7 kilos. Un peu plus de 1 milliard d'euros sont dépensés dans l'Hexagone pour les spaghettis, tagliatelles et autres pâtes aux œufs. Ces volumes, importants, restent globalement stables. « Le marché peine à décoller », note Anne-Marie Le Cain, de Xerfi. Les pâtes sont encore le féculent le plus vendu en France, loin devant le riz, la purée ou les légumes secs. Mais la mode du « naturel » favorise les légumes frais. Par ailleurs, les pâtes sèches sont un aliment de base qui a attiré les fameuses marques de distributeurs. En France, ces produits commercialisés par Carrefour, Monoprix ou bien Auchan se sont emparés du quart du marché.

FANTAISIES ET CUISSON RAPIDE

Pour continuer à croître, Barilla, Panzani mais aussi Lustucru ont d'abord choisi de monter en gamme, et d'innover pour se différencier des produits de distributeurs. « En 2001, la croissance de la consommation des ménages a atteint 2,2 % en valeur et a été alimentée par les lancements et le renouvellement des gammes », explique M^{me} Le Cain. Pâtes fraîches, fantaisie, pro-

duits à cuisson rapide... Chaque concurrent cherche de nouveaux relais de croissance : Lustucru a lancé une gamme pour enfants, Patolaït, et a raccourci, en 2001, de trois minutes le temps de cuisson de ses pâtes en sachet. Barilla a continué d'investir le segment des pâtes farcies, en croissance de 5,6 %. Panzani s'est développé sur le haut de gamme en lançant les pâtes Giovanni Panzani.

Autre piste : la diversification. Comme Fleury-Michon, Panzani et Lustucru ont lancé des restaurants de pâtes. Mais la croissance externe est une solution plus rapide. Barilla, on l'a vu, est en train d'ajouter une nouvelle activité de boulangerie industrielle à son portefeuille. Panzani, en rachetant Lustucru, devient ainsi leader des pâtes fraîches, un segment en pleine croissance. Pour des raisons de position dominante, le numéro un français ne peut acquiescer l'activité pâte sèches de Lustucru. Deux noms de reprenneurs sont avancés, l'italien Colussi ou le savoyard Chiron.

Laure Belot

Les banques italiennes BNL et Monte dei Paschi étudient une fusion

Elles formeraient le quatrième groupe bancaire de la Péninsule

MILAN

correspondance

Une nouvelle – et dernière – fusion pourrait intervenir dans le paysage bancaire italien. Les dirigeants de la Banca Nazionale del Lavoro (BNL), la sixième banque du pays, et de Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), la quatrième, se sont réunis mardi 11 juin pour examiner un projet d'alliance. Cette rencontre, selon MPS, constituait un premier pas pour évaluer les caractéristiques stratégiques d'une éventuelle intégration. Le rapprochement des deux banques donnerait naissance au quatrième groupe bancaire italien.

Après un an et demi de contacts peu fructueux, les discussions entre la banque romaine et son homologue toscane sont enfin entrées dans le vif du sujet. Le gouverneur de la banque centrale italienne n'y est pas pour rien : Antonio Fazio, qui a la haute main sur le secteur bancaire, a déclaré au cours de son discours annuel, le

31 mai, que le processus de concentration lui semblait désormais terminé, sauf pour « une dernière possible importante opération ». Le gouverneur n'avait pas cité de noms, mais les marchés avaient immédiatement identifié en BNL et MPS. M. Fazio a laissé entendre que cette fusion sera la dernière qu'il autorisera : « De nouvelles agrégations détermineraient une réduction de la concurrence », a-t-il affirmé.

Malgré cette bénédiction de la Banque d'Italie, la marche vers la fusion entre MPS et BNL s'annonce plutôt longue. Les deux instituts de crédit sont issus de cultures très différentes : Banca Monte dei Paschi, la plus ancienne banque du monde (elle est née en 1472 !) a été introduite en Bourse voilà trois ans, mais reste contrôlée à 66 % par une fondation publique regroupant notamment les collectivités territoriales de Sienne. BNL, contrôlée longtemps par le ministère du trésor, a été privati-

sée en 1998 et a comme actionnaire principal la banque espagnole Banco Bilbao Viscaya Argenteria (BBVA, près de 15 %), les assurances Generali (7,25 %) et BMPS (4,75 %). Forte d'une capitalisation en Bourse pratiquement double de celle de sa consœur, MPS souhaite imposer une fusion à son avantage, tandis que BNL défend, elle, une fusion entre égaux.

NÉGOCIATIONS ARDUES

Les récentes indiscretions du quotidien économique *Il Sole-24 Ore*, évoquant la possibilité pour la fondation MPS de racheter la part de BBVA dans BNL, ont envenimé le climat. Le président de la BNL, Luigi Abete, a fustigé l'hypothèse qu'une fondation de droit public prenne le contrôle, sans passer par le marché, d'une banque privée. Il a expliqué mardi que l'important était « l'équilibre entre des actionnaires qui ont le marché comme référence et partagent un projet de développement ». « Dans le cas

contraire, on ne parle pas d'alliance mais d'acquisition », déclare-t-il.

Les négociations seront ardues. Les dirigeants de BNL ne souhaitent pas passer sous les fourches caudines de leur concurrent mais une banque peut difficilement s'opposer à M. Fazio. Le total de bilan de MPS s'est établi en 2001 à 117 milliards d'euros et celui de BNL à 91,5 milliards d'euros. De plus, la fusion ferait émerger un grand groupe bancaire dans les régions centrales du pays (la seule MPS détient une part de 30 % du marché en Toscane) alors que ses concurrents comparables (Intesa BCI, Unicredit, Sanpaolo IMI) sont surtout enracinés au Nord.

Les banques seraient également complémentaires : MPS a beaucoup développé l'activité traditionnelle envers les familles et les petites et moyennes entreprises, tandis que BNL dispose de bons rapports avec les administrations.

Marie-Noëlle Terrisse

Nouvelles mises en examen dans l'affaire de blanchiment entre Israël et la France

22 millions de francs auraient été détournés

LE CIRCUIT de blanchiment d'argent sale entre la France et Israël apparu dans l'affaire de la Société générale pourrait avoir été mis à profit par des entreprises et des associations caritatives pour détourner des fonds et les soustraire au fisc. Deux chefs d'entreprise, un ancien responsable de Radio J et le trésorier de l'association humanitaire Maguen David, ont été mis en examen pour des faits d'abus de biens sociaux ou de recel de ce délit, par la juge d'instruction Isabelle Prévost-Desprez. La justice paraît reprocher au dirigeant de deux centres Leclerc et à celui de l'entreprise Ris Optique d'avoir utilisé ce système notamment grâce à la complicité du trésorier, rabbin à la retraite, de l'association Maguen David, présidée par son épouse.

Selon l'accusation, des démarcheurs se seraient entendus avec les entreprises auprès desquelles ils sollicitaient des dons pour récupérer, en espèces, un pourcentage des sommes versées à l'association. Les entreprises, qui déclaraient au fisc ces donations, gagnaient sur deux tableaux puisqu'elles déduisaient le montant versé tout en récupérant une partie des fonds. L'association Maguen David, à en croire l'enquête, aurait été destinataire d'un tiers des sommes partagées. Son trésorier, situé, selon les enquêteurs, à une place stratégique, a contesté les faits qui lui sont reprochés. Deux autres associations d'aides aux enfants handicapés et aux enfants de déportés, ainsi que Radio J, auraient aussi été utilisées pour sortir des espèces. Près de 22 millions de francs (3,35 millions d'euros) auraient été détournés entre 1998 et 2001. Des questions subsistent sur le degré de connaissance que pouvaient avoir les membres des associations sur ces pratiques. Une possible escroquerie de la part des seuls démarcheurs n'est pas écartée.

Ces faits s'intègrent dans une affaire qui a déjà conduit à la mise en examen de plus de 90 personnes. Après avoir poursuivi de nombreux banquiers, suspects d'avoir

laissé perdurer ce réseau de blanchiment, et d'autres utilisateurs du système – commerçants, membres de la communauté Loubavitch –, la justice s'attaque à un réseau qui semble s'être greffé sur un circuit bâti grâce aux vides réglementaires existant en matière de contrôle des chèques venant de l'étranger. Au lieu de déposer les chèques de leurs clients dans leur banque, en France, les aigrefins les échangeaient dans des bureaux de change en Israël contre des espèces. Les bureaux de change les transmettaient à leurs banques qui, à leur tour, les retournaient en France, pour les toucher auprès des établissements hébergeant les comptes de leurs auteurs.

Ce nouveau volet a été ouvert après le recueil des confidences d'un ancien dirigeant de Radio J, mis en examen, qui a affirmé à la justice qu'il avait participé à un système de fausses facturations de messages publicitaires jamais diffusés. Le montant des factures, qui échappait à l'impôt sur les sociétés,

Des entreprises et des associations caritatives auraient soustrait des fonds au fisc

aurait été ensuite injecté dans le système de blanchiment et partagé par les protagonistes. Ces affirmations, dont la teneur a été confirmée devant le juge par un démarcheur, ont aiguillé les recherches vers les comptabilités de plusieurs sociétés. C'est ainsi que les enquêteurs ont pu découvrir les versements au profit de l'association Maguen David, qui disposait d'un compte à la Fondation de France.

Le propriétaire des centres Leclerc, mis en examen, aurait versé, entre 1997 et 1999, près de 1,5 million de francs et en aurait récupéré une partie. L'argent, à partir du compte ouvert à la Fondation de France, aurait transité notamment par Israël avant de revenir en France, par l'intermédiaire de la Barclay's. Le dirigeant de Ris Optique a admis l'existence des dons, mais il a affirmé n'avoir jamais rétrocédé d'argent. Interrogé, mercredi 12 juin, son avocat, M^{re} Maurice Lantourne, a argué du fait que son client n'avait nul besoin d'espèces : « Son entreprise est prospère et toutes les prestations étaient réelles. Il n'avait aucun intérêt à accepter de telles pratiques puisque le paiement de l'impôt, dans les règles, lui offrait un gain supérieur à celui qu'il pouvait espérer en participant au système décrit. »

Questionné, mercredi, le défenseur du trésorier de Maguen David, M^{re} Jacob Naouri, s'est refusé à tout commentaire. Contactées, l'association Maguen David et Radio J n'ont pas donné suite aux sollicitations du Monde. Enfin, la Fondation de France, par la voix de la directrice du mécénat, Dominique Lemaître, a assuré l'attachement de cette institution au « principe de transparence ». Tout en espérant ne pas avoir été victime d'une escroquerie, elle a expliqué que la Fondation avait mis fin, en 2001, à l'hébergement de ce type de compte créé pour aider les petites associations.

Jacques Follorou



publications judiciaires

47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

À la demande de la SPEDIDAM et du SNAM agissant à l'encontre de la société BMG en raison d'utilisations non autorisées de disques de commerce, la Cour d'Appel de PARIS, par arrêt en date du 26 janvier 2000, a confirmé en toutes ses dispositions la décision du 30 avril 1997 du Tribunal de Grande Instance de PARIS, et a :

« Dit que la reproduction du phonogramme de commerce « MY SONG OF YOU » pour la réalisation d'une vidéomusique produite par la société BMG et diffusée par la société M6 sans l'autorisation des artistes-interprètes, est illicite ;

« Condamné en solidum les sociétés BMG et M6 à payer à la SPEDIDAM la somme de 20.000 francs en réparation du préjudice subi par les artistes-interprètes concernés ;

« Condamné les sociétés BMG, M6, la SSCP et le SNEP à payer au SNAM et d'autre part à la SPEDIDAM la somme de 7.000 francs par application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile. »

Le Lloyd's se dote d'un nouveau président

LE MARCHÉ britannique de l'assurance, le Lloyd's, a annoncé, mercredi 12 juin, l'arrivée à sa présidence de Peter Levene, 61 ans, actuellement dirigeant à la Deutsche Bank et ancien maire de la City. C'est la première fois en plus de trois siècles d'histoire que le Lloyd's se dote d'un président extérieur au secteur de l'assurance. M. Levene remplacera à la fin de l'année Sax Riley, qui a initié il y a deux ans la plus importante réforme structurelle du Lloyd's depuis sa création. Le marché de l'assurance, qui vient d'afficher des pertes records en 2001 en raison des attentats du 11 septembre et de l'explosion de l'usine chimique AZF, promet plus de transparence pour attirer les investisseurs et réduire la part des particuliers.



AFP

Nouvel engagement hors bilan pour France Télécom

FRANCE TÉLÉCOM n'avait pas tout dévoilé lors de l'opération vérité menée à l'occasion de la publication de ses résultats annuels 2001, en mars. Selon une note de la banque HSBC, citée par le quotidien *La Tribune* dans son édition du jeudi 13 juin, l'opérateur français doit faire face à un nouvel engagement hors bilan de 457 millions d'euros. Cet engagement est lié à la cession de la société britannique Crown Castle International. Lors de cette opération, France Télécom avait cédé 17,7 millions d'actions de ce câblo-opérateur à une institution financière et s'était engagé à payer la différence entre le prix de vente fixé à 28,5 euros et le cours de l'action en juin. Or, celui-ci n'est plus que de 4 dollars (4,23 euros), ce qui oblige l'opérateur français, dont l'endettement massif dépasse les 61 milliards d'euros, à déboursier encore 457 millions d'euros.

UBS Warburg en tête du palmarès des analystes

LE GROUPE D'INFORMATION FINANCIÈRE et technologique Thomson Financial a publié, le 11 juin, le classement paneuropéen Extel des meilleurs analystes financiers de la City. 3 500 professionnels de la finance dans 42 pays ont été interrogés via Internet. Pour 2002, c'est l'équipe de la banque UBS Warburg qui obtient le premier prix de la recherche en actions, suivie de celle de Schröder Salomon Smith Barney, puis de Deutsche Bank. Viennent ensuite celles de Merrill Lynch, HSBC Securities, Dresdner Kleinwort Wasserstein, Investec Henderson Crosthwaite Securities, Goldman Sachs, Crédit suisse, First Boston, ABN AMRO. Pour la France, Exane et Crédit agricole Indosuez Chevreux arrivent en tête.

Infineon reprend les semi-conducteurs d'Ericsson

LE NUMÉRO DEUX européen des semi-conducteurs, Infineon, a signé, mercredi 12 juin, un accord avec le deuxième fabricant mondial de téléphones mobiles Ericsson pour lui racheter sa division microélectronique, moyennant 400 millions d'euros en actions. Le suédois est engagé dans un vaste plan de recentrage alors que l'allemand est à la recherche de la taille critique. La division microélectronique, qui fabrique des puces pour la téléphonie mobile, enregistre un chiffre d'affaires d'environ 300 millions d'euros. L'allemand Infineon poursuit sa stratégie de rachats et d'alliances, après avoir négocié pendant des mois en vain la reprise de son concurrent coréen Hynix, et créé, début mai, une coentreprise avec le taïwanais Nanya. La nouvelle n'a cependant pas inversé la tendance négative sur le titre en Bourse : Infineon a perdu 6 % le 12 juin.

À LA BAISSÉ

Action Infineon en euros à Francfort



INDUSTRIE

■ **AUTOMOBILE** : les immatriculations de voitures neuves dans l'Union européenne ont baissé de 7,9 % en mai par rapport à mai 2001, selon les chiffres publiés jeudi 13 juin par l'Association des constructeurs européens d'automobiles. Depuis le début de l'année, les immatriculations en Europe ont reculé de 3,7 %.

■ **IMCLONE** : l'ancien PDG de la société de biotechnologie américaine, Samuel Waksal, a été formellement inculpé mercredi par la justice américaine de délit d'initié et remis en liberté moyennant une caution de 5 millions de dollars. M. Waksal aurait vendu fin 2001 un important montant d'actions avant d'annoncer de mauvaises nouvelles.

SERVICES

■ **CONSIGNIA** : la poste britannique contrôlée par l'Etat a annoncé jeudi une perte record de 1,1 milliard de livres (1,72 milliard d'euros) en 2001 ainsi que la confirmation de la suppression de quelque 17 000 emplois (sur 200 000 personnes au total).

FINANCE

■ **CRÉDIT SUISSE** : le deuxième groupe bancaire suisse a annoncé le 12 juin près de 500 suppressions de postes d'ici fin 2003, essentiellement dans la banque privée afin d'économiser 68 millions d'euros.

■ **SEC** : le gendarme des marchés boursiers américains, la Securities and Exchange Commission (SEC), a proposé le 12 juin de nouvelles règles en matière d'information financière imposant notamment aux principaux responsables des entreprises de certifier le contenu des informations trimestrielles et annuelles de leur firme.

CONJONCTURE

■ **ENTREPRISES** : le gouvernement Raffarin a réaffirmé, mercredi, son objectif de créer plus d'un million de PME nouvelles d'ici cinq ans en agissant sur « le soutien à la création, la simplification des formalités et l'encouragement à la prise de risque ».

Le jury du procès Andersen se déclare « incapable de prendre une décision unanime »

La juge Melinda Harmon lui a demandé de reprendre ses délibérations, jeudi 13 juin, en précisant qu'il doit considérer l'accusé comme innocent « si les preuves ne sont pas suffisantes »

NEW YORK

de notre correspondant

Après sept jours ininterrompus de délibération, les douze jurés du procès criminel intenté par le gouvernement américain contre le cabinet Arthur Andersen LLP ont informé la juge Melinda Harmon qu'ils étaient incapables de prendre une décision consensuelle. « Nous ne parvenons pas à prendre une décision unanime », a indiqué le jury dans une note adressée mercredi 12 juin en fin de journée à la magistrate. Selon la loi américaine, les neuf hommes et trois femmes réunis quelque part à Houston (Texas) sont en effet tenus de parvenir à une décision à l'unanimité.

Après avoir consulté des juristes, la juge Harmon a donné instruction au jury de tenter tout de même de parvenir à un verdict, leur rappelant qu'ils doivent considérer l'accusé comme innocent si « les preuves ne sont pas suffisantes ».

Les banques pour un report du « décret convoyeurs »

APRÈS avoir saisi le Conseil d'Etat en février 2001, les banquiers affirment clairement qu'elles ne seront pas en mesure d'appliquer le « décret convoyeurs » du 18 décembre 2000, qui les contraint à sécuriser l'accès à l'argent liquide des convoyeurs et de leurs fourgons dans les agences.

D'après le texte, la mise en conformité par les banques des 28 000 agences doit être effective au 31 décembre. Mais entre 30 % et 50 % des agences ne pourront pas être en règle avec la loi, estime Michel Pébereau, le nouveau président de la Fédération bancaire française (FBF), le plus souvent pour des raisons administratives. « Il faut donc que ce délai soit modifié sinon nous ne serons plus en mesure de délivrer des fonds au public dans ces agences, puisque cette loi est assortie de sanctions pénales », a-t-il précisé. Face à ce risque de sanctions, « les banques n'auront pas d'autre choix que de suspendre le service d'espèces fourni dans les agences ou par les automates », précise la FBF.

M. Pébereau a donc demandé le 12 juin le prolongement du délai d'application de cette loi, évoquant des difficultés de mise en œuvre pour les banques. « Cette loi est difficile d'application, puisqu'elle traite du chemin à parcourir entre le camion de transport de fonds et nos agences, ce qui pose des problèmes administratifs et de travaux à effectuer avec les collectivités locales », a-t-il expliqué sur Radio classique.

« PAS DE PROBLÈMES DE FRAIS »

Entre 40 et 50 semaines sont nécessaires pour réaliser des aménagements lourds, selon les banques. Faux, estiment les convoyeurs de fonds. « Lorsqu'une banque veut installer un distributeur, elle le fait en moins de deux mois et cela ne lui pose généralement pas de problèmes de frais », rétorque Patrick Noszkowicz, de la CFDT Transports, qui relève que les commerçants, également concernés par le décret, sont « plus coopératifs ».

D'après la Fédération, les attaques contre les convoyeurs de fonds ne représentent que 5 % des attaques globales, et celles-ci ont généralement lieu en circulation, et non devant les agences. Les banques estiment ainsi que ces aménagements relèvent davantage de la sécurité publique.

Les banques étudient actuellement des solutions alternatives. Le recyclage des billets, dont elles pourraient se charger en interne, fait notamment l'objet de discussions avec la Banque de France. « Cela permettrait de limiter le recours aux transporteurs de fonds, qui va déjà être réduit avec le développement du porte-monnaie électronique », explique la FBF.

pour enlever un doute raisonnable ». Elle a ajouté : « Rappelez-vous aussi, après avoir délibéré et pris en compte l'ensemble des preuves dans cette affaire, qu'il est de votre devoir de prononcer un jugement si vous pouvez le faire sans aller à l'encontre de votre conviction. » Elle a ensuite renvoyé les jurés dans leur hôtel. Ils reprendront jeudi matin les délibérations, commencées le 6 juin.

La procédure inhabituelle consistant à insister auprès d'un jury en situation de blocage pour qu'il prenne une décision s'appelle « allen charge » ou « dynamite charge ». Elle consiste à inciter les jurés minoritaires à éventuellement réviser leur position. Le jury doit décider si Andersen a sciemment ou non fait obstruction à la justice en détruisant des documents liés au contrôle des comptes d'Enron pour les soustraire à une enquête de la SEC (Securities Exchange Commission), l'autorité des marchés. Pour la défense, les destructions étaient de pure routine et ne visaient en aucun cas à entraver l'enquête de la SEC. Le procès avait commencé le 6 mai.

Rusty Hardin, le principal avocat d'Andersen, se montrait particulièrement optimiste mercredi soir, où il a déclaré croire à un acquittement. Même si le jury ne parvenait pas à se prononcer, M. Hardin estime qu'il s'agirait déjà d'une « victoire ». L'accusation, le Département de la justice, aurait alors à décider de reprendre ou non le pro-

Paradoxalement, ce procès est sans doute encore plus important pour le gouvernement que pour le cabinet

cès de zéro avec de nouveaux jurés. « Selon l'accusation, un jugement de cette affaire ne devait pas prendre plus de trois heures », a ironisé M. Hardin.

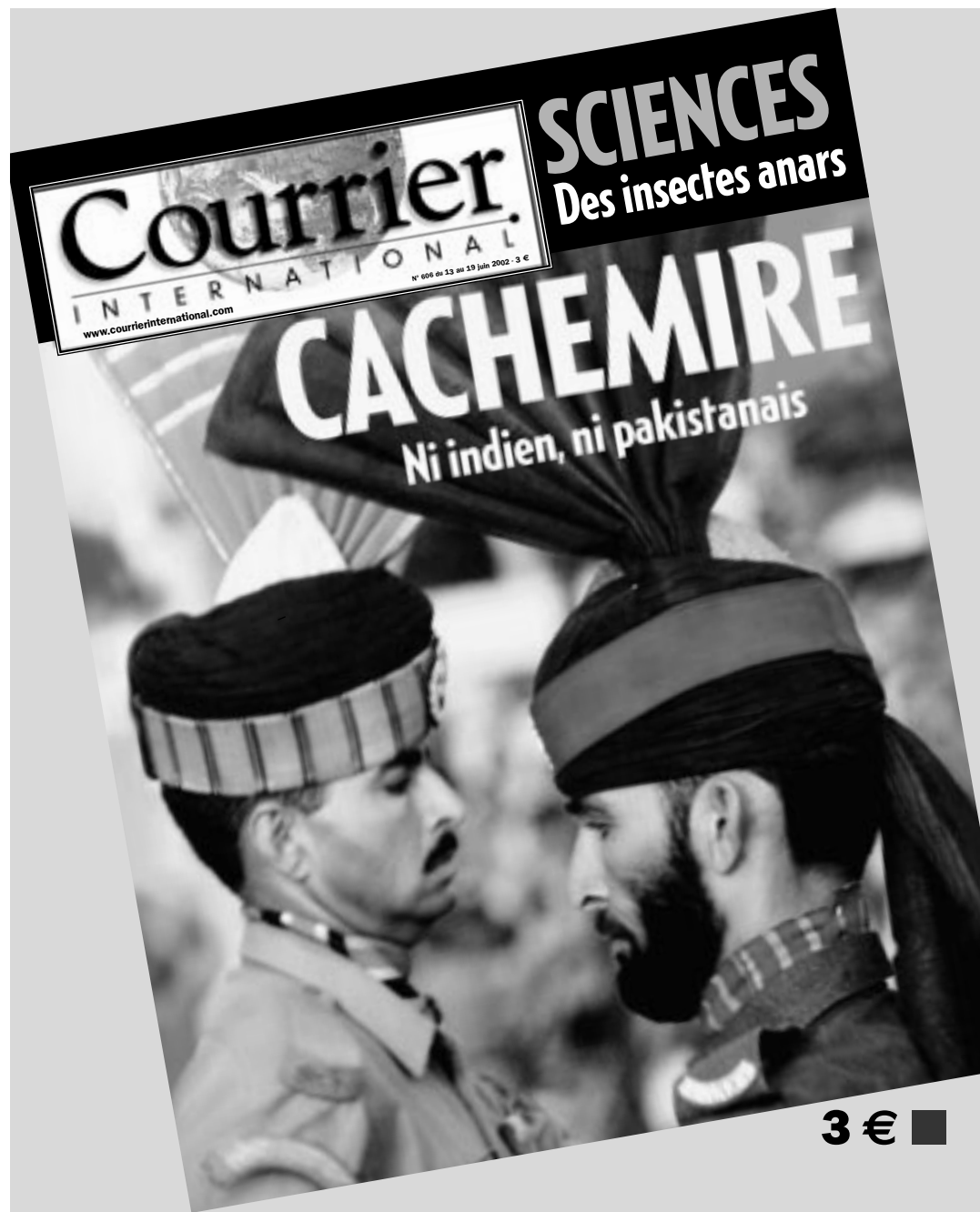
Un verdict de culpabilité signifierait la mort du cabinet Andersen.

La procédure Microsoft ira à son terme

La juge fédérale Colleen Kollar-Kotelly a rejeté, mercredi 12 juin, la demande de Microsoft d'annuler le procès intenté par neuf Etats américains, l'estimant « sans mérite ». Microsoft avait déposé fin février sa demande d'annulation, estimant que seul le département de la Justice (DoJ), avec lequel il avait conclu un accord à l'amiable en novembre 2001, « avait l'autorité exclusive pour établir une politique nationale en matière de concurrence ». Cette décision de la juge intervient à une semaine des plaidoiries finales de Microsoft et des Etats, le 19 juin. Une décision dans ce procès qui a démarré le 18 mars est attendue au cours de l'été.

La Cour d'appel avait confirmé en juin 2001 le jugement selon lequel Microsoft avait violé la loi antitrust, mais avait annulé l'ordre de démantèlement du groupe, renvoyant le dossier en première instance. Les Etats en procès réclament que Microsoft soit obligé d'offrir une version « modulable » de son système d'exploitation Windows. Le DoJ a estimé que les Etats qui n'avaient pas signé l'accord pouvaient légitimement poursuivre leur action.

Eric Leser



3 €

DOSSIER Pourquoi l'Europe a besoin des immigrés

FRANCE La presse étrangère juge Chirac

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

Michèle Cotta, directrice générale de France 2

« La publicité est un gage d'indépendance du service public »

L'ancienne journaliste, qui prend sa retraite de France Télévisions, juge dangereuse la privatisation de la chaîne publique

LA DIRECTRICE générale de France 2, Michèle Cotta, quittera la chaîne publique vendredi 14 juin. Journaliste politique, elle a débuté à *L'Express*, fut chef du service politique du *Point*. Ancienne présidente de Radio France, de 1981 à 1982, puis présidente de la Haute Autorité (le CSA de l'époque), elle a dirigé, en 1987, l'information à TF1 fraîchement privatisée. M^{me} Cotta devrait prendre, le 1^{er} juillet, la présidence du groupe de chaînes du câble et satellite AB Sat (RTL9, XXL, Action). Elle redéfinira, pour *Le Monde*, la notion de chaîne publique. Son adjoint, Christopher Baldelli, lui succède.

Estimez-vous que votre chaîne remplit sa mission de service public quand elle se positionne comme la concurrente directe de TF1 ?

La réflexion doit être plus européenne que française. Partout en Europe, le service public s'est organisé avec une première grande chaîne généraliste pour tous publics propose tous les genres de programmes, en confrontation avec les chaînes commerciales. Il y a aussi, souvent, une chaîne régionale et, parfois, une troisième chaîne plus intellectuelle. Je pense que c'est la bonne stratégie, la seule capable de garantir l'équilibre du paysage audiovisuel français.

Le ministre de la culture et de



la communication, Jean-Jacques Aillagon, estime que le service public ne remplit pas sa mission culturelle, les différences de programmes entre TF1 et France 2 ne sont pas forcément visibles.

Les gens comme les gouvernants ne voient pas de différences entre le privé et le public et pourtant, elles existent. Nous, nous, construisons nos grilles dans une logique d'offre la plus large possible et la plus diversifiée possible. Le privé, lui, répond à une demande, sans souci de variété. Sur France 2, nous nous attachons à montrer tous les genres de programmes, des documentaires des magazines d'information à des heures de grande audience, sans renoncer au divertissement. Les fictions que nous produisons sont très diversifiées alors que TF1, elle, ne propo-

se, à longueur d'année, que toujours les mêmes héros récurrents. J'ai souvent éprouvé la juste mesure entre la nécessité de trouver un public large et l'exigence culturelle permanente qui me paraît justifiée. Nous devons diffuser des émissions religieuses, culturelles, de spectacle vivant. Nous sommes au confluent d'exigences différentes. Il y a une nécessité d'audience qui me paraît justifiée et une exigence culturelle permanente.

Certains pensent que trois chaînes publiques, c'est trop. Pensez-vous que la privatisation de France 2 est l'ordre du jour ?

Le débat sur la privatisation n'est pas ouvert. Il est relancé d'une manière récurrente. On peut comprendre que les convoitises soient énormes. La publicité fait espérer des gains considérables sans voir qu'il existe aussi des risques énormes de perte - souvenez-vous de La 5. Si on privatisait la chaîne, on romprait avec un équilibre qui me semble bon. Et la création en pâtirait. En 1986, quand j'étais à la tête de la Haute Autorité, j'étais persuadée qu'il fallait privatiser TF1 et je n'ai jamais défendu un service public unique.

Que répondez-vous aux Etats généraux de la création audiovisuelle, qui militent pour un service public sans publicité ?

Trop de publicité tue la liberté. En revanche, la publicité laisse une marge de manœuvre par rapport au pouvoir, c'est un gage d'indépendance du service public. Lorsque l'Etat a décidé que nous aurions 4 minutes en moins de publicité par heure, l'idée était de couper les tunnels entre 19 heures et 22 h 30. Cela n'a pas fonctionné. Les tunnels se sont presque renforcés.

Le service public ne peut pas être pieds et poings liés à un financement étatique, cela me fait peur. Autant que je l'ai vécu, les pressions des annonceurs ont toujours été bien moindres que celle de l'Etat bailleur de fonds.

Dans l'esprit de certains, le service public est à la solde du gouvernement. Avez-vous subi des pressions politiques à la tête de France 2 ?

Je n'ai pas eu de pression individuelle et je n'ai jamais de conversation de ce genre avec Marc Tessier [PDG de la holding France Télévisions]. Récemment, un journaliste de France 2 a été interpellé par Alain Juppé, qui lui a dit : « Vous utilisez mal votre carte du Parti socialiste. » Nous avons diffusé ce passage dans un reportage, preuve qu'il n'y a pas de pression politique.

Que changeriez-vous aux obligations de France 2 ?

Il y a une vraie réflexion à mener sur le concept de « culture » à la télévision. Je pense au spectacle vivant, comme l'opéra ou le théâtre. Actuellement, celui-ci ne compte dans nos obligations que s'il est filmé en présence du public. Mais de cette façon, le spectacle vivant se fait tuer par la télévision. Il faudrait pouvoir faire des aménagements, assouplir les conditions de tournage et adapter un peu le format pour qu'il puisse être aimé à la télévision. Je voudrais qu'à un moment, les gens réfléchissent en dehors des lobbys.

On pourrait aussi revoir les obligations de diffusion du cinéma. Aujourd'hui, France 2 ne peut pas diffuser des films le mercredi, le samedi ni le dimanche avant la première partie de soirée. Notamment parce que les distributeurs ont peur de la concurrence avec les salles. C'est une erreur, ce ne sont pas les mêmes personnes qui vont dans les salles et celles qui regardent la télévision. Nous pourrions éviter la confrontation avec TF1 le dimanche soir.

Vous vous dites opposée à la télé-réalité mais dans votre grille d'été, vous présentez « Make My Day » qui ressemble fort à de la télévision réalité ?

Ce programme n'est pas de la télé-réalité. C'est une émission en-

registrée sur le mode de la caméra invisible. La télévision réalité est une télévision sans filtre, analysant la vie intime et non intime quotidienne d'inconnus sélectionnés dans un décor reconstitué. Le paradoxe, c'est que la télé-réalité n'est pas la réalité. Il n'y aura pas de cette télévision sur France 2 mais des innovations sont possibles. On pourrait envisager, par exemple, de filmer le concours du Conservatoire jusqu'à l'entrée d'un jeune comédien à la Comédie-Française.

France 2 n'a pas eu droit à la Coupe du monde de football à cause des tarifs pratiqués. Quelle importance accordez-vous au sport ?

Nous ne nous félicitons pas de la défaite de l'équipe de France de football dès le premier tour de la Coupe du monde mais nous nous félicitons maintenant de ne pas avoir donné tout l'argent demandé en échange de ces droits. La situation a parfois été humiliante, j'ai été écoeuvrée de ne pas avoir eu les moyens de participer, contrairement à la RAI et à la BBC, à cette surenchère. Mais c'était le bon choix. Nous nous attachons là encore à la variété des sports, le tennis avec Roland-Garros, le tour de France, la Coupe d'Europe de rugby.

Vous êtes atteinte par la limite d'âge dans le service public et vous devriez rejoindre le privé, chez AB SAT. Etes-vous liée à une clause de confidentialité ?

Il n'y en a pas dans mon contrat, je pourrais partir ailleurs demain matin. Mais je suis consciente de cette question. C'est pourquoi je ne vais pas faire la même chose sur une autre chaîne. Je ne me suis jamais occupée du dossier du câble et du satellite. Ce sera pour moi quelque chose de nouveau.

Propos recueillis par Florence Amalou et Bénédicte Mathieu

Le CSA veut entendre les dirigeants de Canal+

DOMINIQUE BAUDIS, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), a indiqué mercredi 12 juin qu'il souhaitait entendre « très prochainement » les dirigeants de Canal+ SA et du groupe Canal+ (Vivendi Universal). Il a confirmé avoir reçu, vendredi 7 juin, un courrier de Jean-Marie Messier en réponse aux questions posées par le CSA suite au départ de Pierre Lescure de la présidence de la chaîne.

M. Baudis a précisé que le Conseil juge nécessaire de convoquer les nouveaux dirigeants : Eric Licoys, président du conseil de surveillance de la chaîne, Dominique Farrugia, président de Canal+ SA et Xavier Couture, président du groupe Canal+. En question : l'identité du garant des engagements vis-à-vis du CSA, les relations de Canal+ avec le cinéma, l'utilisation du fichier d'abonnés, les liens entre la chaîne cryptée et VU et la communication des comptes consolidés. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »**. Les associés de la Société des rédacteurs du *Monde* sont convoqués, vendredi 28 juin, à 15 heures, pour leur assemblée générale ordinaire. Cette réunion se tiendra à l'Institut agronomique de Paris (amphithéâtre Tisserand), 16, rue Claude Bernard, 75005 Paris. Ordre du jour : mouvements d'associés, rapport d'activité du conseil d'administration, approbation des comptes, quitus au conseil d'administration, rapport de la commission des salaires, élection de cinq administrateurs, pouvoirs à conférer, questions diverses.

■ **PRESSE : France Soir lancera vendredi 14 juin** un supplément hebdomadaire d'information locale à Paris, de vingt pages intitulé « Une semaine à Paris ». Celui-ci pourrait être le premier d'une série de suppléments locaux. Le tirage se situera entre 35 000 et 45 000 exemplaires. - (AFP)

France 2, navire-amiral de France Télévisions

● **Histoire**. D'abord deuxième chaîne au sein de l'ORTF, puis Antenne 2 à partir de 1975, la chaîne publique est devenue France 2 en septembre 1992 au sein d'une nouvelle holding, France Télévision, regroupant France 2 et France 3. Elles seront rejointes en janvier 1995 par la Cinquième, devenue France 5.

● **Les chiffres**. 21,1 % de part d'audience moyenne sur France 2 en 2001, et 25 % pour le journal de 20 heures. France 2 emploie

1 624 salariés dont 300 journalistes. Son budget, 930 millions d'euros, est financé à 65 % par la redevance.

● **Les programmes phares**. France 2 vient de signer un nouveau contrat avec Jean-Luc Delarue (Réservoir Prod) qui produit notamment « Ça se discute » (33,4 % de part d'audience moyenne en 2001). « Un gars, une fille » réalise sur sa part 27,2 % d'audience et « On a tout essayé », 18,4 %.

Les tractations s'intensifient autour des dépouilles du groupe Kirch

La holding Taurus a déposé son bilan. TF1 s'intéresse à ProSiebenSat 1

TANDIS QUE les derniers pans de Kirch s'écroulent, les spéculations se multiplient autour de l'avenir des activités du défunt empire. Ultime signe de décomposition de l'ex-géant des médias allemands, la holding familiale de tête de la constellation, Taurus Holding, a déposé son bilan mercredi 12 juin.

Cette société, toujours contrôlée par le magnat déchu Leo Kirch, entraîne dans sa chute une des trois filiales phares de l'empire, Kirch Participation. Sur la sellette depuis des mois, les deux entités avaient pour l'instant évité le pire après la mise en cessation de paiement des deux autres piliers de l'empire, KirchMedia (télévision gratuite, négoce des droits audiovisuels), le 8 avril, puis KirchPayTV (télévision à péage), le 8 mai.

Ce dénouement attendu pourrait accélérer le dépeçage d'une galaxie étouffée par son surendettement. Ses créanciers négociant toujours en coulisse avec un double objectif : récupérer une partie de leur mise et assurer la survie des activités les plus viables. Au temps de sa splendeur, le groupe employait près de 10 000 personnes, pour l'essentiel concentrées dans son fief munichois.

MONTÉE EN PUISSANCE

Le sort de KirchMedia fait l'objet de sollicitations multiples. Car ce pôle est considéré comme la principale étoile de la constellation : il chapeaute, en effet, des actifs très rentables dans le domaine de la télévision généraliste (avec 52,5 % de ProSiebenSat1, au coude à coude en Allemagne avec les chaînes de RTL Group), et à la haute main sur le catalogue de droits audiovisuels qui fit la force de Leo Kirch.

Mercredi, TF1 a d'ailleurs confirmé d'étudier le dossier des chaînes Pro Sieben et Sat 1. La chaîne a « remis une déclaration d'intérêt » à la banque SBS Warburg, chargée

de disperser les actifs de KirchMedia. TF1 a déjà pris langue avec le groupe de presse allemand Springer. In fine, la chaîne française souhaite devenir « coopérateur des chaînes Pro Sieben et Sat 1, avec un partenaire allemand qui puisse régler les problèmes politiques », signale Patrick Le Lay, président de TF1. Pour l'heure, aucune estimation de ProSiebenSat1 n'a été communiquée aux acheteurs potentiels. Cette acquisition permettrait à la chaîne privée française de s'implanter pour la première fois en dehors de son marché domestique. Aujourd'hui, seule la chaîne



TF1 souhaite « un partenaire allemand qui puisse régler les problèmes politiques »

PATRICK LE LAY

paneuropéenne Eurosport assure la présence internationale de TF1. A l'inverse, le groupe Lagardère a démenti avoir le moindre intérêt pour les deux chaînes privées allemandes.

Une autre solution semble monter en puissance. La Commerzbank (à hauteur de 40 %), le groupe de presse WAZ (40 %) et les studios américains contrôlés par le japonais Sony, Columbia Tristar (20 %), sont sur le point de former un consortium afin de s'emparer de KirchMedia. D'après les trois associés, selon les détails donnés mercredi par la Commerzbank, l'ensemble vaudrait entre 1,8 et 2,5 milliards d'euro. « Il s'agit de placer KirchMedia en Bourse. Nous sommes ouverts à de nouveaux partenaires », a indiqué un des dirigeants de la Commerzbank, mercredi. L'éditeur allemand Bauer et des investisseurs extérieurs au média comme le géant de la distribution Rewe sont intéressés.

Reste à savoir si les différents candidats vont pouvoir se mettre d'accord : la WAZ, tout comme les studios Columbia, pourraient être tentés par une prise de contrôle majoritaire des actifs qu'ils convoitent.

Suivi de près par la classe politique, le rapprochement entre KirchMedia et la WAZ constituerait sans aucun doute une double révolution dans le paysage médiatique allemand. Le secteur télévisuel privé est dominé par la concurrence acharnée entre Kirch et RTL Group, fleuron de Bertelsmann. En jetant son dévolu sur KirchMedia, la WAZ, un poids lourds de la presse écrite allemande, monterait en puissance dans le secteur audiovisuel, où il est peu présent. Pour l'instant, il est associé aux côtés de Bertelsmann au tour de table de RTL Group. Mais sa participation (7,4 %) est avant tout considérée comme un placement financier : l'éditeur originaire de la Ruhr ne détient aucun pouvoir opérationnel au sein du numéro un de l'audiovisuel privé européen.

La prise de contrôle de KirchMedia et donc de ProSiebenSat1, fiertés du magnat conservateur Leo Kirch, constituerait par ailleurs une revanche pour la WAZ, un ensemble réputé proche des sociaux-démocrates.

Le groupe de presse a, ces dernières semaines, essayé en vain de profiter de la débâcle de Kirch pour s'emparer de ses 40 % dans le groupe de presse Springer : une offre fermement rejetée par l'actionnaire de référence de l'éditeur propriétaire de *Bild* et de *Die Welt*. Cette maison, dont la réputation conservatrice n'est plus à faire, s'offusquait de tomber dans l'escarcelle d'un éditeur d'un autre bord.

Philippe Ricard (correspondant à Francfort) avec Guy Dutheil

Un jeudi sur deux

Challenges

le news de l'économie

SPÉCIAL APRÈS BAC

Fac

Les filières qui cartonnent

Prépas

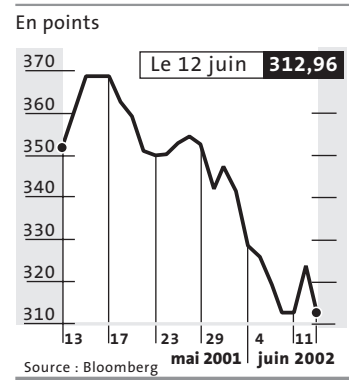
Toutes les classes au banc d'essai

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Wall Street remonte, les places européennes reculent

WALL STREET et les places financières européennes ont à nouveau évolué en sens inverse, mercredi 12 juin, pour le deuxième jour consécutif. Les valeurs européennes ont fortement reculé, réagissant au recul des marchés américains enregistrés la veille, alors que Wall Street s'est repris, après avoir atteint, le jour précédent, son plus bas niveau de l'année. A New York, l'indice Dow Jones s'est apprécié de 1,06 %, jeudi, à 9 617,71 points, et l'indice Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a progressé de 1,47 %, à 1 519,12 points. Le marché s'est montré indécis et nerveux, appréciant les prévisions optimistes émises par Motorola et Procter & Gamble sur leurs résultats, mais s'inquiétant de l'inculpation d'un ancien PDG de la firme ImClo-

EURO STOXX TÉLÉCOMMUNICATION



ne pour délit d'initié.

Dans la zone euro, l'indice Euro Stoxx des cinquante premières valeurs a reculé de 2,70 %, jeudi, à 3 176,95 points, affecté par la lourde chute des titres Nokia (- 5,67 %, à 13,30 euros) et France Télécom (- 5,52 %, à 17,81 euros). Nokia a souffert de la révision en baisse des objectifs des analystes de Morgan Stanley et Schroder Salomon Smith Barney, alors que le titre avait progressé de 5,94 % la veille, les courtiers saluant ses prévisions d'activité et de rentabilité. De son côté, le titre France Télécom a été pénalisé par de nouvelles inquiétudes sur les implications de son désengagement de sa filiale allemande Mobilcom et les révélations sur de nouveaux engagements hors bilan de 457 millions d'euros sur Crown Castle International. Equant, la société de réseaux de données pour les entreprises, a également perdu 14,56 %, sur des rumeurs de désengagement de France Télécom.

Les valeurs technologiques et pharmaceutiques ont aussi pesé sur la tendance. A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 2,55 %, à 4 004,76 points. A Francfort, le Dax a baissé de 2,08 %, à 4 510,19 points. A Londres, l'indice Footsie a cédé 1,68 %, à 4 851,70 points. A Tokyo, l'indice Nikkei a reculé de 1,61 %, jeudi 13 juin, à 11 144,84 points.

Adrien de Tricornot

LES MARCHÉS financiers ont été agités, mercredi 12 juin, même en l'absence de fortes nouvelles économiques. Alors que la banque centrale américaine a signalé que la reprise était inégale selon les régions aux Etats-Unis, le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde contre la fragilité des marchés financiers mondiaux.

LE DOLLAR RECULE

L'euro a tenté une incursion au-dessus du seuil de 0,95 dollar, mercredi. A 0,9503 dollar, la monnaie unique a retrouvé ses niveaux de janvier 2001. Sans nouvelle économique forte, le billet vert continue à abandonner progressivement du terrain alors que les marchés financiers restent instables. Les investisseurs recherchent l'équilibre entre les placements risqués ou non, c'est-à-dire entre les actions et les obligations. Mercredi, les taux longs européens se sont détendus, profitant d'une préférence des investisseurs pour les obligations au détriment des actions, de nouveau mal orientées, et de la décélération de la hausse des prix en France. Le rendement de l'emprunt du Trésor français à 10 ans est passé mercredi à 5,17 %, contre 5,20 % la veille.

LE LIVRE BEIGE DE LA FED PRUDENT

Le résumé économique compilé par la banque de Réserve fédérale américaine (Fed) d'Atlanta, publié mercredi au sein du Livre beige (Beige Book), était plus que mesuré. « Les informations obtenues des banques fédérales régionales montrent que l'activité économique a progressé dans l'ensemble à un rythme modéré à la fin avril et en mai », souligne la Fed d'Atlanta. Elle reconnaît qu'« il s'agit d'une croissance modérée et inégale, avec des signes d'amélioration dans

CHRONIQUE DES MARCHÉS

PERFORMANCE DES SECTEURS BOURSIERS

	Etats-Unis	Europe	Japon
Biens de consommation cycliques	11,5	8,0	4,0
Industries cycliques	3,2	7,8	4,5
Technologies, médias, télécoms	- 8,4	- 12,3	8,1
Banques et financières	3,8	0,7	- 5,3

Source : Bloomberg/FMI

certaines secteurs, de faiblesse ou de ralentissement dans d'autres ». De son côté, le National Bureau of Economic Research (NBER), organisme chargé de la datation des cycles de l'économie américaine, a déclaré mercredi qu'il n'était pas encore en mesure d'assurer que la récession dont il avait fixé la date de début à mars 2001 était terminée aux Etats-Unis. Cet institut a néanmoins constaté que des signes pointent dans ce sens, et notamment l'emploi, qui n'a cessé de se dégrader entre mars 2001 et mars dernier, et qui s'est amélioré en avril et mai. « D'autres signes montrent que le repli de l'activité qui avait commencé en 2001 semble être arrivé à sa fin », écrit le NBER.

DES MARCHÉS VULNÉRABLES, SELON LE FMI

Le redressement de l'économie américaine laisse entendre que la Réserve fédérale finira par remonter ses taux pour accompagner ce mouvement. Dans son rapport trimestriel sur la stabilité financière mondiale, publié mercredi, le Fonds monétaire international (FMI) constate que les marchés à terme américains ont

d'ores et déjà comptabilisé dans les cours une hausse des taux de la Réserve fédérale américaine allant de 1 % à 1,25 % d'ici à la fin de l'année, avec un premier resserrement dès le mois d'août. En Europe, le FMI note que les marchés s'attendent à une hausse des taux de la Banque centrale européenne de trois quarts de point au total, dont un quart à l'automne et un demi avant la fin de l'année.

Le FMI met surtout en garde contre la fragilité des marchés financiers mondiaux, que l'institution estime vulnérables à une déception sur le front des résultats financiers des entreprises et à la mauvaise santé des banques japonaises. L'institution a souligné toutefois que la reprise économique amorcée au début de l'année a contribué à une amélioration générale de la situation. « Pour le moment, les perspectives à court terme des marchés financiers des pays développés sont en grande partie libres de toute menace imminente, principalement du fait de la reprise de l'économie mondiale », a indiqué Gerd Hausler, directeur du FMI pour les marchés financiers.

« Mais il y a une source d'incertitude qui est le niveau et la qualité des résultats financiers des entreprises », a-t-il ajouté. Le rapport montre que « le risque d'une correction boursière provoquée par des résultats financiers décevants reste une possibilité, non seulement aux Etats-Unis mais aussi dans d'autres régions. De plus, la qualité de ces résultats financiers fait l'objet d'une grande attention dans la foulée d'Enron et d'autres faillites retentissantes (...). Un rebond de ces résultats est nécessaire pour justifier les valorisations boursières actuelles et pour encourager les dépenses en investissements des entreprises qui restent l'élément manquant dans la reprise ».

Cécile Prudhomme

LES BOURSES DANS LE MONDE 13/6, 9h50

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
UNION EUROPÉENNE									
ALLEMAGNE	DAX Index	4564,21	13/6	5467,31	19/3	4486,49	12/6	21,80	
	Euro Neu Markt Price IX	738,46	13/6	1212,43	4/1	748,59	7/6		
AUTRICHE	Austria traded	1263,13	13/6	-0,22	1368,18	2/5	1109,88	9/1	13,90
BELGIQUE	Bel 20	2597,59	13/6	0,18	2906,75	24/4	2592,76	12/6	13,10
DANEMARK	Horsens Bnex	253,31	13/6	0,77	280,92	26/3	247,94	7/6	
ESPAGNE	Ibex 35	7480,10	13/6	1,25	8608,50	4/1	7381,00	12/6	17,80
FINLANDE	Hex General	5947,03	13/6	1,34	9224,38	4/1	5651,12	11/6	15,10
FRANCE	CAC 40	4049,44	13/6	1,12	4720,04	4/1	3968,66	7/6	18,90
	Mid CAC	1963,91	13/6	-1,11	2176,89	2/4	1929,16	2/1	14,60
	SBF 120	2838,19	13/6	0,97	3263,90	28/3	2789,52	7/6	7,80
	SBF 250	2680,16	12/6	-2,28	3081,89	28/3	2680,15	12/6	17,90
	Indice second marché	2430,72	12/6	-0,90	2567,01	15/5	2287,72	2/1	16,90
	Indice nouveau marché	783,86	13/6	0,71	1175,41	7/1	771,48	12/6	
GRÈCE	ASE General	2291,84	13/6	0,00	2655,07	3/1	2160,28	16/4	17,40
IRLANDE	Irish Overall	5125,09	13/6	0,46	6085,02	18/1	4611,79	20/3	12,80
ITALIE	Milan Mib 30	2892,00	13/6	0,88	33548,00	17/4	28012,00	7/6	19,20
LUXEMBOURG	Lux Index	1076,99	12/6	-1,02	1169,47	14/1	821,61	30/4	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	451,60	13/6	1,04	531,45	18/4	446,97	12/6	16,00
PORTUGAL	PSI 20	7068,70	13/6	0,08	7998,50	4/1	7043,79	7/6	16,00

EUROPE Jeudi 13 juin 9h50

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTOMOBILE	3215,47	-1,21
BANQUES	230,95	-0,35
PRODUIT DE BASE	276,46	-0,94
CHIMIE	208,63	-0,57
TÉLÉCOMMUNICATIONS	342,42	-0,90
CONSTRUCTION	318,30	-1,71
CONSOMMATION CYCLIQUE	232,08	-0,98
PHARMACIE	121,41	-1,14
ÉNERGIE	406,56	-1,38
SERVICES FINANCIERS	325,22	-0,21
ALIMENTATION ET BOISSON	210,54	-0,62
BIENS D'ÉQUIPEMENT	242,48	-0,37
ASSURANCES	338,73	-0,33
MÉDIAS	270,78	-1,83
BIENS DE CONSOMMATION	229,68	-1,36
COMMERCE ET DISTRIBUTION	355,15	-0,53
HAUTE TECHNOLOGIE	286,25	-0,91
SERVICES COLLECTIFS	318,82	-2,52
	277,68	-0,51

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	18,84	-1,18
AEGON NV	20,35	-0,74
AIR LIQUIDE	166,70	-0,54
ALCATEL A	10,75	-2,77
ALLIANZ N	220,80	-0,82
AVENTIS	70,10	2,04
AXA	19,94	-5,45
BASF AG	46,05	-1,77
BAYER	33,13	-0,85
BAYR.HYP.U.VERBK	34,44	-0,67
BBVA	12,37	-0,98
BNP PARIBAS	57,10	-1,87
BSCH	8,83	-1,85
CARREFOUR	54,90	-1,20
DAIMLERCHRYSLER N	50,26	-0,32

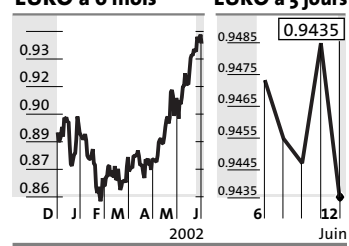
MARCHÉ DES CHANGES 13/6, 9h50

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,79553	0,94390	1,47030	0,63890
TOKYO (¥)	125,71500		118,61000	184,85560	80,33675
PARIS (€)	1,05980	0,84290		1,55830	0,67720
LONDRES (£)	0,68015	0,54095	0,64170		0,43460
ZURICH (FR. S.)	1,56510	1,24495	1,47650	2,30105	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4318	7,4405
COURONNE NORVÈGE	7,4157	7,4243
COURONNE SUÉDOISE	9,1380	9,1400
COURONNE TCHÉQUE	30,1696	30,6573
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6587	1,6610
DOLLAR CANADIEN	1,4491	1,4503
DOLLAR HONGKONG	7,3532	7,3580
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9182	1,9216
FORINT HONGROIS	241,0080	241,8433
LEU ROUMAIN	31478,0000	31542,0000
ROUBLE	29,6039	29,6385

EURO à 6 mois



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
ROYAUME UNI									
	FTSE 100 index	4872,60	13/6	0,43	5362,29	4/1	16,70		
	FTSE techMark 100 index	929,63	13/6	0,41	1569,61	4/1	115,60		
SUÈDE	OMX	627,10	13/6	1,07	878,88	4/1	618,48	12/6	21,30
EUROPE									
HONGRIE	Bux	7982,35	12/6	-0,42	9019,42	7/5	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1275,82	12/6	-0,39	1413,85	21/3	1142,61	7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15559,44	12/6	0,09	16423,34	25/1	13842,30	2/1	222,10
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	460,70	13/6	0,33	479,39	10/5	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	396,15	11/6	-0,14	425,42	20/5	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	6171,20	13/6	0,48	6740,60	17/5	6059,10	6/2	75,70
TURQUIE	National 100	10010,17	13/6	3,15	15071,83	8/1	9524,86	11/6	14,00
AMÉRIQUES									
ARGENTINE	Merval	275,72	12/6	-3,38	471,33	6/2	274,94	10/6	
BRÉSIL	Bovespa	12132,98	12/6	-0,63	14495,28	18/3	11943,25	13/5	9,00
CANADA	TSE 300	7359,56	12/6	-0,53	7992,70	7/3	7390,27	11/6	24,00
CHILI	Ipsa	89,07	13/6	-0,79	102,37	4/1	89,70	11/6	
ETATS-UNIS									
	Dow Jones ind.	9617,71	12/6	1,06	10673,09	19/3	9450,87	12/6	20,10
	Nasdaq composite	1519,12	12/6	1,47	2098,87	9/1	1474,56	12/6	41,60
	Nasdaq 100	1123,34	12/6	2,03	1710,22	9/1	1100,58	11/6	38,30
	Wilshire 5000	9660,32	12/6	0,53	10983,40	19/3	9598,63	7/6	
	Standards & Poors 500	1020,26	12/6	0,66	1176,96	7/1	1012,48	7/6	19,60
MEXIQUE	IPC	6801,65	12/6	-0,89	7611,12	11/4	6365,72	14/1	12,30

FRANCFORT

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
HEYDE	0,04	33,33
CARRIER ONE	0,05	25,00
SOFTMATIC AG	0,06	20,00
MOBILCOM AG	8,09	12,05
HAMBURGISCHE ELECT	33,71	8,74
ARNDT	1,00	7,53
MANIA TECHNOLOGIE	2,14	7,00
Plus mauvaises performances		
BRUEDER MANNESMANN	2,05	-25,45
BIODATA INF TECH	0,10	-23,08
MEDIA	0,32	-20,00
TRIA IT SOLUTIONS	0,66	-14,29
TELESENSKCL	0,25	-13,79
ARTSTOR	0,07	-12,50
DIALOG SEMICONDUCT	2,24	-11,81

LONDRES

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
SCOOT.COM	0,01	18,18
WOOLWORTHS GROUP	0,46	5,81
JARVIS	3,30	4,60
WOOD GROUP (JOHN)	2,30	4,55
EMBLAZE SYS	0,92	2,22
DIXONS GROUP	2,21	2,19
BCR GROUP	10,54	2,03
Plus mauvaises performances		
ARM HOLDINGS	1,66	-8,06
BRITISH BIOTECH PL	0,09	-7,50
WPP GROUP	6,46	-6,92
PILKINGTON PLC	0,99	-6,64
TRAFFICMASTER	0,33	-5,71
SPIRENT	1,07	-5,32
GRANADA	1,21	-5,12

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 13/6					
	Taux 1 j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	
FRANCE	3,32	3,47	5,17	5,52	
ROYAUME-UNI	3,30	4,18	5,41	5,16	
ITALIE	3,32	3,47	5,32	5,69	
ALLEMAGNE	3,32	3,47	5,09	5,50	
JAPON	0,05	0,07	1,28	2,02	
ÉTATS-UNIS	1,81	1,89	5		

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 13 juin 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists various companies like ACCOR, AIR FRANCE, ALCATEL, etc.

Table of French stock market data (continued) with columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like EURO DISNEY, F.F.P., GALERIES LAFAYETTE, etc.

Table of international stock market data with columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like SAINT-GOBAIN, SALVEPAR, SANOFI, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

12/6 : volume d'échange non disponible

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like AB SOFT, FI SYSTEM, ALTI, etc.

Table of new market data (continued) with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like LA TÊTE DES NUAGES, ALTAMIR BS 02, etc.

Advertisement for Volkswagen Sharan Family. Text: 'Roulez sans vous soucier du marché. Quand on achète une voiture, on devrait toujours penser à sa revente. Sharan Family à partir de 25310 €'. Includes VW logo and a small image of the car.

SECOND MARCHÉ

12/6 : volume d'échange non disponible

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like SAIRP COMPOSITES, S.E.A.E., HOTELS DE PARIS, etc.

Table of second market data (continued) with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like AB GROUPE, SOLVING, SAM, etc.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 13/6 à 9h

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BNP ASSOC. PREMIERE, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like EUR.OBLIG.INTER., EUR.TECHNOLOGIES, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like MASTER ACTIONS, MASTER DUO, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like CIC HORIZON D, CIC MONDE PEA, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like STRATEGIE CAC, STRATEGIE IND.USA, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like DEDIALYS SANTE, DEDIALYS TECHNO., etc.

AUJOURD'HUI

TECHNOLOGIES

Pénalisée par le poids de **SES BATTERIES**, sa faible autonomie et son coup élevé, la voiture électrique est sur le point de trouver une nouvelle jeunesse. Deux facteurs ont favorisé ce renouveau. D'abord, **LES PER-**

FORMANCES des batteries modernes utilisant de nouveaux couples électrochimiques. Ensuite la mise en œuvre de la technologie « hybride » qui permet de marier dans un même véhicule les capacités des

moteurs Diesel ou à essence et les vertus – silence, non-pollution – des moteurs électriques. Sur route, ces voitures fonctionneront selon **UN MODE CONVENTIONNEL**, alors qu'en ville elles ne feront appel qu'à

l'électricité. Les premiers modèles français devraient sortir en 2004. **LES AIDES PUBLIQUES** seront-elles suffisantes pour que leur prix soit comparable à ceux des véhicules conventionnels ? Là est la question.

Le moteur hybride relance la voiture électrique

On la croyait aux oubliettes. Cette auto peu polluante revient en force avec des projets innovants qui déboucheront pour la plupart d'ici à 2004. La France fait dans ce domaine figure de pionnière, tant par ses réalisations industrielles que par le nombre de voitures en circulation

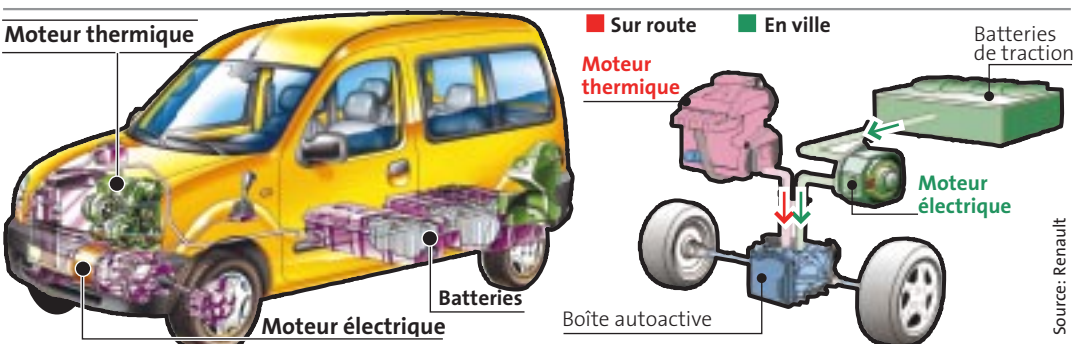
LA VOITURE électrique connaît en France un regain de faveur inattendu avec plusieurs accords industriels et la promesse de nouveaux modèles innovants d'ici à 2004. Le pays affiche une incontestable suprématie sur ce créneau encore confidentiel avec 7 500 immatriculations sur un total de 11 500 en Europe. PSA Peugeot Citroën réalise à lui seul les trois quarts des immatriculations européennes avec des utilitaires électriques dérivés des modèles Partner et Berlingo ainsi que des 106.

Le constructeur projette d'élargir sa gamme en 2003-2005 avec des véhicules hybrides, équipés à la fois d'un moteur thermique (essence ou diesel) et d'un moteur électrique. La première version, dite « mini-hybrid », se distinguera des véhicules conventionnels par une simple assistance électrique au démarrage et à l'arrêt. Un alternateur puissant et un contrôle électronique permettront de démarrer sans bruit et sans pollution. « Nous escomptons obtenir un gain de 10 % en consommation de carburant et en pollution », avance modestement Joseph Beretta, responsable des innovations électriques et électroniques à la direction de la recherche. Dans la version intermédiaire « mild-hybrid », avec un moteur électrique d'appoint de 7 kW au lieu de 3 kW, on pourra récupérer de l'énergie au freinage et obtenir un gain de 15 % en consommation de carburant et pollution.

Enfin, le « full-hybrid » comportera un moteur électrique pratiquement de même puissance que le moteur thermique. Sur route, en régime stabilisé, le conducteur roulera avec le moteur thermique (un diesel) ; en zone urbaine dense, il utilisera le moteur électrique, silencieux, non polluant et plus agréable à la conduite. En zone intermédiaire, le moteur électrique servira simplement d'assistance au démarrage et à l'arrêt. Les batteries seront rechargées lorsque le véhicule fonctionnera en régime thermique. Autant dire que l'autonomie du véhicule sera équivalente à celle d'un diesel ordinaire (1 000 km en régime thermique et 23 km en régime électrique seul). Un prototype présenté il y a deux ans sous le nom de Xsara Dynactive a permis de montrer qu'une économie de carburant de 35 % était possible.

Renault-Nissan, de son côté, a déjà vendu un millier de voitures électriques dérivées des Clio et des Express entre 1994 et 1997. Le constructeur a ensuite mis à l'étude une version électrique de la Kangoo. Assemblé à Maubeuge avec les Kangoo conventionnelles, ce modèle est disponible depuis la fin 2001, mais Renault ne se soucie guère de le promouvoir. « La voiture purement électrique est handicapée par une autonomie limitée à une centaine de kilomètres », note Alain Lebourg, directeur des véhicules à énergies alternatives.

LE MARIAGE DU PÉTROLE ET DE L'ÉLECTRICITÉ



Les véhicules hybrides utilisent un moteur électrique quand ils sont en ville et un moteur Diesel ou à essence quand ils sont sur route. Des systèmes d'aide au démarrage et de récupération d'énergie marient les deux chaînes de motorisation.

« C'est un frein à son développement. Les utilisateurs ne peuvent admettre de tomber en panne parce que le parcours est un peu plus long que prévu. » C'est pourquoi Renault-Nissan s'apprête à lancer en juillet, sous le nom de Kangoo Elect'Road, un modèle électrique équipé d'un prolongateur d'autonomie. Il s'agit d'un petit moteur thermique de 500 cm³, quatre temps deux cylindres, alimenté par un réservoir de 10 l de carburant. Sa vocation est de recharger la batterie et de fournir de l'électricité au moteur électrique via deux alternateurs.

« Il n'est pas question d'utiliser ce modèle en mode hybride, prévient Alain Lebourg. Le prolongateur d'autonomie a seulement pour fonction d'éviter la panne de batterie. C'est une assurance de bonne

fin de trajet. » Le constructeur affiche l'espoir de vendre 2 000 exemplaires par an de son nouveau modèle dans le secteur public comme dans le privé. Il voudrait en particulier élargir sa clientèle aux artisans en faisant valoir le confort de la conduite, le silence et un coût somme toute raisonnable.

INTENSIFIER LA RECHERCHE

Les deux constructeurs automobiles viennent l'un et l'autre de signer avec EDF une convention visant à intensifier la recherche et le développement sur la motorisation électrique et à étendre la maintenance après-vente. En mars, EDF a par ailleurs annoncé son intention d'aider les collectivités à installer des bornes de recharge sur la voie publique. « Le nombre de bornes est d'environ 400

aujourd'hui. Notre souhait est de le multiplier par dix d'ici trois ans », affirme Simon-Pierre Thierry, directeur des transports électriques à EDF. L'électricien collabore aussi avec Ponticelli, un constructeur français de véhicules utilitaires, en vue de produire d'ici à la fin de cette année un camion de livraison de 7 à 10 tonnes totalement électrique. « Ce camion, souligne-t-il, permettra d'effectuer les livraisons de marchandises en centre-ville avec un minimum de bruit et de pollution. »

Enfin, EDF et le groupe Bolloré, numéro un mondial des films polymères, ont créé une filiale commune (Batscap) qui fabriquera d'ici à 2004 à Quimper des batteries lithium-polymères. Ces batteries assureront aux véhicules électriques une autonomie de 250 km au

lieu de 90 km à 100 km avec les traditionnelles batteries au plomb ou au nickel-cadmium. Le fabricant de batteries Saft vise le même objectif avec une technologie concurrente à base de lithium-ion. Les perspectives ouvertes par ces futures batteries ont attiré l'attention de Serge Dassault. Le patron du groupe aéronautique s'est associé au carrossier Heuliez, établi dans les Deux-Sèvres, pour produire, d'ici deux ans, des véhicules de quatre places. Son ambition : ouvrir le marché des voitures électriques aux particuliers.

Les industriels français misent en définitive sur un spectaculaire rebond des véhicules électriques à l'horizon 2004. Mais pour Joseph Beretta les projets en cours n'ont pas seulement vocation à élargir le marché des « voitures pro-

Aides publiques

Les véhicules électriques, à cause de leurs batteries, sont plus chers que leurs homologues conventionnels. La future Kangoo électrique, en version utilitaire, coûtera environ 22 000 € HT (7 000 € pour les batteries) contre 11 200 € HT pour son équivalent thermique. Mais l'Etat octroie à l'achat une aide de 3 050 €. Les voitures et les camionnettes électriques bénéficient aussi de la gratuité du stationnement et de l'exonération de la taxe sur les véhicules de société. La consommation d'énergie revient à environ 1,2 € les 100 km contre 5 à 10 € avec le diesel ou l'essence. A noter, un très faible taux d'accident et, partant, des tarifs d'assurance modérés.

Dans des conditions optimales, les aides ramènent le coût d'utilisation d'un véhicule électrique à celui d'un véhicule thermique de même modèle. Les professionnels (dont les artisans) peuvent faire appel à des financements sur mesure comme l'achat d'un véhicule électrique au prix de son équivalent diesel avec location de batteries pour environ 130 € par mois.

pres ». Ils ont aussi des retombées sur la voiture de M. Tout-le-Monde. « Les moteurs à combustion font de plus en plus appel à l'électronique de puissance, souligne l'ingénieur de PSA. C'est pourquoi ils ont besoin de nos batteries et de nos alternateurs à performances améliorées. » D'ores et déjà, dans son usine d'Angoulême, Saft met au point avec l'équipementier Valeo des systèmes de démarrage à 42 volts (au lieu des 12 volts classiques) qui serviront aux véhicules hybrides comme aux moteurs à combustion classiques.

TROIS QUESTIONS À... LAURENT DASSAULT

1 Vous êtes le fils de Serge Dassault et le gérant de Dassault Investissement (Groupe industriel Marcel Dassault). Vous avez pris la responsabilité du projet de véhicule électrique lancé l'an dernier par votre père. Une entreprise vient d'être créée à cet effet, la Société d'études et de construction de voitures électriques (SECVE), avec pour directeur industriel Michel Herchin, ancien directeur des usines Dassault Aviation. Comment un industriel de l'aéronautique en est-il venu à s'intéresser à l'automobile ?

Les véhicules « propres » destinés aux municipalités et aux établissements publics ne sont aujourd'hui pas satisfaisants. Il y a une opportunité de diversification pour notre groupe industriel qui possède un savoir-faire dans la conception d'ensembles électriques et électroniques. Pour la partie carrosserie de notre futur modèle, nous nous sommes rapprochés d'Heuliez, dont la compétence ne se discute pas. Enfin, pour l'alimentation électrique,

nous sommes en tractations avec les promoteurs des futures batteries lithium-polymères, en France mais aussi à l'étranger, en particulier au Canada.

2 Quels objectifs vous êtes-vous fixés ?

Je crois que l'accroissement des nuisances en ville imposera un jour ou l'autre l'utilisation de véhicules propres. Le marché nous paraît mûr pour des voitures électriques destinées aux établissements publics, aux professionnels mais aussi aux particuliers. A part une minorité de privilégiés, ces derniers n'ont que faire d'une voiture d'appoint. Ils veulent une vraie voiture adaptée à la ville comme à la route et d'un prix raisonnable. Or nous nous faisons fort de fabriquer et vendre notre futur modèle à un prix équivalent à celui d'une voiture conventionnelle grâce aux aides publiques consenties pour chaque achat de véhicule. Une fois que nous aurons démontré sur pièces la pertinence de notre projet, nous ver-

rons à nous rapprocher d'un grand constructeur pour industrialiser la production.

3 A quoi ressemblera votre voiture ?

Il n'est pas question pour nous de concevoir un véhicule strictement urbain. Nous voulons une voiture électrique de quatre places, pratique, esthétique, qui pourra être utilisée en semaine pour aller travailler et le week-end pour aller à la campagne. Elle pourra rouler jusqu'à 130 km/h et aura surtout une autonomie d'au moins 300 km. C'est pour cela que nous avons fait le choix d'équiper notre futur modèle d'une batterie lithium-polymères ainsi que d'un prolongateur d'autonomie. Ce dernier sera en option pour rassurer certains utilisateurs. L'ensemble moteur tiendra à l'avant de la voiture et laissera suffisamment de place pour les passagers et les bagages.

Propos recueillis par A. La.

Municipalités dans l'expectative

LES MUNICIPALITÉS utilisent d'importantes flottes captives, autrement dit des voitures de service astreintes à des tournées quotidiennes de quelques dizaines de kilomètres au maximum dans des milieux urbanisés sensibles à la pollution et au bruit. A ce titre, elles constituent un débouché privilégié pour les voitures électriques non polluantes, silencieuses et à autonomie limitée. Pourtant la plupart s'en tiennent plus ou moins à l'obligation qui leur est faite par la loi sur l'air d'acheter au moins 20 % de véhicules propres (électriques, au gaz, au diesel...) pour renouveler leur flotte.

La Rochelle est une exception. La ville cultive l'image avant-gardiste héritée de l'ancien maire Michel Crépeau. Entre 1993 et 1995, elle a expérimenté 50 voitures électriques de PSA équipées de batteries nickel-cadmium. En 1999, La Rochelle a mis en place le service Liselec avec 50 voitures électriques (Saxo et 106) en libre-service. Les abonnés disposent

d'une carte à puce et sont facturés à la durée d'utilisation, environ 2 € pour une course moyenne. « L'équilibre financier, hors investissement, est prévu à 600 abonnés, et nous n'en sommes plus très loin », déclare Jacques Mollard, directeur général des services techniques de la communauté urbaine. Il y a un an, la ville a innové à nouveau avec le service Elcidis de livraisons propres en centre-ville. Dès 7 h 30, les camions de plus de 3,5 tonnes sont interdits de cité. Des livreurs équipés de six camionnettes Berlingo électriques récupèrent leurs colis sur une plate-forme de la périphérie.

Paris s'engage timidement dans la même voie. La ville se flatte d'avoir mis en service de petits bus électriques sur la butte Montmartre. Sa flotte comporte par ailleurs 120 véhicules électriques et 550 voitures au gaz GPL sur un total d'environ 2 250 véhicules légers.

A. La.

André Larané

Le Monde

www.lemonde.fr

Cette semaine, vos trois rendez-vous du week-end



FBI-CIA :
la crise



Les PDG américains
inefficaces et trop payés



Le second souffle
de l'épargne salariale

Samedi 15 avec Le Monde daté dimanche 16 - lundi 17 juin 2002

L'aventure des Bleus continue sur micro-ordinateur

Plus réalistes et développés sur des machines plus puissantes, les jeux de simulation de football ont beaucoup changé en quelques années. Il s'en vend plus de 600 000 exemplaires chaque année en France

Le Monde INTERACTIF

CE QU'IL Y A de bien avec les simulations de football, c'est qu'un match perdu peut se rejouer facilement. Prenez le jeu Coupe du monde FIFA 2002 par exemple. Ce nouveau titre, commercialisé par Electronic Arts (EA) à l'occasion de la Coupe du monde, est le seul titre à posséder la licence officielle de l'événement. Il reproduit donc fidèlement les 32 équipes en compétition au Japon et en Corée du Sud. Alors, si sur le terrain, le vrai, l'équipe de France a été éliminée dès le premier tour, le jeu permet aux amateurs de football d'exorciser la défaite en affrontant le Sénégal, l'Uruguay et le Danemark jusqu'à ce que la victoire tricolore soit au bout des crampons. Une défaite ou un nul malencontreux peuvent ainsi s'effacer d'une simple pression du doigt. Nul doute que les hommes de Roger Lemerre aimeraient disposer d'une telle baguette magique pour pouvoir recommencer leur Mondial.

Cette petite astuce, que seul le sport virtuel permet, n'est pas l'unique attrait des simulations de football. Si chaque année il se vend en France, selon Sony, plus de 600 000 jeux de ce type, c'est surtout parce que les développeurs ont fait d'énormes progrès dans la modélisation des joueurs et de leurs mouvements. En quelques années, grâce à l'augmentation croissante de la puissance des machines et à l'utilisation des techniques de capture des mouvements réels, les jeux de football sont passés du simplisme au réalisme. Finis les jambes comme des bâtons et les buts marqués avec seulement deux passes ! « Aujourd'hui, les joueurs attendent autre chose que seulement un

centre et un tir, analyse Antoine Cohet, chef de produit chez Electronic Arts Sports. Ils souhaitent retrouver les vraies aptitudes des stars du ballon rond, qu'il s'agisse de feintes ou de roulettes. » Pour son édition spéciale Coupe du monde, le célèbre jeu FIFA (25 millions d'exemplaires vendus en huit ans) a donc intégré les points forts des 75 plus grands joueurs présents en Corée du Sud et au Japon. Les passements de jambes de Zizou ou encore les qualités de buteur de David Trézéguet ont ainsi été fidèlement modélisés.

Une défaite peut s'effacer d'une simple pression du doigt. Nul doute que les Bleus auraient aimé disposer d'une telle baguette magique

Autre raison du succès des simulations de football, les licences permettant d'utiliser les caractéristiques des vraies équipes. Surfant sur la popularité croissante des joueurs, les éditeurs se battent désormais pour obtenir les meilleures licences afin d'exploiter l'image des dieux du stade ou la renommée d'une compétition (Coupe de l'UEFA, Ligue des champions...). Sony détient ainsi la licence de l'équipe de France pour son jeu Le Monde des Bleus 2002, Electronic Arts celle de la FIFA et Konami (Pro Evolution Soccer) exploite la licence de

la Fifpro, une fédération internationale qui regroupe de nombreux joueurs professionnels.

De son côté, l'éditeur français Cryo mettra sur le marché au mois de novembre un Zidane Génération football centré sur le meneur de jeu du Real Madrid, tandis que Rage Software propose actuellement David Beckham Soccer à la gloire du n°7 de Manchester United.

Des personnalités comme Guy Roux, Marcel Desailly ou Arsène Wenger ont également des jeux à leur nom. « Dans ce marché assez concurrentiel, les licences sont importantes, explique Georges Fornay, directeur général de Sony Computer France. Elles permettent de mettre en valeur un produit. Mais attention, elles ne suffisent pas. Il faut avant tout que le jeu soit bon, car les consommateurs sont de plus en plus avertis. »

Comme pour le reste de la production vidéo ludique, il faut donc ne pas se laisser abuser par le nom d'une vedette sur la pochette. Ceux qui ont par exemple joué à David Beckham Soccer sur Xbox savent déjà ce que peut donner un mauvais jeu de football. Facilité de jeu faible, graphismes médiocres et intérêt quasi nul sont le lot de ce logiciel qui semble n'avoir été développé qu'à des fins purement mercantiles.

Au milieu de la vingtaine de titres disponibles toutes machines confondues, le choix d'un jeu de football peut donc se révéler délicat. Pour ne pas se tromper, il faut avant tout se demander quel type de jeu l'on souhaite pratiquer. Les amateurs de football virtuel extrêmement réaliste opteront pour des simulations comme Pro Evolution Soccer. Ce titre de l'éditeur japonais Konami est d'ailleurs une référence des jeux sur console. Il permet de mettre au point de véri-

tables tactiques et de développer des actions très proches de la réalité. « Dans la prochaine version, nous allons encore accentuer la profondeur de ce titre, précise Ralph Champeau, chef de produit européen chez Konami France. Nous sommes désormais capables de simuler des contrôles orientés ainsi que des frappes de l'intérieur ou de l'extérieur du pied. » Pour les néophytes en revanche, un titre comme Pro Evolution Soccer peut se révéler difficile à jouer. Il est en effet important de bien paramétrer les options de jeu et de maîtriser sur le bout des doigts les touches de la manette pour bien réussir les enchaînements de passes.

Des titres comme FIFA 2002 (présent sur tous les supports) ou Le Monde des Bleus 2002 (Sony, 50 euros), se révèlent plus abordables. Pas besoin d'être expert pour y prendre rapidement du plaisir et progresser dans la hiérarchie mondiale. UEFA Challenge sur PC (Infogrames, 46 euros), ISS Advance sur Game Boy Advance (Konami, 53 euros) ou encore Virtua Striker 3 sur GameCube (Sega, 60 euros) complètent cette gamme de logiciels qui associent simulation et souplesse d'utilisation. « Nous sommes confrontés à un dilemme, explique Georges Fornay. Soit nous créons des jeux très réalistes et ils sont plus compliqués à jouer, soit nous faisons simple et à ce moment-là nous perdons un peu en qualité. » Les développeurs doivent donc en permanence jongler entre la modélisation de phases de jeu extrêmement complexes et la simplification des commandes pour le joueur. Une équation compliquée mais qui, au fil des ans, a permis au football d'acquiescer ses lettres de noblesse dans l'univers du jeu vidéo.

Guillaume Fraissard

Coupe du monde FIFA 2002

Édition spéciale à l'occasion de la Coupe du monde, cette mouture du célèbre FIFA d'Electronic Arts ravira les amoureux du détail. Tout y est : le nom des joueurs, la composition des équipes, la couleur des maillots sont fidèles à la vraie Coupe. Côté jeu, rien de nouveau par rapport à la version FIFA 2002 sortie l'année dernière, si ce n'est quelques coups spéciaux attribués aux meilleurs joueurs de chaque équipe. Les combinaisons d'actions sont variées et le système de passes s'apprivoise très vite. Un



PHOTOS D. R.

titre grand public donc, facile à prendre en main, mais qui reste limité en termes de durée de vie, car seuls deux modes de jeux sont disponibles : matches amicaux et Coupe du monde.

★ EA Sports, PC/PS2/GameCube/XBOX, de 45 € à 69 €.

Le Monde des Bleus 2002

Jeu officiel de l'équipe de France, ce titre est une bonne entrée en matière pour les débutants. Pas besoin de longues heures de pratique : il ne faut que quelques minutes pour appréhender les déplacements des



joueurs et commencer à réaliser de belles actions. Le Monde des Bleus propose aussi une grande quantité de mode de jeux (coupes, tournois, matches amicaux), ce qui lui confère une durée de vie intéressante. Bien réalisé, le jeu souffre toutefois d'une certaine lenteur dans les mouvements qui peut vite devenir gênante dès que l'on prend de l'assurance.

★ Sony, PlayStation 2, 50 € (vendus avec le DVD « Les Yeux dans les Bleus 2 »).

Virtua Striker 3, version 2002

Directement issu des bornes d'arcades dans les salles de jeux, Virtua Striker 3 privilégie l'amusement à la technique. Trois touches suffisent pour réaliser des actions – passes courtes, passes longues et tirs au but –, et il n'est pas nécessaire de posséder des talents de stratège pour espérer

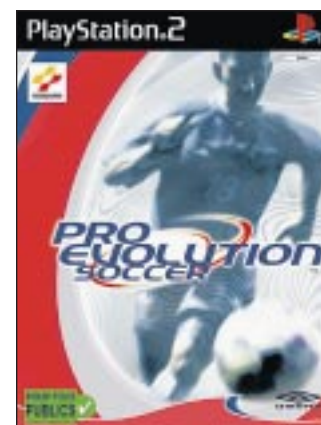


gagner un match. Afin d'augmenter la durée de vie du jeu, Sega a intégré un module de gestion pour transposer le joueur dans la peau d'un entraîneur.

★ Sega, Game Cube, 60 €.

Pro Evolution Soccer

En matière de simulation de football, Pro Evolution Soccer est une référence incontournable. Ici, la fantaisie n'a pas sa place. Le réalisme et la difficulté des phases de jeu se rapprochent au plus près de ce qui se



passer sur un terrain de football. Il faut d'ailleurs une bonne dose de patience pour se familiariser avec les boutons de la manette et réussir à enchaîner les actions. Et pour espérer l'emporter face à des équipes plus que coriaces, le joueur doit prendre le temps de bien paramétrer son groupe. Mais c'est justement cette difficulté et la multitude des options de jeu qui ont fait le succès de Pro Evolution Soccer auprès des inconditionnels du foot virtuel.

★ Konami, PlayStation, 2, 60 €.

Sur Internet, une Coupe du monde parallèle

Cette possibilité de jeu en ligne rencontre un engouement croissant

ALORS que les titres destinés aux consoles ne permettent de jouer à plusieurs que si tous les participants sont physiquement présents, les jeux de football pour micro-ordinateur disposent d'une option permettant des matches à plusieurs et à distance via un réseau. Dès la version 1996 de FIFA Football (édité par EA), deux joueurs pouvaient s'affronter depuis n'importe quel point du globe, à condition de posséder un modem qui les connecte par téléphone. Les tarifs habituels des communications s'appliquant, l'addition obligeait en pratique à se limiter au territoire national. Il fallut attendre FIFA 2001 pour voir appa-

raître un mode multijoueur par Internet, pouvant accueillir jusqu'à huit personnes sur une même partie.

Concrètement, deux options sont offertes : soit se connecter à un serveur Web mis en place par Electronic Arts, qui se charge ensuite de gérer la partie ; soit rejoindre directement une partie créée par un joueur, auquel on demande un préalable l'adresse sur le Net de son ordinateur (adresse IP). Dans tous les cas, le joueur ne débourse rien en dehors, évidemment, du coût de la connexion à Internet.

Cette possibilité de jeu en ligne génère depuis un engouement im-

portant. De nombreux sites ont vu le jour pour mettre en contact les joueurs, invités à s'inscrire via une simple page Web.

ENTRAÎNEMENT NÉCESSAIRE

Au niveau mondial, le site FIFA 2002 Online compte ainsi plus de 5 000 membres. Pour les francophones, le rendez-vous incontournable s'intitule FIFA French Touch, en ligne depuis 1997. Outre un utilitaire gratuit permettant de modifier à volonté les données du jeu, l'internaute y trouve un classement permanent des joueurs. Actualisé quotidiennement, celui-ci se fonde sur les résultats rapportés par les

participants eux-mêmes. Mais pas question de tricher : tout doute sur l'exactitude des résultats se voit sanctionné.

Joueurs occasionnels sur Internet s'abstiennent pour progresser dans cette hiérarchie qui va de « débutants » à « classe mondiale », un entraînement régulier est nécessaire. Tout est fait pour stimuler les quelque 700 inscrits qui forment une communauté très active. David Guiet, qui joue sous le pseudonyme « El Diablo », avoue ainsi consacrer « quinze à vingt heures par semaine en moyenne » à cette passion dévorante. Et il ne s'agit pas d'un cas isolé : « En comptant les matches joués sur FIFA 2002 et sur Coupe du monde 2002, il y a environ 300 matches officiels joués par semaine », estime Stéphane Luquet, qui gère le site FIFA French Touch. Si la plupart des membres sont des hommes âgés de 20 à 25 ans, les profils sont toutefois variés. Alors que « Snoupette2000 », autrement dit Cyril Cuenet, fait partie d'un club depuis douze ans, Jean Ly, soit « sadic888 », fait figure de sportif en chambre : il ne foule le terrain que « de manière très occasionnelle » mais joue aux jeux de foot « depuis une dizaine d'années ».

Consécration suprême pour ce public hétéroclite, leur passe-temps favori est en passe de se voir reconnu. Pour la deuxième année consécutive, FIFA fait partie des cinq jeux retenus pour les World Cyber Games, le championnat mondial de jeux vidéo, et, cette fois, les Français sont bien décidés à y participer. Première étape, la Coupe de France, qui se jouera à Paris du 5 au 7 juillet : les sélections ont commencé lundi 3 juin.

Luc Abélard
(Le Monde interactif)

★ FIFA 2002 Online :
<http://www.fifa2002.com>
★ FIFA French Touch :
<http://fifa.lfjr.net>

L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

LÉGISLATIVES
Retour de la V^e
et de l'État RPR

POLITIQUE
Où sont
les jeunes ?

NORD-SUD
La faim du monde

IDÉES
L'avenir
de la Polynésie

EXCLUSION
Saturnisme,
la maladie des taudis

www.politis.fr

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75€

■ **LOTO : résultats des tirages n° 47 effectués mercredi 12 juin.**
Premier tirage : 1, 2, 29, 35, 36, 41 ; numéro complémentaire : 48. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 767 311,80 € ; 5 numéros : 2 110,40 € ; 4 numéros et le complémentaire : 78,60 € ; 4 numéros : 39,30 € ; 3 numéros et le complémentaire : 6,40 € ; 3 numéros : 3,20 €.
Second tirage : 21, 27, 30, 35, 37, 43 ; numéro complémentaire : 42. Rapports pour 6 numéros : 949 864 € ; 5 numéros et le complémentaire : 29 753,30 € ; 5 numéros : 1 398 € ; 4 numéros et le complémentaire : 54 € ; 4 numéros : 27 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5,40 € ; 3 numéros : 2,70 €.

Chaque vendredi avec

Le Monde
DATÉ SAMEDI

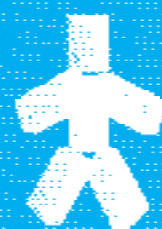
retrouvez

LE MONDE TELEVISION

ANTISÈCHE AUTORISÉE.



Le sucre souhaite bonne chance à tous les candidats du Baccalauréat 2002.
Le sucre est une excellente source d'énergie pour le cerveau.
CHAQUE JOUR, LE SUCRE VOUS ÉVEILLE À LA VIE.



Nuages et soleil

VENDREDI 14 JUIN
 Lever du soleil à Paris : 5 h 48
 Coucher du soleil à Paris : 21 h 54

Les hautes pressions sont présentes sur la France. Une perturbation arrivera sur la Bretagne et une zone orageuse se formera sur les Pyrénées et du Nord-Picardie au Massif central et les Alpes.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les nuages seront présents dès le matin et donneront quelques ondées sur le sud de la Bretagne et un peu de pluie l'après-midi sur la pointe de la Bretagne et le Cotentin. Le vent de sud-ouest sera modéré. Il fera 17 degrés à Brest et 24 degrés à Rennes.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La matinée est ensoleillée avec quelques brumes ou brouillards. Quelques nuages bas entraînent le long des frontières belges. Une évolution orageuse se dessinera en fin de journée. Les températures seront très estivales, entre 28 et 31 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. La journée est bien ensoleillée, excepté quelques nuages bas sur le Pays basque et une évolution orageuse sur les Pyrénées et sur le Poitou l'après-midi. Il fera de 23 à 32 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. La journée sera dans l'ensemble ensoleillée, excepté quelques nuages bas sur le Pays basque et une évolution orageuse sur les Pyrénées et sur le Poitou l'après-midi. Il fera de 23 à 32 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le soleil brillera largement. Quelques orages éclateront sur l'Auvergne et les Alpes en fin d'après-midi. Les températures seront très élevées, entre 29 et 33 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée sera très ensoleillée. Les températures seront comprises entre 23 et 28 degrés près des côtes, et 30 à 32 degrés dans l'intérieur.

14 JUIN 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

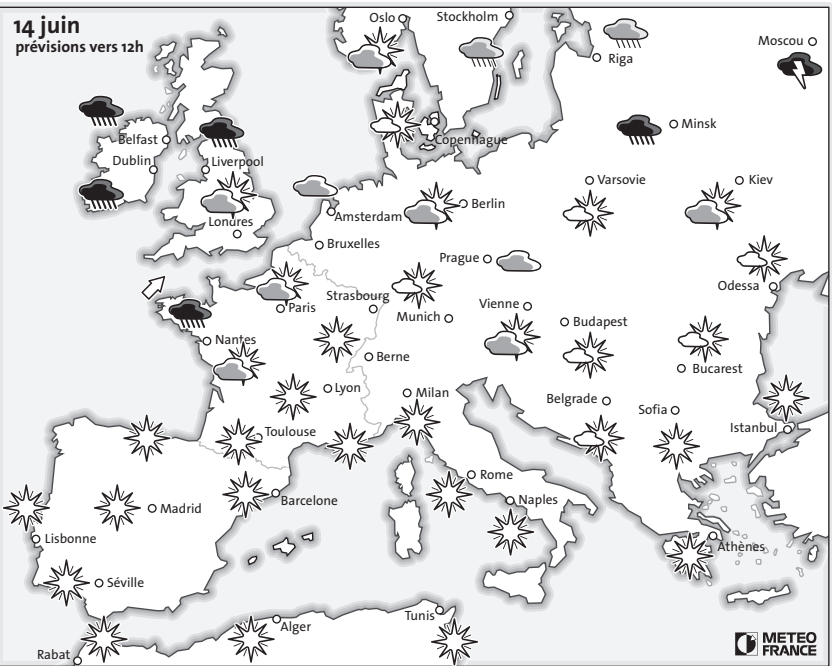
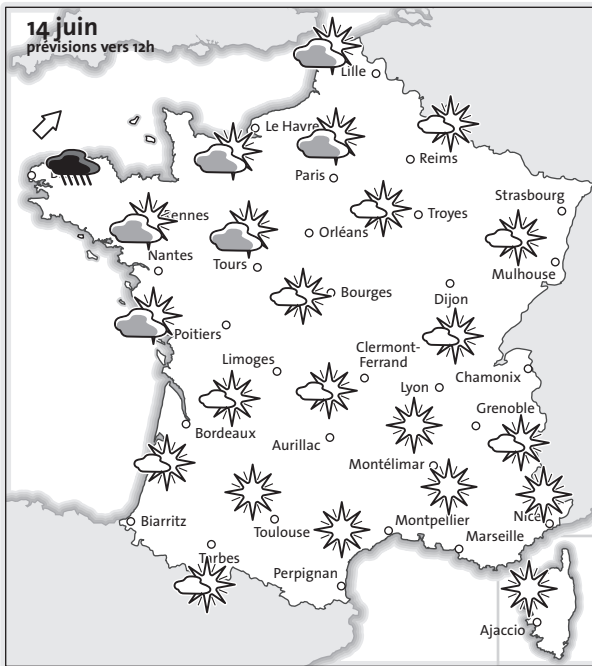
FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	12/25 S	Milan	19/31 S
Biarritz	16/25 N	Moscou	13/21 P
Bordeaux	17/27 N	Munich	15/28 N
Bourges	12/33 S	Naples	17/27 S
Brest	13/17 N	Oslo	7/20 N
Caen	14/22 N	Palma de M.	15/27 S
Cherbourg	13/17 N	Prague	14/23 C
Clermont-F.	14/35 S	Rome	15/26 S
Dijon	14/31 S	Séville	21/37 S
Grenoble	16/32 S	Sofia	15/25 S
Lille	13/27 N	St-Petersb.	13/19 P
Limoges	17/30 S	Stockholm	10/17 P
Lyon	17/34 S	Ténérife	19/25 S
Marseille	16/27 S	Varsovie	13/19 N
Nancy	13/31 S	Venise	19/27 S
Nantes	12/23 N	Vienne	18/28 N
Nice	17/25 S		
Paris	16/31 S		
Pau	15/28 C		
Perpignan	18/24 S		
Rennes	14/24 N		
St-Etienne	15/33 S		
Strasbourg	15/31 S		
Toulouse	18/32 S		
Tours	13/30 S		

AMÉRIQUES		
Brasilia	14/27 S	
Buenos Aires	1/12 S	
Caracas	26/30 P	
Chicago	14/17 P	
Lima	15/18 S	
Los Angeles	15/23 S	
Mexico	12/24 P	
Montréal	12/21 S	
New York	14/17 P	
San Francisco	9/15 S	
Santiago Ch.	0/11 S	
Toronto	14/18 P	
Washington DC	18/24 P	

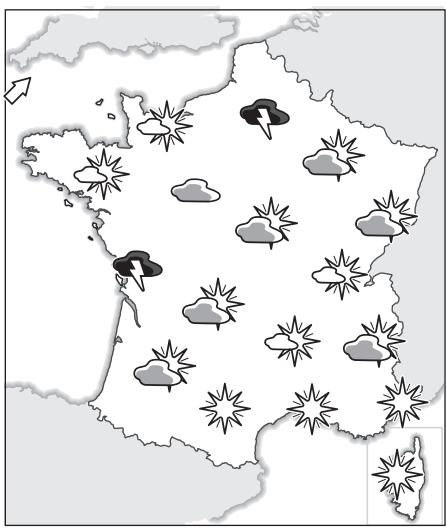
AFRIQUE		
Alger	16/31 S	
Dakar	23/27 S	
Kinshasa	20/31 S	
Le Caire	22/32 S	
Nairobi	14/23 S	
Pretoria	5/14 S	
Rabat	17/24 S	
Tunis	16/29 S	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	27/31 P	
Beyrouth	22/28 S	
Bombay	28/33 P	
Djakarta	24/31 P	
Dubaï	30/39 S	
Hanoï	27/32 P	
Hongkong	27/29 P	
Jérusalem	15/27 S	
New Delhi	28/41 S	
Pékin	17/22 P	
Séoul	17/24 S	
Singapour	26/30 P	
Sydney	10/17 S	
Tokyo	20/26 P	

FRANCE OUTRE-MER
 Cayenne 23/28 P
 Fort-de-Fr. 28/30 P
 Nouméa 22/26 P
 Papeete 22/28 P
 Pointe-à-P. 25/32 P
 St Denis Réu. 20/25 S



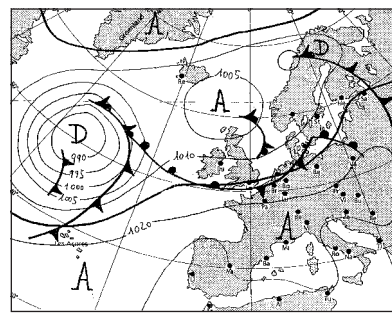
Soleil **Peu nuageux** **Couvert**
Brèves éclaircies **Averses** **Pluie**
Orage **Neige** **Brouillard** **Vent fort**



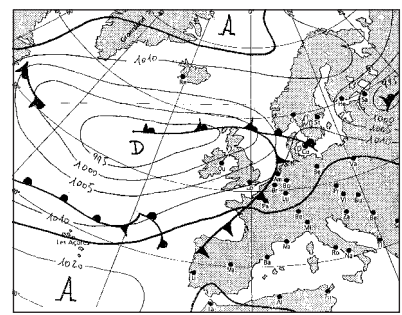
PRÉVISIONS POUR LE 15 JUIN

Tous les horaires des vols sur airfrance.com

Samedi 15 juin
 Les températures baissent mais restent estivales. Des nuages persistent de la Vendée et des Charentes et à l'Alsace. Le soleil est généreux sur les autres régions.



SITUATION LE 13 JUIN À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 JUIN À 0 HEURE TU

Des peintures primitives italiennes proposées à Paris

VENTES
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

INTITULÉE « Fonds d'or et fonds peints italiens », une exposition organisée par la galerie parisienne Sarti remonte aux sources de l'expression picturale en Occident, des premiers fonds d'or aux fonds peints, phase qui se situe vers la fin du XV^e siècle. Cette évolution est illustrée par un ensemble de vingt-neuf panneaux, datés entre 1300 et 1560, ce qui est exceptionnel : en nombre restreint dans les collections publiques, de plus en plus rares sur le marché, ces peintures primitives intéressent surtout des musées et des institutions. Leurs prix restent relativement élevés (de 100 000 € à 1 M€), quoique très en dessous de l'art moderne et contemporain pour une qualité équivalente.

Deux tempera sur fond d'or du maître de San Torpé (actif à Pise

entre 1290 et 1330) remontent à une date précoce de son œuvre, vers 1300-1305. Figurant Marie-Madeleine et saint Christophe et saint Jean-Baptiste et saint Pierre, ces panneaux appartiennent encore à l'aube de la peinture, à un univers sans perspective, où les personnages ont des visages hiératiques et des attitudes un peu figées.

Pour l'œil d'aujourd'hui, cet archaïsme fait pourtant presque figure de modernisme : nue sous ses longs cheveux, Marie-Madeleine

atteint une simplicité à laquelle beaucoup de peintres ont tenté de revenir.

Une tête de Christ sur fond d'or, datée vers 1315 et fragment d'une crucifixion, se distingue au contraire par des traits et un regard expressifs ; la longue fente des yeux, la délicatesse des détails, comme les poils de barbe posés un à un, accentuent l'impression de douleur du dernier souffle du Christ. Elle a été peinte par Giuliano da Rimini (actif à Rimini de 1300 à 1323), qui

traduit là le tournant vers un genre narratif plus empreint d'émotions (120 000 €).

INFLUENCE FLAMANDE

Cette tendance s'accroît au cours du XIV^e siècle et apparaît sur un fond d'or du maître de Santa Verdiana (actif à Florence fin XIV^e-début XV^e), exécuté vers 1375, une Vierge à l'Enfant entourée de quatre saints. Malgré leur élégance, les personnages conservent encore une certaine raideur, adoucie toute-

fois par l'attitude de la Vierge, qui chatouille le cou de son Enfant pendant que leurs regards se croisent avec vivacité. Une ornementation très soignée et l'emploi de couleurs variées ajoutent une note décorative qui est une nouveauté.

Aux alentours de 1460, les artistes italiens abandonnent les fonds d'or, leur substituant des fonds monochromes, des architectures ou des paysages, qui restent des procédés et ne participent pas de la scène peinte. Ils ont subi l'influence

de l'école flamande, où Jan Van Eyck (1390-1441), le premier, place un paysage en perspective, vu d'une architecture gothique qui abrite les personnages.

Ces développements sont parfaitement assimilés quand Mariotto Albertinelli (Florence, 1474-1515) peint vers 1505 une Adoration de l'Enfant. Joseph et Marie, penchés à son chevet, ont des visages d'une grande douceur où toute trace de hiérarchie a disparu. Le peintre décrit avec précision la flore du premier plan, comme le paysage lointain formant le fond, agrémenté de maisons et de personnages vaquant à leurs occupations (450 000 €).

Catherine Bedel

★ « Fonds d'or et fonds peints italiens (1300-1560) », galerie Giovanni Sarti, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 ; tél. : 01-42-89-33-66. Jusqu'au samedi 27 juillet, du mardi au samedi, de 10 à 13 heures et de 14 à 19 heures.

CALENDRIER

- ANTIQUITÉS-BROCANTE
 ● Caudrot (Gironde), du vendredi 14 au dimanche 16 juin ; tél. : 05-56-62-81-23.
 ● Monpazier (Dordogne), samedi 15 et dimanche 16 juin ; tél. : 05-53-27-32-93.
 ● Saint-Aquilin-de-Pacy (Eure), samedi 15 et dimanche 16 juin ; tél. : 02-37-24-51-60.
 ● Guérisny (Nièvre), samedi 15 et dimanche 16 juin ;

- tél. : 03-86-57-15-62.
 ● Lyon-5^e (Rhône), samedi 15 et dimanche 16 juin ; tél. : 05-56-62-81-23.
 ● Paris (boulevard Murat), samedi 15 et dimanche 16 juin ; tél. : 01-45-89-32-07.
 ● Marseille (Bouches-du-Rhône), dimanche 16 juin ; tél. : 04-91-57-07-31.
 ● Saint-Antoine-l'Abbaye (Isère), dimanche 16 juin ;

- tél. : 04-76-36-44-46.
 ● Ferrières (Loiret), dimanche 16 juin ; tél. : 02-38-93-89-79.
 ● Douai (Nord), dimanche 16 juin ; tél. : 03-26-02-04-06.
 ● Dijon (Côte-d'Or), antiquités, brocante, livres, dimanche 16 juin ; tél. : 03-80-50-18-98.

- COLLECTIONS
 ● Paris (Palais de la Mutualité),

- cartes expo, le vendredi 14 juin ; tél. : 01-42-36-68-39.
 ● Montbéliard (Doubs), livres anciens, samedi 15 juin ; tél. : 04-75-90-37-82.
 ● Strasbourg (Bas-Rhin), livres, samedi 15 et dimanche 16 juin ; tél. : 06-76-47-04-58.
 ● Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), miniatures, dimanche 16 juin ; tél. : 06-15-07-46-71.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 140

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

- I. Remet les choses en place. - II. Un petit qui vous veut du mal. Bonne pâte en peinture. - III. Chaton à la campagne. Dépassement interdit. - IV. Dans l'Orne. Me permis des privautés. - V. Légèreté qui ne manque pas de charme. Nicolas et Patrick les remettent dans la rue. - VI. Sur le calendrier. Figure. Passage difficile. - VII. Fondateur de

l'Oratoire. Fait vivre un mauvais quart d'heure. - VIII. Attire l'attention. Une fois de plus. D'un auxiliaire. - IX. Prennent la place des autres. - X. Paquet de papier. Bonne au lancer.

VERTICALEMENT

1. Bon dans la réplique et le détail. - 2. Pour le repas des bergers. Possessif. - 3. Très forte. Bon petit blanc des Antilles. - 4.

N'a pas le droit de plonger, surtout dans les fonds. - 5. Doublé romain. Patron en région. Militaire US. - 6. Rauquent et grondent. Dans un rajout. - 7. Nuis dans le désordre. S'accroche à son régime avant consommation. - 8. Sigle horaire. Abandonna les sciences pour suivre Gambetta. - 9. Couvert. Fait son trou. - 10. Protections anglaises. Bon conducteur. - 11. Voyelles. Mises à niveau. - 12. Bonne dans les derniers mètres.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 139

Horizontalement

- I. Court-métrage. - II. Ossuaire. Art. - III. Ne. Bières. Or. - IV. Vitesse. Alla. - V. Elan. Malien. - VI. NL. Sidérés. - VII. AEF. Minet. Hé. - VIII. Oô. Attelât. - IX. Condensé. Ale. - X. Entêté. Soies.

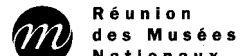
Verticalement

1. Convenance. - 2. Oseille. On. - 3. Us. Ta. Font. - 4. Rubens. Ode. - 5. Tais. Im. Et. - 6. Mies. Diane. - 7. Errements. - 8. Tee. Arêtes. - 9. Saleté. - 10. Aa. Lis. Lai. - 11. Grole. Hâle. - 12. Ertrangetés.

L'ART EN QUESTION

N° 278

EN COLLABORATION AVEC LA



Sombres oiseaux d'hiver

CE CLICHÉ provient du fonds Charles Nègre mis en vente chez Sotheby's à Paris, en mars dernier, par les collectionneurs Marie-Thérèse et André Jammes. Il fait partie d'un ensemble d'épreuves sur le thème des ramoneurs, en marche ou au repos, dont la datation « avant le 29 mai 1852 » se réfère à la date de publication, dans *La Lumière*, d'un article de Charles Bauchal évoquant la soirée au cours de laquelle elles ont circulé chez le rédacteur en chef de la publication.

« C'est tout un tableau, les ramoneurs, ils s'en vont tous trois, ces sombres oiseaux d'hiver, jetant à la bise leur air monotone qui annonce la dure saison... Le sac sur le dos, la truelle pendue au côté, les membres frissonnant sous leurs guenilles, ils suivent nonchalamment le parapet gris d'un de nos quais où le soleil qui se couche allonge et découpe leur ombre. Murillo tient tout entier dans cette scène. » Ces propos s'appliquent, il est vrai, à une autre version, plus petite, du même motif, mais on y retrouve l'atmosphère qui se dégage de l'épreuve présentée ici, acquise par le Musée Carnavalet. Le rédacteur en chef de



Charles Nègre (1820-1880), « Les Ramoneurs en marche », antérieur au 29 mai 1852. Epreuve sur papier albuminé, d'après un négatif sur papier ciré, 15,9 x 21,7 cm. Musée Carnavalet, visible au Musée d'Orsay jusqu'au 28 juillet, à l'exposition « Présentation des œuvres photographiques acquises par l'Etat et la Ville de Paris lors des ventes Viollet-le-Duc et Jammes ».

La Lumière, qui organisait régulièrement chez lui des « soirées photographiques », s'appelaient :
 ● François Arago ?

● John Herschel ?
 ● Ernest Lacan ?
Réponse dans Le Monde du 21 juin.

Réponse du jeu n° 277 paru dans Le Monde du 7 juin.

La déesse Maât, qui porte une plume d'autruche sur la tête, est aussi la déesse de la Vérité et de la Justice.

CULTURE

PATRIMOINE

L'Égypte a ouvert au bord de la Méditerranée un gigantesque complexe culturel de sept étages en forme de disque solaire, prévu pour accueillir 5 millions de volumes et héritier proclamé du célèbre édifice qui rassembla sous l'Antiquité la plus grande collection de livres du monde

Une bibliothèque pharaonique à Alexandrie

LE CAIRE

de notre correspondant

Soucoupe volante et planétoïde pour guerre des étoiles ? Raquette de tennis et boule de pétanque pour Titan ? Rien de cela. Les concepteurs norvégiens de la Bibliotheca Alexandrina, choisis par un jury international en 1989, ont voulu, avec ce cylindre d'aluminium anodisé et de verre renforcé sortant de terre face à la mer, montrer que la nouvelle bibliothèque était « enracinée dans le passé et ouverte sur l'avenir ». A l'ouest, une géode et une salle de conférences (3 200 places) viennent compléter le complexe, traversé par une large promenade. Côté sud, une impressionnante muraille de granit gris d'Assouan, où sont gravées des lettres des alphabets de toutes les langues vivantes ou disparues de l'humanité, marque la limite.

Un concept ambitieux qui, comme toutes les œuvres sortant des sentiers battus (Pyramide du Louvre à Paris ou Opéra de Sydney en son temps), suscite des admirateurs et des détracteurs mais ne laisse pas indifférent. En tout cas, les Alexandrins semblent avoir adopté la Bibliotheca Alexandrina. Ils sont fiers de ce monument qui redonne à la ville une part de son panache perdu au cours du demi-siècle écoulé et qui les remet, comme au temps des Ptolémées croient-ils, au centre du monde. A preuve ces touristes qui commencent à affluer par cars entiers pour visiter la Bibliotheca après le Musée gréco-romain, les catacombes, l'Odéon et le fort de Qait Bey, situé à l'emplacement du fameux phare d'Alexandrie.

Des guides et une terrasse sont d'ailleurs prévus pour ces visiteurs venus surtout admirer la salle de lecture. Une salle unique au monde par ses dimensions et sa conception. Près de 70 000 m² répartis sur treize niveaux dans un espace ouvert. Une centaine de colonnes en fleurs de lotus stylisées soutiennent le plafond incliné, d'où filtre la lumière indirecte du soleil à travers

des fenêtres en forme de voile de felouque. L'immense paroi latérale en granit noir du Zimbabwe affirme une solennité réchauffée par le parquet en chêne clair d'Amérique, qui fait ressortir le mobilier fauve. Bienvenue dans la plus grande salle de lecture du monde !

Les sept étages ouverts au public peuvent accueillir deux mille personnes, qui disposeront, dans les salles de lecture, de tout le confort moderne : ordinateurs reliés aux ressources de la bibliothèque, sur lesquels on peut consulter cédéroms, multimédias, manuscrits et livres rares déjà numérisés. Comble du luxe, on peut tourner les pages en

Un joyau de la culture dont le coût total

a été pharaonique : 121 millions de dollars pour les seuls bâtiments de la Bibliotheca

effleurant l'écran du doigt, comme pour un vrai livre. Les rayonnages sont à portée de main, et 60 000 titres (15 000 en français) y sont disponibles par accès direct et classés thématiquement. Au rez-de-chaussée est présentée la religion, considérée comme base de la culture. En grimpaant, on accède à : littérature, beaux-arts, médecine, sciences, sociologie, pour finir au septième ciel avec l'informatique et la technologie de l'information. Si l'on ne trouve pas ce que l'on cherche sur les rayonnages, on consulte, sur ordinateur, la base de données de la bibliothèque et l'on passe sa commande. Le lecteur peut aussi élargir la recherche aux catalogues d'autres bibliothèques de par le monde,

comme les 28 millions d'imprimés de la Bibliotheca du Congrès américain. Ou consulter des sites choisis sur un circuit Internet à haut débit. Mais il n'est pas possible de jouer au surfeur fou, la Bibliotheca ne voulant pas devenir le « plus grand cybercafé du monde » ! Les chercheurs désirant s'isoler disposent de salles fermées pouvant accueillir trois personnes ou même des cases individuelles.

L'espace comprend d'autres trésors comme la Bibliotheca Tahah Hussein (un des plus grands écrivains égyptiens du XX^e siècle frappé de cécité dès son enfance), dédiée aux non-voyants, avec livres en braille ou numérisés avec ordinateurs adaptés. Au quatrième étage, que certains surnomment le pont du paquebot, on est en pleine science-fiction. Les clignotants de 200 serveurs informatiques donnent l'impression d'être sur un vaisseau de l'espace traversant les galaxies : le résultat d'un don d'une valeur de 5 millions de dollars fait

par l'Internet Archive de Californie, la plus grande bibliothèque numérique du monde, comprenant plus de dix milliards de pages Web (1996-2001) provenant de 16 millions de sites. Une immense base de données directement consultable et qui est renouvelée tous les deux mois.

Un joyau de la culture dont le coût total a été pharaonique : 121 millions de dollars pour les seuls bâtiments de la Bibliotheca, 20 millions de dollars pour l'équipement et 182 millions de dollars (débourrés par le gouvernement égyptien) pour le terrain, la salle de conférences et les consultants. Plus de 300 millions de dollars auxquels il faudra ajouter 31 millions de dollars pour l'achat de livres. La bibliothèque projette d'abriter 5 millions de volumes et n'en détient actuellement que 400 000 (la moitié sont disponibles), fruits de dons et d'acquisitions. Ce diamant de la couronne nécessitait, pour sa gestion, une perle rare. Elle a été trouvée

en la personne d'Ismail Serageldin. Égyptien, docteur de Harvard et consultant de la Banque mondiale, ce professeur itinérant des prestigieuses universités américaines est parfaitement anglophone et francophone. Cet intellectuel, de sciences appliquées et humaines, a tenté d'être directeur de l'Unesco. Il a reçu l'appui de dizaines de Prix Nobel mais pas celui de l'Égypte, liée par un accord avec Riyad pour soutenir le candidat saoudien.

Ismail Serageldin a exigé, pour pouvoir mener sa tâche à bien, de disposer d'une indépendance entière. Ce qui lui a été accordé puisque le Parlement égyptien a voté une loi faisant de la Bibliotheca Alexandrina un organisme ne dépendant que de la présidence de la République. Le rais y a ajouté un décret permettant que des sommités étrangères soient nommées dans le conseil d'administration de la Bibliotheca (le directeur général de l'Unesco en est membre statutaire). Au stade actuel, la majorité des membres

sont étrangers, ce qui confère une plus grande garantie d'autonomie.

Cette situation de quasi-extraterritorialité permet à la Bibliotheca de ne pas se soucier des censures, étatiques ou islamistes, qui au cours de l'année écoulée ont fait interdire des dizaines d'ouvrages égyptiens ou étrangers. Conscient du défi qu'il affronte, Ismail Serageldin veut faire de la Bibliotheca un « pôle d'excellence » permettant à l'Égypte d'entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle.

Gagnera-t-il son pari ? La résurgence de la Bibliotheca d'Alexandrie remplacera-t-elle le phare, cette autre merveille disparue du monde antique, comme un aimant attirant navigateurs du savoir et voyageurs de la connaissance, pour redonner à Alexandrie son caractère cosmopolite d'antan ? Beaucoup d'Alexandrins y croient et demandent déjà la construction d'un palace digne de la Bibliotheca.

Alexandre Buccianti



Le bâtiment, demi-sphère inclinée vers la mer, a été conçu par le cabinet d'architectes norvégien Snohetta.

Le phare du savoir pour l'Antiquité

LE CAIRE

de notre correspondant

Construite par Démétrios de Phalère à la demande de Ptolémée I^{er} Sôter en 297 av. J.-C., la bibliothèque d'Alexandrie devait donner à la nouvelle dynastie grecque d'Égypte un rayonnement universel. Rien n'a été épargné pour en faire le phare intellectuel de la Méditerranée. Ce projet pharaonique comprenait un impressionnant centre de recherche (le Mouseion) avec une bibliothèque royale richissime par ses œuvres tant en quantité (jusqu'à 700 000 papyrus) qu'en qualité.

Savants et chercheurs, dont Archimède et sa vis, Euclide et sa géométrie, Erastocène et le calcul de la circonférence de la terre, étaient luxueusement logés, nourris et récompensés. Les Ptolémées, obsédés par l'enrichissement de la bibliothèque, obligeaient les navires de passage à déclarer leurs papyrus, qui étaient confisqués pour copie ; c'est souvent cette dernière qui était rendue aux propriétaires.

Le rayonnement de la bibliothèque dure plus de deux siècles. Sa disparition est attribuée, selon des thèses plus politiques qu'historiques, à Jules César (47 av. J.-C.) combattant le frère de Cléopâtre VII, au patriarche Théophile d'Alexandrie au IV^e siècle pour combattre les derniers païens, ou à Amr Ibn Ellass, conquérant arabe

de l'Égypte en 640, sur ordre du calife Omar.

L'idée moderne de reconstruction de la bibliothèque naît à la fin des années 1970 à l'université d'Alexandrie. Un projet élaboré en 1984 est présenté à l'Unesco l'année suivante. En juin 1988, la première pierre de la Bibliotheca Alexandrina est posée par le président égyptien Hosni Mubarak et le directeur général de l'Unesco Federico Mayor. En 1989, le groupe norvégien Snohetta remporte le concours international d'architecture. En 1990 démarre une campagne internationale de récolte des fonds. Les travaux commencent en 1993 et se terminent en 2000-2001.

Reste la question lancinante : n'a-t-on pas mis la charrue devant les bœufs ? On a construit une bibliothèque avant de savoir ce qu'on allait y mettre alors qu'une centaine de milliers de pièces archéologiques gisent dans les caves du Musée du Caire sans compter toutes celles des dépôts de fouilles constamment menacés par les pilliers. Pourtant, on en est encore à lancer un concours d'architecture pour la construction d'un nouveau Grand musée égyptien (Le Monde du 11 janvier) dont les fonds (700 millions de dollars pour commencer) restent à trouver.

A. B.

Politique et polémiques autour d'une construction

LE CAIRE

de notre correspondant

Dès le début, le projet de Bibliotheca Alexandrina (BA) a été source de polémiques. Dès février 1990, la première donation substantielle (20 millions de dollars) est venue du cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis, un mécène qui n'était pas forcément réputé pour son ouverture culturelle et qui fut l'un des rares à reconnaître le régime obscurantiste des talibans. Son geste provoqua la jalousie de son voisin Saddam Hussein, qui s'appropriait à envahir le Koweït, et promit, par surenchère, 21 millions de dollars. L'argent n'ayant pas d'odeur, la polémique fut étouffée par une nouvelle levée de boucliers contre le projet.

En avril 1990, la commission d'architecture du Conseil supérieur de la culture égyptien estimait « irréaliste » le projet couronné par le jury international d'architecture. Pour le sauver, l'Unesco organisa des négociations à Alexandrie entre les architectes norvégiens du groupe Snohetta et la commission. Sur le plan esthétique, les Égyptiens reprochaient à la bibliothèque « la faiblesse du symbolisme du projet » et « sa non-intégration dans l'environnement urbain ». La commission craignait aussi, vu le gigantisme de la salle, des problèmes de bruit, de manutention et de maintenance. Objection majeure : la bibliothèque plongeait trop profondément sous le niveau du sol et de la mer, ce qui

obligeait à recourir à des techniques sophistiquées. Et, surtout, cette complexité allait priver les sociétés égyptiennes de construction d'une bonne part du chantier. Les deux parties ont fait des concessions : les Norvégiens ont surélevé la Bibliotheca de 4 mètres (elle devenait ainsi à la portée des techniques maîtrisées en Égypte), et la commission a oublié ses objections sur la symbolique. Les travaux pouvaient commencer !

PAS DE FOUILLES SÉRIEUSES

Pourtant, durant trois ans, rien ne fut entrepris. Pas même les fouilles archéologiques qui s'imposaient sur un terrain occupé par des baraques militaires anglaises puis égyptiennes, et dont personne n'avait jamais pu approcher. Selon la brochure de lancement, c'était pourtant l'emplacement des anciens palais des Ptolémées. L'argent ayant finalement commencé à affluer, l'organisme chargé de la construction reçut l'ordre de lancer les bulldozers.

De vagues sondages avaient permis aux services archéologiques égyptiens d'affirmer qu'ils n'avaient rien trouvé. C'est pourtant à un vrai massacre à la pelleuse que les archéologues indépendants ont dû assister. Les engins de chantier creusaient jour et nuit, et les déblais étaient jetés dans le lac Mariout. De quoi effacer les traces du crime ! Car crime il y avait. Suite à un article polémique publié par Le Monde, l'Unesco intervenait pour arrêter les

travaux. Des archéologues polonais furent chargés de fouiller ce qui restait du terrain (25 %). Très vite, ils trouvèrent des ruines de villa romaine et deux chefs-d'œuvre : la mosaïque des lutteurs et celle du chien (inspirée sans doute d'une fable d'Esoppe), les deux pièces maîtresses du musée archéologique de la Bibliotheca. Un musée qui aurait pu s'enrichir encore si la parcelle de terrain restante qui servait de parking n'avait elle aussi été déblayée sans fouilles sérieuses.

Les responsables actuels de la BA préfèrent aussi oublier que leurs prédécesseurs n'ont pas bronché quand, en 1998, l'université d'Alexandrie a décidé de liquider les fonds de sa bibliothèque. Il fallait se débarrasser de ces « vieilleries » afin de libérer de la place pour les inestimables thèses des professeurs. C'est ainsi que des œuvres rarissimes et des chefs-d'œuvre sont partis à vil prix. On préfère imaginer qu'ils ont pu

être sauvés par des centres de recherches ou des collectionneurs avertis plutôt que d'aboutir entre les mains de spéculateurs ou d'être mis au pilon. Autre polémique : les retards. La date d'inauguration fixée au 26 juillet 1995 n'a pas été respectée, pas plus que la dernière, le 23 avril 2002, coïncidant avec la Journée internationale du livre. Quelques jours auparavant, Alexandrie avait connu de très violentes manifestations anti-israéliennes et anti-américaines à l'université située à quelques mètres de la Bibliotheca. Un étudiant avait été tué par la police et on craignait des désordres. Toutefois, la raison officielle donnée pour le report fut que l'on ne pouvait pas décemment se livrer à des festivités internationales « au moment où les Palestiniens subissent une agression israélienne ». Faudra-t-il donc attendre la fin du conflit arabo-israélien ?

A. B.

Avec qui passer une nuit de Bohème dans le Périgord Noir en août ?

FRANCE TESTINETS

Retrouvez toute l'information sur les festivals internationaux de musique sur le site internet www.francefestivals.com

La chanteuse australienne triomphe sur disque et en tournée après dix ans de relatif oubli

Kylie Minogue renoue avec le succès en star rompue au show business

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le refrain est tout ce qu'il y a de bêta, c'est à dire d'une efficacité certaine : « La-la-la, la-la, la-la, la-la-la... » Sur de grands écrans, une lettre « K » animée saute en rythme d'un « la » à l'autre. Impossible à ne pas reprendre en chœur avec les 12 000 spectateurs du Wembley Arena, vendredi 24 mai. Et impossible à oublier longtemps après le spectacle de deux heures de Kylie Minogue, que vient presque conclure la chanson *Can't Get You out of My Head*. Un succès mondial à ajouter à la liste des tubes interprétés par la chanteuse australienne, ancienne héroïne de feuilleton télévisé dans les années 1980, devenue poupée pop en 1987.

La chanson est aussi l'une des manifestations les plus évidentes du retour de Kylie Minogue dans les hit-parades avec des singles extraits des albums *Light Years* (2000) et *Fever* (2001). Après avoir été, au tout début des années 1990, dans son pays natal et en Europe l'un des paris les plus payants du trio de musiciens-producteurs Mike Stock, Matt Aitken et Pete Watterman comme idole des ado-

La chanteuse Kylie Minogue et son look « Austin Powers » sur la scène du Hallenstadion de Zurich, étape suisse du *Fever Tour*, le 6 juin.



ASSOCIATED PRESS/KEVSTONE

lescents, elle avait cessé d'occuper les premières pages des magazines. Quelques essais plus ambitieux à partir de 1992 et la fréquentation d'expressions plus rock et sombres de Nick Cave ou de Primal Scream lui avaient bien acquis une vague crédibilité critique, mais c'est dans le registre de la pop dansante que l'Australienne, née le 28 mai 1968 à Melbourne, accroche le succès.

DURCISSEMENT MUSICAL

Une réussite qu'elle aborde dorénavant avec le recul de celles qui ont été oubliées et pas mal d'humour. Interrogée sur l'effet que cela lui faisait que de jeunes boutonneux se masturbent en regardant sa photographie, elle avait répondu : « Si je leur procure du plaisir, j'ai tout lieu d'en être heureuse. » Ce qui ne l'empêche pas de jouer avec l'image de star retrouvée que lui renvoie son public.

Le recours aux ritournelles et aux codes de la variété pop s'accompagne d'un durcissement musical, via la techno et la house. Cette évolution est discernable dans l'album *Fever* et encore plus dans les arrangements pour la scène du *Fever Tour*, donné à guichets fermés en Grande-Bretagne et en Allemagne, avec passage par Paris, où le Palais omnisports de Paris-Bercy a remplacé le Zénith, initialement prévu.

Comme ses rivales les plus probables, Madonna, Britney (Spears)

et Janet (Jackson), Kylie Minogue a abandonné son patronyme dans les coulisses. Son initiale « K » a été imprimée sur les dizaines de modèles de T-shirts vendus dans les stands, avec bracelets, colliers et petites culottes aux teintes pastel qu'elle a dessinés et porte fièrement dans de nombreux reportages photographiques. Le message est clair : Kylie est sexy et coquine, femme sûre d'elle-même et non plus gamine sous contrôle, agucheuse sans être vulgaire.

Artistiquement, elle sait dorénavant tenir sa place sur une scène. Le *Fever Tour* puise allègrement dans la cinématographie sur un répertoire extrait des deux derniers albums (*Spinning Around*, *On a Night Like This*, *Light Years*, *Fever*, *In Your Eyes*...) et de pot-pourri des succès passés (*I Should Be So Lucky*, *Love at First Sight*, *Shocked*, *Finer Feelings*, *Confide in Me*...). Le look années 1960 avec mini-jupe argentée issu de la série « Austin Powers » permet de lancer le show avec *Come Into My World*. Kylie Minogue chauffe sa voix, qui n'a pas la surpuissance de Céline Dion ou Mariah Carey, mais s'est débarrassée des sonorités gnan-gnan des débuts.

THÉÂTRE • Le metteur en scène Luc Bondy recrée l'œuvre d'Arthur Schnitzler, cycle de sept pièces en un acte, dans le cadre du festival de Vienne, qu'il dirige. Une réussite portée par ses actrices

La ronde viennoise d'Anatole, hypocondriaque amoureux

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Il n'y a pas si longtemps, à Vienne, on disait encore « les années d'Anatole » pour évoquer la fin du XIX^e siècle. Anatole, c'est le personnage qu'Arthur Schnitzler a introduit sur les scènes, au tournant de 1890, et qui fut aussitôt considéré par les écrivains de la « Jeune Vienne » comme le représentant de leur génération, une génération sans force, disait von Hofmannsthal, parce qu'incapable de vivre dans le rêve. Dandy, oisif, Anatole traverse les jours en passant d'un salon du café Sacher à une guinguette des faubourgs, d'une grisette à une femme du monde. Il séduit, couche, se lasse et parfois lasse. Il aime aimer, mais ce qui surtout l'occupe, c'est de ne plus aimer. De cela, il s'entretient beaucoup avec son ami Max, qui, à l'occasion, l'accompagne dans une entreprise de séduction ou un dîner d'adieu.

De même qu'il traverse le temps, avec la conscience, tellement viennoise !, que chaque instant signe une mort et une renaissance, Anatole semble « traversé » par les femmes qu'il rencontre. Tout se passe comme si l'assouvissement de ses désirs, et l'inévitable cruauté qui l'accompagne, à l'égard de soi et des autres, n'avait pas d'ancrage. Anatole ne s'appartient pas, il appartient tout entier à sa ville, cette Vienne où l'hédonisme vaut morale, et où la beauté dépasse la vérité. C'est pour cela qu'il fut tant aimé de ses contemporains, puis, au XX^e siècle, inscrit au panthéon du Burgtheater, où il fut mis en scène dans la tradition nostalgique de « l'esprit viennois ».

L'idée du personnage d'Anatole est venue à Arthur Schnitzler un jour qu'il avait un rendez-vous avec une femme des faubourgs. Il était en compagnie d'un ami, avec qui il a tiré la femme au sort. Il a gagné,



Angela Winkler (*Gabriele/Berta*) et Michael Maertens (*Anatole*).

mais quand il s'est retrouvé seul avec la dame et qu'il a senti derrière sa nuque une grosseur qui ne lui inspirait rien de bon (il était médecin, ne l'oublions pas), il a cédé la place à son ami. Il s'est mis au café, et il a commencé à écrire le premier acte d'*Anatole*, qui n'est pas une pièce, mais un cycle de sept pièces en un acte.

GUEULE DE BOIS

Elles sont publiées en France (par les éditions Actes Sud Papiers) dans une traduction qui clôt le cycle par le *Matin de noces d'Anatole*. Ce jour-là, l'ami Max attend dans l'antichambre qu'Anatole se prépare. Mais Anatole est encore au lit, en compagnie d'une conquête de la veille.

TROIS QUESTIONS À... MARIE ZIMMERMANN

1 Vous êtes la nouvelle directrice théâtrale du Festival de Vienne, les Wiener Festwochen, qui se termine le 16 juin. Il y a eu vingt-deux premières en quarante jours, de Steve Reich à Arthur Schnitzler. Vous avez mis l'accent sur les jeunes créateurs venus d'Europe de l'Est. Pourquoi ?

Je n'aime pas ce terme d'« Europe de l'Est », un concept hérité de la guerre froide qui a nivelé une réalité mal connue. Il y a les Russes, les Polonais, les Hongrois, les Tchèques – autant de traditions théâtrales différentes. Le point commun, c'est, avec la libéralisation, l'effondrement presque total du système de subventions étatiques qui assurait la survie des artistes. Et aussi l'émergence, dix ans après la chute du communisme, d'un théâtre documentaire intégrant aussi bien des études sociologiques sur les jeu-

nes criminels ou les drogués que des rituels sociaux disparus, comme dans le spectacle de l'Ukrainien Wladislaw Troitzkij, *A la recherche du temps perdu*. Nous avons voyagé neuf mois à travers ces pays pour voir ce qui s'y passait, et offert à 125 boursiers, dont 60 % viennent de l'ancienne Europe communiste, la possibilité de se confronter à Vienne à d'autres jeunes créateurs, dans des ateliers.

2 Ces ateliers sont restés fermés au public et aux journalistes. Pourquoi ?

Le « Forum » se veut un laboratoire international. Il y avait les spectacles présentés dans le cadre de la programmation, mais les artistes étaient libres de montrer ou non le produit de leur travail en atelier. Il ne faut pas exposer trop tôt

les jeunes créateurs à la concurrence des metteurs en scène établis. Il faut leur donner le temps de l'élaboration. De grands festivals comme Vienne, doté d'un budget de 1,8 million à 2,2 millions d'euros rien que pour le théâtre, doivent être généreux envers les jeunes créateurs, trop souvent mal servis.

3 Vienne est réputée préférer les valeurs sûres ?

Tout le monde m'avait avertie qu'ici ça ne marcherait pas, mais le taux de fréquentation est au même niveau que l'an dernier. Il ne suffit pas de récolter les talents reconnus, nous avons aussi une responsabilité dans la transmission de l'héritage théâtral.

Propos recueillis par Joëlle Stolz

Et si se sera marié. En passant. Telle est la ronde d'*Anatole*, à qui Luc Bondy offre le visage d'un homme qui ne se dépêche pas de ses amours incessantes. Un homme qui vit avec une gueule de bois amoureuse. Il est fatigué, parce qu'il ne sait pas oublier. Toutes ses femmes, anciennes et futures, l'accompagnent. C'est sa valise, mentale, obsessionnelle, freudienne (Freud a écrit à Schnitzler qu'il n'a jamais voulu le rencontrer, de peur de croiser son double).

En hypocondriaque amoureux, Anatole ne veut pas guérir, parce qu'« il y a tant de maladies... et une seule santé ». Il glisse sur le temps, pour finir, avec des cheveux gris, accroché à son ami Max à qui il dit : « Te souviens-tu ? », en regardant la jeunesse qui arrive. Dans cette dernière scène, anthropologique et totalement cafardeuse, Anatole (Michael Maertens) apparaît pour ce qu'il est : un homme sans qualité, entouré des femmes qu'il a aimées. Des femmes blessées, des comédiennes fantastiques, comme Luc Bondy a le don d'en rassembler. Avec, en tête, la merveille des merveilles : Angela Winkler.

Brigitte Salino

ANATOLE, d'Arthur Schnitzler. Mise en scène : Luc Bondy. Décor : Richard Peduzzi. Avec Michael Maertens, Klaus Pohl, Dorothee Hartinger, Petra Morzè, Maria Hengge, Birgit Minichmayr, Angela Winkler. AKADEMIETHEATER, Vienne. Tél. : 43-1-514-44-4740. Créé dans le cadre du Festival de Vienne, le spectacle sera joué la saison prochaine dans le cadre de la programmation du Burgtheater.

Le déficit de la Réunion des musées nationaux souligne l'urgence de sa réforme

LE CONSEIL d'administration de la Réunion des musées nationaux (RMN), bras commercial de la direction des Musées de France (DMF), s'est réuni le 11 avril 2002 avec pour objet de faire le point sur sa situation financière. Cette situation est encore plus mauvaise qu'on ne l'imaginait (*Le Monde* du 31 janvier) puisque l'exercice 2001 se solde pour la RMN par un résultat global déficitaire de 7,70 millions d'euros, contre un bénéfice de 198 183 euros en 2000.

Compte tenu de ce résultat et d'une insuffisance d'autofinancement, un prélèvement sur le fonds de roulement de la RMN de 13,10 millions d'euros est nécessaire. Un plan d'économies est proposé pour 2002 : programmation en baisse des expositions, réduction des coûts des services éditoriaux et commerciaux. Il n'y aura pas de plan social, a promis Fran-

cine Mariani-Ducret, la directrice des Musées de France, qui chapeaute également la RMN. L'enveloppe destinée aux achats des œuvres d'art devrait être également plus légère.

Ce déficit global se ventile en trois chapitres. Le volet développement et action muséographique est positif puisqu'il dégage un bénéfice de 6,65 millions d'euros. Un bon chiffre qu'il faut pourtant nuancer : il est en diminution de 1,51 million d'euros par rapport à 2000. On l'explique, à la RMN, par la baisse de fréquentation des musées (moins 10 %), liée aux suites des attentats du 11 septembre et aux grèves à répétition de l'automne dans les musées.

Pour le deuxième chapitre, les expositions, le déficit est de 6,36 millions d'euros. Ici, les recettes sont comparables à celle

de 2000 ; en revanche, les dépenses – celles des transports et des assurances – ont nettement augmenté.

MANQUE DE COMPÉTITIVITÉ

C'est le troisième chapitre, le volet éditorial et commercial, qui est, de loin, le plus sinistré et le plus inquiétant. Ici, le trou est de 7,99 millions d'euros, deux fois et demi supérieur à celui de 2000 (3,14 millions d'euros). La RMN explique cette chute par la mauvaise conjoncture et par la dégradation rapide de la part des produits dans les ventes – ce qui pose la question de la compétitivité des produits élaborés par l'établissement. Mais aussi celle de la compétence des services commerciaux de la RMN. Certains s'étonnent, par exemple, que la grande librairie située sous la Pyramide du Louvre soit déficitaire.

Les très mauvais résultats de la RMN sont-ils essentiellement liés à un « accident conjoncturel » ou ont-ils aussi des causes structurelles ? Dès 1996, la RMN accusait un déficit de près de 80 millions de francs (plus de 12 millions d'euros). L'Etat avait alors renfloué les caisses. Elles sont vides à nouveau. « On a l'impression d'une histoire qui radote », indique un cadre de la RMN. De nombreux observateurs estiment que le système actuel ne permet plus un redressement. L'imbrication trop grande de la RMN et de la DMF, son manque d'outils de mesure et de marketing, son inertie, son absence de culture d'entreprise sont tour à tour pointés. Une chose est à peu près certaine : la réforme de la RMN, annoncée depuis des années, semble difficile à différer plus longtemps.

Emmanuel de Roux

Prolongations jusqu'au 30 juin

La Mouette

de Anton Tchekhov
mise en scène Philippe Calvario

avec Philippe CALVARIO Medvedenko - Florence GIORGETTI Arkadina
Julie HARNOIS Nina - Jean-Claude JAY Dorn - Jérôme KIRCHER Treplev
Johan LEYSSEN Trigorine - Guy PARIGOT Sorine - Chloé REJON Macha
Georges TERAN Chamraiev - Maria VERDI Paulina

Théâtre des Bouffes du Nord
37 bis, boulevard de la Chapelle - Paris 10^e

RESERVATIONS 01 46 07 34 50 / Magasins Fnac - 0 892 68 36 22 (appel payant) - Printemps - Bon Marché

Patrimoine Les atours rénovés de la Trinité des Monts

ROME Au sommet du grand escalier de la Piazza di Spagna, à deux pas de la Villa Médicis, le couvent français de l'église de la Trinité des Monts ouvre ses portes sur ses merveilles pour la première fois depuis sa création, il y a cinq cents ans. A de rares occasions le public avait pu méditer à l'ombre de son cloître impressionnant. La plupart du temps, on devait se contenter des offices dominicaux accompagnés à l'orgue. Mais un demi-millénaire vaut plus qu'une messe.

Une année de restauration experte des peintures murales, qui s'étendent sur plus de 1100 m², obscurcies par le temps, se conclut par une exposition du 12 juin au 8 septembre. La Fondation des Pieux Etablissements de la France à Rome et à Lorette, les ministères français et italien de la culture, le Palais du Luxembourg, qui vota une subvention spéciale, entre autres soutiens, peuvent être fiers du résultat. L'émotion devant tant de beautés retrouvées ne sait où reprendre son élan. Dans le réfectoire en trompe-l'œil du Père Bozzo, la plus belle salle à manger romaine du XVI^e siècle, ou devant l'anamorphose étonnante, la plus longue du monde, sur 18 mètres, peinte par le Père Maignan, un moine mathématicien au cours de la première moitié du XVII^e siècle ? Peut-être va-t-on s'attarder devant l'astrolabe d'une précision parfaite : cette horloge solaire occupe un mur et le plafond d'un des couloirs du couvent, un petit miroir disposé sur le rebord d'une fenêtre réfléchit les rayons du soleil et permet de lire l'heure exacte.

Ce lieu de méditation révèle des surprises, comme les trente-huit médaillons représen-



tant des générations de rois de France, œuvres uniques destinées à honorer cette royauté. A l'intérieur de l'église, un ensemble de fresques peintes par Daniele Da Volterra, inspiré par le style de Michel Ange, a également été restauré. Il représente la vie de la Vierge Marie. Dans l'ancienne infirmerie se cache la célèbre *Chambre des ruines* de Clérissieu. Enfin, les organisateurs de

l'exposition mettent à disposition une centaine d'autres œuvres, livres, manuscrits et objets divers, et annoncent pour l'été concerts et journées d'études.

Mais le plaisir esthétique devant ces révélations ne doit pas faire oublier l'histoire chargée de symbolique de la Trinité des Monts. La création du monastère a été décidée par le roi Charles VIII de France (1483-1498), pour remercier l'ermite François de Paule, fondateur de l'ordre des minimes, appelé au chevet de Louis XI moribond pour faire un miracle. La communauté des minimes, après avoir construit église et couvent, s'y installa pour trois cents ans, jusqu'à la Révolution française, qui l'en chassa. Après la mise à sac, le lieu servit d'auberge à divers artistes dont Ingres, Granet et Pinelli.

En 1928, il retrouve sa vocation religieuse, les sœurs du Sacré-Cœur s'y installent et ouvrent deux écoles. Aujourd'hui, elles sont 180 à y résider, formant 500 élèves. Pour elles aussi l'exposition « La Trinité des Monts redécouverte » est une révolution, due pour partie à la culture et l'entêtement du Père Gaël de Guichen, l'ange ou la bonne fée du couvent, qui eut l'intuition depuis longtemps de ce renouveau de la Trinité.

Danielle Rouard

« La Trinité des Monts redécouverte », Rome. De 10 heures à 13 heures et de 16 heures à 19 heures. Participation souhaitée : 5 €. Catalogue : 30 €, bilingue comme l'expo. Pour info, tél : 00-39-06-68-82-72-84.

Photo : Astrolabe ou horloge solaire, Père Emmanuel Maignan, 1642. © Mauro Coen, Pieux Etablissements de la France, Rome, 2002.

Théâtre

PARIS

Le Parloir du 19

En réponse notamment aux « relents de la préférence nationale », Gabriel Garran, enfant des Buttes-Chaumont et fondateur-directeur du Théâtre international de langue française (TILF), installé dans le parc de La Villette depuis 1993, a fait le « pari de la proximité » en s'associant à la mairie du 19^e arrondissement pour bâtir ce Parloir du 19, « rond-point d'affinités créatives et de pluralité solidaire ». Musique, poésie, théâtre, capoeira (art martial déguisé en danse), danse, lectures d'auteurs contemporains composent ces « rencontres de la parole » qui rassemblent, jusqu'à la fin juin, artistes, auteurs et musiciens « demeurant, œuvrant » ou ayant « traversé l'histoire » de cet arrondissement du Nord-Est parisien. Autour notamment de Gabriel Garran et de l'équipe du TILF, Paolo Damiani et son orchestre (l'Orchestre national de jazz), Matthias Langhoff, qui a carte blanche, Mathieu Amalric et Sami Bouajila pour une lecture, Irène

Tassembo pour une chorégraphie... Apéros-concerts, expositions complètent ces rendez-vous.

Théâtre international de langue française, parc de La Villette (derrière la Grande Halle), Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. Tél. : 01-40-03-93-95. Les 14, 18, 19, 20, 21, 25, 26, 27, 28 et 29, à 20 h 30 ; le 15, à partir de 15 heures ; le 22, à 14 heures et 20 h 30 ; le 23, à 14 heures ; le 30, à 16 heures. Il existe plusieurs tarifs.

JARNY, BRIEY ET ENVIRONS

Festivals de théâtre intime et de jazz

Le Théâtre du Jarnisy organise, jusqu'au 29 juin, la sixième édition du Festival de théâtre intime. Il se marie pour la seconde fois à la musique en s'associant au Festival de jazz. Plusieurs spectacles se déroulent en appartement : jusqu'au 14 juin, *Les gens normaux ont tout d'exceptionnel*, d'Alan Bennet, Jean-Marie Gourio et Philippe Minyana, et *Le Terrier*, adaptation du texte de Kafka mis en scène par Jean Lambert-Wild. Le 15 juin se place sous le signe de l'écriture dramatique vivante, avec des lectures au bar du festival, dans les salles du Vieux Colombier, le château et le parc de Moncel.

Les 15, 21 et 22 juin, c'est au tour du jazz et de Boris Binot de jouer en appartement. Le percussionniste Jean-Pierre Drouet et le comédien Jean-Pierre Tailhade improvisent, ensemble, le 25 juin. Le 27 juin, acteurs et spectateurs sont invités à *Danser avec les mots* et pourront se retrouver dans la soirée autour d'un buffet payant. Le festival propose enfin un Parcours d'été durant lequel ils découvriront les textes de l'Encyclopédie intime 3, à travers villages et villes alentour.

Théâtre du Jarnisy, BP 48, Jarny (Meurthe-et-Moselle). Tél. : 03-82-33-28-67. 19 heures et 20 h 30. De 5 € à 14 €.

Jazz

PARIS

Sébastien Texier

Henri Texier (contrebassiste historique) a mis sur les rails du saxophone son fils Sébastien. Excellent instrumentiste, beau tempérament, conceptions solides, plus l'apport de la jeunesse. Il est toujours précieux de saisir un musicien en début de course. D'autant que la relève en jazz et en musique improvisée pose aujourd'hui de vraies

et passionnantes questions. Laboratoire de vérification ? Le Duc des Lombards, entre Sébastopol et Châtelet, de plain-pied comme une brasserie, et non souterrain comme ces caveaux qui intimident le profane.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. Le 13, à 21 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 15,24 €.

Exposition

PARIS

Julio Gonzalez

Né à Barcelone en 1876, Julio Gonzalez était fils de ferronnier et d'orfèvre. Il a travaillé dans les années 1930 avec Picasso, qu'il a initié à la soudure du fer. Picasso dévorant le plus souvent tous ceux qui l'approchaient, Gonzalez a été longtemps perçu comme un disciple lointain. Raison pour laquelle des expositions comme celle réunie par Marwan Hoss sont essentielles : centrée sur les dessins et quelques sculptures figuratives réalisés de 1900 à 1940, elle remet en valeur toute une part de son travail occultée par les aspects les plus avant-gardistes de l'œuvre, ceux qui font de Gonzalez un des artistes majeurs du XX^e siècle. La part de l'ombre, celle qui pourtant, selon lui, préluait à toutes ses sculptures, même les plus abstraites : la figure humaine. **Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1^{er}. M^e Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 juillet. Entrée libre.**

CONCERTS

JEUDI 20 JUIN - 20 H

SALLE PLEYEL

CHRISTOPH ESCHENBACH direction
DAWN UPshaw soprano

ANTON WEBERN

Six pièces pour orchestre, op. 6

WITOLD LUTOSLAWSKI

Chantefleurs et Chantefables

PIOTR ILYITCH TCHAIKOVSKI

Symphonie n° 6 « Pathétique »

Présentation du concert par

Marc-André Dalbavie - jeudi 20 juin,

à 18 h 30 - salle Pleyel - Accès libre



de 14€ à 53€ - tarif jeunes : 8€

RÉSERVATIONS

0 825 000 821 (0,15€/mn)

www.ticketclik.fr



Orchestre de l'Opéra
chef permanent : James Conlon

James Conlon
direction

Les divertissements
- ouvertures et ballets -
composés pour l'Opéra de
Paris par Rossini, Wagner,
Gounod, Verdi, Berlioz...

21 juin - 20h

Opéra Bastille

Informations-Réservations

0 892 69 78 68*

www.opera-de-paris.fr

monumy

Quatuors à cordes

Sainte-Chapelle Paris

Festival
du 17 au 29 juin 2002
à 20 h 30

Avec les quatuors
Ysaye, Aviv et Rossetti

Mozart, Beethoven, Schubert,
Ravel, Fauré, Berg...

Métro : Châtelet / Cité / Saint-Michel

Fnac, 0 892 68 36 22, www.fnac.com

Infos : **www.monumy.fr**

Sélection disques jazz

par Sylvain Siclier

MONIOMANIA

Princesse fragile



Parmi les musiciens aptes à régénérer la scène du jazz et des musiques improvisées en France, le saxophoniste Christophe Monniot occupe depuis quelque temps une place de choix. En particulier avec son sextet Moniomania, dans une parenté probable avec les superpositions rythmiques, mélodiques et la capacité à accaparer les genres explorés par Frank Zappa. L'écriture de Monniot est faite de rebondissements et de fausses pistes qui appellent la virtuosité d'interprétation. Ce qui ne se révèle ni étouffant pour les musiciens - le batteur et « bruiteur » Denis Charolles, le pianiste Emil Spanyi font des merveilles - ni conçu pour simplement épater. Sans se perdre, Moniomania va dans tous les sens en un ensemble idéalement ludique et viv.

1 CD Quoi de neuf docteur/Night & Day.

MICHEL CAMILO

Triangulo

A ses débuts en leader, il y a une quinzaine d'années, Michel Camilo en mettait plein les oreilles à force

de changements de métriques et de tempo au cours d'un même morceau, dans un phrasé pianistique souvent spectaculaire, vite épuisant pour l'auditeur. Le Dominicain a fait peu à peu le tri pour se concentrer sur le geste musical et son nouvel album, *Triangulo*, ravive l'intérêt qu'on peut porter à ce grand connaisseur des formes du jazz et de la musique afro-cubaine. Pour accompagner cette énergie désormais bien canalisée, il faut une rythmique plus frémissante que bouillonnante. D'où le bassiste Anthony Jackson et surtout le batteur et percussionniste Horacio « El Negro » Hernandez. L'un et l'autre dans une attention subtile, sans tapage, au cœur du swing latino.

1 CD Telarc/Socadisc.

SARAH MORROW

Standards and Other Stories...

Un premier album en 2001, *Greenlight*, avait permis d'identifier les qualités de soliste de la tromboniste américaine Sarah Morrow. Ce que *Standards and Other Stories...* confirme. Dans le champ des ballades lyriques, Sarah Morrow rend grâce à son inspirateur le plus audible, J.J. Johnson. Son jeu permet aussi d'entendre la fréquentation de la musique funk. Des sources qu'elle

équilibre avec intelligence et surtout un sens exact du choix des notes. Aux standards annoncés par le titre - *A Night in Tunisia*, *Do Nothin'Till You Hear From Me* ou *Well You Needn't* fort bien menés - Sarah Morrow a ajouté ses compositions - *It's Getting Late Now* avec la chanteuse Anne Ducros, *Tisha's Dance* - dont les constructions montrent aussi les capacités de la jeune femme à jouer avec les climats.

1 CD RDC Records-Cobra bleu/BMG.

ANTOINE HERVÉ

Summertime

Caravan, de Juan Tizol, l'un des thèmes majeurs de l'histoire du jazz était déjà au programme du disque *Fluide*, enregistré en 1995 par Antoine Hervé, déjà en trio avec le contrebassiste François Moutin et son jumeau le batteur Louis Moutin. On y trouvait aussi, comme ici, un titre extrait du disque *Kind of Blue*, de Miles Davis, une chanson de Broadway... Comme dans *Fluide*, Antoine Hervé a choisi de jouer des standards archi-connus, joués mille fois. Pas pour mettre l'auditeur en terrain de reconnaissance mais bien pour pousser au plus haut niveau sa science de l'arrangement et de la création. *Fluide* était un bonheur. *Summertime* l'est encore plus, porté par un élan de groupe et une envie de jazz formidables.

1 CD Nocturne.

François Verret, chorégraphe à ses qualités

À la suite de l'accident de son danseur Mathurin Bolze, l'artiste a dû repousser son spectacle programmé pour Avignon, inspiré du livre de Robert Musil « L'Homme sans qualités »

AU BOUT de cinq minutes, même pas, on n'est plus sûr de rien. Qui est assis en face de nous ? François Verret le chorégraphe ou Robert Musil le romancier de *L'Homme sans qualités* ? La parole fuse, fiévreuse, ou tâtonnante. Trop-plein de mots, de sensations qui n'ont pas eu le temps de se traduire en gestes, en situations. Car *Chantier-Musil*, dont la création devait être un moment fort du prochain Festival d'Avignon, a dû être annulée : Mathurin Bolze, divin danseur-acrobate, élu pour porter très haut la figure d'Ulrich, le héros du roman, a explosé son genou à l'atterrissage. Huit mois d'arrêt. La pièce est repoussée à la saison prochaine. Alors Robert Musil continue de hanter François Verret. De le posséder. Pour ces deux artistes, frères de cœur et de pensée, le réel n'est jamais assez vrai, la vie jamais assez intense.

François Verret, né sombre, l'est resté à 45 ans passés. Avec toutefois quelque chose d'apaisé, sinon dans la voix, dans le corps. Il est de ceux, très rares, qui comprennent très jeunes, alors que tout leur réussit, qu'il faut tenir à distance le succès. Une attitude d'effacement qu'on a prise, du moins au début, pour de la pose – refus de communiquer des photos, d'accorder des interviews, désir de faire disparaître son nom, sa signature d'artiste. Ulrich, l'homme dont le patronyme n'est jamais nommé, c'est lui, François V. « Ulrich, dit l'homme sans qualités, est celui qui réinvente à chaque instant ce que c'est que de vivre pleinement et subjectivement, explique le chorégraphe. Il cherche un autre état que celui qui est désigné comme le monde du réel. Un état ouvert à tous les paradis artificiels, à tout ce qui permet d'échapper au registre des expériences délimitées qui ne nous déplacent plus, ni dans le temps, ni dans l'espace. Une manière d'être au monde face à la loi, à l'historicité, à la précision de la langue, mais aussi une façon de se tenir face à l'ombre, la lumière, les dérives, les saisons, le calendrier. Cette potentialité d'être un homme sans qualités nous la portons tous en nous. A quel moment avons-nous cru l'être ? A quel moment surtout en avons-nous fait notre deuil ? »

Verret resitue le propos de Robert Musil qui, voulant comprendre les causes ayant entraîné la première guerre mondiale, décèle que les faits sont signés par des hommes et des femmes de qualité : « Une pseudo-élite de la nation qui se laisse croire qu'elle construit l'Histoire, et ce n'est pas rien que des hommes croient qu'ils sont le moteur de l'Histoire, alors qu'il s'agit toujours de la même histoire, comme le dit Musil. Des logiques de pouvoir, au nom d'une Realpolitik, dictent ce qui n'est pas

BIOGRAPHIE

► **1975**
Quitte l'architecture pour la danse.

► **1980**
« Tabula rasa ».

► **1986** :
« La Chute de la maison Carton ».

► **1990**
« Faustus ».

► **1994**
Grève de la faim pour Sarajevo ; ouverture des Labos d'Aubervilliers avec « Nous sommes tous des vaincus ».

possible. Des logiques de territorialisation désignent avec certitude la réalité, sans jamais la remettre en question. Ça finit par péter. Il n'y a pas d'autre issue que l'affrontement, qu'il s'agisse de grandes guerres, ou de petites guerres du quotidien. Et puis, la fonction aveugle recommence », commente François Verret, prompt à rebondir sur aujourd'hui. « L'élite, horrifiante dans sa réalité, culpabilise sur les moyens qu'elle a mis en œuvre pour en arriver là où elle se perche et met toute sa force à faire croire qu'elle seule peut trouver la Grande Idée rédemptrice. Elle convoque, écoute les uns les autres, ne répond ni oui, ni non. Et, à force de mettre en instance, gère tout un appareil bureaucratique de suggestions. Elle se la joue pour continuer à exister, inconsciemment aveuglée, ou pas, feignant de chercher ce qui pourrait tout relia, tout globaliser. »

NE JAMAIS SE CRAMPONNER

Pour Verret, les points aveugles deviennent démesurés. Et mortelle l'urgence de reconnaître que le réel, dans sa matérialité trouble, est constitué aussi de fous, d'assassins, d'êtres obscurs et opaques, contradictoires. Depuis une douzaine d'années, il a choisi d'ouvrir des fronts, ou plutôt des brèches, ce qu'il appelle « des champs du possible ici et maintenant ». Désireux de n'être rattaché à

des lieux que temporairement, il a d'abord planté sa tente à Châteauevallon, encore dirigé en 1991 par Gérard Paquet, dans des prisons à Marseille, auprès des ouvriers en grève des chantiers de La Ciotat, jusqu'à Aubervilliers où en 1994 il ouvre Les Laboratoires. Le ferme soutien du maire communiste Jack Ralite, sénateur de Seine-Saint-Denis, lui permet d'obtenir la possibilité de mettre sur pied une structure et un conseil d'administration indépendants des subventionneurs et de leur présence.

A Aubervilliers, il vient de passer la main à une autre équipe collégiale et artistique. Ne jamais se cramponner, ni se crispier. Il gronde contre ceux qui veulent « prendre » un lieu, « pour le fric, pour la sécurité, l'assise » en donnant si peu en retour : « Dans les structures de l'institution vit un monde figé. C'est terrible de sentir ceux qui ne sont pas dans la nécessité de réinventer, ils encombrant inutilement le paysage. Ils sont dans l'ombre de l'ombre de ce à quoi ils aspiraient dans leur premier élan. » Vante « l'essayisme perpétuel » et les communautés de ceux qui tentent l'ailleurs dans un déplacement mental et spatial constant. Il parle des gouffres qu'il a traversés, de ses doutes terrifiants, « mais pas plus, pas moins qu'ailleurs ». Raconte comment le compagnonnage avec Musil l'a aidé « à perfo-

rer le sérieux d'éclats de rire. Les enfants nous ouvrent ce domaine du rire ». A propos, quelles nouvelles de Gala, sa fille ? « Lumineuse ! », répond le père, soudain transfiguré.

Pas de rires d'enfant chez Musil, « que des terribles histoires d'adultes ». Les œuvres de François Verret brûlent. Y compris celles de ses débuts, quand il chorégraphiait en 1981 *In illo tempore* pour le Groupe de recherches de l'Opéra de Paris, ou en 1983 *La Latérale de Charlie* pour le Centre national de la danse d'Angers. Une belle et glorieuse carrière l'attendait. Quand on le voit refuser l'installation en centre chorégraphique, les tournées comme signe de réussite, les missions dictées par les tutelles, traçant au jour le jour sa route, donnant forme à des créations directement inspirées de ce qu'il vit. Une vingtaine à ce jour. Car il n'a jamais cessé de livrer à chaud le fruit, souvent abouti, parfois en friche, de recherches menées en commun avec des hommes qui lui ressemblent. On pense à Daniel Emilfork, à Frédéric Leidgens, à Alain Rigout... Mathurin Bolze, acrobate rencontré à l'École nationale du cirque de Châlons-en-Champagne, tutoie les anges et Icare. Il est Ulrich, il est François. Ou plutôt le sera quand son genou sera réparé.

Dominique Fréard



QUENTIN BERTOUX

LES GENS DU MONDE

■ **Woody Allen** et ses anciens producteurs, qui avaient porté le 2 juin un différend financier devant un tribunal de Manhattan (*Le Monde* du 8 juin), sont parvenus à un accord à l'amiable, ont indiqué les avocats des deux parties à la presse new-yorkaise. Le juge **Ira Gammerman** doit présider à la signature formelle de l'accord. Le cinéaste reprochait à sa productrice, **Jean Doumanian**, et à son ami, **Jacqui Safra**, de ne pas lui avoir versé quelque 12 millions de dollars pour sept films produits entre 1994 et 2000. Le montant de l'accord n'a pas été révélé.

■ Un conseil d'administration extraordinaire du Festival de Cannes (où sont représentés les organisations professionnelles ainsi que les pouvoirs publics) est convoqué jeudi 13 juin pour étudier la nomination de son président, **Gilles Jacob**, à la vice-présidence du conseil de surveillance de Groupe Canal+ (Vivendi Universal). Cette nomination, annoncée samedi 8 juin, a suscité des interrogations chez plusieurs professionnels du secteur. Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, indiquait de son côté avoir « fait vérifier qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre cette nomination et les statuts du Festival ».

■ Le Grand Prix de littérature de la Société des gens de lettres (SGDL) a été attribué pour l'ensemble de son œuvre à **Pierre Bergounioux**, à l'occasion de la parution de *Le Premier Mot* (Gallimard) et *Un peu de bleu dans le paysage* (Verdier). Le Grand Prix de poésie a été décerné pour l'ensemble de son œuvre à **Richard Rognet**, à l'occasion de la parution de *Belles en moi, belle* (La Différence) et de *Juste le temps de s'effacer* (Le Cherche Midi). Ces deux prix sont dotés de 7 000 euros. Le Grand Prix du roman a été attribué à **Michel Vittoz** (*L'Institut Giuliani*, Buchet-Chastel), de la nouvelle à **Eric Holder** (*Masculins, singuliers*, Le Dilettante), de l'essai à **Roger Duchêne** (*Les Précieuses*, Fayard), du livre des arts à **Pierre Schneider** (*Petite histoire de l'infini en peinture*, Hazan), du livre d'histoire à **Jean Nicolas** (*La Rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1779*, Seuil), du livre de jeunesse à **Virginie Lou** et **Joseph Périgot** (*Les Pacom*, Fayard). Ces prix sont dotés de 3 000 euros. Le prix Paul-Féval de littérature populaire a couronné **Alexandre Torquet** (*La Princesse au cobra*, Albin Michel), le prix de poésie Charles-Vildrac à **Jean Laugier** (*Ce lumineux foutoir*, Le Veilleur éditions). Le Prix spécial du comité a été attribué à **Jacques Bens**, le prix de traduction Gérard-de-Nerval à **Claude Porcell**. Le Grand Prix du multimédia va à **Philippe de Jonckheere**, pour son site : desordre.free.fr

DOMINIQUE DHOMBRES

Vous allez bien ?

LE PRINCIPE de l'émission est simple : faire pénétrer une caméra dans des lieux normalement cachés à la vue de tous. Pourquoi Annie Cordy et Frank Dubosc ? Parce qu'il faut bien des amuseurs pour mettre leur grain de sel et assurer les transitions entre deux séquences. Pourquoi un vaste plateau avec un auditoire qui applaudit au doigt et à l'œil ? Parce qu'une émission de divertissement, à une heure de grande écoute, ne se conçoit plus désormais sans un « public de télévision », chargé d'assurer la claque. C'était donc, mercredi soir, sur TF1, « Défense d'entrer », un programme ni meilleur ni pire que ce qui se fait d'ordinaire dans ce domaine.

On avait d'abord droit au laboratoire souterrain situé place Rouge, à Moscou, sous le mausolée de Lénine. C'est là qu'on procède régulièrement à la remise en état de la momie du fondateur de l'URSS. Le secret du liquide dans lequel on plonge Vladimir Ilitch pour lui assurer une perpétuelle jeunesse est aussi bien gardé que celui de la composition du Coca-Cola, affirme un des laborantins. Il existe aussi une clientèle tout à fait contemporaine, ajoute-t-il. Il ne précise pas qu'il s'agit le plus souvent de membres de la mafia qui ont péri de

mort violente. Tout cela avait déjà été raconté, avec force détails étonnants, par le fils de l'embaumeur de Lénine, Ilya Zbarski, dans un livre paru en 1997 chez Solin-Actes Sud, *A l'ombre du mausolée*.

On a eu ensuite l'énorme piscine souterraine d'un industriel français, à laquelle on peut accéder en voiture, la réserve d'animaux venimeux (serpents, scorpions, araignées), au Brésil, où l'on fabrique les antidotes correspondants, et les cuisines du paquebot *Queen-Elizabeth-II*. C'était décidément le soir des momies, puisqu'on a pu voir aussi celle de l'homme préhistorique vieux de 5 000 ans, retrouvé dans un glacier alpin, et désormais conservée dans un caisson réfrigéré à Bolzano, en Italie. En fin d'émission, à l'heure où les enfants sont censés être couchés, on est passé à des sujets un peu plus corsés, tels que cet immeuble discret d'Amsterdam où quarante filles s'exhibent nues sous l'œil de soixante-dix caméras pour les internautes du monde entier. A chaque reprise du programme, après la publicité, la meneuse de jeu demandait obligeamment à Annie Cordy et à Frank Dubosc s'ils allaient bien. C'était le cas. Le procédé est vieux comme le cirque : « Vous allez bien, les enfants ? - Ouuiii ! »

TÉLÉVISION

Jardins vagabonds

Les imaginaires déployés dans les « Histoires courtes » choisies par Alain Gauvreau n'ont pas de frontières de genres ni de styles, mais sont tous traversés par la poésie. Le dernier chapitre de la saison culmine avec un moment particulièrement vivant, en compagnie d'un homme d'exception, Gilles Clément, *Le Jardinier planétaire* – un 52 min orchestré par Jean-Pierre Larcher. Ce paysagiste au savoir précis et requis dans le monde entier, inventeur de multiples jardins dans l'Hexagone – dont le parc André-Citroën de Paris et le domaine du Rayol sur la Côte d'Azur –, révèle simultanément un visage de contemplatif. Un philosophe et poète, à qui « *l'univers ne s'est pas présenté comme un tableau mais comme une épaisseur* ». Dans son repaire de la Creuse, horizon de l'enfance dans lequel il a fini par construire une maison parmi les arbres, le voici en train de peindre et d'expliquer le jardin en mouvement, « *somme considérable d'énergies présentes sous la forme d'êtres vivants dont nous ignorons tout* », déambulant parmi les espèces venues de Chine, du Chili ou du Caucase. La leçon est magnifique, le propos simple et clairvoyant sur les enjeux de notre rapport au monde naturel, le tout scandé par des extraits, notamment, d'un ouvrage très inspiré de Gilles Clément, *Thomas et le Voyageur*. – Val. C.

« **Histoires courtes : Gilles Clément, le jardinier planétaire** », vendredi 14 juin, o h 55, France 2.

VENDREDI 14 JUIN

► Candidats

22 h 15, Arte
Les castings pour les émissions de télé réalité restent plus vrais que ce qui est diffusé à l'antenne. Des anonymes y défilent, motivés par un inattendu qu'ils espèrent glorieux, même éphémère. Vassili Silovic filme les prétendants à la médiatisation, que cela soit pour le « *Big Dil* » ou « *Qui est qui* ». Enfin, des heureux

élus, aujourd'hui beaucoup moins enthousiastes, commentent leurs expériences passées : Christophe et Julie de « *Loft Story* », leur comparse Kimmy, Gilles et Patricia de « *Koh Lanta* ». La déception de ces stars de quelques jours est à proportionnelle à leur ambition originale. Le documentaire préfère les témoignages à l'analyse, quitte à ressasser des espoirs et désillusions quasi identiques.

► Soirée spéciale Friends

20 h 45, Canal Jimmy
Friends, la suite... Enfin ! Les 12 derniers épisodes de la saison 8 sont diffusés à la suite, dont quatre inédits en France. Outre-Atlantique, Rachel a déjà accouché d'une fille prénommée Emma. Des fans ont même tenté de réserver sa chambre d'hôpital new-yorkaise, qui n'existe que sur un plateau de tournage californien. Diffusion en version originale sous-titrée.

► La revue, Brian Eno

23 h 10, Arte
Brian Eno est un plasticien du rock. Son nom est incontournable dans le monde musical, que ce soit en tant que fondateur du groupe Roxy Music, en 1972, ou comme collaborateur de David Bowie ou de U2. Il théorise le son avec pédagogie, sa démarche est aussi accessible que ses créations innovantes. Fascinant.

► Thalassa

20 h 55, France 3
Le magazine de la mer débarque dans la Charente-Maritime et réembarque sur un chalutier, plonge dans l'aquarium de La Rochelle et se sèche dans la cité fortifiée de Rochefort, avant de parfaire son bronzage sur les îles d'Aix et de Ré. La qualité des images, la sobriété des reportages font de ce périple une escale reposante, comme d'habitude.

RADIO

VENDREDI 14 JUIN

► Alter ego

10 h 06, France-Inter
Patricia Martin questionne Xavier Deleu, auteur du « *consensus pornographique* », sur les relations des jeunes à la pornographie. Les auditeurs – les parents inquiets ou déculpabilisés tout comme leurs enfants – peuvent intervenir pour débattre du sujet à l'antenne.

► En étrange pays

14 h 00, France-Culture
Gilles Lapouge reçoit Yves Paccalet pour son livre *Kamtchatka, la terre des origines*. Aux confins de la Sibérie, l'écrivain raconte ses montagnes, ses forêts, ses geysers et ses volcans, loin du monde.

► Le mag du Net

11 h 10, Radio France internationale
Pernicieuse et redoutée, la rumeur sur le Net désinforme tous les internautes crédules. Dominique Desauy s'interroge sur ce phénomène, parfois orchestré par des stratégies de l'e-commerce, décidément prêts à tout, même à l'illégalité. A ses côtés, Stéphane Dzikowski, spécialiste de l'Internet, explique les mécanismes des cyber-rumeurs.

► Jazz Live

21 h 00, TSF
La radio jazz parisienne diffuse un concert inédit de Mukta, enregistré à Cholet en 2001.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 13 JUIN

TF1

13.20 Coupe du monde 2002 (1^{er} tour, Groupe C), Mexique - Italie OU Equateur - Croatie **15.30** Dingue de toi Série **16.05** Pacific Blue Série **17.00** Melrose Place Série **17.50** 7 à la maison Série **18.45** Tous ensemble **20.00** Journal.



20.55 LES CORDIER, JUGE ET FLIC L'Honneur d'un homme. Série. Avec Pierre Mondy, Bruno Madinin, Charlotte Vandrey, Claire Borotra, Antonella Lualdi. 3155706 *Une douloureuse affaire, vieille de dix ans, sème la zizanie et l'angoisse dans la famille Cordier.*

22.50 COLUMBO La Femme oubliée Série. Avec Peter Falk, Janet Leigh, John Payne, Sam Jaffe, Ross Elliott. 5481145

0.40 Les Coulisses de l'économie Magazine.

1.25 Football Résumé 59022424 **2.00** Vis ma vie Magazine **3.35** Reportages Dons d'organes, actes d'amour **4.00** Histoires naturelles Les hommes poissans. Documentaire **4.30** Musique (30 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.30 Jugé coupable ■■ Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Isaiah Washington (Etats-Unis, 1999, 120 min) **TPS Star**
16.10 Shining ■■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1980, v.m., 115 min) **CineCinemas 3**
17.00 La Nuit américaine ■■ François Truffaut (France, 1973, 115 min) **CineCinemas 2**
18.50 La Légion noire ■■ Archie Mayo (Etats-Unis, 1937, N., 85 min) **CineClassics**
19.10 Le Gouffre aux chimères ■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1951, N., 110 min) **Cinétoile**
20.45 Bonjour tristesse ■■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1957, 90 min) **Match TV**
21.00 Bird ■■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, 155 min) **Cinéstar 2**
22.10 Série noire ■■■ Alain Corneau (France, 1979, 115 min) **Cinéfaz**
22.30 La Sentinelle ■■ Arnaud Desplechin (France, 1992, 140 min) **CineCinemas 3**
23.20 La Règle du jeu ■■ Jean Renoir (France, 1939, N., 105 min) **CineClassics**
0.20 Jugé coupable ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1999, 125 min) **Cinéstar 1**
0.45 Lady Oscar ■■ Jacques Demy (GB - Fr., 1978, 120 min) **Cinétoile**

FRANCE 2

16.15 En quête de preuves Série **17.10** Qui est-ce qui ? **17.50** JAG Le crash. Série **18.40** On a tout essayé **19.30** Un gars, une fille Série **19.40** Campagne élections législatives **20.00** Journal **20.35** Elections 2002 **20.55** Météo.



21.05 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Françoise Joly. Au sommaire : Conduites assassines ; Des bleus à l'âme ; Trafic de bois exotique ; Rire sans ordonnance. 2828961 *Chaque jour connaît son lot d'accidents de la circulation relatés en quelques lignes dans les colonnes de faits divers.*

23.10 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Le cinéma et la violence. Magazine présenté par Guillaume Durand. 9641495 **0.45** Journal de la nuit, **Météo 1.10** Nikita Tout recommence. Série **O.**

1.50 Fallait y penser ! Magazine **3.50** 24 heures d'info **4.13** Live for Love **United 4.15** L'Art dans les capitales Prague **4.45** La Fatalité ou le Secret de la salle d'ombre Documentaire (35 min).

FRANCE 3

16.35 To3 **17.50** A toi l'actu @ **18.05** ET 22.55 Campagne officielle des législatives **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, **Météo 20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



20.55 JUDGE DREDD Film. Danny Cannon. Avec Sylvester Stallone, Armand Assante, Rob Schneider, Jurgen Prochnow, Max von Sydow. *Science-fiction* (EU, 1995) **O.** 4940313 *Dans un monde futur, un policier implacable et accusé à tort d'un crime. Frivole transposition d'une célèbre bande dessinée.* **22.30** Météo **22.35** Soir 3.

23.10 PIÈCES À CONVICTION Délinquance, la punition. Magazine présenté par Elise Lucet. 2891918

0.50 Europeos Magazine.

1.20 Espace francophone Jean-Pierre Marcellesi, paroles et musiques corses **1.50** Ombre et lumière Magazine **2.15** C'est mon choix... ce soir **2.40** Soir 3 **3.05** Des racines et des ailes Spécial Istanbul (115 min).

CANAL+

17.55 Jack Palmer Série **18.00** O'Brother ■ Film. Joel Coen. *Comédie* (EU, 2000) **O** ▶ *En clair jusqu'à 21.00* **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.50** Le Carnet d'Aimé.



21.00 LE QUARTIER INTERDIT DE JEAN-PIERRE DIONNET : MOIS JAPONAIS - RING ■■ Film. Hideo Nakata. Avec Nanako Matsushima, Miki Nakatani, Hiroyuki Sanada, Yuko Takeuchi, Hitomi Sato. *Fantastique* (Japon, 1998) **O.** 3965874 *Une mystérieuse cassette vidéo provoque la mort de ceux qui la visionnent et révèle un fantôme.*

22.40 YAMAKASI, LES SAMOURAÏS DES TEMPS MODERNES Film. Ariel Zeitoun. Avec Châu Belle Dinh, Williams Belle, Malik Diouf, Yann Hnautra, Guylain N'Guba-Boyeke. *Action* (Fr., 2001) **O.** 2583961

0.05 Golf US Open (1^{er} jour). A Farmingdale. En direct 4578004 ; 1.00 Circuit américain et européen féminin. Masters d'Evian (2^e journée). Résumé 5277559 **2.05** Hockey NHL Stanley Cup. Finale (5^e match). En direct (175 min).

FRANCE 5 / ARTE

16.25 Des bateaux et des hommes **17.20** 100 % Question **17.50** C dans l'air **18.40** Emission pour la campagne officielle des législatives **19.00** Voyages, voyages **19.45** Arte info, **Météo 20.15** La Vie en feuilleton [4/5].



20.40 PREMIÈRE SÉANCE - LE GONE DU CHAABA ■■ Film. Christophe Ruggia. Avec Bouzid Negou, Nabil Ghalem, Galamelah Lagra, Kherredine Ennasri. *Comédie dramatique* (France, 1997) **O.** 128936 *Dans les années 1960, l'histoire d'un jeune garçon d'origine algérienne qui tente de sortir de sa condition grâce à l'école.*

22.20 THEMA L'ART D'AUJOURD'HUI : LA DOCUMENTA 11 DOCUMENTA 11, LE GRAND SPECTACLE DE L'ART. Documentaire. Eva Maek-Gérard et Henning Burk (Allemagne, 2002). 687435

22.55 Thema - De la périphérie au centre Documentaire collectif 278226 **0.40** Bagdad Café ■■ Film. P. Adlon. *Comédie dramatique* (All., 1988, v.o.) 1566608 **2.10** Forza Bastia Documentaire (Fr., 2002, 25 min).

M6

17.10 Highlander La croix Saint-Antoine. Série **18.05** Le Flic de Shanghai Ultime conflit. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.45** Caméra café Série **19.54** Le Six Minutes, **Météo 20.05** Notre belle famille Série.



20.50 LOFT STORY En direct, une fille sort du loft. Divertissement présenté par Benjamin Castaldi et Séverine Ferrer. 22546503 *Angela, Karine, Sandra, laquelle de ces trois loftuses sortira ce soir du Loft ?*

23.15 ALLY McBEAL Le combat **O.** Série. Avec Calista Flockhart, Gil Bellows, Courtney Thorne-Smith, Greg Germann, Lisa Nicole Carson. 117955

0.00 Ça me révolte ! Vacances : arnaques et dangers. Au sommaire : Le piège des vacances à petit prix ; Noyade en piscine : ça n'arrive pas qu'aux autres ; et 8733240 **1.55** M6 Music / Les Nuits de M6 (305 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction 30. Œuvre d'Eugène Durif. **21.00** Le Gai Savoir. Invité : Michel Agier. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES
20.00 Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg : œuvres de Bloch, Fauré, Franck. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz, suivez le thème. *Manhattan*. **0.00** Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Mendelssohn, Spohr, Weber. 20.40 La Danseuse Loï Fuller. *Petite suite*, de Debussy ; Œuvres de Schmitt, Meyerbeer, Wagner, Schubert, Berlioz, Gounod, Grieg, Mendelssohn et Rachmaninov, Scriabine. **22.55** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

TF1

12.10 Attention à la marche ! Divertissement **13.00** Journal (1^{er} tour, Groupe D). Portugal - Corée-du-Sud OU Pologne - Etats-Unis. En direct **15.30** Dingue de toi Mise en train. Série **16.05** Pacific Blue Perdu retrouvé. Série **17.00** Melrose Place Obsessions. Série **17.50** 7 à la maison Une journée particulière. Série **18.45** Tous ensemble Magazine **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.50 SPÉCIALE « SANS AUCUN DOUTE » Les sept péchés capitaux. Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de M^{me} Didier Bergès. Au sommaire : Dans la colère : La guerre des voisins ; Dans la luxure : Le scandale du tourisme sexuel ; Dans la gourmandise : Le scandale des paillotes. 13834153

23.10 C'EST QUOI L'AMOUR ? Magazine présenté par Carole Rousseau **O.** 9071658

0.35 Les Coups d'humour Divertissement 5804318 **1.10** Football Résumé 8586329.

1.40 Reportages A quoi rêvent les jeunes filles ? **2.10** Très chasses Scènes de chasse en Irlande **3.05** Aimer vivre en France Joyeux Noël **4.00** Histoires naturelles Documentaire **4.30** Musique (30 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.00 Les Pleins Pouvoirs ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1997, 120 min) **TPS Star**
13.00 Spartacus ■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, version restaurée, 1960, 180 min) **CineCinemas 2**
13.30 Propre à rien ■■ George Marshall (Etats-Unis, 1950, 90 min) **Cinétoile**
14.10 Le démon s'éveille la nuit ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1951, N., 100 min) **CineClassics**
15.00 La grande nuit de Casanova ■■ Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1954, 85 min) **Cinétoile**
16.05 Thelma et Louise ■■ Ridley Scott (Etats-Unis, 1991, 130 min) **Cinéstar 2**
18.30 L'Esclave libre ■■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, 135 min). **TCM**
19.35 La Légion noire ■■ Archie Mayo (Etats-Unis, 1937, N., 85 min) **CineClassics**
20.45 La Fureur de vivre ■■ Nicholas Ray (Etats-Unis, 1955, v.m., 110 min). **TCM**
21.00 L'Enquête ■■ Gordon Douglas (Etats-Unis, 1965, N., 100 min) **Cinétoile**
22.40 Les Diaboliques ■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1954, N., 110 min) **Cinétoile**
22.55 Fight Club ■■ David Fincher (Etats-Unis, 1999, 135 min) **TPS Star**
23.25 Road to Graceland ■■ David Winkler (Etats-Unis, 1998, v.m., 95 min) **CineCinemas 1**
0.30 Zéro de conduite ■■ Jean Vigo (France, 1933, N., 45 min) **Cinétoile**

FRANCE 2

13.00 Journal, **Météo 13.45** ET 19.45 Campagne élections législatives **14.00** Point route Magazine **14.05** Inspecteur Derrick La faim. Série **15.10** Un cas pour deux Convoyés. Série **16.15** En quête de preuves La vengeance. Série **17.00** Un livre **17.10** Qui est-ce qui ? **17.50** JAG JAG-TV. Série **18.40** On a tout essayé Best of **19.30** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



20.55 UNE SOIRÉE DE POLARS **20.55** Nestor Burma Panique à Saint-Patrick. Série. Avec Guy Marchand, Jeanne Savary, Elisa Servier, Michel Voita, Alix de Konopka **O.** 4924375 **22.40** B.R.I.G.A.D Mutinerie. Série. Avec Jean-Claude Adelin, Jean-Yves Gautier **O.** 7558462 **23.30** Bouche à oreille Magazine 10849.

23.40 LES NUITS DE L'ÉTRANGE Rituels **O** 7460443. La voix du cœur **O** 32554. Série. *Dans La Voix du cœur, une jeune femme, sourde depuis son enfance, entend une voix lors d'une audience dans un tribunal. Cette voix lui relate le crime et lui nomme le meurtrier...* **0.30** Journal de la nuit, **Météo 0.55** Histoires courtes Gilles Clément, le Jardinier planétaire.

1.45 Envoyé spécial Magazine **3.45** 24 heures d'info **4.10** Les Piliers du rêve Documentaire **4.30** Campus, le magazine de l'écrit Magazine (30 min).

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix **15.00** Tatort : Bienvenue à Cologne Téléfilm. Kaspar Heidelberg. Avec Dietmar Bär (All., 1997) **16.35** To3 Cédric ; Titeuf ; La Double vie d'Eddy Mc Dowd **17.50** A toi l'actu @ **18.00** Un livre, un jour **18.05** Campagne officielle des législatives **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, **Météo 20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



20.55 THALASSA Escale sur les côtes de Charente. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Un hiver à la Côtinière ; Rochefort aux mille visages ; L'Hermione ; La dernière île ; Les carrelés de l'île Madame ; Ré : Une île trop en vogue... ; Les fêlés du bocal ; Paroles de femmes. 4917085 **22.30** Météo **22.35** Soir 3 **22.50** Campagne officielle des législatives.

23.05 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet, Alexis Trégarot. 3005269

1.15 Ombre et lumière Invité : Bixente Lizarazu.

1.45 Toute la musique qu'ils aiment Invité : Luciano Pavarotti **2.40** C'est mon choix... ce soir **3.05** Soir 3 **3.30** Les Dessins de l'Histoire La France de Vichy **4.20** Un jour en France (55 min).

CANAL+

14.00 L'Art (délicat) de la séduction Film. Richard Berry. Avec Patrick Timsit. *Comédie dramatique* (Fr., 2001) **O** **15.35** 90 minutes **O** **17.05** Hockey NHL Résumé **17.55** Jack Palmer Série **18.00** Pulsations mortelles Téléfilm. Paul Antier (EU, 2001) **O** ▶ *En clair jusqu'à 21.00* **19.25** + de cinéma **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.50** Le Carnet d'Aimé.



21.00 UN ALLER SIMPLE Film. Laurent Heynemann. Avec Jacques Villaret, Barbara Schulz, Loran Deutsch, Eva Inesoco, Nathalie Krebs. *Comédie* (France, 2000) **O.** 4670559 *Un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères accompagne un faux clandestin au Maroc.* **22.25** Surprises **22.35** Making of Spider-man 999998.

23.00 X-MEN Film. Bryan Singer. Avec Hugh Jackman, Patrick Stewart, Ian McKellen, Famke Janssen, James Marsden. *Fantastique* (Etats-Unis, 2000) **O.** 2637511 *Des mutants dotés de super-pouvoirs s'affrontent pour le contrôle de l'humanité. Derrière l'adaptation enlevée d'une bande dessinée célèbre, une tentative de réflexion sur l'altérité.*

0.40 Making of X-Men 3473844 **1.00** Surprises **1.15** Golf US Open (2^e jour). A Farmingdale. En direct 1162080 **3.05** Basket NBA Play-offs. Finale (5^e match). En direct (175 min) 92905554.

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Les couples légendaires **14.30** Idéal Palace [2/6]. Hôtel de Paris de Monte-Carlo **15.30** La Sicile **16.15** Les Pilotes d'élite **17.20** 100 % question **17.50** C dans l'air **18.40** Emission pour la campagne officielle des législatives **19.00** Tracks **19.40** De Séoul à Yokohama, c'est pour demain **19.45** Arte info, **Météo 20.15** La Vie en feuilleton C'est nous les filles de la marine. [5/5].



20.40 MA VRAIE FAMILLE Téléfilm. Erwin Keusch. Avec Suzanne von Borsody, Cornelia Gröschel, Daniel Morgenroth, Roland Schäfer, Louisa Herfert (All., 2002). 657795 *Hambourg, 1988. A la mort de sa mère, une adolescente veut passer à l'Est pour se réfugier chez une tante et retrouver sa « vraie famille ». Mais les autorités s'y opposent...*

22.15 LA VIE EN FACE - CANDIDATS Documentaire. Vassili Silovic. 1178917 *Enquête sur les motivations de ces anonymes prêts à tout (ou presque) pour fouler les plateaux de télévision.*

23.10 Profils - La Revue Brian Eno. Documentaire. Guy Girard (France, 2002) 9878191.

0.15 Diva ■■ Film. Jean-Jacques Beineix. Avec Frédéric Andréi, Wilhelmina Wiggins Fernandez. *Policier* (fr., 1981) 8128573 **2.10** Le Dessous des cartes Le Japon [3/4] : La géographie économique (10 min) 2983931.

M6

13.35 La Maison du bonheur Téléfilm. Robert Day. Avec Stephanie Zimbalist, James Read (EU, 1987) **15.15** Once & Again Une porte s'ouvre. Série **16.10** M6 Music **17.10** Highlander Le passage. Série **18.05** Le Flic de Shanghai Ultime conflit. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.45** Caméra café Série **19.54** Le Six Minutes, **Météo 20.05** Notre belle famille Monsieur Chips. Série.



20.50 STARGATE SG-1 Zénith. 801849. Révélation. 1151240. Un épisode choisi par les téléspectateurs. 74882. Série. Avec Richard Dean Anderson, Michael Shanks, Amanda Tapping, Don S. Davis, Christopher Judge. *Dans Zénith, Daniel est exposé à des radiations. Le troisième épisode diffusé sera choisi par les téléspectateurs.*

23.20 PROFILER Les flammes de l'innocence **O** Série. Avec Ally Walker, Robert Davi, Julian MacMahon, Erica Gimpel, Michael Whaley. 3118398 *Sam enquête sur une série de meurtres en compagnie d'un homme qui fut son premier amour.*

0.10 Loft Story Divertissement 6452399 **0.54** Météo **0.55** Wolff, police criminelle Le cinéphile **O** Série 5332641 **1.45** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (275 min) 67995370.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black and Blue. Invité : Gilles Anquetil. **21.30** Cultures d'Islam. Invité : Jean Mesquiu. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. Hexagone Electro. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES
20.05 Concert franco-allemand. *Symphonie n°3*, de Mahler, par le Chœur de femmes de Radio France et l'Orchestre national de France. **22.30** Alla breve. *De trois heures à cinq heures*, de Domanchich et Marc, par le Quatuor Gaïa. Rediffusion. **22.45** Jazz-Club. Au Duc des Lombards. **1.00** Programme Hector.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. *Quatuor pour piano et cordes en ré majeur*, de Beethoven ; Œuvre de Stamitz. 20.40 La Violoncelliste Natalia Gutman. Œuvres de Grieg, Brahms, Prokofiev, Mendelssohn, Bach. **22.50** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Chabrier, Debussy, Ravel. **0.00** Les Nuits de radio Classique.

PIERRE GEORGES

Alexandre le randonneur

ALLEZ SAVOIR pourquoi l'on pensait à Alexandre Dumas ce matin ! Peut-être parce qu'à la radio, on avait entendu dire que, dans une priorité rouge d'entre deux tours d'élections, le bon M. Raffarin, du four et du moulin, avait décidé de rassurer la chasse et les chasseurs français. Il était fort question d'une promesse solennelle, et néanmoins cynégétique. A savoir la modification par décret d'un autre décret, le décret Cochet peut-être bien, sur les dates d'ouverture de la chasse au gibier d'eau migrateur.

Ou quelque chose d'équivalent, manière de ne point désespérer la Somme autant que les Landes. Bon, bref, manière surtout de caresser le Nemrod-électeur dans le sens de la plume. C'est dire si M. Raffarin de Matignon, que l'on a cru comprendre chasseur lui-même, modeste chasseur certes, car la modestie lui est une seconde nature auto-proclamée autant qu'un drapeau, ne néglige rien pour remplir dimanche sa modeste gibecière.

Mais alors que vient faire Alexandre Dumas père en ce décret ? Rien ! Et c'est cela qui est formidable, dans l'association d'idées : permettre le passage du coq à l'âne, ou ici du canard sauvage à l'écrivain, sans rime ni raison. Pour le plaisir simplement. Le plaisir de se remémorer vaguement quelques lectures et récits d'expéditions de chasse écrits, bien avant Bruxelles, par le prodigieux fils du général Dumas.

Car Alexandre Dumas était chasseur. De mots, de mets, de femmes. Et aussi de gibiers plus conventionnels. Et il nous revient que, dans sa jeunesse, alors qu'il officiait comme saute-ruisseau chez un notaire de Paris, pour assurer l'alimentaire et rassurer sa mère, le jeune Alexandre

Dumas ne répugnait pas à s'offrir des week-ends de chasse en RTT. Il sautait donc dans la diligence, ou la malle-poste, Paris-Villers-Cotterêts sans escale, sauf en quelque MacDumas réputé pour y banqueter. Et puis il chassait, le lièvre ou la perdrix plutôt que le colvert. Et puis il accommodait à la sauce Dumas. Et puis il racontait. Et puis il revenait à Paris, rédiger dans le même élan et à la chandelle un acte notarié et un acte d'Henri III et sa cour, son premier drame.

Dans le fond, Alexandre Dumas était un ogre terriblement modeste de la France d'en bas comme du Paris d'en haut. Il était aussi un fameux randonneur. Toujours prêt à filer ici comme là, pour peu que le déplacement en vaillât l'aubaine, que la table lui soit douce autant que l'hôtesse. Il randonnait, nez et plume au vent, et racontait, une manie chez lui, des histoires à rêver debout.

Ce qui vous mènerait tout droit au Panthéon, si l'on n'y prenait garde. Et, justement, on le sait, il est fort question, par la volonté présidentielle, d'offrir à Alexandre Dumas, pour son deux centième anniversaire (car il naquit en 1802, une manie à la Hugo !), une dernière randonnée. Cette fois un Villers-Cotterêts-Paris, sans espoir de retour, par la grande autoroute des Hommes illustres.

Cette proposition, le transfert des cendres au Panthéon, voulue par le Paris d'en haut, le Villers-Cotterêts d'en bas n'en veut pas. Remarquez, cela peut se comprendre. Ils n'ont qu'un Dumas et ils y tiennent, patrimoniallement et touristiquement. Même, comme aurait dit l'auteur prolifique et facétieux, *Deux cents ans après !*

« Le PC est complètement déconnecté des nouvelles réalités sociales »

S'IL EST UNE DÉROUTE qui les a surpris, c'est bien plus l'élimination prématurée de l'équipe de France de la Coupe du monde de football que l'échec du Parti communiste au premier tour des législatives. Nathalie Milan, 36 ans et douze ans de carte, Philippe Magot, 35 ans et militant PC depuis l'âge de 13 ans, ne cherchent pas de fausses excuses pour expliquer le naufrage du dimanche 9 juin. Et pas la peine de leur parler du « vote utile » en faveur du Parti socialiste – si souvent invoqué par Robert Hue ou Marie-George Buffet – pour minorer leur défaite.

« De nombreux Français ont simplement exprimé par leurs suffrages qu'ils ne considéraient plus le PC comme un parti utile. Le PC n'a pas été communiste pendant les cinq années où il a été au gouvernement, il a seulement cherché à être l'aiguillon du PS », juge sévèrement Nathalie, attachée commerciale dans le tourisme social et responsable de la section de Villeneuve-le-Roi – ville qui a basculé à droite en 2001 après trente-cinq ans de gestion communiste –, où elle est conseillère municipale dans l'opposition. Contrairement à sa camarade, qui estime qu'« il faut participer aux institutions pour changer la société », Philippe rappelle qu'en 1997 il était farouchement opposé à l'entrée du PC dans le gouvernement d'un « parti bourgeois ».

Né dans une famille communiste, le militant, qui se dit volontiers « rebelle », se souvient que, plus jeune, il était « favorable à l'invasion de l'Afghanistan par la Russie » et trouvait « Jaruzelski [l'homme de l'"état de guerre" en Pologne en décembre 1981, NDLR] formidable », avant de vivre la chute du mur de Berlin du côté est-allemand et de découvrir comment un système qui voulait « libérer l'humanité » avait pu devenir « criminel ».

« Il aurait fallu qu'on participe en étant subversifs, comme lorsqu'on a organisé les grandes manifestations contre les licenciements chez Michelin en 1999, explique cet attaché territorial à la mairie de Vitry-sur-Seine, actuellement en



Après la déroute aux législatives, Nathalie et Philippe veulent un parti proche des soucis des jeunes.

congé de formation pour préparer un doctorat en sciences politiques, les gens attendent des communistes qu'ils fassent des propositions fortes et différentes, comme la gratuité des transports publics ou de l'accès à la culture. »

Nathalie, qui reconnaît avoir été « un vrai soldat du PC », calme aussitôt ses ardeurs : « Le parti est complètement déconnecté des nouvelles luttes et réalités sociales. Déjà, en 1968, ses chefs n'avaient pas vu venir les mouvements d'émancipation féministes et étudiants. Ce n'est pas étonnant si les gens de notre génération désertent le PC ! »

A Vitry, explique Philippe, le candidat pour qui



il a fait campagne est arrivé troisième dimanche, après celui du PS et de l'UMP, avec 12 % des voix – soit deux fois moins qu'en 1997 ; il avait organisé « un comité participatif et démocratique pour que l'ensemble des citoyens puissent contribuer à l'élaboration de son programme électoral et s'engageait à se soumettre à leur contrôle. Les communistes auraient dû être les premiers à porter l'idée de démocratie participative. Or qu'a dit Robert Hue à propos de Porto Alegre ? Que c'était strass et paillettes ! C'est une honte ! Le mouvement antimondialiste est un mouvement extraordinaire, mais qui fonctionne sur d'autres schémas que celui de la lutte des classes dans lequel le PC reste enfermé ». Philippe estime, lui, que le parti ne se reformera que s'il s'ouvre vers l'extérieur en pratiquant le « métissage politique ». Il préconise ainsi de bâtir « un nouveau Parti communiste en mariant de façon conflictuelle notre vision systémique et celle, plus spontanée, de tous les mouvements anticapitalistes qui sont en train d'émerger dans le sillage de la nébuleuse anti-globalisation ».

Pour Nathalie, pas question de fonder un nouveau parti. « Je ne crois plus à l'organisation en parti et à son fonctionnement pyramidal. Un appareil politique est une machine à broyer les individus et à vider les cerveaux, juge la militante, qui a été permanente place du Colonel-Fabien pendant sept ans. Il faut passer à une organisation en réseau qui parte de l'individu. L'appareil du PC reproduit les divisions de classe : il y a d'un côté les patrons, les dirigeants qui s'accrochent au pouvoir, et de l'autre les ouvriers, ceux qui sont dirigés et qu'on n'écoute jamais pour définir les orientations politiques du parti », estime Philippe. Et le doctorant de conclure : « Le communisme consiste à partager le pouvoir : il faudrait commencer par appliquer ce principe à nous-mêmes. »

Stéphane Mandard
(Le Monde interactif)

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Combat d'affiches

LES MURS DE FRANCE ont peut-être des oreilles, mais ils sont en tout cas singulièrement bavards. Dans certaines rues de banlieue, les affiches s'envoient leur vérité d'un trottoir à l'autre quand elles ne s'apostrophent pas, au corps à corps, sur le même panneau, en de brutales superpositions. La guerre froide à la loyale fait aujourd'hui partie des curiosités touristiques de notre pays. Voici les règles appliquées par le Parti

communiste pour ce combat d'affiches dans la région parisienne. Chaque responsable de cellule possède la liste constamment tenue à jour de tous les points où l'affichage est possible dans son périmètre territorial. Sitôt qu'une affiche attaquant le Parti communiste ou l'URSS est posée, le secrétaire local est averti. Si l'affiche est isolée on la recouvre d'un placard de propagande communiste. Quand la distribution est massive, les

adhérents de cellule sont mobilisés pour des travaux de lacération nocturne. Enfin, si l'adversaire a les moyens de réaliser une propagande générale et continue, on se contente la plupart du temps de surcharger le texte ennemi soit d'un papillon, soit d'une bande ironique ou visant à dénaturer le sens initial.

Pierre Drouin
(14 juin 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ Folk-rock.

Entretien avec Joseph Arthur pour la sortie de son troisième album, *Redemption Son*. Rubrique Culture.

■ **Baccalauréat.** Les corrigés du bac général et technologique : philosophie, jeudi à 13 heures ; français, vendredi à 13 heures.

www.lemonde.fr/education/bac-corriges/

■ **Législatives.** Les résultats du premier tour par circonscription, les estimations, les clés du scrutin, les partis et les programmes sur <http://elections.lemonde.fr>

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 14
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr>

► **TELEMATIQUE**

3615 lemonde

► **DOCUMENTATION**

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms 03-88-71-42-30

► **LE MONDE 2**

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Sur la piste de Ben Laden ».

■ Tirage du *Monde* daté jeudi 13 juin 2002 : 520 291 exemplaires.

1-3 Nos abonnés trouveront avec ce numéro les suppléments « Le Monde des Livres » et « Sur les chemins de l'été ».

Le Monde

www.lemonde.fr

La nouvelle Assemblée nationale



En exclusivité : le score de tous les candidats circonscription par circonscription, analyses et commentaires pour mieux comprendre le nouveau paysage politique.



Cahier spécial résultats, lundi 17 juin avec *Le Monde* daté mardi 18 juin 2002

VENDREDI 14 JUIN 2002



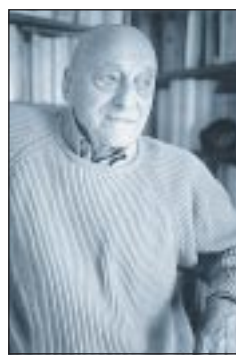
RICK MOODY
page III

BIOGRAPHIES ET AUTOBIOGRAPHIES

Robert Walser,
Georges Hyvernaud,
J.D. Salinger,
Sibilla Aleramo,
Maurice Dekobra, etc.
page II



LIVRES DE POCHE
Tracy Chevalier
pages V à VIII



GÉRARD GENETTE
page IX



CORNELIUS CASTORIADIS
page XI



MONICA NOGUEIRAS

Constellation poétique

Comme elles sont brillantes, les étoiles de Roberto Bolaño ! Cruelles, c'est sûr, parfois vaniteuses ou influençables, mais aussi fragiles comme le verre, aiguës, palpantes et rayonnant d'une lumière sans pareille. Dans ce firmament fait de phrases, les étoiles sont des poètes, jeunes ou vieux, bons ou moins bons, qui recouvrent la terre de leurs mots, puis des images engendrées par les mots. Et c'est par leurs voix, toujours déconcertantes, que passent les textes de cet auteur étonnant, dont trois ouvrages sont publiés simultanément. Ces poètes ne sont pas des oracles solennels, des diseurs de vérités définitives, entendons-nous – rien d'aussi gourmé, rien d'aussi sérieux dans ces petits livres dissidents, impossibles à pousser de force au fond d'une catégorie bien étanche. Romans poétiques ? Poèmes en prose ? Autre chose encore, probablement : un regard sur le monde empreint d'humour, de beauté, de gravité, d'esprit, qui a valu à son

Dans chacun de ses livres, le Chilien Roberto Bolaño prête sa voix à des poètes pour évoquer, comme vu du ciel, avec humour et gravité, sa terre natale. Et, au-delà, l'Amérique latine, continent plein d'intempéries, de dictatures et de prisons

de prisons. Seulement, ils en parlent avec une forme de distance, comme d'un endroit vu du ciel. Ce qui semble normal, à vrai dire : les poètes, ses personnages, qui sont sa matière littéraire en même temps que ses porte-voix, ne semblent pas tout à fait de ce monde – ou du moins, pas uniquement. Ils regardent les choses et les gens depuis un ailleurs commandé par leur vision très particulière des événements. Et quand le narrateur de *Nocturne du Chili* se met à observer la « patience comme venue d'autres latitudes » d'un groupe de femmes travaillant dans les champs, leur « patience comme venue d'un espace extérieur », tout porte à croire qu'il évoque aussi une étrangeté poétique, la sienne.

Une singularité qui n'obscurcit jamais le récit, y compris quand celui-ci bascule dans le fantastique pur et simple. Car l'auteur, à sa manière, contient la poésie dans une trame narrative qui parvient à ménager une cohérence de lecture et même du suspens, quand ce n'est pas de la frayeur. Cette habileté relève du grand art, si l'on considère que la matière première (la poésie) et les personnages convoqués (jeune poète, prêtre, vieille femme) ne sont pas, a priori, les plus susceptibles de produire ces impressions. Dans cha-

cun de ses trois livres, l'auteur donne donc la parole à des poètes. Lesquels évoluent au milieu d'une constellation d'autres, morts ou vivants, certains d'entre eux jouant le rôle de soleils au centre des galaxies (d'où sans doute, en partie, le titre *Etoile distante*).

Car l'admiration, la fascination, même, joue un grand rôle – y compris et peut-être surtout dans l'ordre de la dérision. Voyez par exemple ces jeunes poètes, tous atteints de « néruditose », dans *Etoile distante*. Ou les sentiments proches de l'hypnose que suscite un poète sans publication, du nom de Carlos Wieder, dans le même ouvrage. Celui-là n'a pas besoin d'aligner des sonnets, sa vie suffit. Après avoir assassiné plusieurs personnes de manière gratuite et pactisé avec le régime de Pino-

■ **Raphaëlle Rérolle**

chet, il écrit des vers dans le ciel, aux commandes de son petit avion (une scène formidable). Le narrateur et son meilleur ami tâchent de suivre, du mieux qu'ils peuvent, les traces laissées par ce personnage, comme un filet de fumée dans le sillage d'un réacteur.

Dans *Nocturne du Chili*, c'est un vieux religieux, poète et critique littéraire de son état, qui se souvient de certains épisodes plus ou moins glorieux de sa vie, depuis son lit de mort. Et, dans *Amuleto*, Auxilio Lacouture, « citoyenne de l'Uruguay, Latino-Américaine, poète et voyageuse », raconte ses années de pérégrinations dans les entrailles de Mexico, à l'ombre des jeunes et moins jeunes poètes. A force de les suivre, de leur parler, de boire avec eux dans les bouges de la capitale, Auxilio (la femme sans incisives, qui resta quatre jours et quatre nuits dans les toilettes de l'université quand les militaires envahirent le campus) a fini par se parer du titre de « mère de la jeune poésie mexicaine ». Et puisqu'il s'agit d'une famille, autant qu'elle compte, parmi ses parents proches, le fantôme de Pound et celui de William Carlos Williams, celui de Pacheco, de Yeats, du Nicaraguayen Ruben Dario et du Chilien Vicente Huidobro. Entre autres. Car la famille est vaste et l'énumération des noms de poètes une tradition qui revient d'un livre à l'autre comme une matière poétique à elle toute seule.

Reprenant une vieille idée, Bolaño fait comme si le monde entier était un gisement de matière poétique. Tout dépend du regard posé sur les choses. Et celui de Bolaño joue magnifiquement des écarts, des petits et grands déplacements de l'œil qui permettent d'obtenir des angles inconnus. Auxilio Lacouture le sait bien, qui se met à penser à son passé, mais aussi à son présent et à son futur, dans les toilettes de l'uni-

ÉTOILE DISTANTE
de Roberto Bolaño.
Traduit de l'espagnol (Chili)
par Robert Amutio,
éd. Christian Bourgois,
182 p., 15 €.

NOCTURNE DU CHILI
de Roberto Bolaño.
Traduit de l'espagnol
par Robert Amutio,
éd. Christian Bourgois,
154 p., 15 €.

AMULETO
de Roberto Bolaño.
Traduit de l'espagnol
par Emile et Nicole Martel,
éd. Les Allusifs, 144 p., 15 €.

versité de Mexico. « Comme si j'étais morte, dit-elle, et que je contemplais les années à partir d'une perspective inédite. » Cette perspective inédite, l'auteur la met au point par un système de zoom très souple, qui entrelace les mises à distance et les rapprochements subits. Soit qu'il fasse alterner des précisions techniques absurdes (ainsi, dans *Etoile distante*, un développement très amusant sur la structure de l'armée soviétique) et des imprécisions volontaires sur des sujets plus importants, soit qu'il procède à de faux bonds chronologiques (dans *Nocturne du Chili*, le narrateur tombe de la modernité dans une atmosphère presque gothique, l'espace d'un voyage à travers la campagne chilienne), soit même qu'il juxtapose des farces et des réflexions profondes, des notations tragiques et d'autres, sans rapport apparent. « (...) *Enfant, il avait de ses yeux vu comment les partisans de Petliura (nationalistes ukrainiens) avaient torturé puis essayé d'assassiner son père dans un petit village de Verbovo (où les maisons blanches sont disséminées sur les versants de douces collines).* »

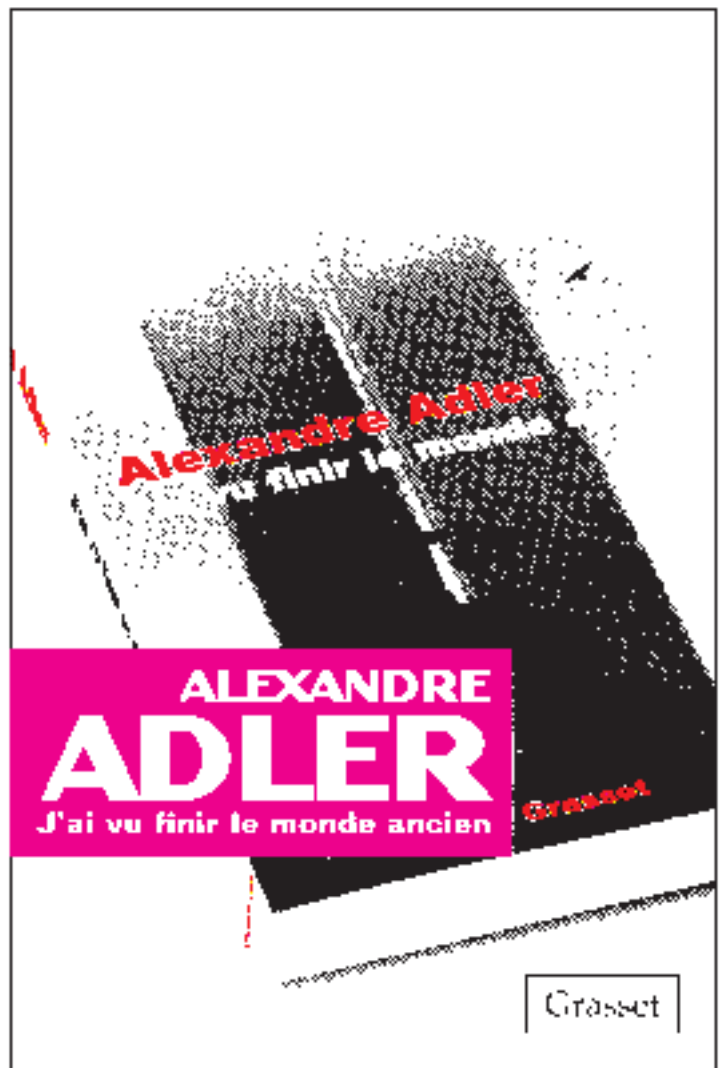
est difficile d'être artiste dans le tiers-monde si on n'est pauvre, si on n'a pas de bras et si en plus on est pédé. Lorenzo se consacra donc pendant un certain temps à faire d'autres choses. Il étudiait et apprenait. Il chantait dans les rues. Et il s'amourachait, c'était un incorrigible romantique. Ses désillusions (pour ne rien dire des humiliations, du mépris, des ignominies) furent terribles et un jour – un jour marqué d'une pierre blanche – il décida de se suicider. » (*Etoile distante*, p. 93.)

Pour alimenter ce petit jeu de proche-lointain, de montré-caché, pour ouvrir les yeux de son lecteur en le déstabilisant, l'auteur utilise l'idée de disparition (et cite, dans un clin d'œil, *La Disparition*, de George Perec, roman policier écrit sans la lettre « e ».) Ses personnages sont lancés à la poursuite (plus ou moins assidue) de connaissances disparues, qui réapparaîtront ou pas, mais aussi de fantômes (les leurs et ceux des grands ancêtres). Des silhouettes que l'œil n'enregistre pas dans son champ visuel – cet œil en mouvement perpétuel dont Bolaño saisit les fluctuations dans une prose d'un grand naturel. Tenant la bride courte à ses phrases, il ne cède jamais aux complications sémantiques et préfère à tout lyrisme l'humour né du décalage entre le ciel supposé des poètes et la réalité terrestre, faite de pas mal de désastres. La langue de Bolaño, sa langue vigilante et drolière, sa façon de construire des textes à la fois déroutants, pleins de scintillements et infiniment proches, sont une manière de résister au mal, à l'adversité, à la médiocrité.

Extrait

« Lorenzo, donc, grandit non seulement au Chili et sans bras, ce qui en soi rendait sa situation assez critique, mais en plus dans le Chili de Pinochet, ce qui rendait n'importe quelle situation critique désespérée, mais ce n'était pas tout, car il découvrit rapidement qu'il était homosexuel, ce qui transformait la situation désespérée en inconcevable et indescriptible. Avec toutes ces prédispositions, rien d'étonnant à ce que Lorenzo devint artiste. (Qu'est-ce qu'il aurait pu être d'autre ?) Mais il

est difficile d'être artiste dans le tiers-monde si on n'est pauvre, si on n'a pas de bras et si en plus on est pédé. Lorenzo se consacra donc pendant un certain temps à faire d'autres choses. Il étudiait et apprenait. Il chantait dans les rues. Et il s'amourachait, c'était un incorrigible romantique. Ses désillusions (pour ne rien dire des humiliations, du mépris, des ignominies) furent terribles et un jour – un jour marqué d'une pierre blanche – il décida de se suicider. » (*Etoile distante*, p. 93.)



Un artiste de la contre-danse Georges Hyvernaud, le captif

Deux ouvrages consacrés à Robert Walser tentent de cerner la fascination exercée par le personnage et son œuvre

Deux ensembles de textes importants d'un auteur trop méconnu pour qui les mots sont « de la dynamite »

ROBERT WALSER, DANSER DANS LES MARGES (Tanz auf den Rändern) de Peter Utz. Traduit de l'allemand (Suisse) par Colette Kowalski, éd. Zoé, 562 p., 26 €.

ROBERT WALSER de Catherine Sauvat. Ed. du Rocher, 238 p., 20 €.

tion chez Plon en 1989 – s'intéresse surtout à la vie, selon une articulation chronologique qui choisit sept facettes du personnage : l'enfant, le commis, l'acteur, le poète, le domestique, le promeneur et le fou. La biographie fourmille d'anecdotes sur cet écrivain qui n'a pas tenu de journal et nous livre aussi des photos bienvenues.

CONTRE LES PRÉJUGÉS

L'ouvrage de Peter Utz, traduit de l'allemand, est plus difficile et aussi plus ambitieux. Il part de l'œuvre pour essayer de montrer que Walser n'est pas aussi étranger à son temps qu'on a bien voulu le dire mais réagit au contraire à tous ses frémissements, et souvent à rebours. Robert Walser a beaucoup écrit : des romans (*Les Enfants Tanner ; L'Institut Benjamin ; Le Commis ; Le Brigand*), des poèmes, des essais, des feuilletons et un nombre incalculable de « microgrammes » (des photos nous en sont données dans le livre de Catherine Sauvat), petits textes jetés d'une écriture minuscule et sans la moindre rature sur des cartes postales ou des dos d'enveloppes et qui ne ressortissent à aucun genre. La désinvolture de Walser, son irrévérence, même à l'égard de ceux qu'il admire le plus, comme Nietzsche et Kleist, lui ont valu une réputation de poète dilettante, de bavard oisif, de romantique attardé ou d'« ahuri sublime » contre laquelle Peter Utz part en guerre dans un essai sur lequel il a travaillé plus de dix ans.

Si Walser fut tenu en haute estime par Kafka, Hesse et Musil, s'il fut le premier auteur suisse à être lu à Berlin, Prague et Vienne, il est vrai qu'il n'a jamais cherché à être au centre des intérêts ; et lorsque sa renommée d'écrivain était déjà bien assise, il a tout fait pour être embauché comme domestique chez un baron. La vie à l'intérieur n'est guère différente de la vie à l'extérieur, simplement plus petite, disait-il, comme s'il s'était donné là une mission : débusquer l'insignifiant. Le livre de Peter Utz s'ouvre

d'ailleurs par un article de Walser sur la *Pietà* de Rogier Van der Weyden, qui illustre mieux que toute explication ce goût pour le décentrement. Alors que les quatre personnages de la *Pietà* occupent presque tout l'espace de la toile, Walser n'a d'yeux que pour le petit arbre « déchiqueté, dépouillé », à peine visible à l'arrière-plan, près du bord droit du tableau. Ses « branches dansent figées, comme sous l'effet d'un charme, sont immobiles et, chose étrange, paraissent en même temps très mouvementées ». De la même façon, le langage de Walser a le pouvoir de faire danser les petites choses que l'on croyait mortes, quitte à négliger ce qui apparaît essentiel à d'autres. L'art comme somptueux oubli.

Walser s'amuse à nous égarer dans une forêt bruisante de mots et de correspondances ; toujours la phrase va vite, et il faut être sur ses gardes pour ne pas être éjecté à la première digression, au premier changement de rythme. En mettant constamment en rapport cette langue avec les discours de l'époque et les grands thèmes à la mode (fin du monde, nervosité, célébrations des paysages et des hommes), l'essai de Peter Utz jette une lumière nouvelle sur la singularité de cet écrivain qui n'était pas un empêcheur de tourner en rond mais un artiste de la contre-danse. On peut d'ailleurs se demander si la folie de cet écrivain catalogué comme schizophrène n'était pas, comme celle d'Hölderlin peut-être, sur qui Walser a écrit un splendide essai, une réponse d'illusionniste à l'arrogance du monde qu'il a parcouru en éternel nomade avant de choisir une oasis de neige.

Pierre Deshusses

(1) *Mes promenades avec Robert Walser* de Carl Seelig (traduit par B. Kreiss, Rivages).



LETTRE ANONYME de Georges Hyvernaud. Avant-propos d'Andrée Hyvernaud, éd. Le Dilettante, 220 p., 16 €.

LETTRES DE POMÉRANIE 1940-1945 de Georges Hyvernaud. Avant-propos d'Andrée Hyvernaud, notes de Guy Durliat, éd. Claire Paulhan (85, rue de Reuilly, 75012 Paris) 380 p., 33 €.

Professeur, Georges Hyvernaud donnait des chroniques et des critiques littéraires dans diverses revues quand, à 38 ans, après neuf mois d'une drôle de guerre au grade de lieutenant, il est fait prisonnier. Deux oflags, cinq années de captivité. Dès sa libération, en 1945, il publie dans la revue *Espace* de Clermont-Ferrand *Lettre à une petite fille* (la sienne qui a 8 ans), puis, dans *Les Temps Modernes*, un chapitre de ce qui sera *La Peau et les Os* (Le Dilettante), une évocation de la vie des oflags avec des portraits sans complaisance des compagnons de captivité. Comme les œuvres de Bernanos et de Céline marquées par 14-18, celle d'Hyvernaud est habitée par 39-45. *Le Waggon à vaches* (Le Dilettante et Pocket), publié en 1953, a pour sujet le retour des prisonniers et leur réadaptation à la vie normale, ce qui ne va pas sans difficultés et, pis, déceptions. Elles l'épargnent dans sa vie familiale et professionnelle, pas dans son entrée en littérature. Il publiera d'ailleurs une nouvelle sur les rapports auteur-éditeur qui a sa part autobiographique, *Visite au Scorpion* (éd. Gue-not). Il y revient dans *Rencontres*, textes qu'on trouve dans la présente édition de *Lettre anonyme*, qui aurait dû être son troisième roman. Découragé par l'accueil que la critique fit des deux précédents malgré le soutien de Sartre, de Martin du Gard et de Cendrars, peu familier du milieu littéraire et ayant du mal

à être édité, il l'abandonne en cours de rédaction. Il se consacre alors à l'enseignement, rédige des manuels de français dans une collection que dirige Jean Guéhenno.

A l'occasion du centenaire de sa naissance, deux éditions replacent Hyvernaud dans une actualité littéraire où Jean José Marchand et Paul Fournel le firent réapparaître en 1985, deux ans après sa mort. *Lettre anonyme* est le matériau qui devait bâtir un roman sur l'anonymat, qu'il s'agisse de la dénonciation capable de mettre « une ville cul par-dessus tête » ou du « *onymat* », avantages et inconvénients

météo sur le nord-est de l'Allemagne, mais en plus du style qui paraît chez un écrivain jusque dans l'intimité et les banalités du quotidien, ce qui fait la particularité de cette correspondance est sa valeur de chronique. A partir des petits riens, on entre dans la vie des prisonniers soumis au manque de savonnette, mais aussi aux rumeurs qui font naître ou assassinent l'espoir quand le temps n'est plus que du temps de vie perdue. Sachant « *la stupéfiante puissance des mots... on ne s'en méfie jamais assez* », Hyvernaud évoque sans pathos la solitude qui attaque l'es-

Extrait



« J'irai demain ou après-demain en promenade (les promenades ont été rétablies). Ce sera la première fois depuis dieu sait quand que je marcherai sur une vraie route, dans de vrais champs Il paraît qu'on voit des pommiers, quelques maisons et un beau lac. Les gens qui voient des pommiers quand ils en ont envie ne se doutent pas de leur bonheur. Et même quand ils n'en ont pas envie. Le simple fait d'avoir quelque chose à voir est un miracle que l'on ne peut sans doute mesurer que si l'on est resté je ne sais combien de mois (je n'ose plus compter) parmi les mêmes murs, les mêmes barbelés, les mêmes têtes » (*Lettres de Poméranie*, 5 août 1943, p. 214).

d'avoir un nom. On savoure les pages à l'humour parfois féroce où Clampin prend conscience d'exister parce que son nom est dans le journal – pour y recoudre des boutons, il ôta son pantalon dans un square et fut dénoncé ; on reconnaît en Hyvernaud le grand romancier avec son Chabrelo « *fait pour être anonyme comme d'autres pour être flic* » et qu'une lettre anonyme sortira de l'anonymat – le roman achevé il pouvait devenir un héros typique, être à l'insignifiance ce qu'Harpagon est à l'avarice.

Déjà visible dans les lettres à sa femme de septembre 1939 à mai 1940, *L'Invrogné* et *l'Emmerdeur* (Seghers), l'autre aspect de son talent, se retrouve dans *Lettres de Poméranie*. Elles sont d'un prisonnier, et il y est question de haricots, de la pose de barbelés neufs, de la

prit, la promiscuité malgré la camaraderie, l'accablement à l'idée de ne voir grandir son enfant, le côté à la fois indispensable et dérisoire de monter des spectacles pour une fête du camp ! Paradoxalement, mais nécessaire viatique pour le captif, ces lettres sont aussi une chronique de la vie parisienne pendant l'Occupation. Hyvernaud commente les films, les concerts, les livres, que sa femme lui signale.

Lettre anonyme est une excellente entrée chez le romancier Hyvernaud, et dans ces lettres de captivité, on découvre un épistolier dont le témoignage est des plus originaux sur ce qui est à la fois la banalité et l'exception d'une vie de reclus. Les mots, disait-il, « *ça peut détruire* ». Ça peut aussi revigorer. Comme les siens.

Pierre-Robert Leclercq

Livraisons

■ **CLARA MALRAUX**, de Christian de Bartillat

Plus le XX^e siècle s'éloigne, plus on a plaisir à retrouver ceux qui l'ont traversé. Ainsi, pour le vingtième anniversaire de la mort de Clara Malraux (1897-1982), les éditions Perrin rééditent opportunément le *Clara Malraux* de Christian de Bartillat, né de conversations avec celle-ci à la fin de sa vie. Ce n'est pas un appendice à ses Mémoires – « Le Bruit de nos pas », six volumes publiés par Grasset entre 1963 et 1979 et couvrant les années 1897-1968 – mais le portrait en liberté d'une femme qui a vécu « *vingt ans avec Malraux et soixante ans avec elle-même* ». Quand Clara Goldschmidt rencontre André Malraux, en 1921, il a 19 ans : « *C'est lui qui pendant des années comptera plus que tous les autres êtres... C'est un long et mince adolescent aux yeux trop grands dont les prunelles ne remplissent pas l'immense globe bombé. Il ne sait pas regarder les gens en face. La voix un peu parigote dit des choses curieusement denses.* » « *J'étais prête à aimer en lui les jeunes aventuriers.* » (Perrin, 204 p., 18 €.)

■ **MAURICE DEKOBRA**, de Philippe Collas

Ce « *gentleman entre deux mondes* » est le plus grand phénomène littéraire du XX^e siècle : 90 millions de livres vendus en plus de 75 langues. Il affirmait d'ailleurs haut et fort qu'il écrivait pour vendre, mais l'auteur de *La Madone des sleepings*, cette idole du kitsch que l'on surnomma le « *Paul Morand des midinettes* », l'amuseur mondain qui fréquentait maharajahs et détectives interlopes, qui fut l'ami de Mac Orlan, de Marlene Dietrich et de Rita Hayworth, séduisit aussi Gandhi et fut l'un des premiers Blancs à pénétrer au Népal. Cet arriviste joua les Rouletabille pour les journaux français ou étrangers, fit des agapes à Berlin, le bel ami à Londres, le bohème à Paris. Philippe Collas nous fait découvrir en cet adepte du flirt un Tintin marqué par le « *complexe de Peter Pan* », un inlassable dromomane qui faillit avoir le Goncourt pour *Hamydal le philosophe* (1921). C'est de dépit d'avoir été victime des magouilles littéraires qu'il se voua au public et inventa le « *dekobrisme* » (Séguier, 510 p., 23 €). Romancier de la femme fatale, il avait le coup de crayon cruel, parfois cochon, comme en témoignent les croquis de répugnantes filles de bordel publiés dans *Les Courtisanes* (Séguier, 23 €).

■ **JULES SUPERVIELLE, le forçat volontaire**, de Ricardo Paseyro

Une première édition de cet ouvrage avait été publiée chez le même éditeur en 1987. Loin des biographies « à l'américaine », l'auteur, genre du poète, dresse un portrait chaleureux et admiratif, parfois inutilement violent ou injuste à l'égard de tel ou tel, de l'auteur des *Amis inconnus*, merveilleux poète (1884-1960) encore trop ignoré malgré son entrée (pleinement justifiée) dans « *La Pliade* » en 1996 (éd. du Rocher, 324 p., 21 €).

■ **RETROUVER JEAN PRÉVOST**, de Michel Prévost

Souvenirs sur son père et essai sur son œuvre, ce livre de Michel Prévost, décédé en 1996, constitue une émouvante évocation de l'écrivain, tué dans le Vercors en août 1944 (Presses universitaires de Grenoble, 150 p., 16,80 €). Signalons également l'échange de lettres entre J. Prévost et Georges Duhamel, publié par l'association des amis de ce dernier (éd. Les Cahiers de l'abbaye de Créteil, c/o André Freund, 18, rue François-Colas, 95660 Champagne-sur-Oise, n°20, 22,87 €), et *Du côté de Goderville*, textes réunis par Jérôme Garcin et Thierry Quéant (éd. des Falaises, 110 p., 15 €).

■ **ENTRETIENS AVEC GUSTAVE THIBON**, de Philippe Barthelet

Ces entretiens, d'abord publiés en 1988 trois ans avant la mort de Thibon, sont une excellente introduction à l'œuvre de ce philosophe chrétien, grand lecteur de poésie, dont la rencontre avec Simone Weil éclaira le destin (éd. du Rocher, 238 p., 18 €).

P. K.

Salinger par Peggy

La fille de l'auteur de « L'Attrape-Cœurs » évoque les dépressions familiales

L'ATTRAPE-RÊVES (The Dream Catcher) de Margaret Salinger. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude-Christine Farny, Michèle Carène et Viviane Mikhalkov, Nil, 502 p., 23,50 €.

Le *Dream Catcher* dans la mythologie indienne, c'est un filet orné de plumes, un attrape-rêves, que l'on pose au-dessus du lit pour chasser les cauchemars. Bien sûr, le titre des mémoires de Margaret Ann Salinger n'a pas été choisi au hasard et renvoie à la plus célèbre création de son père J.D., *The Catcher in the Rye* (*L'Attrape-Cœurs*, éd. Robert Laffont ou Pocket). Bien sûr aussi, ce livre n'aurait jamais été publié, ni critiqué, ni lu, s'il n'avait été écrit par « *Peggy* » Salinger.

Dans sa majeure partie, c'est une pathétique recension de boyfriends, de minijupes, de démolés avec des professeurs et des moniteurs de pensions et de colonies de vacances, de confidences adolescentes et des effets d'un affreux mal de vivre. Elle présente le livre comme une thérapie – elle l'a écrit à la quarantaine, et le ton est celui d'une pauvre petite fille riche de 14 ou 15 ans, parodiant plus ou moins consciemment la voix de Holden Caulfield, le héros du *Catcher*, ce qui est encore amplifié par les trois (trois !!) traductrices qui en rajoutent dans le « *ça va pas la tête* » – et un message à son fils. Mais elle savait fort bien, connaissant mieux que quiconque la volonté de son père, âgé de plus de 80 ans, de se retirer du monde, à quel point elle allait le blesser. Son frère, Matthew, a d'ailleurs refusé de cautionner la façon dont elle présente sa famille. Tout cela serait donc bien

minable et triste si elle n'apportait avec sensibilité et intelligence des éléments de réflexion et d'analyse sur l'œuvre de Salinger, d'autant qu'on ne dispose que d'une seule vraie-fausse biographie, celle du journaliste anglais, Ian Hamilton (décédé le 27 décembre 2001), *A la recherche de Salinger* (éd. de L'Olivier), qu'elle conteste d'ailleurs.

Elle insiste, en particulier, sur la judéité de la famille de son père et sur l'antisémitisme bon teint dont il a pu souffrir. Elle s'attache également à l'expérience de soldat et d'agent du contre-espionnage américain de Salinger, s'appuyant en particulier sur les nouvelles qu'il a publiées pendant la guerre. L'horreur, le carnage, depuis le débarquement à Utah Beach jusqu'à l'entrée dans Paris, le 25 août. Salinger ira alors rencontrer Hemingway au Ritz, avant de repartir vers la frontière allemande et d'être l'un des premiers à entrer dans un camp de concentration dont elle a oublié le nom : « *Tu ne te débarrasses jamais complètement de l'odeur de la chair brûlée, elle te suit toute ta vie.* » La dépression traumatique dont il souffre à la fin de la guerre éclaire, en partie, non seulement son œuvre mais aussi les pratiques mystiques bizarres auxquelles il s'adonna toute sa vie pour tenter de recouvrer une paix intérieure, que même sa fille a refusé de lui accorder.

Dernier bon point : Margaret Salinger semble dire que son père n'a jamais cessé d'écrire et même tout prévu pour une éventuelle publication.

M. SI.



La comète Sibilla

Violente, implacable, lyrique et poétique, l'autobiographie d'une femme affranchie et passionnée

UNE FEMME (Una Donna) de Sibilla Aleramo. Traduit de l'italien par Pierre-Paul Plan et préfacé par James-Aloïs Parkheimer, Anatolia/Ed. du Rocher, 250 p., 20 €.

Le livre fondateur du féminisme italien parut en 1906. Remarqué aussitôt par Rodin, Stefan Zweig, Maxime Gorki, il fut traduit progressivement dans les principales langues européennes. La notoriété de cette autobiographie violente, implacable, écrite dans un style composite, à la fois lyrique, poétique et empreint d'une objectivité crue, très inhabituelle à cette époque, fut accrue par la beauté incomparable de son auteur. Rina Faccio, qui avait alors 30 ans, était la fille d'un scientifique, converti dans la petite industrie, et d'une femme sombre et dépressive. La maturité précoce de la fillette fut la cause ou l'effet d'une grande complicité avec son père qui fit d'elle son assistante dans la petite usine qu'il dirigeait, alors qu'elle avait à peine 14 ans. Les destins des femmes écrivains s'enracinent souvent dans cette étrange expérience d'un rapport fusionnel avec un père aux ambitions inaccomplies. Ce fut certainement le cas de celle qui allait être rebaptisée Sibilla Aleramo par son mentor, le socialiste intellectuel Giovanni Cena, l'un de ses premiers amants.

Mais à 30 ans, Sibilla Aleramo avait déjà derrière elle toute une vie, ce qui explique qu'elle n'ait pas hésité à entreprendre une autobiographie. Abattue par une vie conjugale forcée, Sibilla Aleramo avait, en effet, abandonné son mari et son

fil, pour un amant qui n'était qu'un prétexte. Violée par un employé de l'usine de son père, elle l'avait épousé – et avait élevé, contre son gré, leur enfant. Elle devait, sa vie durant, lutter contre la culpabilité de cet abandon, mais le pas avait été franchi et les innombrables amants qu'elle aurait plus tard ne l'arracheraient jamais à une profonde solitude, acharnée à définir, le plus souvent avec une intelligence cynique, cruelle et douloureuse, l'idéal et la réalité du sentiment amoureux.

Ces éléments sont déjà présents dans *Une femme*. Bien que le livre n'ait aucune prétention sociologique ni historique et que Sibilla s'y contente de raconter le plus lucidement, le plus honnêtement possible l'enchaînement des événements qui conduisirent à son départ du foyer conjugal, il devait avoir la valeur d'un brûlot. Partagée entre un tempérament sentimental explosif et une tendance presque pathologique à la solitude, entre le besoin de séduire – femmes et hommes, de tout âge, de toute condition – et la conviction de l'impossibilité de l'amour, elle construisit, jusqu'en 1960, où elle mourut, une œuvre poétique et narrative, dont se détacha surtout son journal, commencé pendant la deuxième guerre mondiale. L'Italie lui demeura fidèle après sa mort. *Une femme* est considéré comme un classique, et les autres textes intimes de cette étrange et belle comète, qui va être incarnée à l'écran par Laura Morante, la nièce d'Elsa, subtile logique d'un hasard qui aurait ravi Sibilla.

René de Ceccatty



Rick Moody, prédicateur visionnaire

C'est à New York, lors d'une lecture de « Black Veil », son autobiographie, que cet héritier du puritanisme de Nouvelle-Angleterre s'est expliqué sur les démons qui hantent son œuvre. Comme l'illustre un recueil de nouvelles intitulé « Démonologie »

DÉMONOLOGIE
de Rick Moody.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marc Amfreville,
éd. Rivages, 304 p., 20,60 €.

THE BLACK VEIL
de Rick Moody.
Ed. Little Brown and Co,
324 p., 24,95 \$.

New York, avril 2002. Au-dessus de Washington Square en fleurs, des parterres renaissant après un long hiver de désolation et de cendres, se dresse la bibliothèque de la New York University. Les étudiants du département d'écriture y ont invité Rick Moody pour une lecture de son dernier ouvrage, *The Black Veil*. Un jeune étudiant présente l'auteur en évoquant une première rencontre dans un club du Bowery, se souvient de l'atmosphère tapageuse qui régnait alors dans la salle, puis du silence et de la stupéfaction qui avaient saisi l'assemblée quand, monté sur scène, Moody commença à lire les premières pages de son roman *Purple America*. Ou plutôt à les déclamer. Car Moody a des allures de prédicateur, malgré sa silhouette frêle, ses longs bras maigres, sa casquette de base-ball posée à l'envers, sa peau diaphane et son visage marqué par des années d'alcoolisme et de dépression. Quelque chose d'un peu fou, fragile et brisé.

Debout derrière un pupitre, il articule avec force et lenteur quelques morceaux choisis de ses Mémoires, nouvellement publiés. Très drôles, comme à son habitude. Moody sait déclencher l'hilarité par sa prose bouffonne d'éternel adolescent, son regard d'innocent malicieux, toujours prompt à jouer de mauvais tours. Le public s'esclaffe en écoutant les frasques de son petit frère, entêté à reprendre sa chambre avec son armée de stylos ; l'obsession de son grand-père pour le jardinage et un certain type de haricots ; une promenade en



J.-C. BOURCART POUR « LE MONDE »

extérieur avec une bande de dingues, patients d'un hôpital psychiatrique du Queens dans lequel il a réellement séjourné. Mais, là, Moody sait ménager ses effets, et retourner son auditoire comme un gant, transformer l'insouciance de cirque en malaise grandissant, infléchir les rires francs vers des hoquets de plus en plus rares et gênés jusqu'à imposer un silence de mort quand il termine sur ces mots : « Je n'étais jamais allé dans le Queens auparavant, du moins pas que je sache. Je me suis mis à pleurer. Je ne pouvais pas croire à ce qui m'était arrivé. » Un art de la chute, entendue dans tous les sens possibles, drapée de splendeur tragique, qui fait aujourd'hui de cet écrivain un héritier certain du puritanisme de Nouvelle-Angleterre.

L'homme porte d'ailleurs bien son nom. D'humeur sombre, il est sans doute le descendant direct du

Moody qui inspira à Nathaniel Hawthorne *Le Voile noir du pasteur*, célèbre parabole centrée sur un prêcheur qui, toute sa vie, dissimula son visage derrière un crêpe noir pour exhiber « les péchés secrets et les tristes mystères » que nous refoulons. L'autobiographie, sous-titrée *Mémoires et digressions*, relate cette remontée généalogique en terre paternelle. Récits de voyages dans la verte Nouvelle-Angleterre entre cimetières mousus, musées historiques et églises de bois blanc, alternent avec une passionnante exégèse du conte d'Hawthorne et des échappées plus contemporaines dans l'existence tumultueuse de l'auteur, âgé d'un peu plus de 40 ans. Le livre s'ouvre sur une annonce brutale de son objet : « nos crimes », terme qui ne recoupe pas, par élégance rhétorique, un nous de majesté, mais l'ensemble de la communau-

té humaine, que sermonne un Moody prophétique et visionnaire. S'ensuit une évocation grandiose et apocalyptique du métro new-yorkais, identifié à un enfer de solitude et de folie, peuplé d'ombres sans visage, équivalent moderne des bois maléfiques qui encerclaient autrefois les villages puritains.

Interrogé sur ce sujet démoniaque qui traverse son œuvre, Moody donne une définition plus précise de ce qu'il entend aujourd'hui par cet « axe du Mal » : « Chaque personne que je connais contient en elle des multitudes d'êtres, dont certains sont des démons. J'ai fini par comprendre que le mal existe peut-être, même si ce n'est pas dans ma nature de penser ainsi. Même si dans le cas de crimes particulièrement horribles, j'éprouve toujours une certaine compréhension et compassion pour ceux qui les perpétuent. Les démons sont partout, mais ils sont surtout le fruit de constructions et de projections humaines. »

Démonologie, recueil de nouvelles traduit en français, attaque encore ce sujet obsessionnel d'é-

de, mais de façon moins frontale que *The Black Veil*. Publiés dans diverses revues littéraires avant d'avoir été regroupés, les textes sont de qualité inégale. Les meilleurs sont, sans surprise, hantés ou rongés par la honte et la culpabilité, comme le premier, « Le Manoir sur la colline ». Adressé à une sœur d'outre-tombe, décédée accidentellement la veille de ses nocces, ce conte à teneur presque gothique relate l'expérience professionnelle du frère dans un lieu où sont célébrés des mariages. Ce récit est l'occasion de railler l'exploitation mercantile du sentiment amoureux, « le langage des affaires et la rhétorique de l'hypocrisie » ironiquement chargés de dispenser le bonheur, mais il laisse surtout affleurer dans les interstices d'une écriture carnavalesque et festive la gravité d'un deuil impossible. C'est affublé d'un masque de clown (de poulet) et en dispersant les cendres de la morte au nez de l'ex-fiancé, précipitamment remarié, que le narrateur soulage sa souffrance dans la performance d'une vengeance.

Pourtant, la nouvelle de clôture revient sur la réalité de ce cadavre et la difficulté pour la fiction d'en découdre avec l'indicible de la mort, l'invisibilité des ténèbres. « Je devrais rendre la mort de Meredith plus digne, plus convaincante, je ne devrais pas avoir à penser l'impossible. » L'essence de l'écriture comme voile, qui à la fois révèle tout en masquant, s'articule ainsi chez Moody sur une vision funeste de l'homme comme « incomplet, insuffisant, raccourci », presque fantomatique. Alors, comme ses pairs tutéaires, Melville et son phrasé mélancolique, Rothko et ses toiles en quête désespérée de transcendence, ou bien les oiseaux qu'il aime, peut-être parce qu'ils volent encore entre ciel et terre, Moody nous lance, à l'issue de l'entretien, comme une dernière oraison : « Oui, c'est vrai, les responsabilités commencent dans les rêves. Et tout ce que vous voyez ici et aujourd'hui, n'est à peu près la seule chose qui soit. Alors rêvez grand, et portez avec bonheur, si possible, tous vos nombreux fardeaux. »

Béatrice Pire

Trevor Ferguson l'enchanteur

Avec le « Kinkajou », le romancier canadien joue de tous les registres pour dépeindre la quête filiale et spirituelle d'un drôle d'oiseau. Jubilaire

LE KINKAJOU
(The Kinkajou)
de Trevor Ferguson.
Traduit de l'anglais (Canada)
par Ivan Steehout,
Le Serpent à plumes,
460 p., 20 €.

Bienvenue à l'Auberge du Péage ! Dans ce cadre bucolique du Vermont, niché à flanc de montagne, pas un instant à perdre. « Défaites vos bagages, déchargez-vous de vos soucis, relaxez-vous, puis perdez-vous dans les chambres et les légendes, les couloirs et les replis de l'imaginaire de son ancien propriétaire défunt. » Et dites-vous qu'« aucune chambre ne reste identique à elle-même comme si elles étaient toutes posées sur un plateau tournant et ne cessaient de bouger. Ce qui fascine et fait fondamentalement illusion, c'est que l'auberge s'adapte aux états d'âme et à la personnalité collective de ses hôtes ». Bienvenue surtout à celles et ceux qui, avec *Le Kinkajou*, pénètrent pour la première fois dans l'univers halluciné, lyrique, burlesque et passablement déjanté du Canadien Trevor Ferguson, considéré avec Margaret Atwood et Timothy Findley comme l'un des meilleurs écrivains anglophones du moment. Pour les familiers de ce romancier qui jongle avec les registres et les genres – le polar en particulier (1) – et aime explorer de nouveaux territoires littéraires, précisons que ce sixième roman traduit (son troisième en fait) est plus proche d'*Oryx John*, saga rocambolesque d'un jouisseur invétéré au tournant des années 1960-1970, que de *Train d'enfer* et *La Ligne de feu* (2) – fresques épiques sur l'Ouest canadien et ces nouveaux « pionniers » constructeurs de ponts et de chemins de fer. Ces deux titres le firent découvrir du public français.

VERS LA RÉDEMPTION

Pour autant, si la tonalité générale diffère d'un livre à l'autre, restent certaines constantes à l'œuvre. Ainsi la part autobiographique avec laquelle le romancier prend plus ou moins de liberté et dont sont porteurs ses héros. Des narrateurs, tourmentés par leur passé douloureux – ils sont souvent orphelins de mère –, un brin losers, qui cherchent dans la fuite les voies de la rédemption.

Kyle Troy Lainé, deuxième du nom, héros du *Kinkajou*, n'échappe pas à la définition. Ainsi, après avoir grandi à Montréal dans le quartier de Park Extension (celui-là même où Ferguson passa son enfance), l'adolescent, à la mort de sa mère, prit la route pour le Tennessee avec sa petite amie d'alors. Quinze ans plus tard, ce joueur de tympanon qui sait imiter à merveille le chant de la mésange tricolore ou du troglodyte de Caroline y végète encore. Plus pour très longtemps, car le voici promu au

rang d'heureux propriétaire d'une auberge grâce au legs providentiel d'un père défunt qu'il n'a jamais connu. Cap au nord donc, avec un squelette dans le coffre de sa voiture ! Là-bas, un comité d'accueil l'attend : Hazel Stamp, femme bourru au grand cœur, sorte de fée tyrannique du logis qui joue aussi bien du balai que « du rouleau à pâtisserie comme un Viking » ; Franklin Delano Rydern alias FDR, jeune avocat d'affaires que son nouveau client va vite convertir au droit criminel, ou encore l'inspecteur Isaïe Snow, spécialisé dans la fabrication artisanale de détecteurs de mensonges. Ajoutons à ce tableau hautement coloré un groupe de nonnes venues, à l'occasion du week-end pascal, se livrer à quelques cérémonies nocturnes pour le moins étranges. Turbulentes, facétieuses et délurées, ces fidèles clientes – dont le propriétaire se doit de leur raconter à la veillée la parabole du *Kinkajou* à *Hackensack* – sont emmenées par la robuste Mère

Gabrielle à l'uppercut persuasif et la séduisante Chantelle, sœur stigmatisée, en quête de l'Immaculée Conception. Autour de celle-ci, notre oiseau chanteur va rapidement entamer une curieuse parade amoureuse.

De rebondissements en coups de théâtre, d'allers et retours dans le temps, Trevor Ferguson, maître dans l'art de la rupture de style et de ton, tisse dans les replis de la mémoire et les blessures de l'enfance une quête filiale et spirituelle. Un récit labyrinthique, aux accents bibliques, aussi drôle qu'émouvant. A l'image de cette auberge dont l'enchantement ravira tous les hôtes de passage.

Christine Rousseau

(1) Sous le pseudonyme de John Farrow, Trevor Ferguson a écrit deux romans noirs : *La Ville de glace* (Grasset, 2000) et *Ice Lake* (non traduit).
(2) A l'exception de *La Vie aventureuse d'un drôle d'oiseau* (éd. Pleine Lune, 2000), tous les romans de Trevor Ferguson ont paru au Serpent à plumes.

Mystères de l'amour

Les nouvelles d'Alice Munro traquent nos gestes avec ironie, tendresse et cruauté. Ce sont des puzzles, des prismes à capturer les vies qui s'échappent

LA DANSE
DES OMBRES HEUREUSES
d'Alice Munro.
Traduit de l'anglais
par Geneviève Doze,
éd. Rivages, 166 p., 14,95 €.

A moment pensons-nous aux personnes que nous croyons aimer ? C'est une des questions que nous oublions souvent de nous poser. Alice Munro l'installe drôlement au début d'une des histoires qui composent son nouveau recueil, *La Danse des ombres heureuses*.

Comme toujours, chez la grande nouvelliste canadienne, nous sommes près du lac Huron, dans les années 1940 à 1970, les hivers n'en finissent pas et les étés sont torrides. On circule beaucoup en voiture, tout est loin de tout, la forêt est omniprésente, et les tombes d'Indiens. Beaucoup de bière brune, l'envie de partir aussi. Toutes les petites villes ressemblent à des marécages mortels. Le temps vous y prend à la gorge. Et le temps est le sujet principal d'Alice Munro, avec les secrets des adultes et les mystères de l'amour.

Quand pensons-nous aux personnes que nous croyons aimer ?

« Il m'arrive de penser à ma mère dans les grands magasins, remarque donc la narratrice. Je ne sais pas pourquoi. Je n'y suis jamais entrée avec elle, mais leur universalité, leur agitation mesurée lui auraient convenu me semble-t-il. » Au fil du récit, il y a une scène de gare à Toronto, le souvenir d'une sagesse anxieuse qui associe la chance et son ombre, des gens riches et un fils épileptique, une enfant dont on échangerait la célébrité contre des mains de bébé, une cousine qui a une bonne situation et un mari alcoolique. Autant d'informations obscures qui dessinent l'avenir sous des traits intéressants, mais

inquiétants. « Je pense à ma mère aussi, naturellement, quand je vois quelqu'un qui a la maladie de Parkinson, note Alice Munro, et aussi en me regardant dans la glace ». Naturellement. Des mains de bébé manquantes. Les ombres menaçantes de la vie sont toujours elliptiques. Des rébus, des devinettes de sphinx. Le récit avance. Dans une église, la culotte de la narratrice tombe, l'élastique est cassé. La mère donne l'épingle à nourrice qui retient la bretelle de sa combinaison, elle le fait à contre-cœur, et après avoir hésité beaucoup ; maintenant sa combinaison pend de manière choquante. Bribes de savoir, de mémoire : la mère s'échappe, ses contours restent flous, elle est trop près, à la fois étrangère et accablante, impossible de bien la cadrer.

Pour le père, c'est plutôt le contraire. Plusieurs histoires le mettent en scène. Il chante. Il emmène les enfants dans sa baignoire, il est représentant pour les frères Walker, sirops pour la toux, coricides, onguents et petits remèdes en tout genre, et nous voici chez Nora, qui est une drôle de femme, une vieille amie à lui. Sa fiancée d'avant, presque sûrement. Plusieurs histoires le mettent en scène. Il chante. Il emmène les enfants dans sa baignoire, il est représentant pour les frères Walker, sirops pour la toux, coricides, onguents et petits remèdes en tout genre, et nous voici chez Nora, qui est une drôle de femme, une vieille amie à lui. Sa fiancée d'avant, presque sûrement. Ils évoquent les jours meilleurs, l'élevage de renards argentés qui a fait faillite, il fait chaud, elle met de la musique et elle danse. Les enfants n'imaginaient pas leur père comme ça. Un autre homme. Avec une autre vie d'avant eux. En rentrant, il dit : « Je ne comprends pas, on dirait que je viens de me trouver à court de chansons. » On ne saurait exclure qu'il ait de la peine. Les gens ne sont jamais comme on se l' imagine, et nous non plus. C'est un des secrets du suspense incroyable qui règne ici.

Mais, le plus important, c'est l'amour, l'aveuglement de l'amour, ses désagréables vérités. Helen vit à Jubilee, elle travaille au premier éta-

ge chez King, rayon enfants, et, à Noël, elle s'occupe aussi du Pays des Jouets. Elle vit avec sa mère et elle a une liaison avec Clare Mac Quarrie.

Ça tombe bien, sa mère l'adore. Clare est un gros homme tranquille, il a quinze ans de plus qu'elle et une bonne situation. Helen a reçu une carte postale de Floride, comme Clare en envoie chaque fois qu'il part en voyage. Elle la range avec les autres. Elle n'est pas amoureuse, elle a refusé de l'épouser il y a longtemps, mais ça n'empêche pas d'être gentille, un jour ils se marieront forcément.

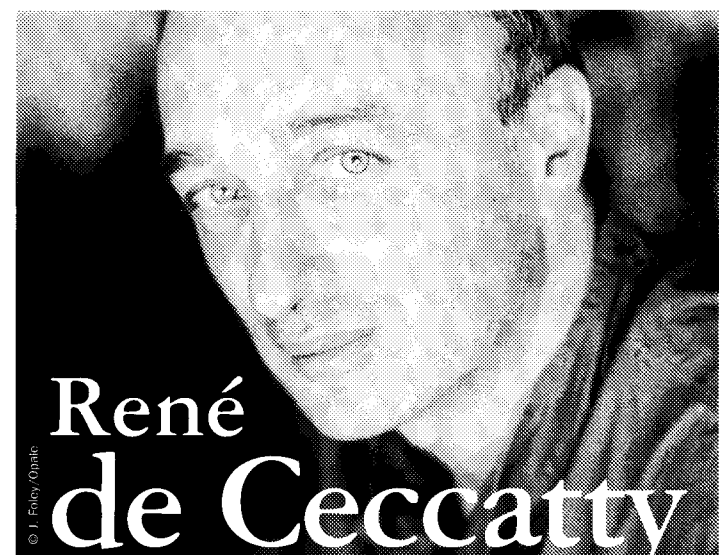
Et puis, non, Clare s'est marié sans prévenir, et Helen a du mal à faire coller cette information avec leur dernière nuit, juste avant qu'il parte en Floride, comme tous les ans. Alors, soudain, elle se sent en colère et elle part faire un scandale devant la maison de Clare Mac Quarrie, elle hurle. Il sort. Il dit : « Rentre chez toi, va et fais mes amitiés à ta mère. » Ce n'est pas le genre à donner des explications.

« J'ai senti pour la première fois que j'avais envie de tendre la main et de le toucher », conclut la narratrice.

Les histoires d'Alice Munro traquent nos gestes somnambules sans dramatiser, avec ironie, et tendresse, et cruauté aussi. Ce sont des puzzles, des énigmes, des prismes à capturer les vies qui s'échappent. Comme Hugo, le romancier dont elle moque, dans une histoire intitulée *Le Matériau*, les petites vanités, la séduction facile, les mensonges comiques, mais dont elle reconnaît le talent, elle excelle à mettre la vie de ses personnages en lumière « suspendue dans la merveilleuse gelée transparente qu'on apprend à confectionner tout au long de son existence d'écrivain ».

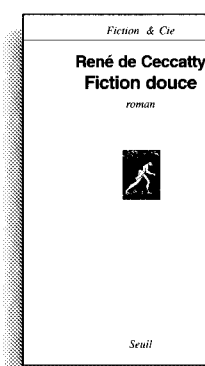
C'est un acte d'amour, note-t-elle, un amour particulier, généreux, positif.

Geneviève Brisac



René de Ceccatty

FICTION DOUCE



René de Ceccatty écrit contre le confort des satisfactions illusoires, et surtout contre leur premier allié : l'oubli. *Chantal Thomas, Le Monde*
Un livre violent et désespéré. *Gérard de Cortanze, Magazine littéraire*
Sous sa fausse facture classique, le projet de Ceccatty se caractérise par l'intelligence, l'ingéniosité et l'audace. *Philippe Forest, Art Press*

www.seuil.com

Seuil

Fantômes du passé

LE CIMETIÈRE DES ÂNES
de Patrick Demerin.
Julliard, 390 p., 20,10 €.

Mouros n'est sans doute pas l'île grecque la plus connue, ni la plus attractive. Ce « gros caillou aride et nu » constitue pourtant un lieu de retraite « accueillant pour les proscrits » cherchant à échapper à un passé encombrant. Mickey, ancien activiste de gauche ayant passé dix ans dans les geôles allemandes pour terrorisme, cherche à se reconstruire une nouvelle existence aux côtés de Tina, jeune autochtone à la beauté explosive. Cette renaissance de Mickey à lui-même se trouve bientôt menacée par l'arrivée sur l'île d'un journaliste français, Sembin, qui a connu le héros du temps de son militantisme, l'avait même poussé à s'engager dans la lutte armée, et qui pourrait révéler son identité. La confrontation entre les deux hommes devient inéluctable lorsque Sembin commence à lorgner sur Tina, qui n'est pas indifférente à son charme.

Le premier roman de Patrick Demerin séduit par son art du récit finement ciselé. Derrière l'histoire d'amour tragique au canevas classique poind une réflexion sur l'engagement de ce qu'il nomme « les enfants perdus de la révolution ». Mickey et Sembin symbolisent la double défaite d'une même espérance. Le premier a tiré les conclusions de la dérive de son combat idéologique, le second a renié ses convictions pour mener une vie d'intellectuel jouisseur et suffisant. Renvoyant ses personnages à une vérité ultime évoquée dans une allégorie finale et troublante au « cimetière des ânes », l'auteur conclut sur l'impossibilité de la rédemption et de l'accès à la plénitude.

Frédéric Cousin

Jeux dangereux

Anne Wiazemsky évoque sa sortie de l'enfance dans une villa de la Côte d'Azur

SEPT GARÇONS
d'Anne Wiazemsky.
Gallimard, 218 p., 16,50 €.

Sans doute après l'épopée noire de *Une poignée de gens* et de *Aux quatre coins du monde*, Anne Wiazemsky a-t-elle éprouvé le besoin de retrouver une certaine lumière, une certaine limpidité, de revenir vers une source. Celle de l'enfance. Il y a beaucoup de fraîcheur dans ces *Sept garçons* parce qu'Anne Wiazemsky est toujours très simple dans le style, la narration, joue franc jeu, reste à hauteur d'enfant, restitue naturellement, sans problème, sans effet, le regard, la voix de l'héroïne, Roséliane, 11 ans, qu'elle a sans doute été. Il y a, d'ailleurs, chez Wiazemsky, une sorte de défi à se placer hors de toutes les modes, en nous plongeant dans un milieu privilégié, en juillet 1960, dans une grande villa de la Côte d'Azur où arrive, invitée pour les vacances, Roséliane avec son frère Dimitri et leur mère Pauline (beau portrait de femme fastueuse, secrète, sans doute blessée, s'absentant parfois, sans que ses enfants en comprennent la raison).

Ce qui ravit, emporte d'emblée, ici, c'est la vie, le mouvement perpétuel des sept garçons de la maison, à l'énergie brutale, presque effrayante – pour Roséliane, la seule fille – qui ne cessent de se bagarrer – surtout Simon et Justin –, inventent des jeux dangereux (dialogues, gestes très rapides : le rythme ne diminue jamais) avec, au loin, les parents presque indistincts, témoins nonchalants, faussement sévères. Le pilier, au milieu de cette effervescence, de cette pagaille gaie, c'est la gravité de Roséliane : elle est un peu à part avec son élégance candide, sa distance inconsciente, sa pudeur un peu craintive – lorsqu'elle refuse le bain collectif –, sa capacité d'observation, de

méditation discrète, sa sensibilité très contenue – sauf quand, au moment du partage symbolique des arbres du jardin, elle pleure d'étonnement et de reconnaissance devant le grand pin parasol qu'on lui attribue et sur les branches duquel elle recevra, comme dans un salon suspendu, certains garçons enchantés, tranquilisés par elle ; le besoin, aussi, de vérifier sans cesse que tout est sûr autour d'elle ; l'intuition que tous, même s'ils ne l'avouent jamais, restent, d'été en été, « mystérieusement reliés les uns aux autres ».

Ce que suggère merveilleusement Anne Wiazemsky, par sa délicatesse, son acuité polie, ce sont les transformations presque insensibles de Roséliane : elle passe très vite, et pourtant c'est un tournant, la scène où, essayant un maillot vert amande d'une pièce, elle se sent devenir une « mince, longue et jolie jeune fille » sous le regard de sa mère qui, en quelques secondes, perd pied, doit faire un effort sur elle-même pour admettre le changement de sa fille. Roséliane a le pressentiment qu'elle glisse vers une autre phase de son existence quand elle aperçoit dans les yeux sombres de Guillaume, avec lequel elle a échangé sur un radeau, au large, un premier serment, « quelque chose de nouveau qu'elle n'osait pas nommer et qui s'apparentait à ce qu'elle croyait être de l'amour ». Le drame final (l'accident de Simon : scène magistrale de terreur, de souffrance nue sous le ciel bleu) l'amènera hors de l'enfance, là où la vie cesse d'être à perte de vue. Aucun tumulte excessif chez Wiazemsky. Juste, au terme de ce beau livre, clair comme un matin de Provence, un fatalisme très doux, une inclinaison presque seraine devant le destin comme si la Russie revenait la chercher dans un coin du Midi.

J.-N. P.

Coups de blues

Sous couvert de roman policier, Philippe Djian poursuit sa chronique d'une génération désenchantée

ÇA, C'EST UN BAISER
de Philippe Djian.
Gallimard, 390 p., 19,90 €.

Cela fait longtemps que Philippe Djian s'aventure du côté du roman policier. Cette fois-ci, il prend carrément, et en leur donnant à tour de rôle la parole, deux personnages de flics, Nathan et Marie-Jo, officiers de police, coéquipiers dans le métier et parfois sur l'oreiller, chargés d'enquêter ensemble sur le meurtre de Jennifer Brennen, la fille unique d'un grand timonier de l'économie mondiale. Seulement, ce ne sont pas (on pouvait s'en douter : Djian n'a jamais particulièrement aimé les fiers-à-bras) des flics comme les autres ; ils semblent avoir plus d'états d'âme que de service. Marie-Jo, 90 kilos, est surtout préoccupée par ses régimes amaigrissants, s'échine à courir à travers les parcs avec des haltères de trois kilos dans les poings, se voit elle-même, entre deux filatures, deux interrogatoires, comme une « ménagère siphonnée » en quête de cosmétiques à bas prix, est plutôt déprimée, en sa claque de « voir des gens qui se battent, des gens qui s'entretuent, qui usurent, qui trahissent », se demande comment supporter la ville, « cette fureur vingt-quatre heures sur vingt-quatre ». Elle est surtout très sentimentale, « il y a une seule chose qui nous illumine dans cette vie, qui nous remplit une petite poche de lumière. C'est nos sentiments », reste une romantique, même si elle ne veut plus la lune, n'est pas « censée faire la fine bouche ». Elle aime Nathan si fort parfois qu'elle entend « l'écho lointain de quelque chose qui pourrait la tuer ».

Nathan, lui, sorte de Columbo plus nonchalant et sensuel, approchant la cinquantaine (Djian devient le spécialiste de l'analyse de cette crise), a autant de coups de blues, l'impression de ne plus

avancer, éprouve un « sentiment d'obstruction tous azimuts », une nostalgie permanente pour le bon temps du « solide appétit, du sommeil de plomb, de la sexualité insouciant et de l'abondance des produits illicites ». Il se sent largué depuis que sa femme, Chris, l'a abandonné. D'autant que celle-ci affiche son épanouissement sexuel avec Wolf, un très beau Nordique, dont la cuisse est assez solide pour être vibromasseuse (scène d'un érotisme très acrobatique...) et qui sera un des piliers de la grande manifestation antimondialisation qui s'annonce. Il y a d'autres personnages autour : Frank, l'ex-

dépassés, portent des Nike ou des Adidas pour se croire encore dans la course, embrassent la cause antimondialisation pour tenter de retrouver le plaisir des slogans, la fièvre des idéaux et des combats perdus.

Le meilleur de Djian est dans cette chronique, entamée dans *Assassins*, approfondie dans *Vers chez les Blancs* d'un désenchantement, d'un impossible rétablissement de toute une génération. Malheureusement – par souci de plaire ? Remords commercial ? –, comme s'il s'apercevait qu'il avait annoncé un roman policier et se hâtait d'honorer son contrat de départ,

Extrait



« Vous prenez une femme. Vous passez cinq ans avec elle. Dans cette jungle, dans ce monde abominable, dans cette gigantesque salle de torture, vous parvenez à garder le contact avec elle, vous vous comportez bien. Et qu'est-ce qu'il en reste ? Vous l'avez tenue dans vos bras, vous l'avez caressée, vous l'avez soignée, vous lui avez offert des voyages, vous avez rigolé avec elle, vous lui avez raconté votre vie. Et il en reste quoi ? » (p. 95-96)

mari de Marie-Jo, devenu homosexuel et animateur d'ateliers d'écriture ; Eve Moravini, qui règne sur le prêt-à-porter et court les séances d'ultraviolets pour donner le change, avec toujours « un peu de poudre encore collée aux narines ». Personne ne va bien, perméable à l'ambiance morbide de la société actuelle. Philippe Djian excelle dans l'observation, mi-complice mi-ironique, de ces anciens babas cool, excités et perdus, qui ne savent plus où se situer, pris entre le regret des excès et les ébauches d'une vie saine – jus de fruits, muscu et cardio –, entre la nostalgie de la liberté et le ralliement confortable à l'empire technologique, ne fréquentent des endroits « tendance » que pour se donner, quelques instants, l'illusion de n'être pas

Djian enchaîne, vers la fin, les épisodes spectaculaires (capture de l'assassin, qu'on avait d'ailleurs presque oublié, avec ce qu'il faut de violence, de sang et de rapports sadiques), aligne les morts, comme bâclées, traite la scène de la grande manifestation en coup de vent, en faisant de Chris une sorte de Nikita de boulevard. On ne croit pas à cette montée de fièvre, tout devient artificiel, jure avec le ton d'intimité désabusé de l'ensemble du roman. « Est-ce qu'on a envie d'un monde où tout ne serait que divertissement et consommation ? », disait Nathan. Sa réponse est non, évidemment. On suppose que c'est aussi celle de Djian. Pourquoi n'applique-t-il pas ce « non » jusqu'au bout dans ses propres livres ?

Jean-Noël Pancrazi

Un an avec Hugo : 1855

Proscrits,

Si la révolution, inaugurée il y a sept ans à pareil jour à l'Hôtel de Ville de Paris, avait suivi son cours naturel, et n'avait pas été, pour ainsi dire, dès le lendemain même de son avènement, détournée de son but ; si la réaction d'abord, Louis Bonaparte ensuite, n'avaient pas détruit la République, la réaction par ruse et lent empoisonnement, Louis Bonaparte par escalade nocturne, effraction, guet-apens et meurtre ; (...) si, en un mot, l'Europe des peuples eût succédé en 1848 à l'Europe des rois, voici quelle serait aujourd'hui, après sept années de liberté et de lumière, la situation du continent.

On verrait ceci :

Le continent serait un seul peuple ; les nationalités vivraient de leur vie propre dans la vie commune ; l'Italie appartiendrait à l'Italie, la Pologne appartiendrait à la Pologne, la Hongrie appartiendrait à la Hongrie, la France appartiendrait à l'Europe, l'Europe appartiendrait à l'Humanité.

Plus de Rhin, fleuve allemand ; plus de Baltique et de mer Noire, lacs russes ; plus de Méditerranée, lac français ; plus d'Atlantique, mer anglaise ; plus de canons au Sund et à Gibraltar ; plus de kammerlicks aux Dardanelles. Les fleuves libres, les détroits libres, les océans libres.

Le groupe européen n'étant plus qu'une nation, l'Allemagne serait à la France, la France serait à l'Italie ce qu'est aujourd'hui la Normandie à la Picardie et la Picardie à la Lorraine ; plus de guerre, par conséquent plus d'armée. Au seul point de vue financier, bénéfice net par an pour l'Europe : quatre milliards. Plus de frontières, plus de douanes, plus d'octrois ; le libre échange ; flux et reflux gigantesque de numéraire et de denrées, industrie et commerce vingtpliés,

bonification annuelle pour la richesse du continent : au moins dix milliards. Ajoutez les quatre milliards de la suppression des armées, plus deux milliards au moins gagnés par l'abolition des fonctions parasites sur tout le continent, y compris la fonction de roi, cela fait tous les ans un levier de seize milliards pour soulager les questions économiques. Une liste civile du travail, une caisse d'amortissement de la misère épuisant les bas-fonds du chômage et du salariat avec une puissance de seize milliards par an. Calculez cette énorme production de bien-être. Je ne développe pas.

Une monnaie continentale, à double base métallique et fiduciaire, ayant pour point d'appui le capital Europe tout entier et pour moteur l'activité libre de deux cents millions d'hommes, cette monnaie, une, remplacerait et résorberait toutes les absurdes variétés monétaires d'aujourd'hui, effigies de princes, figures des misères ; variétés qui sont autant de causes d'appauvrissement ; car, dans le va-et-vient monétaire, multiplier la variété, c'est multiplier le frottement ; multiplier le frottement, c'est diminuer la circulation. En monnaie, comme en toute chose, circulation, c'est unité.

La fraternité engendrerait la solidarité ; le crédit de tous serait la propriété de chacun, le travail de chacun, la garantie de tous.

Liberté d'aller et venir, liberté de s'associer, liberté de posséder, liberté d'enseigner, liberté de parler, liberté d'écrire, liberté de penser, liberté d'aimer, liberté de croire, toutes les libertés feraient faisceau autour du citoyen gardé par elles et devenu inviolable....

★ Actes et Paroles II, Banquet anniversaire du 24 février 1848 (Laffont, « Bouquins », Politique, p. 483-484).

Science-Fiction

par Jacques Baudou

Kantz, héraut du bien

LES MASQUES DE WIELSTADT
de Pierre Povel.
Fleuve noir 304 p., 15 €.

L'illustration de couverture – magnifique : elle est signée Julien Delval – illustre remarquablement l'intrigue. En arrière-fond, une cité qui fait penser aux burgs romantiques de Victor Hugo : c'est Wielstadt, la ville des bords du Rhin protégée par le dragon et la dame rouge, qui, même en pleine guerre de Trente Ans, n'a pas eu à subir les assauts des troupes qui ravagent le Saint Empire romain germanique. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est tout à fait étrangère à ce qui embrase le pays. Au premier plan, l'ombre d'un cavalier irradiée de lumière blanche, une flamberge et deux silhouettes encapuchonnées portant un masque de métal. Chevauchées, duels, sociétés secrètes et conspirations, tout (ou presque) de ce qui constitue la trame de ce roman de cape et d'épée fantastique est mis en avant. Ce que ne divulgue pas l'illustration, laquelle joue à merveille son rôle de « mise en bouche », c'est la place qu'y occupe un certain manuscrit, la lutte féroce que se livrent la Sainte Vehme et les *Les Ombres de Wielstadt*. C'est surtout l'alacrité cavalcadante des péripéties, les entrelacs habilement noués d'une intrigue à l'Alexandre Dumas (celui de *Joseph Balsamo*). C'est enfin la manière dont l'auteur affine le portrait de son énigmatique héros, le chevalier Kantz, sans dissiper les voiles de mystère qui le rendent fascinant. Avec ce deuxième opus, Pierre Povel fait mieux que confirmer la force et l'originalité de son talent. Il enchante...

■ DÉTECTIVES DE L'IMPOSSIBLE, anthologie de Stéphane Nicot

Avec cette anthologie, Stéphane Nicot entendait célébrer les « noces du polar et de l'imaginaire », confronter la « tradition toujours vivace du roman noir à l'inventivité et au très large spectre des littératures de l'imaginaire ». Il a donc réuni dans un sommaire très international des textes d'auteurs de science-fiction s'essayant à l'intrigue policière, avec une nette prédilection pour la figure du privé et les codes narratifs qu'elle charrie, mais aussi d'écrivains de polars (Didier Daeninckx, Jean-Bernard Pouy) ayant accepté d'aller faire une balade du côté du futur. L'anthologiste avance que les détectives de l'impossible en action dans ces pages « renouvellent très fortement les archétypes du polar ». Est-ce vraiment le cas ? Ne s'agit-il pas plutôt d'un ravalement par l'exotisme de formules anciennes ? (Seule la nouvelle des Belmas se situe dans un cadre relevant du roman policier le plus contemporain.) On pourrait le discuter. Mais ce qui ne se discute pas, c'est la qualité d'ensemble des textes de l'anthologie, qui souffre toutefois d'un petit défaut : elle comporte deux nouvelles si remarquables qu'elles rendent par comparaison le reste du sommaire plus terne qu'il ne l'est réellement : « Charlie et ses drôles de dames » de Terry Bisson, mélange parfait de polar-SF à la chute magnifique, et « La profession insipide de Jonathan Hornbom » de Jonathan Lethem, inclassable divagation surréaliste dont

Max Ernst est la clé de voûte. Ne serait-ce que pour ces deux joyaux, la fréquentation de ces « détectives de l'impossible » est chaudement recommandée... (J'ai lu, « Millénaire », 444 p., 15 €).

■ LES AVENTURIERS DE LA MER. La Conquête de la liberté, de Robin Hobb

Avec « La Conquête de la liberté » s'achève le premier tome – « Ship of Magic » – du cycle *The Liveship Traders*, l'un des cycles de fantasy américaine les plus ambitieux et les plus maîtrisés. Rien d'étonnant à cela, son auteur ayant déjà signé ce chef-d'œuvre qu'est « L'Assassin royal ». Ce troisième volume français permet de mieux cerner quel était le dessein de l'auteur dans ce qui constitue un volume d'ouverture, d'exposition, explorant une profusion de pistes narratives. Plus encore que la *Vivacia*, le bateau magique, la « vivenef », ce sont les héritiers Vestrit qui sont au principe de l'intrigue et qui subissent, à la mort de leur père et grand-père, un douloureux apprentissage pour Althea et Hiéman, et une entrée malavisée dans le monde des adultes pour Malta. Pour les deux premiers cités, « La Conquête de la liberté » met fin à cet apprentissage et leur procure un nouveau statut qui devrait s'affirmer par la suite. Pour la dernière, l'intrigue ne fait que se nouer. Mais on sent bien aussi que d'autres personnages – Brashen, Kennit le pirate, Reyn le marchand du désert des pluies, Parangon la vivenef échouée – sont appelés à jouer un rôle grandissant dans ce qui se profile comme une grande saga maritime, serpents de mer en prime (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par A. Mousnier-Lompré, Pygmalion, 316 p., 21,50 €).

■ L'EMPREINTE DES DIEUX, de Rachel Tanner

Placé sous l'exergue d'une citation d'Ernest Renan, le roman de Rachel Tanner décrit un Empire romain qui, plutôt que celle du christianisme, a vu l'irrésistible ascension de la religion mithriaque, devenue la seule religion autorisée, et qui, en l'an 780 après J.-C., impose toujours sa loi à un vaste territoire, même si l'autorité de César s'est quelque peu érodée. C'est donc une uchronie, dont la source est l'introduction d'une « variante » dans la biographie de Constantin le Grand. Mais l'auteur n'a pas limité sa fiction à la seule exploitation de ce dérapage historique, elle y a ajouté des éléments relevant de la fantasy : des magiciens et magiciennes dotés de pouvoirs supra-normaux, une lutte manichéenne entre Mithra, le dieu égorgé de taureaux, et le cercle des magiciens, animé par Ygrène, l'apparition d'un dieu, Velkhanos, imposant un apprentissage salvateur à la jeune Armoricaine Judith de Braffort. A l'épopée historique recomposée, traversée par la haute figure du comte Charles (deviendra-t-il Charlemagne ?), au combat grandiose des dieux et des magiciens, l'auteur a superposé une quête identitaire : celle qui s'impose au cours du roman à Judith de Braffort et qui concerne sa mère, morte en lui donnant naissance. L'ensemble compose un roman prenant de facture originale qui mérite la plus grande attention (éd. Imaginaires sans frontières, 410 p., 19 €).

■ LES DIEUX DE PEGANA, de Lord Dunsany

Cet ouvrage, le premier publié par Lord Dunsany en 1905, est un fort curieux recueil de nouvelles composé d'une trentaine de pièces courtes qui forment, réunies, à la fois une cosmogonie très originale et une mythologie qui ne l'est pas moins. Il est question d'un jardin plus enchanteur que tous les jardins de la terre, de Mung, seigneur de toutes les morts, de Sish, le destructeur des heures, de Limpang-Tung, le dieu de la joie, et des ménestrels mélodieux, des sept déserts qui s'étendent au-delà de Bodrahahn, dans ces textes qui empruntent au passage à l'Empire céleste ou à l'Orient des *Mille et Une Nuits* pour donner naissance à un monde – ou bien plutôt un Olympe – d'une totale singularité. A lire ces étranges et poétiques apologues, on comprend que l'œuvre de Dunsany ait ébloui aussi bien Jorge Luis Borges (lequel aurait pu écrire le dernier paragraphe de *L'Œil dans le désert*) que H. P. Lovecraft (qui y a pris le goût des noms propres bizarroïdes) (traduit de l'anglais par Laurent Callaud, Terre de brume, « Terres fantastiques », 116 p., 15 €).

WALT WHITMAN

Réédition de « Feuilles d'herbe », célèbre recueil du poète américain page VI



SCIENCE-FICTION

Christopher Fowler, Guy Astic, William Hjortsberg page VI

ROMANS POLICIERS

Mempo Giardinelli, Moussa Konaté, Gérard Alle, Hervé Jaouen page VI

ESSAIS

« La condition de la femme dans l'islam » de Mansour Fahmy page VII

Folle de Vermeer

Sur la couverture du *Récital des anges*, le nouveau roman de Tracy Chevalier, le fort joli bandeau illustré proclame fièrement : « par l'auteur de La Jeune Fille à la perle ». L'illustration s'impose pourtant moins que pour cette *Jeune fille à la perle*, le célèbre tableau de Vermeer qui a inspiré cette jeune romancière, née en octobre 1962 à Washington D.C. Après avoir terminé ses études à l'Oberlin College (Ohio), elle est partie pour Londres avec l'intention d'y rester six mois pour y étudier la littérature et le théâtre. Dix-huit ans après, elle y réside toujours. Elle a eu un très bon professeur de français, s'exprime très bien dans notre langue – moins bien sans doute que sa sœur qui vit en Ariège et lui a offert en gage fraternel et admiratif un site Internet très réussi (www.tchevalier.com). Pourtant, rien n'était joué, elle végétait dans un travail bien peu intéressant et ne savait trop que faire lorsqu'en 1993, assise dans un bus à impériale, elle a vu dans un journal une petite annonce pour prendre des cours de Creative Writing à l'université d'East Anglia. Le sort en était jeté. « Bien sûr, c'est presque impossible d'enseigner l'écriture, mais cela m'a permis de tirer un trait sur ma vie précédente et d'écrire tous les jours. C'est alors que j'ai eu l'idée de mon premier roman, *The Virgin Blue*, qui n'est pas encore traduit en français. »

Elle écrit *La Jeune fille à la perle* en neuf mois (terminant juste à temps pour donner naissance à un petit garçon) et c'est un succès : un bon million et demi d'exemplaires vendus jusqu'à ce jour dans le monde.

Après avoir redonné vie à « La Jeune Fille à la Perle », Tracy Chevalier nous entraîne, à travers un récit polyphonique et sombre, dans le Londres de l'ère victorienne

Fascinée par l'œuvre de Vermeer, elle a toujours eu dans sa chambre une reproduction de *La Jeune Fille* et ne désespère pas de voir tous ses tableaux, elle en connaît déjà vingt-huit (sur trente-cinq) grâce en particulier à la grande exposition qui lui a été consacrée en 1996. C'est pourquoi un jour, rêvant à un sujet possible de roman, elle a envisagé de donner vie au portrait en utilisant les tableaux peints en 1664 et 1665 comme toile de fond, y puisant les descriptions de Delft et les personnages secondaires. Partant de ce regard troublant et direct, de ses lèvres entrouvertes, du curieux bandeau qu'elle porte sur la tête, elle en fait une jeune servante fascinée par l'œuvre du maître au point de poser pour lui, bravant ainsi les commérages et les convenances. Une façon très consciencieuse, presque scolaire d'aborder l'écriture romanesque, mais réalisée avec une telle délicatesse que le charme opère et que l'imaginaire se mêle à l'authenticité, sans outrance, sans ostentation.

Son nouveau roman procède un peu de la même manière mais dans un cadre totalement différent : l'Angleterre du début du siècle. Le personnage qu'elle avait d'abord en tête, Kitty Coleman, jeune femme belle, impulsive, qui étouffe dans le monde convenu et hypocrite d'une

famille bourgeoise, à la mort de la reine Victoria. Au fur et à mesure que le roman se construit, chaque autre personnage a pris de l'importance. Elle avait commencé par rédiger l'histoire à la troisième personne « regardant par-dessus l'épaule des enfants », deux petites filles qui deviennent amies, et qui se heurtent au monde des adultes, puis à leur propre éducation. « Mais ça ne marchait pas. » Elle a alors réécrit à la première personne le rôle de Kitty, « pour que l'on entende sa voix » puis celui de Simon, un petit garçon, et, peu à peu, elle a fait parler à tour de rôle chacun des intervenants, créant ainsi un effet de voix multiples qui ajoute au mystère et à l'étrangeté, donnant même à la petite Ivy May deux lignes, écrites très vite, et qui lui sont passées par la tête « comme une sorte de révélation ».

Là encore, elle a dû procéder à beaucoup de recherches, lu des livres sur les suffragettes, des livres sur les convenances, des livres sur la mort et le deuil et travaillé comme volontaire dans un de ces cimetières qui sont aussi des jardins, des lieux de promenade tranquille ou de méditation. Car c'est dans un cimetière que le livre commence et dans le même cimetière qu'il se termine, car « il représentait alors un monde où l'on était plus libre que dans la vie, un lieu où l'on pouvait faire ce que l'on voulait ». Elle a l'intention de revenir dans quelque temps sur cette histoire douce et tragique pour lui donner une suite, car elle a encore en tête la nostalgie de « leurs voix », mais elle travaille actuellement à son prochain roman inspiré des tapisseries de *La Dame à la licorne* du Musée de Cluny – beaucoup de recherches lui sont une fois encore nécessaires – et prévoit ensuite d'écrire sur le poète William Blake, qui fut aussi un peintre et un graveur halluciné.

Martine Silber



PIERRE MORNET

LA JEUNE FILLE À LA PERLE (Girl With a Pearl Earring) de Tracy Chevalier. Traduit de l'anglais par Marie-Odile Fortier-Mazek, Gallimard, « Folio », 314 p., 5,80 €. (Première édition : Quai Voltaire/La Table ronde, 2000.)

LE RÉCITAL DES ANGES (Falling Angels) de Tracy Chevalier. Traduit de l'anglais par Marie-Odile Fortier-Mazek, Quai Voltaire, 294 p., 19,10 €.

Extrait

Tous ceux que nous avons croisés en nous rendant au cimetière étaient en noir. Je portais une robe de laine grise et un tablier blanc, je les aurais sans doute mis de toute façon, mais d'après Nanny, une petite fille pouvait les porter quand quelqu'un était mort. Les petites filles n'ont pas à se mettre en noir. Nanny m'a aidée à m'habiller. Elle m'a permis de porter mon manteau écossais noir et blanc et le chapeau assorti, mais elle n'était pas sûre pour mon manchon en lapin, aussi ai-je dû demander à maman qui a répondu que peu importait ma tenue. Maman avait une robe de soie bleue et un châle, ce qui n'a pas plu à papa. Tandis qu'ils discutaient au sujet de l'ange, j'ai enfoui mon visage dans mon manchon. Soudain, j'ai entendu un bruit, comme des petits coups sur une pierre. (*Le Récital des anges*, pages 12 et 13)

Le monde tout noir des Maoris

Alan Duff peint avec rage la misère d'une famille de banlieue néo-zélandaise

L'ÂME DES GUERRIERS (Once Were Warriors) d'Alan Duff. Traduit de l'anglais (Nouvelle-Zélande) par Pierre Furlan, Babel, 309 p., 8 €. Première édition, Actes Sud, 1996.

Il y a de grands risques à vouloir décrire la misère humaine dans les moindres détails. Celui de céder au manichéisme, de sombrer dans le misérabilisme, celui d'avoir à camoufler un discours théorique, celui de rebuter le lecteur, dans le meilleur des cas, au pire de le faire fuir. Rien de cela chez Alan Duff : les mots de cet auteur maori, né en 1950, sont tracés d'une encre où rage, sensibilité, réflexion et courage se superposent en parfait dosage ; ses phrases sont tendues jusqu'au point de rupture, de façon aussi éblouissante qu'éprouvante, violentes, à la mesure de ce qu'elles décrivent.

La misère en question est celle d'une « sous-société bordélique » constituée de Maoris parqués dans la cité des Pins, à la banlieue d'une grande ville forcément néo-zélandaise, mais fictive, que le lecteur n'aura aucun mal à transposer plus près de chez lui. Duff choisit une famille pour illustrer, sans tabou ni apitoiement, en quoi les siens sont aussi forts à subir qu'à s'infliger toutes sortes de sévices et d'asservissements. Jake le Musclé, mari cogneur et père inexistant, Beth, épouse rebelle et bonne mère à temps partiel, et une ribambelle d'enfants paumés composent une famille comme une autre, noyant son manque de raisons de vivre dans l'alcool, les bagarres, les faux-semblants, les rêves absurdes. Jusqu'à ce que la mort tragique de deux des enfants, l'une se suicidant après avoir été violée, l'autre tué au cours d'une bagarre entre gangs, ne vienne remettre en question cette lente désagrégation.

Duff ne lâche pas ses personnages – leur histoire se poursuit dans un second volume (1) – tant qu'ils n'auront pas été totalement mis à nu, comme s'il les poussait à l'aveu complet de leurs actes, de leurs délires, de leurs ressassements, dans la mesure de leur propre conscience, mais avec leur consentement. Car ses livres sont des porte-parole où toutes les voix s'expriment, autonomes. A celle du narrateur, se mêlent celles des personnages, sur deux registres différents : par les dialogues, qu'aucun signe typographique ne distingue, et surtout par des commentaires, placés entre parenthèses, que ceux-ci font sur le récit lui-même, marquant leur réprobation ou leur assentiment, ajoutant précisions ou traits comiques. Comme s'ils participaient à leur tour à l'élaboration de romans dont ils deviennent les sujets à double titre.

Le lecteur se retrouve ainsi invité à une relation inhabituelle avec

des personnages dont il devient le témoin, pris à partie par leur véhémence, leur pertinence, leurs aveux, leur humour. Témoin privilégié de leurs conditions de vie, de toutes les formes de négation des autres et de soi-même, de la souffrance vertigineuse de ces filles sacrifiées, couchées sur des tables, à la misère affective et sexuelle de gamins et à l'insondable lâcheté de leurs chefs de bande ; témoin du profond désarroi de Jake et de Beth, de leur désespoir, leurs remords, mais aussi de leurs efforts pour « rompre la chaîne » de l'autodestruction et trouver, avec des fortunes diverses, une issue de secours ouvrant sur un peu de liberté.

Jean-Louis Aragon

(1) *Les Ames brisées*, Actes Sud, 2000. *L'Âme des guerriers* a été portée à l'écran, sous le même titre, par une équipe entièrement maorie. Alan Duff est également l'auteur d'un autre roman, *Nuit de casse* (Actes Sud, 1997).

Esprit joyeux

PENSÉES, PORTRAITS ET LETTRES À CASANOVA ET À LA MARQUISE DE COIGNY DU PRINCE DE LIGNE Préface de M^{me} de Staël, Rivages poche, « Petite bibliothèque », 170 p., 6,86 €.

Peut-être le prince de Ligne est-il le seul étranger qui, dans le genre français, soit devenu modèle au lieu d'imitateur », écrit à son sujet Madame de Staël. Modèle, mais de quoi ? D'esprit, bien sûr. On peut piocher au hasard dans l'opuscule et en tirer maints et maints brillants exemples. Celui-ci, par exemple : « *La philanthropie, ou plutôt la philanthropomanie, est une singulière invention. Faut-il donc un nom grec, une secte, des assemblées et des ouvrages pour aimer son prochain ?* » ; et, plus savoureux sans doute pour les critiques que nous sommes : « *Le plaisir qu'on reçoit de la louange n'est pas égal à la peine que fait la critique. On prend l'une pour un compliment et l'autre pour une vérité.* » Pour Goethe, « il était l'hom-

me le plus joyeux de son siècle » et, pour Catherine de Russie, « il pense profondément et fait des folies comme un enfant ». Mais qui était-il donc ?

Né dans le Hainaut en 1735, descendant d'une vieille famille wallonne, il fut maréchal autrichien, conseiller de Catherine de Russie, courtisan, stratège, diplomate, mais aussi philosophe, ami de Voltaire, de Madame de Staël, qui sera son éditeur, et de Casanova, sautant les frontières de Versailles à Vienne ou à Moscou. Et surtout peut-être écrivain français. Il mourut à Vienne, en 1814. Rien d'étonnant à ce qu'un tel homme ait séduit Chantal Thomas qui a préfacé, en 1989, l'édition chez François Bourin de ses *Mémoires, lettres et pensées* et présente cette sélection reprise pour l'essentiel de celle de Madame de Staël.

M. Si.

★ A signaler, la publication en « Libretto » (Phébus) des épatantes *Mémoires inutiles* de Carlos Gozzi, atrabilaire Don Quichotte vénitien, dans la tout aussi épatante traduction de Nino Frank.

Science-fiction

par Jacques Baudou

Un dandy raciste

LA LIGUE DE PROMÉTHÉE
de Christopher Fowler.Traduit de l'anglais par Philippe Safavi,
J'ai lu, « Fantastique », 316 p., 6 €.

Il est parfois très dangereux de fréquenter les représentants de l'upper class britannique, surtout quand ceux-ci savent se montrer sous un jour aussi séduisant que Sébastien Wells. C'est ce qu'apprendra à ses dépens un jeune écrivain du nom de Vincent Reynolds, d'origine plébéenne, qui, en préparant un ouvrage sur « la persistance des hiérarchies de classes dans la société anglaise », se trouvera confronté à la très secrète Ligue de Prométhée, un ramassis de jeunes aristocrates imprégnés d'idéologie raciste et fasciste.

Il en résultera, le temps d'une longue et interminable nuit, une sorte de jeu de piste à la fois érudit et cruel, pendant lequel Vincent aura constamment l'impression d'affronter un meneur de jeu omniscient, mais recevra des aides inattendues, notamment celle d'un pittoresque Club des insomniaques. Qui de Sébastien Wells, le dandy manipulateur amateur d'Offenbach, ou de Vincent Reynolds gagnera la partie ? La réponse est au bout de ce passionnant thriller.

■ SUITE FANTASTIQUE, anthologie, de Guy Astic

On dit que le Français, trop cartésien, n'a pas la tête fantastique. Nombre d'écrivains, depuis l'époque romantique et en suivant l'exemple de Charles Nodier, représenté ici par une très belle variation sur le thème du pacte avec le diable, ont fait mentir l'adage de bien des manières différentes. L'anthologie de Guy Astic a ceci de remarquable qu'elle associe des textes de qualité – ce qui est le moins ! – mais aussi de nature extrêmement variée, offrant ainsi au lecteur un panorama historique et thématique explorant toutes les nuances du fantastique tricolore. A côté d'auteurs incontournables comme Maupassant, Marcel Schwob, Maurice Renard ou Claude Seignolle, l'anthologiste a glissé quelques écrivains moins évidents de prime abord, tels que Claude Aveline, dont la nouvelle « Les chiens et la mort » donnera à beaucoup l'envie de visiter ses recueils *C'est vrai mais il ne faut pas le croire* ou *Pour l'amour de la nuit* (Seuil, « Points virgule », 226 p., 4,95 €).

■ ANGEL HEART, de William Hjortsberg

Paru originellement dans la « Série noire » sous le titre *Le Sabbat dans Central Park*, en 1980, ce roman paraissait au premier regard relever de ce que la critique a appelé la vague du « retour au privé », avec son « private eye » enquêtant à la demande d'un client sur un chanteur de charme du nom de Johnny Favourite, blessé durant la deuxième guerre mondiale et soigné depuis de longues années dans une clinique privée où il était impossible de lui rendre visite. Mais, assez rapidement, l'enquête conduisait vers des milieux particuliers où se pratiquait le culte vaudou ou les messes noires et on s'interrogeait alors sur les noms du privé et de son client : Harry Angel et Luc Cyphre. En poursuivant la lecture, on découvrait un hybride très singulier de roman noir et de roman fantastique qui reste aujourd'hui encore unique en son genre. Vingt ans plus tard, cet étrange roman n'a rien perdu de son charme envoûtant (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par R. Fitzgerald, Gallimard, « Folio SF » 240 p., 4,50 €).

Romans policiers

par Gérard Meudal

Lolita argentine

LUNA CALIENTE

de Mempo Giardinelli.

Nouvelle traduction de l'espagnol (Argentine) par François Gaudry,
éd. Métailié, « Suite hispano-américaine », 140 p., 8 €.
Première édition : Sylvie Messinger 1982.

Après des études de droit en France, un mariage, un divorce, Ramiro Bernardez rentre en Argentine. A 32 ans il voit s'ouvrir devant lui une carrière à l'université, une probable nomination de fonctionnaire du gouvernement militaire, de juge ou pourquoi pas de ministre. Mais tout bascule lorsqu'il rencontre chez des amis, un soir de canicule une Lolita de 13 ans qui lui fait des avances insistantes. Il finit par la violer puis, effrayé par son acte, l'étouffe. La mécanique est en place qui va mener Ramiro à simuler un accident pour éliminer le père de la gamine, mais quand celle-ci refait surface toujours aussi agueuchante, Ramiro comprend qu'il est entièrement en son pouvoir. Il est même doublement coincé car la dictature militaire, convaincue de sa culpabilité même si elle n'a pas de preuve, voudrait bien ne pas se passer des talents d'un élément aussi prometteur. Un superbe roman noir, étouffant tant par le climat que par le contexte politique, et où passent les ombres tutélaires de Dostoïevski, Borges et Denevi.

■ L'ASSASSIN DU BANCONI, suivi de L'HONNEUR DES KÉITA,

de Moussa Konaté

Un trafic de faux billets, une épidémie d'empoisonnements au cyanure, un assassinat à la machette : le commissaire Habib à Bamako est confronté comme tous les enquêteurs à l'imbricatio habituel des affaires criminelles avec, en prime la guerre des polices et la collusion entre certains notables et les milieux politico-judiciaires. Mais il doit en plus combattre certaines superstitions et l'influence omniprésente des marabouts. Ces deux nouvelles ont été publiées en 1998 aux éditions du Figuier à Bamako, dont Moussa Konaté est le fondateur. Dramaturge, essayiste, romancier, il fait ici ses premiers pas dans le domaine du polar et on attend avec impatience la suite des aventures du commissaire Habib (Gallimard, « Série Noire », 300 p., 10,75 €).

■ BABEL OUEST, Gérard Alle

Du rifici chez les sardines ou les tribulations du Poulpe au Festival de cinéma du monde de Douarnenez par l'auteur de l'inoubliable *Il faut buter les patates*. Un Poulpe d'autant plus singulier qu'il est publié en version bilingue avec le texte français de Gérard Alle et sa traduction en breton de Stefan Moal (éd. Baleine, « Le Poulpe », 320 p., 7,50 €. Inédit).

■ LA MARIÉE ROUGE, de Hervé Jaouen

Ce classique du néo-polar français n'a rien perdu de son actualité. Il est republié grâce à l'excellente initiative d'un petit éditeur breton qui a entrepris de faire reparaître les premiers titres d'Hervé Jaouen, *Pleure pas sur ton biniou*, *La Chasse aux merles* et *Quai de la fosse* (Les Editions de la Chapelle – diffusion Ouest-France, 160 p., 7 €).

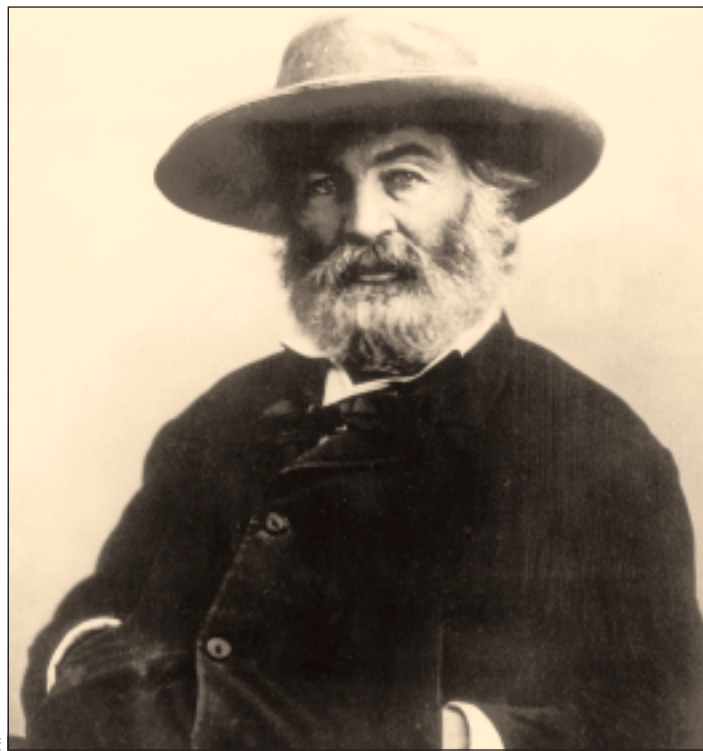
La voix contagieuse de Walt Whitman

« Feuilles d'herbe », le célèbre recueil du poète américain, vient d'être réédité in extenso dans une traduction de Jacques Darras, passeur lyrique en empathie avec son modèle

FEUILLES D'HERBE
de Walt Whitman.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
et présenté par Jacques Darras.
Poésie/Gallimard, 788 p., 11 €.

Une fois n'est pas coutume : au nom de l'écrivain, il faut pleinement associer celui du traducteur. Et pas seulement en raison des mérites de son travail, de sa capacité technique à rendre l'original, de son habileté... Un motif profond nous pousse à accorder à Jacques Darras une dignité moins étroitement utilitaire. Ce motif, c'est celui de la voix. Darras, et cela depuis près de quinze ans, porte réellement la parole poétique de Walt Whitman jusqu'à nous. Mieux : il mêle sa propre voix à celle du poète américain. Aucune confusion d'ailleurs : Darras ne s'est pas identifié à Whitman, ne lui a emprunté ni sa barbe ni son timbre. Universitaire et angliciste rigoureux, mais aussi poète et essayiste (1), il démontre que l'intelligence et l'enthousiasme peuvent fort bien cheminer ensemble, se conforter. Aurait-il d'ailleurs été logique et décent de s'effacer derrière un écrivain qui invite avec une telle ferveur à l'affirmation de soi, à la puissance d'être ? Au lyrisme timide et timoré, un peu honteux parfois, qui a cours dans nos contrées, Jacques Darras oppose la grande marée whitmanienne, sans rien ignorer des naïvetés et des ambiguïtés de son mentor, ce « *Virgile républicain un peu fruste* ».

En 1892, l'année de sa mort, Walt Whitman publie la huitième et définitive édition de *Leaves of Grass*. Seize ans plus tard, en 1908, Léon Bazalgette fait paraître, en deux volumes, au Mercure de France, la première traduction intégrale du livre. Dix ans plus



tard, Valéry Larbaud présente, chez Gallimard, un choix de ces poèmes ; André Gide, Jules Laforgue, Jean Schlumberger... sont du nombre des traducteurs. Dans son introduction, Larbaud analyse magnifiquement la nature poétique du génie de Whitman, qui « *a compris (...) que le meilleur moyen de prêcher son idéal était de se donner lui-même, sans réserves. Or la création littéraire, la poésie, seule pouvait être l'instrument de ce don, ou plutôt elle était ce don même* ». L'influence de *Feuilles d'herbe* fut considérable dans ces premières décennies du siècle, et cela des deux côtés de l'Atlantique. Là-bas, Pound (« *Je conclus un pacte avec toi, Walt Whitman...* »), Hart Crane, William Carlos Williams ou

encore, plus près de nous, Allen Ginsberg s'inscrivirent dans cette filiation. En Europe, après les deux visites qu'Oscar Wilde rendit à Whitman en 1882, Lorca et Pessoa reprirent à leur compte l'héritage de l'Américain, intégrant la figure emblématique du chanfre de Camden dans leur propre univers.

Jacques Darras, en 1989 et en 1994, avait traduit un large choix de *Feuilles d'herbe* (Grasset, « Cahiers rouges »), assortissant chaque volume d'une préface qui éclairait la personne et l'œuvre de Whitman – mais, dans son cas, aucune distance ne subsiste. Aujourd'hui, Darras publie enfin l'intégralité des poèmes en un seul volume, avec une nouvelle

préface qui amplifie la leçon des deux précédentes. L'empathie ne gâche rien ; elle prépare au contraire le lecteur, l'informe sur cette vague immense d'humanité, ce grand vent de confiance et d'assentiment, le prévient en faveur de cette voix contagieuse, « *virile, rayonnante, impérieuse* ». Pour une fois, ne regrettons pas trop l'absence de la version originale : elle souligne mieux la coprésence du traducteur et son assimilation du texte.

Jacques Darras est donc aussi poète. Pas plus que Whitman, il ne rechigne devant la tâche – presque le devoir – que cet état appelle. De même, l'essai n'est pas pour lui un exercice d'école ou d'académie, mais un engagement. Même si le titre de l'ouvrage qu'il a conçu comme en parallèle de sa traduction de *Feuilles d'herbe* – *Nous sommes tous des romantiques allemands* (1) – peut paraître trop sibyllin, la vue qu'il propose est large, généreuse. « De Dante à Whitman en passant par Iéna » – c'est le sous-titre un peu vertigineux du livre –, Darras montre comment pouvoir politique et pouvoir religieux se sont confondus, notamment sous la férule des romantiques allemands. Cette confusion infiniment dommageable serait due, selon l'auteur, à une mauvaise lecture de *La Divine Comédie*. « *Dante montre (...) que la poésie ne peut naître et vivre que dans une tension constante entre le politique et le religieux. Toute inclination vers l'un ou l'autre de ces deux pôles compromet la fonction "démocratique" même du poète.* » Fonction que Whitman, apôtre de l'utopie américaine, incarne, retrouvant ainsi, sans le savoir, le chemin de la vieille Europe.

P. K.

(1) Calmann-Lévy, 248 p., 16 €.

Le miroir d'Andreï Kourkov

Un voyage surréaliste à travers l'ancien empire soviétique

LE CAMÉLÉON
(Dobryi anghel smerti)
d'Andreï Kourkov.
Traduit du russe par Christine Zeytounian-Beloüs,
Points-Seuil, 286 p., 6,5 €.
Première édition :
Liana Levi, 2001.

L'animal est une bonne façon de parler de l'*Homo sovieticus*. Dans *Le Pingouin*, Andreï Kourkov imaginait un homme qui partageait son appartement avec un pingouin dépressif (1). Il est d'ailleurs en train de terminer la suite de ce roman qui l'a fait connaître dans de nombreux pays. *Le Caméléon* de son livre occupe une place moins encombrante. Il sait se faire oublier et réapparaître. Il est « *le bon ange de la mort* », qui

donne son titre à l'édition originale. Les personnages d'Andreï Kourkov ont toujours des occupations bizarres. Dans *Le Pingouin*, Victor Zolotarev écrit des articles nécrologiques dans un journal lié à la mafia. Dans *Le Caméléon*, Nicolai Sotnikov est d'abord gardien de nuit dans un entrepôt de lait en poudre, officiellement de fabrication finlandaise, lié au fonds de bienfaisance Le Corsaire. Mais quand Nikolai se fera un café au lait, il aura des doutes sur la teneur de cette poudre : « *Bientôt, je me suis retrouvé en train de voler dans une dimension incon nue, multicolore et sans limites, remplie de formes étranges.* »

Le lait en poudre ressemble plus à de la poudre qu'à du lait. Kourkov décrit des situations réalistes qui dégénèrent et basculent

dans l'absurde. Il raconte des histoires sur un ton froid et pince-sans-rire. Son dernier livre, *L'Ami du défunt*, montre un homme qui engage un tueur pour le suicider (« *Le Monde des livres* » du 29 mars). Comme Jean-Paul Belmondo dans *Pierrot le fou*, il change d'avis au dernier moment, mais lui n'en meurt pas. Au début du *Caméléon*, Nicolai emménage dans un nouvel appartement. Il ouvre un bel exemplaire de *Guerre et Paix* et trouve à l'intérieur un manuscrit annoté du grand poète ukrainien Taras Chevtchenko, *Kozbar*. Dans un autre livre gigogne, *Kozbar cache-ra L'Idiot*, de Dostoïevski. Fuyant la mafia, les services secrets et les nationalistes ukrainiens, Nicolai va traverser l'ancien empire soviétique.

C'est l'occasion pour Kourkov de promener son miroir et son humour sur les routes de l'ex-URSS. Et ce n'est pas triste. Il est voyageur clandestin en train ou dans un drôle de bateau, une conserverie flottante de la mer Caspienne. Les femmes s'en prennent à un ingénieur dictatorial qui en sort dans un piteux état. On y regardera à deux fois désormais avant d'ouvrir une boîte de harengs de la Caspienne ! Kourkov ne regrette surtout pas l'éclatement de l'Union soviétique : « *On avait un grand pays surréaliste, maintenant on a quinze petits pays surréalistes.* » C'est pain bénit pour le romancier.

Alain Salles

(1) Liana Levi, 2000, Points-Seuil (« *Le Monde des livres* » du 30 juin 2000)

Le majordome et l'orpheline

Avec son implacable lucidité, Nikolai Leskov dépeint la quête quasi mystique d'un homme de devoir

LE PAON
(Pavlin')
de Nikolai Leskov.
Traduit du russe,
préfacé et annoté
par Jacques Imbert,
L'Aube poche, 108 p., 7 €.
Première parution : 1999

S'il est tentant de croiser les symboles comme de jouer avec les tours mythologiques, le résultat peut s'avérer périlleux. Ainsi la figure du paon, immortalisé par Argos dont Héra prit l'œil pour parer le plumage de l'oiseau qui lui était consacré, dit-elle l'arrogance, tandis que le regard démultiplié de sa queue semble garantir la clairvoyance, voire l'omniscience... Pourtant *Le Paon* de Nikolai Leskov ne doit rien à ce stéréotype, qu'en auteur résolument singulier, l'écrivain russe s'offre l'humour de rappeler. Ici

Pavlin' – variante de Pavel (Paul) – désigne un homme fier et imposant, « *pétri d'amour-propre, de fermeté et même de superbe* », qui plus est paré d'un « *habit bleu ciel rehaussé de galons, la large écharpe passémentée* », donc apte à rivaliser avec l'orgueilleux animal. Mais le majordome, factotum d'une vieille aristocrate sans cœur, d'une redoutable perversité, n'a rien de la sagacité que son nom suppose.

Personnage implacablement rigoureux, ce serviteur modèle ne connaît que l'observance sans faille de ses devoirs, professionnels ou moraux. Exécutant sans états d'âme les ordres terribles de sa maîtresse, qui fait démonter les fenêtres de ses locataires sitôt qu'ils cessent d'acquitter leur loyer avec un mois d'avance, il peut réduire les plus démunis à la misère ou à la mort ; mais, dans le même temps, l'homme est capable de recueillir

une fillette de six ans, que ces pratiques atroces ont rendue orpheline. Pavline Pérovitch Pévounov est de ces héros dont la grandeur d'âme, anonyme souvent, mal comprise aussi, fait les « Justes » (*Pra-vedniki*) aux yeux de Nikolai Leskov qui leur consacra un cycle de récits dont *Le Paon* n'est qu'un fragment, paru en 1874.

La bonne action ne saurait conjurer le sort. Envie, calcul cynique, désinvolture coupable, tout se ligue pour perdre la jeune fille, sans que les remèdes, même tardifs, parviennent à guérir la blessure d'une vie sacrifiée.

La mère du narrateur, apprenant le drame qui condamne la fillette dès sa petite enfance, dévisageait Lioubotchka, puis se voilait la face en s'écriant : « *Il fait sombre, il fait sombre, je ne peux regarder ce noir !* » Leskov, lui, avec son impitoyable lucidité, voit tout et ne cèle

rien. Sans délivrer de message qui s'apparente à ceux qu'un Dostoïevski a pu laisser. Là où Tolstoï offre avec *Résurrection* une voie d'espérance, Leskov ne trace qu'une impraticable sente où le mensonge et l'injustice ne sont que des pièges, répétés, inévitables, encombrants mais jamais triomphants. La machine à broyer l'honnêteté a beau l'emporter sur la quête presque mystique de Pavline, le lecteur reste sans autre ressort que la compassion, pour ce serf émancipé qui finit en odeur de sainteté parmi les anachorètes de Valaam, mont Athos du lac Ladoga.

Villipendé de son temps pour son indépendance même, entre tenants et pourfendeurs de l'autocratie, Leskov reste décidément l'un des grands Russes les plus actuels, tant son regard cru reste nécessaire.

Ph.-J. C.

Les drames des femmes musulmanes

La thèse de l'Égyptien Mansour Fahmy, exhumée par l'historien algérien Mohammed Hardi, montre la dégradation du sort des épouses en terre d'islam

LA CONDITION DE LA FEMME DANS L'ISLAM
de Mansour Fahmy.
Avant-propos
de Mohammed Harbi,
éd. Allia, 144 p., 6,10 €.

C'est en 1913 que l'Égyptien Mansour Fahmy soutient, à la Sorbonne, sa thèse de doctorat sur les femmes et l'islam. Une thèse iconoclaste, qui va faire basculer sa vie. Disciple de Durkheim, le jeune homme, arrivé en France en 1908, est aussi un enfant de la « Nahda » (renaissance, en arabe), cet important mouvement d'idées de la fin du XIX^e siècle. Sa thèse, intitulée « *La condition de la femme dans la tradition et l'évolution de l'islamisme, une étude historique et sociologique* », s'inspire des méthodes de l'orientaliste français Ernest Renan, autant que des travaux de l'Égyptien Kassem Amin.

La thèse de Mansour Fahmy n'a rien d'un essai militant. C'est l'œuvre d'un sociologue érudit. Comme le souligne l'historien Mohammed Harbi, cette recherche est « *celle d'un esprit libre, pas*

celle d'un libre penseur ». Elle n'en a pas moins été considérée, dès sa parution, par les dévots musulmans du Caire, comme l'œuvre d'un athée et d'un impie – des gros mots absolus aux yeux des « *sectateurs zélés du Coran* », comme Fahmy lui-même les appelle.

Le crime du chercheur égyptien ? Il a osé passer au crible de l'analyse historique l'islam et Mahomet. Ce qu'il a découvert ? Que le « *système théorique de protection [des femmes] organisé par le Coran* » n'a pas réussi à empêcher la « *dégradation croissante* » du sort des femmes en terre d'islam. Le port du voile, l'enfermement dans l'espace domestique, l'apartheid sexuel imposé comme règle de vie, ces diktats ne relèvent pas de la pure religion. « *Le phénomène de la réclusion n'a pas été seulement provoqué par le facteur religieux ; il est aussi le résultat des mœurs et de la distinction des classes* », constate Mansour Fahmy, qui explique, notamment, comment le voile fut d'abord imposé aux épouses des croyants, femmes riches et libres, par opposition aux femmes esclaves. Cette relativité historique – « *tout chan-*

ge selon la combinaison des circonstances » – appliquée à l'islam et, surtout, au Prophète, allait provoquer la fureur des ayatollahs de l'époque. Car Mansour Fahmy s'en prend directement à Mahomet – en tant que personnage historique et chef religieux, qui a « *légiféré pour tous et fait exception à lui-même* ».

Les exemples sont légion, qui montrent que « *Mahomet avait son faible et s'est accordé certains privilèges !* ». Pendant le Ramadan, le Prophète ne se prive pas de caresser sa femme Aïcha, « *alors que, pour les autres fidèles, les relations sexuelles (...) étaient à ce point graves que les dévotions de la journée en étaient nulles et non avenues* ». Rayon polygamie, là où le simple croyant peut prendre quatre épouses, Mahomet s'accorde un extra, puisque neuf femmes, Khadidja mise à part, composent son ménage. Doté d'« *une sensibilité anormale* », le Prophète était aussi d'un naturel « *jaloux* », ce qui ne fut pas sans conséquences, explique Mansour Fahmy, sur la « *dégradation de la femme musulmane* ». Cette approche, provocante pour l'époque, peut

sembler banale aujourd'hui. Elle ne l'est toujours pas, vue des mosquées du Caire. Victime d'une campagne de presse extrêmement violente, Mansour Fahmy fut écarté de l'université égyptienne. Il n'y est réintégré qu'au lendemain de la révolution de 1919, au prix du reniement de son œuvre.

C'est à Paris que sa thèse, interdite en Égypte, a été finalement exhumée, grâce à Mohammed Harbi. Après avoir publié plusieurs chapitres de *La Condition de la femme* dans la revue *Sou'at*, en 1983, l'historien algérien réussit à convaincre, en 1990, les éditions Allia de faire paraître dans son intégralité la thèse de Mansour Fahmy, aujourd'hui rééditée en poche. « *Les drames des femmes arabes font toujours partie de l'actualité. Être obligé de répondre aux partisans de leur asservissement en cette fin du XX^e siècle*, écrivait M. Harbi, dans son avant-propos de juillet 1990, *voilà qui en dit long sur la boue dans laquelle pataugent les sociétés arabes et leurs idéologies.* » Les choses, de ce point de vue, n'ont guère progressé.

Catherine Simon

Ecologie politique

Comment être efficace tout en vivant mieux ? La réponse de Bertrand de Jouvenel

ARCADIE, ESSAIS SUR LE MIEUX VIVRE
de Bertrand de Jouvenel.
Gallimard, « TEL », 430 p., 10 €.
Première édition : Sédès, 1968.

Bertrand de Jouvenel, le « *libéraliste mélancolique* » comme le surnommaient les Américains, est exhumé grâce à l'un de ses maîtres-livres, *Arcadie*. Un titre provocant certes, mais Bertrand de Jouvenel ne souhaite pas revenir à une sorte d'âge pastoral des années grecques du Péloponnèse. Ce qu'il entend démontrer, c'est qu'on peut être efficace tout en vivant mieux. La « *cité productiviste* » est indispensable, mais pour éviter ses dérives, il faudrait travailler dans trois directions : la lutte contre tout ce qui offense l'homme sensible dans notre régime de production – qu'il s'agisse de la laideur, du bruit, etc.–, la restitution de la dignité du travail ; comme être social, l'homme doit retrouver les chemins de la fraternité, on dirait aujourd'hui du dialogue et de la participation.

Au cœur du livre, le chapitre « *Civiliser notre civilisation* » reste

intemporel. Le progrès n'est pas une valeur en soi, mais « *le moyen d'améliorer les conditions et la qualité de vie du plus grand nombre* ». On le voit bien, les pulsions de recherches dans toutes les branches de la science sont autonomes, quasi irrépessibles, le chercheur se passionnant beaucoup plus pour la découverte que pour son usage. Il reste beaucoup à faire pour passer de l'économie à « *l'écologie politique* » souhaitée par Bertrand de Jouvenel.

L'inflexion des apports techniques vers le mieux vivre, le souci de l'objectif humain plus que l'esprit de conquête du nouveau, telle est la grande transformation souhaitable. Elle peut naître seulement d'une politique volontariste. Il faudrait trouver des expédients pour que la demande s'infléchisse de plus en plus vers des biens et des services allégeant la vie et que l'offre n'ait plus comme aujourd'hui la primauté sur le marché. Rêve d'idéaliste ? La contagion du mieux vivre, hors des sentiers battus par les tambours du « *tout nouveau, tout beau* », est peut-être plus puissante qu'on ne le croit.

Pierre Drouin

Livraisons

■ **LE LIVRE DES DIALOGUES**, de sainte Catherine de Sienne

Les œuvres des saints, comme leur vie héroïque, semblent parfois avoir été écrites pour un monde différent du nôtre. Un monde où l'on serait assez fou, ou assez digne, pour tirer d'elles connaissance et profit. Soumis à une lecture naïve à force d'incrédulité, *Le Livre des dialogues* de sainte Catherine de Sienne, docteur de l'Eglise depuis 1970, apparaît comme une œuvre excessive et presque délirante, baignant dans le sang, et riche en métaphores charnelles, révélatrices, bien sûr, des désirs refoulés de l'auteur... Il s'agit pourtant d'un traité parfaitement informé des réalités psychologiques, admirable de ferveur et d'intelligence, qui raconte les grandeurs de la piété eucharistique et, à travers celles-ci, l'épopée de l'union de l'âme avec Dieu. En ce milieu du XIV^e siècle toscan, sainte Catherine de Sienne fut à la fois une grande contemplative gratifiée d'éminentes grâces mystiques et une femme d'action admonestant les papes et les prélats. La préface et la traduction de Louis-Paul Guigues rendent parfaitement justice à ce chef-d'œuvre construit comme une cathédrale (Seuil, « *Points Sagesse* », 954 p., 12,50 €).

P. K.

■ **À LA SPLENDEUR ABANDONNÉ**, de Julien Cendres

En 1998, la police débarque chez Julien Cendres en enfonçant la porte, lui appuie une arme sur la tempe, le menotte et l'embarque. Qu'a fait cet homme ? Il a envoyé à une revue belge un poème évoquant une relation homosexuelle entre un adulte et un enfant. Le texte est considéré comme une atteinte à la morale, et les enquêteurs « *sont tranquillement en train d'assimiler un poème à un récit de crime et ce prétendu récit au crime lui-même* », commente Dominique Noguez qui cite cet excès répressif et cette confusion entre représentation et réalité. Ce récit ahurissant est suivi du poème incriminé, des textes de soutien à Cendres, d'un hommage d'Anne Fabre-Luce, d'une conversation téléphonique entre Julien Cendres et Marguerite Duras sur la censure, d'un scénario de film... Le poème est beau, l'affaire édifiante (éd. Joëlle Losfeld, « *Arcanes* », 88 p., 17 €). J.-L. D.

■ **IL Y AURA UNE FOIS. Une anthologie du surréalisme,**

établie et présentée par Jacqueline Chénieux-Gendron

C'est pour accompagner l'exposition orchestrée par Werner Spies au Centre Pompidou sur *La Révolution surréaliste* qu'a été conçu ce recueil des textes majeurs inspirés par le mouvement créé par André Breton. « *Ce qui travaille la pensée surréaliste, c'est moins le besoin de changer la représentation que la compréhension du monde, compréhension qui ne peut s'exprimer que dans le milieu d'articulation du langage* » explique Jacqueline Chénieux-Gendron. Le surréalisme comme « *position de l'esprit* » interpelle la linguistique, l'anthropologie et la psychanalyse. L'ouvrage prend en compte la manière dont les surréalistes pensent l'histoire et l'engagement politique, le merveilleux et l'imagination, le hasard objectif et le jeu sur les mots. Il s'ouvre aux œuvres divergentes, de Bataille, Bonnefoy, du groupe Cobra, aux poètes de langues étrangères, aux voyantes et humoristes (Gallimard, « *Folio* », 718 p., 11 €).

J.-L. D.

■ **LE PETIT VOISIN**, de Jérôme Tonnerre

Scénariste, Jérôme Tonnerre s'était trouvé un autre père en la personne de François Truffaut. Il raconte dans ce récit comment il osa un jour sonner à la porte de l'auteur des *Quatre cents coups*, la correspondance qui s'ensuivit avec celui qui l'aïda à se forger une identité. Cet hommage est aussi une lettre d'amour au cinéma, un roman de formation tissé de coïncidences, une confession (également placée sous les auspices de Jean Renoir) sur l'art de choisir le bon masque en connaissant la règle du jeu (Gallimard, « *Folio* », 210 p., 4,5 €). Première édition : Calmann-Lévy, 2000).

J.-L. D.

■ **DIRE LE TEMPS. Esquisse d'une chronologie phénoménologique,**

de Françoise Dastur

Bonne nouvelle que cette réédition dans une collection élégante d'un ouvrage épuisée de la philosophe Françoise Dastur. Cette spécialiste de la phénoménologie et de la pensée heideggerienne s'interroge sur la nature du rapport entre le langage et la temporalité de l'être. Peut-on exprimer la « *spontanéité originnaire* » de la présence ? Comment formuler ce qui unit de manière ambivalente le monde et la pensée ? L'auteur convoque, tour à tour, Heidegger et sa pensée de l'événement, Husserl, le précurseur, et sa réflexion sur la continuité comme « *flux héraclitéen* », la pensée poétique d'Hölderlin pour lequel « *le devenir est dans le périr* », Humboldt, penseur pionnier du statut du langage comme lieu authentique de la médiation entre l'esprit et la chose. Un travail dense et érudit qui éclaire avec intelligence une question difficile tout en n'échappant pas, en dépit des efforts consentis par l'auteur, à une certaine austérité pouvant décourager les non-spécialistes (éd. Encre Marine, 221 p., 9,95 €).

A signaler chez le même éditeur une autre réédition intéressante, *La problématique du sujet aujourd'hui* de Robert Misrahi (éd. Encre Marine, 380 p., 9,95 €).

St. L.

La franc-maçonnerie vue côté maçon

Trois ouvrages tentent de répondre au discrédit actuel porté sur toute l'organisation

GRAND O. Les vérités du grand maître du Grand Orient de France
d'Alain Bauer.
Folio documents, 222 p., 4 €.
Première édition : Denoël, 2001.

LE GRAND ORIENT DE FRANCE
d'Alain Bauer
et Edouard Boeglin.
PUF, « *Que sais-je ?* »,
128 p., 6,50 €.

LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ
de Michel Barat.
Ed. Dervy, 134 p., 13 €.

Phénomènes aussi préoccupants qu'actuels, le populisme et l'un de ses symptômes, l'obsession du complot, semblent depuis peu avoir retrouvé avec la franc-maçonnerie l'une de leurs cibles favorites. A ceci près que l'antimaçonisme, naguère apanage de l'extrême droite tout autant que du monde communiste, déborde de ses milieux d'origine.

La multiplication des « affaires » dans lesquelles des « frères » réels ou supposés sont impliqués a fait renaître un sentiment ambigu d'attraction et d'opprobre médiatique sur les loges, dont l'enquête réquisitoire *Les Frères invisibles*, due à la plume des journalistes Ghislaine Ottenheimer et Renaud Lecadre (*Le Monde* du 15 mai 2001), n'est qu'un des avatars.

Deux réponses sont opposées à cette renaissance inattendue du préjugé qui, se fondant sur le secret de l'initiation et de l'appartenance, englobe toute la maçonnerie dans un discrédit croissant. La première est le repli qui consiste à se réfugier dans l'ésotérisme, le ritualisme et la pure spiritualité. Au risque de « *la coupure avec le siècle et la perversion du délire illuminé* », s'inquiète le grand maître de la Grande Loge de France, Michel Barat, qui rappelle que la vocation de la démarche maçonnique est avant tout d'ordre philosophique.

La seconde est de pratiquer autant que possible l'« extériorisa-

tion » afin de faire entendre haut et fort sa voix et sa version. Tel semble être le parti pris adopté par le grand maître du Grand Orient de France, Alain Bauer, qui en l'espace de quelques mois a signé de son nom deux ouvrages de vulgarisation destinés à faire mieux connaître la maçonnerie en général, l'obédience qu'il dirige en particulier, ainsi que son propre itinéraire politique.

Fondé en 1773, revendiquant 43 000 membres répartis en un millier de loges, le Grand Orient est aujourd'hui l'organisation maçonnique dont les rangs sont les plus fournis. Certes, on peut penser que l'histoire ici proposée relève du genre de l'observation participante. On peut aussi supposer que l'exploitation des archives dérobées sous l'Occupation, conservées à Moscou jusqu'à leur récupération, en 2000, apportera çà et là quelques correctifs.

Il n'en reste pas moins que ces présentations permettent de fixer quelques dates et surtout d'intro-

duire quelques nuances. Par exemple, si la maçonnerie est souvent associée à la Révolution française, c'est sous le Premier Empire qu'elle a véritablement prospéré, avec un Bonaparte dont il n'est pas exclu qu'il ait lui-même été « *maçonné* » (et au prix d'un certain alignement.)

Quant à l'engagement politique des maçons, qui culmine avec la Troisième République, il décline à partir de l'échec du Cartel des gauches, en 1924. S'il est connu que la persécution des maçons sous l'Occupation, objet d'un acharnement particulier du maréchal Pétain, a réduit les effectifs à quelques milliers de membres, en revanche, les étapes de la reconstruction de la maçonnerie française, l'une des plus dynamiques d'Europe, le sont moins. Elles sont ici utilement retracées, ainsi que les tentatives d'unification nationales et internationales d'un univers bien moins homogène et solidaire qu'on ne l'imagine chez les « *profanes* ».

Nicolas Weill

Cette liste est une sélection des livres de poche parus dans le courant du mois de mai 2002. Elle a été élaborée avec la collaboration des éditeurs. Une liste plus complète est disponible sur www.lemonde.fr/livres

LITTÉRATURE FRANÇAISE

ABECASSIS Eliette
La Répudiée
Le Livre de poche, n° 15288,
128 p., 3,00 €

Anonyme
Selma (suite de Mademoiselle M)
La Musardine, Lectures
amoureuses de Jean-Jacques
Pauvert, n° 57, 258 p., 7,15 €

AUDOUARD Antoine
Adieu mon unique
Gallimard, Folio, n° 3675,
480 p., 7,00 €

AYMÉ Marcel
Le Confort intellectuel
Le Livre de poche, n° 3347,
160 p., 4,50 €

BASH Sophie
Romans de cirque
Robert Laffont, Bouquins,
928 p., 26,20 €

BELORGEY Elisabeth
Autoportrait de Van Eyck
Le Livre de poche, n° 15298,
256 p., 4,55 €

BONI Tanella
Les Baigneurs du lac Rose
Serpent à plumes, Motifs,
160 p., 6,00 €

BRISAC Geneviève
Pour qui vous prenez-vous ?
Seuil, Points, n° 993, 176 p.,
5,50 €

CHAMOISEAU Patrick
Ecrire en pays dominé
Gallimard, Folio, n° 368,
368 p., 5,80 €

COLETTE
La Chambre éclairée
Postface de Françoise Dugast.
Mille et une nuits, 80 p.,
2,50 €

CORTANZE Gérard de
Hemingway à Cuba
Gallimard, Folio, n° 3663,
192 p., 5,80 €

CORTANZE Gérard de
J.M.G. Le Clézio : le nomade immobile
Gallimard, Folio, n° 3664,
192 p., 7,00 €

CROZES Daniel
La Montagne sacrée
Le Livre de poche, n° 15300,
384 p., 2,90 €

DELBÉE Anne
Le Sourire de Sarah Bernhardt
Le Livre de poche, n° 15293,
384 p., 6,10 €

DIWO Jean
Les Chevaux de saint Marc
J'ai lu, n° 6192, 448 p., 7,00 €

DYENS Dominique
La Femme élaboussée
J'ai lu, n° 6276, 192 p., 4,50 €

FOLCO Michel
En avant comme avant !
Seuil, Points, n° 992, 544 p.,
7,50 €

FOTTORINO Eric
Un territoire fragile
Le Livre de poche, n° 15295,
160 p., 4,50 €

GARCIN Christian
Le Vol du pigeon
Gallimard, Folio, n° 3680,
176 p., 3,50 €

HERRGOTT Elisabeth
Mienne ou la dixième muse
Mille et une nuits, 72 p., 2,50 €

HOLDER Eric
La Correspondante
J'ai lu, n° 6191, 160 p., 5,00 €

LAMKO Koulsy
La Phalène des collines
Serpent à plumes, Motifs,
216 p., 6,00 €

LÉ Linda
Les Aubes
Seuil, Points, n° 994, 192 p.,
6,50 €

LOUPE Jean-Yves
Cap-Vert, notes atlantiques
Actes Sud, Babel, n° 537,
408 p., 9,00 €

MAGNAN Pierre
L'Arbre
Gallimard, Folio, n° 3697,
144 p., 2,00 €

MOIX Yann
Anissa Corto
Le Livre de poche, n° 15292,
288 p., 5,00 €

NADAUD Alain
La Fonte des glaces
Le Livre de poche, n° 15294,
352 p., 5,50 €

NOTHOMB Amélie
Métaphysique des tubes
Le Livre de poche, n° 15284,
160 p., 4,50 €

NOURISSIER François
Un petit bourgeois
Gallimard, Folio, n° 3662,
364 p., 8,50 €

OTTE Jean-Pierre
L'Amour au jardin
Préface de Jacques Lacarrière.
Phébus, Libretto, 160 p.,
6,90 €

PANCRAZI Jean-Noël
Renée Camps
Gallimard, Folio, n° 3684,
128 p., 3,50 €

ROLAND Thierry
La Balle au centre
J'ai lu, n° 6215, 288 p., 6,50 €

SABOLO Monica
Le Roman de Lili
Le Livre de poche, n° 15291,
192 p., 4,40 €

SADE D.A.F. de
Ernestine
Gallimard, Folio, n° 3698,
128 p., 2,00 €

SAND George
Antonia
Actes Sud, Babel, n° 539, 312 p.,
8,00 €

SAND George
La Marquise, Lavinia, Metella, Mattea
Actes Sud, Babel, n° 540,
312 p., 8,00 €

SANSOT Pierre
Chemin aux vents
Rivages Poche, Petite
bibliothèque, n° 388, 320 p.,
8,38 €

TOURNIER Michel
Lieux dits
Gallimard, Folio, n° 3699,
128 p., 2,00 €

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

ALPERT Cathryn
Rocket City
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par Françoise
du Sorbier. J'ai lu, n° 6185,
544 p., 7,50 €

BASHEVIS SINGER Isaac
L'Esclave
Traduit de l'anglais par Gisèle
Bernier. Stock, 358 p., 9,50 €

BLIXEN Karen
L'Éternelle histoire
Traduit du danois par Marthe
Metzger. Gallimard, Folio,
n° 3692, 112 p., 2,00 €

CASSADY Carolyn
Sur ma route
Traduit de l'anglais par
Marianne Veron. 10/18,
Bibliothèques 10/18, n° 3442,
560 p., 10,00 €

COLOANE Francisco
Le Passant du bout du monde
Traduit de l'espagnol (Chili)
par François Gaudry. Phébus,
Libretto, 288 p., 8,90 €

CONNOLLY Joseph
N'oubliez pas mes petits souliers
Traduit de l'anglais par Alain
Defosse. Seuil, Points, n° 1011,
512 p., 7,95 €

COUFFON Claude
Histoires d'amour d'Amérique latine
Métailié, Suite
hispano-américaine, n° 59,
490 p., 13,00 €

COUTO Mia
La Vêrande au frangipanier
Traduit du portugais
(Mozambique) par Maryvonne
Lapouge-Petteorelli. 10/18,
Domaine étranger, n° 3414,
208 p., 6,40 €

DAHL Roald
L'Invité
Traduit de l'anglais par
Maurice Rambaud. Gallimard,
Folio, n° 3694, 96 p., 2,00 €

DOBLIN Alfred
Sur la musique. Conversations avec Calypso
Traduit de l'allemand
par Sabine Cornille. Rivages
Poche, Petite bibliothèque,
n° 386, 190 p., 8,38 €

DOYLE Roddy
La Légende d'Henry Smart
Traduit de l'anglais (Irlande)
par Frédéric Hel Guedj. 10/18,
Domaine étranger, n° 3444,
496 p., 5,00 €

EL-CHEIKH Hanan
Le Cimetièrre des rêves et autres nouvelles
Traduit de l'arabe (Liban)
par Yves Gonzalez-Quijano.
Actes Sud, Babel, n° 535,
240 p., 7,00 €

FARAH Nuruddin
Du lait aigre-doux
Traduit de l'anglais par
Christian Surbert. 10/18,
Domaine étranger, n° 3415,
320 p., 7,80 €

FINDLEY Timothy
Pilgrim
Traduit de l'anglais (Canada)
par Isabelle Maillet.
Gallimard, Folio, n° 3679,
832 p., 10,30 €

FITCH Janet
Laurier blanc
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par Marie-Lise
Marlière. Le Livre de poche,
n° 15289, 544 p., 6,95 €

FORSTER Margaret
La Boîte aux souvenirs
Le Livre de poche, n° 15299,
320 p., 5,50 €

FRAME Janet
Les hiboux pleurent vraiment
Traduit de l'anglais
(Nouvelle-Zélande) par
Catherine Vieilledent. Rivages
Poche, Bibliothèque
étrangère, n° 375, 304 p.,
8,38 €

GATES David
Jernigan
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par François
Lesquin. L'Olivier, Petite
bibliothèque de L'Olivier,
348 p., 12,00 €

GOLDING William
Rites de passage. Trilogie maritime
Traduit de l'anglais
par Marie-Lise Marlière.
Gallimard, Folio, n° 3681,
352 p., 368 p. et 416 p.,
5,00 € chacun

En bref

■ **SUMA DE LETRAS**, la maison d'édition de poche fondée conjointement par les éditeurs barcelonais Ediciones B et Santillana, vient de conclure un accord avec le Grup Enciclopèdia Catalana pour lancer une collection de poche en catalan, « Punt de Lletres ». Il n'existe à l'heure actuelle aucune collection de poche en catalan. Au programme, une cinquantaine de titres par an. Parmi les premiers : *L'Alquimista*, de Paulo Coelho, *La Granja*, de John Grisham, la *Trilogia de Nova York*, de Paul Auster, ou *Novecento*, d'Alessandro Baricco. Chaque livre coûtera environ 6 euros et sera tiré entre 3 000 et 10 000 exemplaires. Si les résultats sont bons, la collection accueillera également des recueils de poésie ou des essais.

■ **LES ÉDITIONS DU CNRS LANCENT LEUR COLLECTION DE POCHE**, « CNRS Plus », destinée aux étudiants, bien entendu, mais aussi aux esprits curieux. Cinq titres à découvrir : *Les Elites municipales sous la III^e République*, de Bruno Dumons, Gilles Pollet et Pierre-Yves Saulnier (15 €), *La France et la Question de Syrie (1914-1918)*, de Vincent Cloarec (15 €), *Los Angeles, le mythe américain inachevé*, de Cynthia Ghorra-Gobin (14 €), *Le Miracle athénien* (18 €), *L'Opinion allemande sous le nazisme, Bavière, 1933-1945*, d'Ian Kershaw (18 €). Un peu cher par rapport aux collections de poche classiques, mais une garantie de sérieux.

■ **30 ANS DE « FOLIO »**. Depuis sa création en 1972, la collection « Folio » a rassemblé 4 528 titres provenant aussi bien du fonds Gallimard que des inédits ou des ouvrages parus chez d'autres éditeurs. Une diversification réussie avec 13 collections dont, depuis 1985, « Folio Essais », « Folio Histoire », et « Folio Actuel », puis, en 1993, « Folio Théâtre » et « Folio Plus », en 2000, « Folio Policier », en 2001, « Folio SF », et enfin, mais ce n'est sans doute pas fini, en 2002, les Folio à 2 €.

Pourquoi ?

Deux nouvelles collections pour répondre aux questions philosophiques et psychologiques des enfants

Et si l'éducation était, d'abord, affaire de compléxité ? Une manière de vivre ensemble qui permettrait aux uns (disons, les enfants) de poser les questions qui les tourmentent et aux autres (disons, les parents) de ne pas, trop vite, faire la sourde oreille, de peur de n'avoir rien ou peu à répondre ? Bien sûr ! Mais au-delà de la bonne volonté des uns et des autres, ce sont souvent les mots qui manquent pour poser les questions et la maîtrise dans l'articulation de quelques notions ou de quelques concepts qui font défaut pour qu'une réponse devienne satisfaisante. Bref ! Il se pourrait bien qu'une éducation heureuse se passe difficilement d'une certaine dose de psychologie et... de philosophie à partager avec les enfants, dès le plus jeune âge.

C'est avec une telle approche que les toutes jeunes éditions Louis Audibert ont lancé, en mars, deux collections, « Brins de psychologie » et « Brins de philo » à destination des parents et des enfants à partir (pour certains titres) de six ou sept ans. « C'est à cet âge que les enfants commencent à raisonner », rappelle Caroline Leclerc, responsable des deux collections. « Pourquoi ne pas raisonner avec eux ? » Ce sont des psychologues, des psychanalystes, des médecins qui s'en chargent. Ainsi, Roger Teboul, pédopsychiatre, affronte-t-il la question : *Pourquoi toujours obéir ?* A charge, pour lui, de distinguer entre l'obéissance nécessaire et la soumission, de définir ce que l'autorité acquiert de justification en s'accompagnant de responsabilité, de rappeler que l'obéissance comme l'autorité sont indissociables d'un respect mutuel... « Brins de psycho » compte désor-

mais six titres : *Pourquoi toujours obéir ?*, mais aussi *Mes parents se séparent* (Catherine Saladin), *Les parents, pour quoi faire ?* (Jacques Miermont), *A quoi rêvent les enfants ?* (Danielle Dalloz), *A quoi ça sert l'école ?* (Claude Boukobza), *Internet, mes parents et moi* (Annette Dumesnil). Deux titres suivront en novembre : *Je m'ennuie* (Roger Toboul) et *Tu n'as rien* (Alain Alameda) qui devrait rassurer l'enfant conscient, soudain, qu'il peut être malade.

« Brins de philo » ne compte, pour le moment que deux titres. Mais quels titres ! *Qu'est-ce qu'aimer ?* (Anissa Castel) et *Faut-il avoir peur de la mort ?* (Christian Delacampagne). L'un et l'autre, pour dire ce que la vie comporte d'aventure, d'injustice, de joie et ce qu'elle exige de dignité. On saluera particulièrement la délicatesse de Christian Delacampagne. S'il ne cache rien de la réalité de la mort – fût-ce celle d'un être très cher –, « *disparition absolue, définitive, mystérieuse* », il préfère, s'agissant de la survie des âmes, laisser chacun « croire en paix ce qu'il veut ». Deux titres suivront en septembre : *Les guerres sont-elles inévitables ?* (Christian Delacampagne) et *Faut-il toujours dire la vérité ?* (Anissa Castel).

Tiré à 5 000 exemplaires, chaque volume de « Brins de psycho » ou de « Brins de philo » (48 p., 5,95 €) est illustré, selon le sujet, de dessins à l'humour grinçant ou beaucoup plus délicat, mais toujours plein de sens et de tendresse. Un atout supplémentaire pour des livres conçus pour établir un dialogue entre parents et enfants et que les enfants aimeront relire seuls aussi longtemps qu'une nouvelle question...

André Meury

Buffy au Fleuve

Le fonds San Antonio n'a qu'à bien se tenir face à l'arrivée des novélisations de séries télévisées

Le Fleuve n'est sans doute plus aussi noir qu'à l'époque de son fondateur, Armand de Caro. De cette époque glorieuse pour les amateurs de littérature populaire, il ne reste que les San Antonio. Après d'épiques démêlés éditoriaux et quasi judiciaires, les héritiers de Frédéric Dard ont décidé que la suite des aventures du commissaire écrite par son fils Patrice paraîtrait chez Fayard, tandis que le fonds restait au Fleuve. La maison aujourd'hui filiale de Vivendi Universal va engager une politique de rééditions des livres de San Antonio, avec de nouvelles couvertures, et une présentation chronologique, mettant en évidence les grandes heures du commissaire.

« A mon arrivée, on s'interrogeait sur le Fleuve noir », explique Jean-Claude Dubost, PDG d'Univers Poche, filiale poche de Vivendi, c'était une maison grand public, mais qu'est-ce que le grand public aujourd'hui ? Ce n'est plus le même que pendant les années 1960. Notre public était senior et masculin, il est aujourd'hui plus jeune et plus féminin. » Jean-Claude Dubost fait un grand ménage dans le catalogue. « J'ai arrêté 40 % de la production. On a dû redéfinir une stratégie. » Il embauche Béatrice Duval, venue de « J'ai lu », pour prendre en main la maison et mettre un peu de rose dans le Fleuve noir.

Il supprime la collection de poche noire qui publiait une quarantaine de titres par an, sans toujours un grand succès. Il garde les auteurs jugés les plus intéressants ; Andrea Camilleri, James Huttonson, Philippe Carese, pour les publier en grand format, avant de reprendre les titres en poche chez Pockett ensuite. La science-fiction passe aussi en grand format, à chaque fois avec un nombre limité de titres. Le polar et la SF, les deux piliers populaires de

la maison d'antan, sont aujourd'hui des produits de luxe, destinés à un public prêt à payer un peu plus cher pour des textes de qualité.

Où est le grand public des années 1960 ? Pour l'essentiel devant la télévision. Et la partie la plus jeune de ce public est devant M6. Le Fleuve va se couler dans les séries télévisées, en adoptant des novélisations (*Buffy*, *Charmed*) ou des livres devenus séries (*Roswell*). Le pari est gagné, les tirages sont en millions d'exemplaires. Buffy a sauvé la maison de San Antonio.

Ce travail s'appuie sur une forte utilisation du « marketing », comme dirait San Antonio. « Nous avons fait des partenariats avec des magazines de télévisions. Il fallait faire connaître nos livres sur Buffy à des gens qui ne sont pas forcément des piliers de bibliothèques ou de librairies », explique Jean-Claude Dubost. Le Fleuve a fait une forte campagne pour imposer Camilleri auprès du public. Le credo de la maison est de s'occuper de moins de titres, mais de façon plus efficace. Enfin, le Fleuve noir a pris des couleurs pour une nouvelle collection, en grand format (à 15 €), qui présente des « romans contemporains, l'histoire des générations d'aujourd'hui – hommes ou femmes – sur le mode de la fiction et de l'humour ». Les premiers titres sont : *Changement de programme*, d'Owen Whittaker, *Embarquement immédiat*, de John Harding, et *Ma vie sur un plateau* (« Elle est mal dans sa peau mais bien dans sa vie »).

Jean-Claude Dubost et Béatrice Duval ont fait faire un virage à 180 degrés au Fleuve noir. Loin de l'âge d'or du Fleuve, ils espèrent retrouver une prospérité pour renouer avec le surnom de la maison au temps de sa splendeur : Fleuve d'or.

A. S.

En verve et contre tout

Les éditions Horay relancent et réactualisent leur collection « En verve ». La collection, créée en 1970, est reconnue, mais le graphisme un peu BD de sa couverture avait vieilli, de même que son grand format. Horay en fait une nouvelle collection de poche, au prix de 5 € et aux couvertures très colorées. Le principe est simple : recueillir les « mots, propos, aphorismes » des auteurs, mais l'entrée dans ce « club » est très sélective.

Cette collection recommence avec trois rééditions (Dada, Victor Hugo et Boris Vian) et un inédit : Napoléon est le premier homme politique à faire son entrée « en verve ». Florilège : « La place de Dieu le Père ? Ah ! Je n'en voudrais pas ! C'est un cul-de-sac » ; « La vérité historique est une fable convenue » ; « L'histoire dira s'il n'eût pas mieux valu pour le repos de la terre que ni Rousseau ni moi n'eussions jamais existé ».

Bicentenaire oblige, Victor Hugo est en forme : « La guillotine a rendu service à Louis XVI, ce bon gros roi bête... Sans le 21 janvier, l'histoire n'aurait vu que son ventre, et elle ne vit que sa tête » ; « Nous avons un gouvernement dont les parties honteuses sont vraiment belles, développées, charnuées, dodues et magnifiques, un ministère callipyge ».

Les extraits de Vian tirés de ses articles de *Jazz Hot* sont une merveille : « Les articles de fonds ne remontent pas à la surface ». Le volume Dada est un festival Picaabia, mais on retiendra cette délicate formule d'Arthur Cravan : « Je crains fort que ses pieds n'aient pas d'antipodes ».

A. S.

HAWES James
Une Mercedes blanche avec des ailerons
Traduit de l'anglais par Olivier Deparis. L'Olivier, Petite bibliothèque de L'Olivier, 300 p., 11,00 €

HOFMANNSTHAL
Electre, le chevalier à la rose, Ariane à Naxos
Traduit de l'allemand par Pierre-Antoine Huré et Laurent Mulhleisen. Flammarion, GF Flammarion, 580 p., 10,00 €

KAFKA Franz
Le Terrier
Traduit de l'allemand par Dominique Miermont. Postface de Jacques Miermont. Mille et une nuits, 88 p., 2,50 €

KAFKA Franz
Journal
Traduit de l'allemand et présenté par Marthe Robert. Le Livre de poche, n° 3001, 736 p., 8,00 €

KANT Emmanuel
Pour la paix perpétuelle
Traduit, présenté et annoté par Joël Lefebvre. Le Livre de poche, n° 4669, 192 p., 4,55 €

KENT Alexander
Mutinerie à bord
Traduit de l'anglais par Alain Bories. Phébus, Libretto, 384 p., 10,50 €

KEROUAC Jack
Le Vagabond américain en voie de disparition précédé de Grand Voyage en Europe
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean Auret. Gallimard, Folio, n° 3695, 96 p., 2,00 €

KING Thomas
Medicine River
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Hugues Leroy. 10/18, Domaine étranger, n° 3420, 256 p., 7,30 €

KLEIN Naomi
No logo
Traduit de l'anglais par Michel Saint-Germain. Actes Sud, Babel, n° 545, 752 p., 12,00 €

KUREISHI Hanif
La Lune en plein jour
Traduit de l'anglais par Jean Rosenthal. 10/18, Domaine étranger, n° 3421, 256 p., 7,30 €

LARSSON Björn
Le Capitaine et les Rêves
Traduit du suédois par Philippe Bouquet. Le Livre de poche, n° 15297, 320 p., 5,00 €

MANN Klaus
Faute au nord
Traduit de l'allemand par Jean Ruffet. Le Livre de poche, n° 3364, 288 p., 6,00 €

MOODY Rick
Purple America
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Michel Lederer. Rivage Poche, Bibliothèque étrangère, n° 374, 384 p., 8,99 €

NORTH Freya
La Petite Reine
Traduit de l'anglais par Agathe Nabet. J'ai lu, n° 6186, 544 p., 7,50 €

OTATES Joyce Carol
Blonde
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Seban. Le Livre de poche, n° 15285, 1120 p., 8,00 €

PADURA Leonardo
L'Automne à Cuba
Traduit de l'espagnol (Cuba) par René Solis et Mara Hernandez. Métailié, Suite hispano-américaine, n° 60, 238 p., 9,00 €

PEREZ-REVERTE Arturo
Le Cimetière des bateaux sans nom
Traduit de l'espagnol par François Maspero. Seuil, Points, n° 995, 608 p., 7,95 €

ROBINSON Eden
La Reine du Nord
Traduit de l'anglais (Canada) par Suzanne V. Mayoux. L'Olivier, Petite bibliothèque de L'Olivier, 264 p., 11,00 €

RYTKHEOU Youri
L'Etrangère aux yeux bleus
Traduit du russe par Yves Gauthier. Actes Sud, Babel, n° 538, 240 p., 7,00 €

SCIASCIA Leonardo
Les Oncles de Sicile
Traduit de l'italien par Mario Fusco. Gallimard, L'imaginaire, n° 460, 294 p., 11,00 €

TAGORE Rabindranath
Le Vagabond et autres nouvelles
Traduit du bengali par Christine Bossennec et Kamaleswar Battacharya. Gallimard, L'imaginaire, n° 461, 238 p., 7,90 €

TANIZAKI Junichirô
Journal d'un vieux fou
Nouvelle traduction du japonais par Cécile Sakai. Gallimard, Folio, n° 3702, 224 p., 4,00 €

WILLOCKS Tim
Bad City Blues
Traduit de l'anglais par Elisabeth Peellaert. L'Olivier, Petite bibliothèque de L'Olivier, 336 p., 12,00 €

WILLOCKS Tim
Les Rois écarlates
Traduit de l'anglais par Elisabeth Peellaert. L'Olivier, Petite bibliothèque de L'Olivier, 480 p., 12,00 €

ROMANS POLICIERS

ALLE Gérard
Babel Ouest, bilingue français-breton
Traduit en breton par Stefan Moal. Baleine, Le Poulpe, 312 p., 7,50 €

ARSENEVA Elena
La Fourche du diable
10/18, Grands détectives, n° 3412, 320 p., 7,30 €

COOK Robin
Chromosome 6
Traduit de l'anglais par Marie-France Girard. Le Livre de poche, n° 17232, 544 p., 6,95 €

DEBAILLE Lucile
Le malheur est dans le blé
Baleine, Le Poulpe, 138 p., 238 p., 9,00 €

DELFINO Jean-Paul
Embrouilles au vélodrome
Métailié, Suite française, n° 62, 182 p., 8,00 €

EYRE Elizabeth
Une hache pour l'abbé
Traduit par Gilles Berton. 10/18, Grands détectives, n° 3418, 384 p., 7,30 €

GERNIGON Christian
Berlinstrasse
Le Livre de poche, n° 17234, 288 p., 5,00 €

HIGGINS Jack
Une taupe à la Maison Blanche
Traduit de l'anglais par Pierre Girard. Le Livre de poche, n° 17242, 352 p., 6,00 €

IZZI Eugene
Chicago en flammes
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean Esch. Rivages Noir, n° 441, 672 p., 10,37 €

KELLERMAN Jonathan
Le Monstre
Seuil, Points, n° 1003, 576 p., 7,50 €

KLAVAN Andrew
A la trappe
Seuil, Points, n° 1004, 288 p., 6,50 €

LOVINGER-RICHARD
Colette
Crimes et faux-semblants
J'ai lu, n° 6261, 192 p., 5,00 €

PARETSKY Sara
Urgence
Seuil, Points, n° 1005, 448 p., 7,50 €

PINERO Maïté
La Mort du Petit Poucet
Baleine, Polarchivé, 162 p., 7,00 €

SAYLOR Steven
Meurtre sur la voie Appia
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Arnaud d'Apremont. 10/18, Grands détectives, n° 3413, 432 p., 7,30 €

SHELDON Sidney
Moi vos rêves
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Richard Crevier. Le Livre de poche, n° 17233, 352 p., 6,00 €

TAIBO II Paco Ignacio
Rêve de frontière
Traduit de l'espagnol (Mexique) par René Solis. Rivages Noir, n° 438, 128 p., 5,95 €

VARGAS Fred
L'Homme à l'envers
J'ai lu, n° 6277, 320 p., 5,50 €

VAZQUEZ MONTALBAN
Manuel Galindez
Traduit de l'espagnol par Bernard Cohen. Seuil, Points, n° 1006, 464 p., 7,50 €

SCIENCE-FICTION

COMMINGS Joseph
Le Vampire au masque de fer et autres histoires
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Danièle Grivel. Anthologie préparée par Roland Lacourbe. Rivages Mystère, n° 47, 304 p., 8,99 €

P. BLAYLOCK James
Le Géant de pierre
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Paul Durastanti. J'ai lu, n° 6310, 320 p., 6,50 €

PAGEL Michel
Les Flammes de la nuit
J'ai lu, n° 6395, 567 p., 7,50 €

SILVERBERG Robert
Les Sorciers de Majipoor
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Patrick Berthon. Le Livre de poche, n° 7240, 640 p., 8,00 €

JEUNESSE

ALMERAS Arnaud
La Princesse qui miaulait
Illustré par Elisabeth Schlossberg. Flammarion, Atelier du Père Castor, Les trois loups, 48 p., 5,50 €

APPLEGATE K.A.
La Machination
Traduit de l'anglais par Thierry Laroche. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 196 p., 5,00 €

AUBIN Blainde
Drôles de voisins
Illustré par Claire le Grand. Milan Poche benjamin, n° 41, 24 p., 3,70 €

BERTON Agnès
Bonne nuit, Gaston !
Illustré par Gérard Franquin. Flammarion, Atelier du Père Castor, Les trois loups, 32 p., 5,00 €

BRISOU-PELLEN Evelyne
L'Herbe du diable
Illustré par Henri Galeron et Nicolas Wintz. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 224 p., 5,00 €

CLÉMENT Yves-Marie
Flammiers des flammes
Syros Jeunesse, Souris verte, 132 p., 4,90 €

CREECH Sharon
Boogie-Woogie
Traduit de l'anglais par Anne Krief. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 280 p., 5,00 €

DEGUNST Sylviane
Pomme fille unique
Illustré par Frédéric Rebéna. Milan Poche cadet, n° 68, 40 p., 4,30 €

HOBBS Valerie
Charlie s'en va
Couverture illustrée par Thomas Ehretsmann. Le Livre de poche Jeunesse, 224 p., 4,80 €

HONAKER Michel
Dutton memory
Couverture illustrée par Walter Minus. Le Livre de poche Jeunesse, 192 p., 4,80 €

KÖNNECKE Ole
Lola et les pirates
Traduit de l'allemand par Dominique Kugler. Ecole des loisirs, 80 p., 7,30 €

LOUPY Christophe
L'Ogre aux gros mots
Illustré par Olivier Schwartz. Milan Poche benjamin, n° 43, 24 p., 3,70 €

LOWERY Bruce
La Cicatrice
J'ai lu, n° 6267, 192 p., 3,50 €

MARLO Méli
et AHIPPAH E.
Un petit garçon trop fanaron
Illustré par Pawel Pawlak. Milan Poche benjamin, n° 44,24 p., 3,70 €

MATTER Philippe
Mini-Loup fait des cauchemars
Le Livre de poche Jeunesse, Bibliothèque rose, 96 p., 4,29 €

MAZARD Claire
L'Été de mes dix ans
Illustré par Eric Puybaret. Flammarion, Atelier du Père Castor, Les trois loups, 64 p., 6,00 €

NICODEME Béatrice
Le Garçon d'en face
J'ai lu, n° 6265, 96 p., 4,50 €

OSTER Christian
Le Loup, le Géant et le distributeur de chewing-gums
Illustré par Sabine Laran. Ecole des loisirs, 128 p., 7,50 €

PAVLOFF Franck
Escale à Château-Rouge
Illustré par François Roudeau. Milan Poche cadet, n° 66, 40 p., 4,30 €

PERNUSCH Sandrine
Mon amoureux a disparu
Couverture illustrée par Gwen Kéval. Le Livre de poche Jeunesse, 128 p., 4,50 €

POURRAZ Henri
La Chemise de la fée et autres
Gallimard Jeunesse, Folio junior, 128 p., 2,00 €

RIVAIS Yak
Satan bouche un coin !
Illustré par l'auteur. Ecole des loisirs, 168 p., 8,90 €

SAUERWEIN Leigh
Contes de l'Ouest américain. Les aventures de Pecos Bill
Illustré par Arthur Robins. Ecole des loisirs, 128 p., 8,00 €

SCHINDLER Nina
Au secours, le bébé arrive !
J'ai lu, n° 6264, 128 p., 4,50 €

SIMON Francesca
Anatole est prêt à tout
Illustré par Tony Ross. Le Livre de poche Jeunesse, Bibliothèque rose, 128 p., 4,29 €

TARDI
Les Aventures extraordinaires d'Adèle Blanc Sec. Le Savant fou
EJL Libro, n° 538, 48 p., 1,52 €

TENOR Arthur
Le Roman de l'étrange inconnu
J'ai lu, n° 6266, 128 p., 4,50 €

VALLERY Juliette
La Guerre des cracras
Illustré par Lionel Le Néouanic. Milan Poche benjamin, n° 42, 24 p., 3,70 €

ZENATTI Valérie
Le Secret de Micha
Illustré par Alan Mets. Ecole des loisirs, 80 p., 7,60 €

ESSAIS CRITIQUES

AIRAULT Régis
Fous de l'Inde. Délires d'occidentaux et sentiment océanique
Payot, Petite bibliothèque, 256 p., 7,35 €

BONAFUOX Pascal
Van Gogh et l'atelier d'Arles
Découvertes Gallimard, 48 p., 7,50 €

BRISARD Jean-Charles
et DASQUIÉ Guillaume
Ben Laden, la vérité interdite
Nouvelle édition révisée et préfacée par les auteurs. Gallimard, Folio documents, n° 6, 288 p., 5,00 €

Collectif
La Plus Belle Histoire des plantes
Seuil, Points, n° 992, 224 p., 6,95 €

Collectif
Cultures et mondialisation
Seuil, Points essais, n° 482, 352 p., 9,00 €

CONTI Anita
Géants des mers chaudes
Présentation et notes de Laurent Girault-Caracotchian. Payot, Petite bibliothèque voyageurs, 256 p., 9,00 €

HISTOIRE GÉOGRAPHIE

CARCPINO Jérôme
Rome au temps de l'Empire
Hachette Littératures, Pluriel, 352 p., 6,90 €

Collectif
Le Nettoyage ethnique
Seuil, Points histoire, n° 308, 352 p., 8,50 €

CUBERO José
L'Émergence des banlieues
Privat, Questions d'histoire immédiate, 128 p., 12,00 €

FRED VARGAS
PARS VITE ET REVIENT TARD
Prix des Libraires
Prix des Lectrices ELLE pallicier
VivianeHamy

GRAVES Robert
Lawrence et les Arabes
Traduit de l'anglais par Jeanne Roussel. Préface et chronologie de Roger Stéphane. Payot, Petite bibliothèque voyageurs, 384 p., 10,40 €

Quand Gérard Genette batifole entre critique et théorie

Avec « Figures V », le théoricien retrouve le plaisir de l'exercice critique auquel il s'était livré dans les années 1950, dans la lignée de Sartre, de Jean-Pierre Richard et de Roland Barthes. Avant de nous livrer un jour ses Mémoires ?

FIGURES V
de Gérard Genette.
Seuil, « Poétique »,
354 p., 25 €.

La visite à « notre » Aristote, même s'il n'a pas écrit d'*Ethique*, de *Politique*, de *Métaphysique* ou de *Physique*, et a concentré ses efforts sur la rhétorique et la théorie de l'art, on s'y rend en marchant sur des œufs. Bien sûr, il y a le jazz, auquel ce savant donne une place inusitée, de même qu'à la comédie américaine. Il y a aussi, dans son écriture, tant de pointes d'humour... Et puis son accueil est si amical et chaleureux – lui qui pas-

RENCONTRE

« La poétique m'a permis d'aborder à peu près tous les genres littéraires. »

se pour austère, réservé et laconique – que l'on se permet une plaisanterie, vérifier si ses livres bien rangés constituent une « bibliothèque parfaite ». Pour Mark Twain, une bibliothèque parfaite était celle où il n'y aurait pas un seul livre de Jane Austen. Genette dit en passant, dans *Figure V* : « Aujourd'hui, ce serait une bibliothèque (restons misogyne) sans Marguerite Duras. » Dans sa pièce de travail où deux fenêtres d'angle ouvrent sur un hôtel du Marais, il se cale dans le fauteuil où il a l'habitude de lire, et il parle avec un visible bonheur après avoir entendu les compliments qu'on vient lui faire. C'est que *Figures V* répond exactement au souhait qu'on avait formulé ici de

voir l'un de nos plus fins critiques littéraires quitter les chemins ardu de la théorie pour revenir à la critique, par laquelle il a commencé, dans les années 1950. « Je n'abandonne pas la théorie, mais j'ai l'impression d'avoir dit ce que j'avais à dire au début sur la nature de l'art. Quand j'ai commencé à produire des écrits théoriques, avec *Figures III* (« Discours du récit »), c'était pour moi une libération, une ouverture par rapport à cette « clôture du texte » qui était le credo de la nouvelle critique et aussi une notion dans laquelle je me sentais à l'étroit. Un jour, aux États-Unis, j'avais exposé mes idées sur « l'immanence du texte » à propos de Proust (cela consistait avant tout à refuser le point de vue biographique qui dominait les études d'histoire littéraire). Le grand critique Léo Bersani m'a dit : « J'éprouve à vous entendre un sentiment de claustrophobie. » Il avait raison, d'une certaine façon, mais heureusement, avec Proust, l'espace était vaste. Avec d'autres textes, la clôture invoquée était plus contraignante. La théorie pour moi a consisté à parcourir tout l'espace littéraire, pour y trouver des généralités, des notions qu'il a fallu explorer ou construire, et développer. La poétique des années 1960 et 1970, comme nous l'avons appelée après Aristote, m'a permis d'aborder à peu près tous les genres littéraires. »

On se souvient, en effet, de l'impression de prodigieuse culture que donnaient des ouvrages comme *Mimologiques*, *Palimpsestes* ou *Seuils*. Cet homme, décidément, avait tout lu, tout vu, tout entendu. Quel soulagement le jour où il vous avait avoué beaucoup pratiquer le *Dictionnaire des œuvres* ! Il n'empêche, comme Montaigne, son maître, cet homme a la tête bien faite.



SEBASTIEN CAMBOUVIE

« Les années 1950, avec l'effet d'incitation qu'ont eu pour nous les textes critiques et théoriques du Sartre des années 1930 et 1940, les travaux de Jean-Pierre Richard, de Barthes, qui ont été à l'origine de ce qu'on a appelé la nouvelle critique, ont connu une effervescence intellectuelle exceptionnelle. L'Université,

pour ce qui était des études de lettres, était encore complètement dominée par la vieille Sorbonne; c'était « le monde où Lanson nuit », comme a dit je ne sais plus qui. Cette Université, j'ai rompu avec elle au sortir de l'École normale, quand j'ai été nommé au Mans, où j'enseignais en hypokhâgne. C'était l'idéal pour

moi. Les élèves ne préparaient pas de concours; je choisissais les auteurs que je voulais. J'en profitais pour publier des articles de critique, surtout dans *Tel Quel*. Mon premier recueil *Figures* est sorti de cet enseignement et de cette activité d'essayiste. J'avais renoncé à faire une thèse.

Pendant quatre ans, de 1963 à 1967, j'ai été assistant de Marie-Jeanne Durry à la Sorbonne; je dirigeais les travaux pratiques des étudiants qui suivaient son cours magistral; ça n'avait pour moi aucun intérêt. Puis, grâce à Barthes, j'ai été nommé aux Hautes Études. C'était un peu comme de retrouver la liberté de la khâgne de province, sauf que, comme il s'agissait d'un enseignement de la recherche, il fallait construire un cours sur une année. M.-J. Durry, politiquement hostile au mouvement de mai 68, mais intellectuellement intéressée, m'a proposé de soutenir une thèse d'Etat sur travaux, avec mes deux recueils *Figures I* et *Figures II*. J'ai étoffé ce dossier un peu mince en écrivant *Figures III*, l'étude narratologique d'A la recherche du temps perdu, et j'ai finalement été le premier, avec Henri Mitterand, à soutenir sur travaux, en 1972, à Paris-IV, en plein cœur de l'ancienne Sorbonne. La soutenance en elle-même a été intéressante; et puis elle a constitué un des effets retard de mai 68.

Ma femme, Raymonde Debray Genette a été nommée à la nouvelle université de Vincennes. Todorov et moi avons jugé préférable de rester où nous étions. Lorsque j'étais assistant à la Sorbonne, Victor Brombert, professeur à Yale, m'avait invité comme visiting professor. Réponse des autorités académiques françaises à qui je demandais l'autorisation : « Les États-Unis sont réservés aux professeurs. » Après 68, tout a changé, j'ai pu y enseigner aussi. Je suis resté aux Hautes Études jusqu'à

ma retraite en 1994. Et mes livres sont sortis de cet enseignement. Aujourd'hui, je puis gambader autrement. »

Figures V, en effet, est plein d'algèbre, et marque un goût très vif pour les *Mémoires d'outre-tombe* de Châteaubriand. La longue séquence qu'il leur consacre, à l'œuvre et à l'homme, mobilise toutes les ressources de la critique, y compris l'érudition philologique et historique. « Une rapsodie, dites-vous? Oui, le livre est fait de trois séquences, elles-mêmes faites de fragments plus ou moins longs, sur le problème des genres, sur le comique, sur Châteaubriand relu et redécouvert à travers Proust et Barthes. La construction libre du livre me permet de batifoler entre théorie et critique. Vous savez, quand on rencontre une jeune femme qui vous dit : « En khâgne, j'ai beaucoup souffert à apprendre vos livres », on souffre aussi. Je sais que dans l'enseignement secondaire *Figures III* – Discours du récit a fait des ravages. A ne retenir d'une recherche que sa grille et sa terminologie, en oubliant le détail et le concret des analyses, la déperdition est catastrophique. »

Livré au plaisir de l'écriture, Gérard Genette songe maintenant à des souvenirs où il évoquerait ses années de normalien stalinien à tendance existentielle, donc suspecte, ses dix ans de militantisme (il a dirigé le journal des étudiants communistes, *Clartés*), ses rapports avec Althusser (chargé de rasséréner les étudiants communistes en proie au doute), avec Foucault, Bourdieu (qui s'est révélé plus tard comme un arriviste brutal), avec ses amis de la revue *Arguments*, Edgar Morin notamment. Ces souvenirs d'un des plus discrets de nos grands intellectuels, gageons qu'ils surprendront.

Michel Contat

Le livre des livres

Le premier tome de l'ouvrage mis en œuvre par Pascal Fouché explore les rapports entre histoire et actualité et se présente comme une réponse éclatante aux prophètes de la mort de l'édition

DICTIONNAIRE
ENCYCLOPÉDIQUE DU LIVRE
Volume 1 : A-D
sous la direction
de Pascal Fouché,
Daniel Péchoin,
Philippe Schuwer.
Ed. du Cercle de la librairie,
936 p., 178 €.

La première pierre du *Dictionnaire encyclopédique du livre* est posée. C'est une œuvre de longue haleine : le deuxième tome paraîtra dans un an et le dernier volume dans deux ans. 350 auteurs participent aux quatre premières lettres, il en faudra 750 pour venir à bout de l'alphabet (1). C'est une somme qui ne sera certes pas à la portée de toutes les bourses, mais consultable dans de nombreuses bibliothèques. L'entreprise entamée par Pascal Fouché, Daniel Péchoin et Philippe Schuwer est dans la lignée d'un autre monument : *L'Histoire de l'édition française* sous la direction d'Henri-Jean Martin et Roger Chartier.

La France est l'un des pays pionniers de l'histoire du livre. Une poignée d'historiens s'étaient regroupés autour d'Henri-Jean Martin pour venir à bout de ce premier projet. L'ouvrage paru dans les années 1980 chez Promodis a ensuite été repris par Fayard/Le Cercle de la librairie. Il était logique qu'Henri-Jean Martin préface le présent dictionnaire. « De nombreux projets d'histoire de l'édition sont apparus dans plusieurs pays du monde, après le travail d'Henri-Jean Martin », explique Pascal Fouché.

Lorsque Pascal Fouché a pris la relève de son maître en continuant l'aventure avec *L'Histoire de l'édition depuis 1945*, il avait ouvert son champ au-delà de celui de l'histoire pour aborder l'édition contemporaine, en faisant appel à des journalistes, des juristes, des économistes, etc. : certains historiens aiment ces va-et-vient entre leur discipline et l'actualité. Pascal

Fouché est également directeur du développement du Cercle de la librairie, Roger Chartier a beaucoup réfléchi sur les nouvelles métamorphoses du livre et Jean-Yves Mollier n'a pas hésité à se pencher sur l'actualité en supervisant un ouvrage collectif, *Où va le livre ?* (2)

Les rapports entre histoire et actualité sont au cœur du *Dictionnaire encyclopédique du livre*. Le

Extrait de la préface

« Nous avons entendu décrire les techniques de fabrication, mais ne point oublier que le livre est toujours plus ou moins un objet d'art, et que les grands artistes ont de tout temps participé à son élaboration. (...) Montrer par là qu'il est l'héritier de traditions et de savoir-faire issus d'une expérience multiséculaire. Rappeler les différentes formes des messages qui ont été ainsi véhiculés. (...) Sans oublier pour autant que l'art typographique a toujours été une industrie et l'édition une entrepri-

se commerciale en même temps qu'intellectuelle. Et qu'il existe entre l'auteur, l'éditeur, l'imprimeur, le public, le pouvoir et l'argent des rapports et des enjeux complexes qui exigent explication – qu'il s'agisse d'histoire ou d'actualité. La présente entreprise est donc dominée par une question sous-jacente, aujourd'hui présente à tous les esprits : le livre sur papier tel que nous le connaissons n'est-il pas voué à la disparition ? »

bon augure. L'actualisation laisse parfois à désirer. L'article sur Bertelsmann ne mentionne pas que le groupe allemand a repris le premier éditeur américain, Random House. Il est vrai qu'un tel dictionnaire qui s'élabore sur plusieurs années peut difficilement tenir à jour tous les soubresauts capitalistiques de l'édition moderne (3).

Outil de travail précieux, le *Dictionnaire* s'adresse aussi à tous « les

se commerciale en même temps qu'intellectuelle. Et qu'il existe entre l'auteur, l'éditeur, l'imprimeur, le public, le pouvoir et l'argent des rapports et des enjeux complexes qui exigent explication – qu'il s'agisse d'histoire ou d'actualité. La présente entreprise est donc dominée par une question sous-jacente, aujourd'hui présente à tous les esprits : le livre sur papier tel que nous le connaissons n'est-il pas voué à la disparition ? »

Henri-Jean Martin

amoureux du livre ». Il se feuillette au gré du hasard alphabétique qui permet des rapprochements savoureux. Ainsi l'agent littéraire vient juste après « s'agenouiller ». Le verbe ne fait pas référence à l'éditeur contraint de céder aux exigences financières d'un auteur et de son agent, mais c'est un terme technique pour caractériser les livres qui s'affaissent lorsqu'ils sont debout, car leurs dos ne sont pas assez rigides. On découvre des figures méconnues, comme Marius Audin, maître imprimeur et éditeur lyonnais, « le dernier d'une grande lignée d'imprimeurs-historiens » qui avait une prédilection pour le caractère Inkunabula. Une photo le montre en train de corriger une épreuve, vieillard chenu à la longue barbe blanche, renvoyant à la tradi-

tion des moines copistes. Les termes techniques peuvent réjouir les linguistes, comme l'impression en aile de moulin, ou « aller en Germanie » (déformation de : j'ermanie).

Dans ses articles Alain Nave montre avec plaisir le côté charnel de la fabrication du livre. Pour faire du papier, il convient de « branler la forme », c'est-à-dire « lui imprimer une oscillation de gauche à droite, puis d'avant en arrière, pour répartir uniformément la pâte à papier, dans un mouvement favorable à l'enchevêtrement des fibres ». Parler des livres, c'est parler d'amour. L'amour est un terme d'imprimerie qui désigne l'« affinité physico-chimique que représentent les uns pour les autres certains matériaux ou certaines substances utilisés dans les techniques graphiques, et qui se traduit par une capacité au dépôt ou au transfert plus ou moins marquée, considérée le plus souvent comme bénéfique (mais aussi parfois néfaste, un excès d'amour pouvant conduire à autant d'inconvénients que son absence) ». Ainsi, pour faire des livres, il faut de l'encre amoureuse (« ni trop fluide, ni trop compacte et qui passe sans difficulté entre les cylindres ») et du papier amoureux « qui reçoit la couche d'encre sans difficulté tout en repoussant ou en absorbant efficacement la solution de mouillage ». Et c'est ainsi que l'encre et le papier vivent heureux depuis des siècles et font chaque année des millions d'enfants.

Alain Salles

(1) La direction scientifique est assurée par Jean-Dominique Mellot (histoire du livre et de l'édition), Martine Poulain (bibliothéconomie et lecture), Alain Nave (arts et industries graphiques), Pascal Fouché et Philippe Schuwer (édition contemporaine).
(2) Une nouvelle édition augmentée vient de paraître à La Dispute.
(3) Janine et Greg Brémond analysent les impacts de la concentration, dans *L'Édition sous influence* (éd. Liris, 3 rue de l'Arrivée, 75015 Paris).

Le « littéraire » en dictionnaire

Un inventaire descriptif des notions en usage dans les études littéraires

LE DICTIONNAIRE
DU LITTÉRAIRE
de Paul Aron,
Denis Saint-Jacques, Alain Viala.
PUF, 634 p., 45 € (jusqu'au
8 août), 55 € ensuite.

Voici un nouvel outil dans la panoplie des études littéraires qui vient prendre place entre, notamment, le *Dictionnaire des grandes œuvres de la littérature française* d'Henri Mitterand (Le Robert, 1997), le *Dictionnaire des littératures de langue française* de Beaumarchais, Couty et Rey (Bordas, 1987), le *Dictionnaire encyclopédique de la littérature française* chez Laffont/Bompiani, et le *Nouveau dictionnaire des auteurs* chez le même éditeur. Livres de référence auxquels on peut ajouter le plus spécialisé *Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage* d'Oswald Ducrot et Jean-Marie Schaeffer (Seuil, 1995).

Le simple rappel de ces ouvrages montre que le *Dictionnaire du littéraire* vient combler une lacune. Sa dénomination indique aussi une problématique. Dictionnaire « de littérature » aurait nécessairement impliqué les œuvres en tant que telles, Dictionnaire « de la littérarité » aurait engagé une théorie de ce qu'est la littérature, notion qui reste en débat. Qu'est-ce, en effet, qui définit la littérature ? Le fait, pour un texte, de vouloir en être, d'en porter les marques spécifiques (mais alors quelles sont-elles ?), ou le fait d'être considéré comme y appartenant ? Ouvrons ce nouveau dictionnaire à l'entrée « Littérature ». On trouve d'abord cette définition : « "Littérature" désigne en son sens premier l'ensemble des textes et, en un sens associé, les savoirs dont ils sont porteurs. Cette acception fut longtemps dominante en français. Le sens moderne renvoie à l'ensemble des textes ayant une visée esthétique ou, en d'autres termes, de l'art verbal. Mais le mot est aussi employé dans des expres-

sions où il conserve son sens ancien et dans d'autres qui en relativisent ou problématisent le sens moderne (par exemple "paralittérature", "littérature de gare"...). » Suit une discussion qui nous mène de Viala (c'est-à-dire de l'histoire – mais c'est lui qui rédige l'entrée) à Genette, en passant par Sartre et Todorov.

La conception même de ce dictionnaire est d'orientation générale socio-historique. Au temps de la poétique néo-aristotélicienne triomphante, un dictionnaire de la littérature se serait sans doute plutôt appelé « Dictionnaire de la rhétorique », mais aurait trompé son monde à cause de l'acception courante du mot. Tel qu'il est, et fort utile par sa clarté, il constitue un inventaire raisonné des termes et des notions servant dans le discours d'escorte de la littérature. D'où le choix du terme « littéraire ». Le littéraire, substantif, par opposition au scientifique, désignait la personne qui par profession ou dilection s'occupait de littérature. Songerait-on à produire aujourd'hui un « Dictionnaire du scientifique », en prenant le mot comme adjectif ? Non, sans doute. C'est que la notion de science entraîne moins de discussion que celle de littérature, au point qu'on ne peut plus employer ce terme dans un titre d'ouvrage savant.

M. Ct.

FRANCIS
MARMANDE
rencontre
AUX CAHIERS
DE COLETTE
le samedi 15 juin
à partir de 16 h.30
à l'occasion de la parution de son livre
À partir du lapin
(Éd. Verdier)
23-25, rue Rambuteau, Paris 4^e
Tél. 01 42 72 95 06

Images du ciel

Un astronome rend hommage à la Bibliothèque d'Alexandrie

LE BÂTON D'EUCLIDE
Le roman de la Bibliothèque d'Alexandrie
de Jean-Pierre Luminet.
Ed. J.-C. Lattès, 300 p., 18,90 €.

Au cœur d'une ville, quoi de plus naturel, de plus indispensable même, qu'un bâtiment nommé bibliothèque ? Cette évidence mit pourtant très longtemps à s'imposer puisqu'il fallut attendre la fondation d'Alexandrie pour qu'apparaisse le premier édifice destiné à recueillir, conserver et cataloguer les œuvres écrites des siècles antérieurs. Pour que soit, en somme, édifié le premier monument conçu pour engranger toute la mémoire du monde. C'est à Ptolémée Sôtér, premier souve-

■ Jacques Lacarrière

rain grec d'Alexandrie, que l'on doit cette fondation essentielle, car c'est bien de fondation qu'il s'agit. La Bibliothèque offrait à un certain nombre de poètes, philosophes et savants la possibilité de travailler et de résider sur les lieux en utilisant le fonds mis ainsi à leur disposition. Les savants furent les plus nombreux à profiter de ce lieu unique – géomètres, mathématiciens, astronomes – qui tous firent la gloire de la ville. Ce sont eux, surtout, que l'on rencontre dans le livre de Jean-Pierre Luminet, lui-même astrophysicien, auteur d'ouvrages sur les trous noirs et, plus récemment, sur « l'Univers chiffonné », ce sont eux que l'on croise tout au long des salles et des couloirs dans le roman qu'il consacre à la Bibliothèque. Il en présente l'histoire à cette heure cruciale où les armées arabes, menées par le général Amrou, campent aux portes de la ville et s'approprient à la piller et à en brûler tous les livres. Les derniers responsables des lieux en évouent alors – pour tenter d'éluoder ou retarder l'inéluctable – les

moments essentiels et les savants célèbres.

C'est ainsi que l'on rencontre, à mesure que les siècles passent, tous ceux qui ont donné à la géométrie et à l'astronomie leurs lettres de noblesse : Eudoxe de Cnide, Aratos, Euclide, Aristarque, Archimède et surtout Eratosthène, qui réussit à calculer, à un iota près, le diamètre exact de la Terre, et Hipparque, ce génial visionnaire qui découvrit la précession des équinoxes. Surgissent alors, au long des pages et des évocations, les images d'un ciel et d'un monde nouveaux, restitués à la mesure de l'homme parce que dépouillés en partie de leur mystère divin, l'image d'une Terre qui a perdu sa plati-

tude pour devenir une sphère dans l'espace, d'une voûte où les astres dessinent des figures lumineuses et surtout prévisibles.

Bref, les prestiges d'un regard auroral sur la réalité du monde. Avec, au terme de ce cortège d'ombres illustres, la silhouette de la belle, de l'incomparable Hypatie, cette mathématicienne du IV^e siècle après J.-C., auteur de très savants ouvrages sur les nombres et les figures, qui mourut lapidée par des moines chrétiens fanatiques. Car cela fait aussi partie, hélas, de l'histoire d'Alexandrie, de sa Bibliothèque incomparable, de cette ville qui disparut pillée, dévastée, incendiée par tous ceux – chrétiens et plus tard musulmans – pour qui les mots science et culture étaient intolérables. En ce sens, *Le Bâton d'Euclide* est le plus bel hommage que puisse rendre un astronome, et un poète d'aujourd'hui, à ses prédécesseurs alexandrins, à qui nous devons la première image d'un ciel qui est toujours le nôtre, celle d'un univers infini et pourtant mesurable.

Hatshepsout retrouve ses lettres de noblesse

Trop longtemps victime de polygraphes qui confondent égyptomanie et égyptologie, la grande reine a trouvé en Christiane Desroche Noblecourt une biographe digne de son rang

LA REINE MYSTÉRIEUSE
Hatshepsout
de Christiane Desroches Noblecourt.
Pygmalion/Gérard Watelet,
504 p., 21,70 €.

Plus sûrement que de ses adversaires politiques égyptiens, Hatshepsout (v. 1505- v. 1457) (1) a été trop souvent la victime de ses biographes, polygraphes (cacographes ?) qui se croient fondés à écrire sur l'Égypte au nom de la passion irrésistible qu'ils manifestent pour la vallée du Nil mais qui ne disposent trop souvent que de connaissances mal dominées. Evidemment, avec Christiane Desroches Noblecourt, la grande reine de la XVIII^e dynastie ne risque pas d'être victime d'un tel malheur car l'ancienne conservatrice en chef du Département des Antiquités égyptiennes au Louvre sait de quoi elle parle. Et elle en parle bien. Une enquête serrée, un exposé méthodique, des documents analysés avec précision et compétence : tout le dossier s'étale sous nos yeux, ne laissant dans l'ombre que ce qui doit l'être faute de documents. Là où ses devanciers brodent, divaguent, inventent, Christiane Desroches Noblecourt s'arrête, explique, avoue ses ignorances, tout au plus suggère une hypothèse.

Hatshepsout intrigue. D'abord parce que ses images ont fait en de nombreux endroits l'objet d'une destruction systématique : statues en mille morceaux, bas-reliefs martelés avec une soin quasi maladif. Quel crime fut donc celui de la reine ? Fille de Thoutmosis I^{er}, « Grande Epouse royale » de l'éphémère et malade Thoutmosis II, son demi-frère, c'est comme régente de son neveu Thoutmosis III, âgé de 4 ans à son avènement (1479), qu'elle atteint le pouvoir. Mais, de régente, la voici qui, bientôt, prend un nom de règne masculin, Maâtcaré, et figure comme tel(le) aux côtés du jeune roi, qu'elle ne cherche en rien à évincer, mais avec lequel elle règne ostensiblement. La longueur de la titulature royale incite d'ailleurs un scribe à trouver une formule abrégée ; il remplace les



AKC PARIS

deux noms accolés par un terme générique, le « Palais » ou, plus exactement, « la Haute Demeure », comme on parlera plus tard de la « Sublime Porte » pour désigner le sultan ottoman ; cette « Haute Demeure », cette Per-aa n'est autre que l'origine de « pharaon », qu'Hatshepsout et Thoutmosis III furent ainsi les premiers à porter.

La reine déborde d'activité et l'auteur ne nous fait grâce de rien. On suit ainsi la reine dans son expédition dans le pays de Pount, non pas les Somaliés, mais le delta du Gash, aux confins du Soudan et de l'Éthiopie, lieu d'échange des produits de l'Afrique Noire et de l'Arabie du Sud. On ne perd rien de son extraordinaire activité de bâtisseuse, notamment à Deir al-Baha-

ri, et des spéculations théologiques qui y sont attachées. Mais on la trouve à l'œuvre aussi dans le Sinaï où elle remet en activité les mines de turquoise abandonnées pendant l'occupation des Hyksos. A chaque fois, s'appuyant sur les très abondants bas-reliefs illustrant tous les aspects de la vie de l'Égypte, publique ou privée, Christiane Desroches Noblecourt retrouve la plume de la conteuse, faisant frémir la chair vivante autour du squelette de l'histoire. Et puis, elle nous entraîne dans l'entourage de la reine, s'interroge sur le rôle de son grand vizir Sénémout, non par quelque curiosité malvenue, mais pour comprendre qui la conseille et l'inspire. Et un petit mystère donne tout à coup un sens différent à la relation d'Hatshepsout et de

Sénémout : comment un page nubien, de parents jamais nommés, a-t-il trouvé place dans la nécropole royale ? Fils adultérin de la Grande Epouse royale et du vizir, non pas engendré après le veuvage, mais entre les deux filles que la reine eut de Thoutmosis II, conclut avec vraisemblance l'auteur. Par petites touches, Hatshepsout sort ainsi du pseudo-mystère qui l'entoure, elle prend vie sous nos yeux, non comme une intrigante dévorée d'ambition, mais comme une femme énergique, consciente des enjeux de la mission dont son père l'a investie en lui faisant épouser son trop faible demi-frère. Un seul mystère subsiste : celui de sa mort, sans doute survenue vers 1457, mais dont rien ne conserve la trace.

On a voulu voir dans la destruction des images la vengeance d'un pharaon trop longtemps dominé par cette maîtresse femme. Christiane Desroches Noblecourt le conteste avec de solides arguments et fait porter la responsabilité du saccage aux prêtres d'Osiris, dont le dieu avait été remis à sa juste place par la dévote d'Amon.

On est bien loin ici de la sous-littérature qu'engendre trop souvent l'Égypte des pharaons. Et les passionnés y trouveront plus que leur compte. Un seul regret, en dehors du titre inutilement accrocheur : une telle somme aurait mérité une illustration de qualité. Certes, elle est surabondante (et parfois redondante puisque quelques documents apparaissent deux fois), mais de très médiocre qualité graphique. On appréciera les nombreux dessins au trait, qui illustrent les descriptions techniques – les bateaux en route vers le Pount, l'érection de l'obélisque, etc. –, mais les paysages se noient dans la brume d'un papier grisâtre. Heureusement, deux cahiers de planches en couleurs rendent mieux justice au pays et à l'œuvre de la grande « pharaon ».

Maurice Sartre

(1) La chronologie donnée pp 8-10 est incompréhensible si on ne change pas la date de naissance de la reine de 1495 en 1505.

Voyage lusitanien

Du Tage au Mozambique en passant par la Chine, périple sur les traces des conquérants portugais

LE FIL ROUGE PORTUGAIS
de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz.
Ed. Bartillat, 282 p., 24 €.

Ils sont allés partout, et tout bien considéré, on ne comprend pas comment ils ont fait : les Portugais. Certes, on sait bien ce qu'ils cherchaient : des épices et des âmes, denrées fort précieuses au XV^e siècle. Mais comment ce peuple minuscule, encore émerveillé par ses miraculeuses conquêtes (plutôt que reconquêtes) sur les Maures, comment ces paysans nourris de châtaignes, gérés par des monarques étrangers, ont-ils pu aller planter autour du monde leurs forteresses massives, leurs îdes claires et leur langue fluide ?

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz ne cherche pas d'explication, ce n'est pas son affaire, il constate, il admire. C'est un journaliste expérimenté, un écrivain verveux, et un esprit libre qui affiche ses partis pris, avoue ses vénéractions et ne cache pas ses dédains. Professionnel consciencieux, il a potassé l'histoire, bûché la géographie et s'est faufilé dans toutes les ruelles de la mémoire. Le lusitanisme le plus sourcilieux aurait du mal à le prendre en défaut. Il ne cherche d'ailleurs ni à éblouir ni à prouver quoi que ce soit. Il fait ce qu'il aime faire : raconter des histoires, décrire des ambiances et mettre en scène des personnages. L'expansion portugaise lui sert de prétexte, de « fil rouge » pour balader ses lecteurs dans toute sorte de coins où il se sent bien. Et l'on accompagne avec plaisir ce voyageur compétent qui sait regarder et comparer.

Commencé dans la ville sainte de Braga, non loin de Porto, la promenade se termine à Copacabana. On vogue le long des côtes d'Afrique, on s'attarde au Yémen et à Mascate, on louvoie dans l'Océan Indien avant d'atteindre l'Inde, comme le fit Vasco de Gama, le premier d'Europe. Un peu plus loin, la Malaisie

propose son cocktail d'islamisme et de tensions raciales, Java ses parfums et ses remugles, Macao ses mystères et l'on arrive au Japon, séduit et presque converti par les « Barbares du Sud » à partir de 1541. Retour par Cayenne et Rio.

Un autre fil rouge se dessine au cours de cette circumnavigation : la personnalité de l'auteur, révélée comme dans tous les bons livres de voyage. Ce passionné aime agiter ses marottes (la francophonie, la paillardise métisseuse des Portugais) et décocher ses flèches (sur le tiers-mondisme ou sur un colloque rimbaldien à Aden, dans un passage assez découpant). Mais ce qu'il aime par-dessus tout c'est lâcher la bride à son penchant pour l'épisode méconnu ou l'anecdote cocasse. On apprend donc, ébaubi, comment les ayatollahs d'Iran tentèrent de récupérer les apparitions de la Vierge à Fatima (nom de la fille du Prophète) et comment réagit la curie romaine. C'est une infante portugaise qui donna son nom au quartier de Queens, à New York, et le port de Diego-Suarez ne doit pas le sien à un, mais à deux découvreurs, qu'on accola pour ne se brouiller avec personne. L'auteur donne jusqu'à la liste des mots japonais d'étymologie portugaise. A côté de ces plaisantes curiosités, et de bien d'autres, on découvre, dans un registre plus grave, les négociations secrètes qui faillirent réunir l'Église anglicane au catholicisme vers 1890 : c'était à Madère ; ou encore l'époustouffante évangélisation du Tibet par un jésuite en 1624, un Portugais, bien entendu.

Les illustrations de la couverture et certains passages sur les comptoirs français de Kouang-Tchéou et de Nossi-bé laissent présumer que l'auteur est philatéliste. Son livre, en tout cas, est comme un album, avec de bien beaux timbres.

Jean Soublin

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz est journaliste au Monde

Séductions égyptiennes

PORTRAITS
DES DAMES D'ÉGYPTE
de Jean-Christophe Duchon-Doris.
Ed. Julliard, 192 p., 18,1 €.

Affaire de charme. Le *carmen* latin disait le chant, l'incantation magique ; le français en a conservé la notion de *charme*, initialement puissante, aujourd'hui volontiers affaiblie, sinon affadie. Bien que ce soit de toiles et de portraits qu'il s'agisse dans le recueil de Jean-Christophe Duchon-Doris, on ne peut s'empêcher d'entendre ces quatorze récits comme autant de contes orientaux, verbe souple et palette chatoyante participant d'un dépaysement légitime.

Savants, soldats ou artistes, les hommes embarqués à la suite de Bonaparte en 1798 pour une aventure égyptienne aussi fascinante que désastreuse ont succombé à tous les pittoresques et, après eux, le lecteur de ces *Portraits des dames d'Égypte*. De l'étape de La Valette, à Malte, aux rives du Nil, où Camille Puteaux, peintre parisien des combats patriotiques de l'An II, renonce définitivement à ses pinceaux, une fois percé, grâce à l'intégration d'ingrédients inédits dans la pâte de couleurs, le secret de la représentation du corps féminin, cette galerie élégante dit l'éloge de l'ellipse, du masqué, des mains plutôt que du corps (« Ici, elles sont l'âme des êtres ; elles seules échappent à la torpeur, à la paresse, à la décadence »), d'une liberté dangereuse aussi pour des hommes démunis devant des audaces qui les captivent jusqu'à les vaincre. Avec une déconcertante facilité à basculer dans le fantastique qui relit l'univers de Shéhérazade à la lumière du mouvement romantique.

Ph.-J. C.

L'errance du Christ enfant

Etudiant la fuite en Égypte, Lucette Valensi confronte traditions chrétiennes et islamiques. Un modèle de décryptage textuel et iconographique

LA FUITE EN ÉGYPTE
Histoires d'Orient et d'Occident
Essai d'histoire comparée
de Lucette Valensi.
Seuil, 366 p., 26 €.

Lorsqu'il crée son oratorio *L'Enfance du Christ*, en décembre 1854, Hector Berlioz sait que le sommet de l'œuvre, comme de l'épisode sacré dont il a choisi l'argument, est le « repos de la Sainte Famille ». Mais, depuis le temps du peintre flamand Patinir, la fuite du Christ enfant en Égypte avec Marie et Joseph ne fait plus guère recette, et il lui faut le prétexte du réemploi d'un « choeur des bergers », qu'il attribue à un obscur maître de chapelle, Ducré, prétendument de la fin du XVII^e siècle, pour mettre en scène le thème du recueillement. Pourtant jusqu'aux Lumières, le thème a séduit – et même de plus en plus au fil de l'ère médiévale, alors que l'Église récusait les innombrables récits de l'enfance de Jésus, tenus pour apocryphes. Jusqu'à ce que Jean-Dominique Tiepolo, fils du fameux peintre vénitien, ne livre en vingt-sept gravures des *Idées pittoresques sur la Fuite en Égypte* qui évacuent toute référence anecdotique à l'épisode biblique, n'en conservant que l'idée de menace, de dangereuse solitude, réponse certes à une injonction divine, mais pour un voyage sans destination. Comme sans espérance.

A l'origine cependant, l'anecdote est des plus minces : quelques versets de l'Évangile de Matthieu – le seul à l'évoquer – qui lient le voyage à une double annonce faite à Joseph pour soustraire l'enfant Jésus à la vindicte d'Hérode. C'est peu. Mais l'événement ne se laisse pas réduire à un si faible argument.

Et l'historien se doit de tenter de confronter toutes les informations – et les interprétations – de l'épisode biblique.

Dès *L'Archéologie du savoir* (1969), Michel Foucault avait idéalement formulé la mise en garde : « Aussi banal qu'il soit, aussi peu important qu'on l'imagine dans ses conséquences, aussi vite oublié qu'il puisse être après son apparition, aussi peu entendu ou mal déchiffré qu'on le suppose, un énoncé est toujours un événement que ni la langue ni le sens ne peuvent tout à fait épuiser. » Et le philosophe de préciser le paradoxe du geste d'écriture ou de l'articulation d'une parole qui se conjugue avec la rémanence mémorielle et la réactivation répétitive d'un événement unique infiniment reproduit.

UNE TOPOGRAPHIE SACRÉE

Lucette Valensi s'en souvient, qui cite en conclusion de son brillant essai, suggestif et ouvert, *La Fuite en Égypte*, cette claire présentation qui fixe le cadre qu'elle a arrêté, entre unicité des versions et jeu infini des interactions entre ces lectures singulières. Reprenant toutes les traditions narratives, chrétiennes bien sûr – et là, l'historienne ne néglige aucune leçon, quand bien même les pères de l'Église et les conciles les auraient plus tard tenues en suspens, puis condamnées – mais islamiques aussi, puisque le prophète Isâ (Jésus) a sa place dans le Coran. Versant chrétien, on y découvre une thématique perdue, occultée en fait : celle d'un Jésus exorciste et thaumaturge, ce qui contredit l'idée d'une mission terrestre du Christ amorcée seulement à l'âge adulte. Une autre version voit Marie se reposer à l'om-

bre d'un sycamore au pied duquel jaillit une source miraculeuse : la tunique lavée de l'enfant fait de sa sueur un baume inestimable. De quoi alimenter une dévotion particulière pour une errance dont la géographie n'en finit plus de se recomposer, au hasard des pèlerinages que suscitent ces récits édifiants à l'heure des voyages en Orient.

Ce « roman » de la fuite en Égypte n'est pas si éloigné de la vision coranique où le palmier et la source remplacent l'étable de Bethléem. Les historiens musulmans ne négligent pas davantage l'événement, présent chez Al-Tabarî, mais on observe là une répartition inédite des anecdotes sur l'enfance du Christ, qui cristallise certains temps (Jésus parle dès le berceau, les idoles se brisent et c'est par le miracle que s'écarte le spectre de la faim et de la soif) sans les situer en Égypte.

On en retient que le lieu du refuge devient une autre Terre sainte, qui commande la construction historique d'une topographie sacrée. Fluctuante selon que l'on suit la Sainte Famille ou que l'on relise à un épisode de la vie d'un simple prophète dans l'islam politique.

Plus attendu, le volet du travail de Lucette Valensi sur les représentations iconographiques est de bout en bout captivant. D'autant qu'au décryptage des allégories et à l'intelligence des analyses, que les reproductions du très beau cahier central rendent plus parlantes encore, s'ajoute une utile correction de certains lieux communs que les historiens d'art ont indûment promus.

Modeste jusque dans ses conclusions, ce beau travail est un exemple de réflexion critique dont on souhaite que la leçon soit méditée.

Philippe-Jean Catinchi

Castoriadis, philosophe à l'état sauvage

Cinq ans après la mort de Cornelius Castoriadis, la publication du premier volume de ses séminaires confirme qu'il est un des grands penseurs de notre époque. A découvrir impérativement.

SUJET ET VÉRITÉ DANS LE MONDE SOCIAL-HISTORIQUE Séminaires 1986-1987 La Création humaine 1 de Cornelius Castoriadis. Texte établi, présenté et annoté par Enrique Escobar et Pascal Vernay, Seuil, « La Couleur des idées », 498 p., 27 €.

Nous avons presque oublié comment sont les philosophes. Les vrais, rares et abrupts, démesurés, toujours inconvenants en quelque manière. Nous nous sommes accoutumés aux historiens des concepts, aux professeurs, aux érudits – gens respectables et utiles, cela va sans dire. Ils demeurent toutefois fort éloignés de ces monstres dont les siècles sont avarés. Il faut en effet un goût de l'excès, un amour impétueux de la démesure pour s'attacher, comme font les philosophes, à prendre en charge la totalité du pensable. Se coltiner aux sciences comme à l'histoire, à la métaphysique aussi bien qu'à l'économie, à la formation du psychisme autant qu'à celle de la politique, se demander comment tiennent ensemble tant de données si diverses et si mobiles, quelle entreprise impossible ! Des formes très particulières d'appétit, de courage, de déraison aussi sont nécessaires pour que surgissent pareilles énergumènes. En des temps comme les nôtres, souvent précautionneux et médiocres, les experts du moindre brin d'herbe dressent alentour des clôtures. Rêver de tout embrasser leur fait hausser les épaules. Ces experts en sont convaincus : plus personne, sauf dans les hôpitaux psychiatriques, ne projette pareille aventure.

Evidemment, ils ont tort. Comme ont tort, heureusement, de manière régulière, ceux qui annoncent la

fin de la philosophie, ou sa clôture. Existente encore, dans notre « basse époque », et la passion de la vérité et la témérité de partout la poursuivre, seul, avec les moyens du bord. Pour s'en convaincre, lire et relire Cornelius Castoriadis. Homme relativement discret de son vivant. Préférant avoir raison dans l'ombre que tort en pleine lumière. Convaincu qu'il vaut mieux influencer sur l'his-

il n'y a pas grand monde signifie cette fois dénoncer aussi bien le capitalisme occidental que la bureaucratie soviétique, avoir saisi que cette bureaucratie est une nouvelle classe dirigeante et non une déformation accidentelle de l'histoire. Vient ensuite, pour Castoriadis, le temps de la psychanalyse, qu'il exerce à partir de 1973, et celui de la philosophie, avec la lecture critique

Démonstrations



On trouve dans les séminaires de Castoriadis d'innombrables explications directes et exemples simples. En voici deux :

Commencement du savoir scientifique : « Je dis A non pas parce que mon père me l'a appris ou parce que c'est dans le Livre, mais parce que a, b, c, etc. étant donnés, il s'ensuit nécessairement p, q, r... Je réponds de ce que je dis, je me fais fort de démontrer qu'il en est ainsi. »

Caractère de la philosophie : « En quoi la rationalisation d'une croyance diffère-t-elle de la philosophie ? C'est qu'en philosophie nous n'acceptons aucune injonction extérieure nous disant : arrêtez-vous. Et cela parce qu'il n'y a ni révélation, ni fonctionnaires de la révélation, donc aucune "autorité". C'est en cela que philosophie et démocratie sont deux branches d'un même arbre et s'impliquent mutuellement. »

toire par un travail de fond que par des gesticulations. Moyennant quoi Castoriadis s'est toujours trouvé là où il fallait, sans grand monde autour de lui. Il a tout juste 19 ans, en Grèce, quand il entre en 1941 dans la résistance. En 1945, le *Mataroa*, bateau illustre, le conduit en France, avec quelques autres jeunes intellectuels grecs qui vont se faire connaître de manières diverses : Kostas Papaioannou, Kostas Axelos, Mimika Cranaki. Il mène ensuite une double vie : économiste à l'OCDE le jour, il est le soir, sous les pseudonymes de Chauhier ou de Cardan, le pilier du groupe Socialisme ou barbarie, fondé avec Claude Lefort. Leur revue paraît de 1948 à 1966. Etre là où il faut et où

de Platon et d'Aristote poursuivie depuis 1980 à l'École des hautes études en sciences sociales.

Ces repères schématiques ne disent pas l'ampleur de sa réflexion. Pierre Vidal-Naquet rappelait, au moment de son enterrement, en 1997 : « Ses amis hésitaient, lorsqu'ils voulaient le définir, entre les grands seigneurs de la Renaissance, tels Pic de la Mirandole, les encyclopédistes, comme Diderot, ou les auteurs des synthèses du XIX^e siècle, comme Hegel ou Marx. » Sans doute pensera-t-on que ce sont des amis, et qu'il faut faire sa part à l'hyperbole funéraire. Voir. La lecture du premier volume des séminaires inédits de Castoriadis, qui vient de paraître au Seuil, incite

en effet à penser que de telles comparaisons, toujours hasardeuses, ne sont peut-être pas aussi excessives qu'elles le paraissent. Ce livre donne à voir, en effet, la stupéfiante vivacité de Castoriadis, constamment teintée d'ironie et de rigueur mêlées, s'emparant des exemples les plus concrets et les plus actuels, sans oublier jamais l'ampleur et la spécificité de la tâche philosophique.

La réflexion conduite en 1986-1987 se situe au cœur de son apport théorique : comprendre le rôle créateur de l'imaginaire humain. Aucune société ne crée les phases de la Lune, la nécessité biologique de se nourrir ou la reproduction sexuée de l'espèce. Mais chaque société va instaurer, à partir de rien, dans un geste créateur radical, les significations et les usages possibles du mois lunaire, les rites et les interdits alimentaires, les règles normalisant la sexualité. Cet imaginaire créateur n'est lui-même, aux yeux de Castoriadis, conditionné par rien, ni structures préétablies ni déterminismes d'aucune sorte. Attestent sa puissance la diversité des cultures humaines, leur prolifération indéfinie, parfois chaotique. Encore convient-il de distinguer entre deux types de sociétés. Celles du premier genre sont « hétéronomes » : elles attribuent leurs propres créations à une autorité extérieure – dieux, ancêtres ou tradition. Elles se plient donc à des significations ou des normes supposées instaurées au dehors, indépendamment de la décision humaine. Les sociétés du second genre sont « autonomes » : elles reconnaissent se donner à elles-mêmes leurs lois. Elles savent qu'elles instaurent souverainement leurs règles, sans les recevoir d'aucun dieu.

En scrutant la naissance de cette autonomie chez les Grecs, Castoria-

dis montre notamment combien philosophie et démocratie procèdent d'un horizon commun. La volonté de savoir des philosophes ne respecte en effet aucune autorité, ne se soumet à nul autre pouvoir que ceux de l'argumentation et de la preuve rationnelle. La démocratie pour sa part suppose des individus capables de remettre en cause, collectivement et individuellement, la loi de leur propre existence. « Une des définitions possibles de la démocratie est la réflexion de la société sur sa loi », souligne Castoriadis. On ne saurait donc parler d'une simple convergence ou coïncidence de philosophie et démocratie, mais bien d'une interdépendance fondamentale.

Ces thèmes se trouvent développés par le philosophe au sein d'une ample réflexion sur la constitution du sujet, le statut de l'imaginaire et celui de la création ontologique, le fonctionnement du psychisme humain. Les lecteurs des précédents ouvrages de Castoriadis, depuis *L'Institution imaginaire de la société* (Seuil, 1975) jusqu'à la série des *Carrefours du labyrinthe* (Seuil, six volumes parus de 1978 à 1999), retrouveront évidemment des repères familiers. Mais ils sont ici éclairés différemment, abordés par l'enseignement oral avec une liberté et une simplicité particulières. On est frappé enfin de constater l'actualité de ces cours, dispensés il y a quinze ans. Qu'il s'agisse de la crise des couches dirigeantes, de leur faillite éthique ou du déclin présent de l'imaginaire social, qui se retire du monde plus qu'il ne l'investit, Castoriadis, une fois encore, touche juste. Une dizaine de volumes, après celui-ci, sont à paraître. Une chance. Une occasion unique, surtout, de prendre la mesure de ce qu'est un philosophe. Un grand, à l'état sauvage.

Roger-Pol Droit

UN GENTLEMAN DU « TIMES » 1944-2000 de Charles Hargrove. Tallandier, 372 p., 20 €.

Les journalistes sont facilement iconoclastes. Charles Hargrove, qui publie ses souvenirs, appartient à une autre race : c'est un homme d'ordre, qui peut paraître un rien snob, mais surtout respectueux de traditions auxquelles il se sent très attaché.

Ayant débarqué en Normandie le 6 juin, fils d'un ancien correspondant du *Times* à Paris et d'une Française, Hargrove a vraiment vécu à cheval sur la Manche. C'est en français qu'il a tenu à écrire ce livre plaisant à lire et très utile à la compréhension des relations entre nos deux pays.

Il n'a pas toujours été stationné à Paris et a d'abord été affecté à la rédaction londonienne du *Times*, dont la description à elle seule mérite la lecture, ne serait-ce que pour mesurer à quel point a changé ce « journal de gentlemen écrit pour des gentlemen ». En ce temps-là la « une » était entièrement consacrée à des annonces de toute nature, n'ayant en commun que leurs caractères minuscules et leur parfaite respectabilité. C'est seulement en 1967 que le journal se décida à moderniser sa mise en page. Il a connu depuis lors bien des péripéties, y compris une grève d'un an, avant d'être racheté par l'Australo-Américain Murdoch, dont l'arrivée devait entraîner la fin du contrat qui, trente-cinq ans durant, avait lié notre ami au *Times*.

Hargrove était alors à Paris, où il devint administrateur de la Lyonnaise des eaux, mais il avait auparavant été en poste dans le Berlin de 1953, puis au Japon, joliment baptisé par lui « l'île absolue », et à Bonn. Cela nous vaut quelques vignettes qui font revivre des figures du dernier demi-siècle.

André Fontaine

Un cri de raison passionnée

S'adressant en premier lieu aux Israéliens, l'ancien président du CRIF, Théo Klein, appelle au retour du dialogue avec les Palestiniens et, non sans courage, plaide pour l'instauration d'un Etat indépendant

LE MANIFESTE D'UN JUIF LIBRE de Théo Klein. Ed. Liana Lévi, 144 p., 12 €

Courageux Théo Klein ! Parce qu'il ne trouve la paix de sa conscience que dans l'affirmation du droit d'autrui à vivre les mêmes idéaux que les siens, parce qu'« il ne peut admettre ce qui se passe au Proche-Orient », l'ancien président du CRIF (1983-1989) publie, à l'initiative de l'éditrice Liana Lévi, un admirable *Manifeste d'un juif libre* qui prolonge son *Libérez la Torah* de l'an dernier (1). Ce petit livre est un grand livre en ce qu'il prend le contre-pied, par la hauteur de vue, l'honnêteté intellectuelle et un courage politique serein, de beaucoup de sottises haineuses lues et entendues ces derniers mois au sujet de la tragédie du Proche-Orient, sans parler des insultes et de la désinformation que l'exaspération du conflit secrète comme autant de poisons.

Même si Théo Klein précise qu'il écrit aussi pour les « non-juifs », son manifeste s'adresse clairement aux juifs de France et aux Israéliens. Son autorité morale incontestable lui permet de contredire tranquillement beaucoup d'assertions martelées ad nauseam par la droite israélienne. Quand il affirme par exemple : « Je crois que nous sommes libres, donc responsables et pas systématiquement victimes », qui fait écho au « Le monde entier n'est pas contre nous ! » de Rabin. Ou encore quand il estime qu'« il n'y a pas d'antisémitisme organisé en France ». Quand il s'interroge : « Faut-il (...) réclamer davantage de sanctions parce qu'il s'agit d'actes [les actes antijuifs] visant des membres ou des biens de notre communauté ? Je ne le crois pas. » Quand il explique comment « on peut être sereinement et français et israélien ». Quand il en appelle à la raison sur l'émotion. De même quand il expose la nécessité d'un bilan honnête du passé, pour essayer d'éliminer les griefs et les

haines entre les Israéliens et les Palestiniens, pour pouvoir reconstruire l'avenir, et qu'il l'applique à l'histoire récente des nations israélienne et palestinienne. Bien sûr, il sait que l'opinion israélienne est en ce moment aux antipodes de ses positions proches de celles des travaillistes ou de l'ancien camp de la paix. Il les exprime avec conviction, mais toujours avec tact et respect des autres.

Théo Klein a aussi des pages lumineuses sur le maintien de la spécificité et de l'identité juives au cours de trois mille ans et sur ce que cela signifie aujourd'hui, ou sur l'histoire d'Israël qui l'habite. Sur un plan plus personnel, il parle de sa double condition française et israélienne, et, bien qu'issu d'une famille qui ne croyait pas au sionisme, de sa laïcité.

Mais au-delà, l'essentiel de l'adresse de Théo Klein aux Israéliens est politique : « Les Palestiniens ne sont pas voués à être nos ennemis, ils sont nos voisins. » Son rappel éclairé des décennies écoulées, des avancées ou des reculs dans le processus de paix, des deux Intifadas, des accords conclus ou ratés, avec un hommage appuyé à Moshé Dayan et à Yitzhak Rabin, tourne autour de cette conviction : « Du côté des Israéliens, pendant trop longtemps, on n'a pas compris, on n'a pas senti, on n'a pas admis l'existence d'une nation palestinienne ». Il regrette les blocages complets dus aux refus arabes successifs ou l'absence de compréhension par ces derniers de la sensibilité israélienne. Mais il n'en tire aucun prétexte puisqu'il ajoute que la « volonté extrêmement forte des Palestiniens d'exister en tant que nation doit être respectée par les Israéliens comme elle l'est désormais par les nations du monde ».

Si Théo Klein évoque les erreurs et les fautes des Palestiniens autant que des Israéliens, il estime qu'il peut en dire davantage du côté de ceux-ci puisqu'« il est aussi Israélien ». Exemples : « On a créé ou lais-

sé se créer, juge-t-il, une situation explosive et nous sommes aujourd'hui en partie prisonniers de cette situation » ; « Israël est un pays fort qui continue de se conduire comme un Etat assiégré qui a peur pour son existence » ; « nous n'avons tiré aucune leçon de la première Intifada » ; « sur l'actualité récente : on ne peut pas éradiquer un terrorisme nationaliste si on n'offre pas à la population au sein de laquelle ce terrorisme se manifeste des portes de sortie ; car à partir du moment où on enlève à un peuple toute espèce d'espoir, il cherche à s'exprimer par le désespoir ». C'est pourquoi il conclut, là aussi contre la majorité actuelle de l'opinion israélienne : « La voie choisie pour lutter contre le terrorisme, à cette minute encore où j'écris [mi-avril 2002] ne me paraît pas la bonne. »

■ Hubert Védrine

Théo Klein ne se contente pas de démonter ainsi les slogans antipalestiniens martelés par la droite israélienne depuis des décennies, spécialement depuis le début du processus d'Oslo (elle parle aujourd'hui des « criminels d'Oslo » !), et plus systématiquement encore sous le gouvernement israélien actuel, et qui ont embrouillé à la longue bien des esprits. Il énumère les raisons toujours valables à ses yeux, pour les Israéliens comme pour les Palestiniens, de se mettre d'accord sur une plate-forme commune. S'il regrette de ne pas avoir convaincu Ariel Sharon, qu'il ménaçait, il tranche : « Nous [les Israéliens] n'avons que trop tardé à reconnaître l'Etat palestinien. C'est leur revendication [aux Palestiniens], elle est juste. C'est aussi notre intérêt car ce n'est qu'ainsi que cessera le terrorisme. » Pour Théo Klein, il faudrait aboutir à deux Etats indépendants, séparés par une ligne de démarcation, avec une instance commune chargée d'anticiper et de gérer les problèmes à résoudre en commun, et Jérusalem

comme la capitale de chacun des deux Etats.

Oui, Théo Klein est courageux de pousser aujourd'hui ce cri de raison passionné sur fond d'attentats et d'opérations militaires alors même que Yasser Arafat (dont il ne parle pas) est encore considéré par quasiment tous les Israéliens comme le seul responsable de l'échec des pourparlers de Camp David-Taba et que les dégâts de cette campagne délibérée semblent presque irréparables. Mais peut-être une relecture critique de cette affirmation fabriquée, instrumentalisée et martelée va-t-elle pouvoir commencer sur la base de l'extraordinaire enquête réalisée par Charles Enderlin (2) ? Aujourd'hui, Théo Klein est assez seul au sein de la communauté juive française, et en Israël assez minoritaire, encore que le débat y soit réel et vif. C'est pourquoi il faut souhaiter que son manifeste soit traduit et lu en hébreu et en anglais. Mais la situation actuelle n'aura qu'un temps. J'ai trop consacré d'énergie et de passion à soutenir dans les deux camps les forces de la paix et à encourager tout processus conduisant à la coexistence en sécurité de l'Etat d'Israël et d'un Etat de Palestine, et à la sécurité pour les deux peuples, pour ne pas être convaincu que Théo Klein a moralement et politiquement raison. Après encore trop de morts et trop de temps perdu, sa position visionnaire et juste réapparaîtra un jour, portée par un camp de la paix refondé. Il n'y a pas d'autre voie pour arracher durablement les peuples israélien et palestinien à l'engrenage de la destruction mutuelle et à l'horreur de la situation actuelle.

(1) Calmann-Lévy, 2001.

(2) *Le Rêve brisé, histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995-2002*, Fayard (*Le Monde* du 12 juin).

Hubert Védrine est ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement de Lionel Jospin.

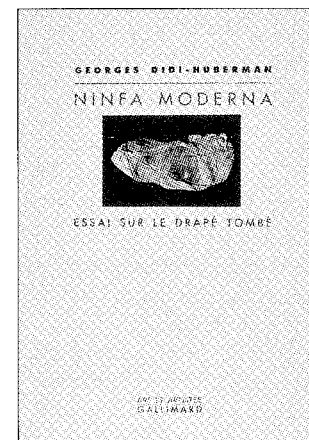
Livraison

■ **CHRONIQUE FAMILIALE EN QUARTIER IMPOPULAIRE**, d'Annick Madec

Donner la parole à ceux qui ne l'ont pas, ces habitants des cités dont on parle sans jamais les écouter, telle est la démarche de la sociologue Annick Madec, qui a travaillé avec la famille Lesueur de 1992 à 1997 et restitué les récits de vie de ses membres, la mère, Solange, trois de ses filles et deux de ses gendres. Des mots au plus près d'une existence difficile, de combats quotidiens, de petites victoires et de durs revers. Ce livre, dans le contexte politique actuel, arrive comme un rappel pour nous dire que la question sociale a été oubliée. Annick Madec évoque la fin des années 1980 : « Les classes populaires étaient dans le creux de la vague. Même à ses propres yeux, le populaire était devenu impopulaire. On croyait acheter la paix dans les quartiers avec une touche de hip-hop et trois contrats CES d'animateurs. La sociologie ne trouvait pas ses mots, les partis politiques se faisaient concurrence dans l'usage d'euphémismes. L'extrême droite, avec le Front national, raflait la mise. » C'est d'aujourd'hui qu'il s'agit (La Découverte, 190 p., 15 €).

N. L.

GEORGES DIDI-HUBERMAN



Ninfa moderna
Essai sur le drapé tombé

Le livre de Georges Didi-Huberman interroge le motif du corps féminin et de la draperie jusque dans ses avatars contemporains. On y voit *Ninfa* tomber progressivement, et son drapé se séparer d'elle jusqu'à échouer, seul, au plus bas de la représentation.

ART ET ARTISTES
GALLIMARD

L'ÉDITION FRANÇAISE

■ **LE MRAP CONTRE ORIANA FALLACI.** Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) demande en référé l'interdiction du livre d'Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil* (Plon), qu'il qualifie de « brûlot islamophobe », pour « provocation à la discrimination, à la haine et à la violence raciale ». L'audience aura lieu au tribunal de grande instance de Paris, mardi 18 juin. Le livre a déclenché de vives polémiques en Italie, où il s'est vendu à un million d'exemplaires, et en France, où son tirage est pour l'instant de 45 000 exemplaires (*Le Monde* du 30 mai). En réponse à ses détracteurs, Oriana Fallaci a publié un article en « une » du *Figaro* du 7 juin, dans lequel elle évoque « des individus habillés en kamikazes palestiniens » qui, « pour voir les juifs retourner dans les camps d'extermination, dans les chambres à gaz, dans les fours crématoires (...), vendraient leur propre mère à un harem ».

■ **PARIS BD EN DEMI-TEINTE.** Le premier Salon Paris BD, qui a eu lieu du 1^{er} au 5 juin à la porte de Versailles, à Paris, a attiré 31 000 personnes, selon les organisateurs. Le chiffre est en deçà de leur attente (50 000 personnes), mais Paris BD, créé en moins de quatre mois, avec le concours de partenaires comme la SNCF ou les Centres E. Leclerc, a dû lutter avec le Mondial. Quelque 70 exposants (libraires, éditeurs d'albums et de droits dérivés) et 200 auteurs, dont une star de la BD, Régis Loisel (*Peter Pan*), ont participé à ce premier Salon de la BD à Paris, qui sera reconduit en juin 2003, avec des « jours et horaires modifiés pour optimiser la venue du public ».

■ **LA PHILOSOPHIE A SON PRIX.** La philosophe Cynthia Fleury, avec les soutiens de Léo Scheer, Maren Sell et Thierry Verret, crée un prix littéraire inédit en France, celui du livre de philosophie. Doté d'un chèque de 6 000 euros et d'un séjour d'écriture au phare de l'île de Ré, le Prix philosophie récompensera l'essai théorique d'un auteur contemporain, publié ou à paraître entre novembre 2001 et septembre 2002. Son but est de « donner à une philosophie rigoureuse davantage de présence médiatique ». Le jury, composé de sept membres éminents – du Collège de France, CNRS, à l'École normale supérieure en passant par l'EHESS –, décernera le prix en novembre au Centre Georges-Pompidou (adresse : 48, rue Boissière, 75116 Paris).

■ **PRIX. Le prix Valéry-Larbaud** a été attribué à Jean-Claude Piroton pour *Ange Vincent* (La Table ronde). Le **prix Roger-Nimier**, doté de 4 573,47 euros, a été décerné à Nicolas d'Estienne d'Orves pour *Othon ou L'aurore immobile* (Les Belles-Lettres). Le **prix Alain-Fournier** revient à Véronique Olmi pour *Bord de mer* (Actes Sud). Les **Prix sorcières**, décernés par l'Association des bibliothécaires français (ABF) et l'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse (ALSJ) ont couronné : *Dix petites graines* de Ruth Brown (Gallimard jeunesse) pour les tout-petits, *Les Trois Cochons* de David Wiesner (éd. Circonflexe) pour les albums, *Terriblement vert !* d'Hubert Ben Kemoun et François Roca (Nathan) pour les premières lectures, *Le Mazal d'Elvina* de Sylvie Weil (Ecole des loisirs) pour les romans 9-12 ans, *Le Temps des mots à voix basse* d'Anne-Lise Grobety (éd. La Joie de lire) pour les romans adolescents et *Mondes rebelles junior*, d'Elizabeth Combes, Florence Thinard et Emmanuelle de la Grange (éd. Michalon) pour les documentaires. Un prix spécial a été attribué à Robert Cormier (1925-2000) pour l'ensemble de son œuvre.

La Société des Écrivains
édite chaque mois
10 nouveaux auteurs
Découvrez-les...
Catalogue sur simple demande
Tél : 01 39 08 05 38 fax : 01 39 75 60 11
147-149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS
Téléphone pour votre correspondance au cas de nécessité

Les chantiers de Bordeaux

En crise ces dernières années, le Salon du livre de Bordeaux change de nom et d'organisation pour laisser place aux Escales du livre

Le livre ne tiendra plus salon à Bordeaux, il y fera désormais escale. Après les critiques ayant émaillé l'édition 2001, la fronde de certains libraires bordelais (« Le Monde des livres » du 1^{er} février), une stagnation de la fréquentation et un déficit faible mais chronique, le changement s'imposait. Les Escales du livre remplacent donc le salon, qui n'était plus l'un des principaux rendez-vous des lettres en province. « Ce n'est pas une fin mais une évolution », précise Pierre Mazet, le nouveau président de l'association organisatrice, qui a pris le relais de Jean-Marie Planes, démissionnaire. « Il y avait une lassitude d'une partie du public et des professionnels pour ce type de manifestation. Quoi de plus normal après quinze ans d'existence ? » Au-delà du changement de nom, le conseil d'administration de l'association, largement renouvelé, a revu toute l'organisation en s'inspirant des suggestions des contestataires.

Finie le rassemblement au Hangar 14, sur les quais de Bordeaux. En avril 2003 – la manifestation n'aura pas lieu cette année – éditeurs et libraires se retrouveront au centre-ville, sous des chapiteaux et dans des lieux publics. Les professionnels bordelais organiseront des dédicaces dans leurs propres établissements. La manifestation sera gratuite mais les exposants devront payer un droit d'entrée. Sont prévus des cafés littéraires, des débats « moins nombreux et mieux organisés pour une meilleure lisibilité », souligne M. Mazet. Il entend « rendre le livre plus accessi-

ble, faire revenir les auteurs étrangers et retourner au principe des prix littéraires ».

En avril, la concurrence des autres salons nationaux sera moins pesante sur la venue d'auteurs et d'éditeurs et, en amont, les interlocuteurs universitaires et scolaires seront plus disponibles. Les collectivités, principales partenaires financières – elles donnent environ chaque année 522 000 euros à l'association –, jouent le jeu. Malgré cette année sans activité publique, elles ont reconduit de moitié leur soutien financier, afin de bien préparer l'édition 2003 et d'apurer le déficit. « C'est un pari courageux, risqué et intéressant », fait remarquer Bernard Noël, directeur du Centre régional des lettres, structure du conseil régional d'Aquitaine et partenaire de la manifestation. « C'est très séduisant mais il va falloir conserver une bonne visibilité », poursuit-il. Parmi les données inconnues, les nombreux travaux au centre-ville pourraient jouer les trouble-fête.

En peu de temps, l'association – qui multiplie les réunions avec ses partenaires – semble avoir convaincu les libraires bordelais : « Je suis enthousiaste comme l'ensemble des libraires et éditeurs régionaux », assure Denis Mollat, PDG de la librairie bordelaise éponyme, qui avait annoncé, en décembre 2001, son retrait du salon si rien ne changeait. « Le problème du précédent salon tenait au fait que les libraires étaient trop peu nombreux à représenter les éditeurs nationaux. En seize ans, rien n'avait vraiment évolué,

explique-t-il. Et des libraires étaient partis faute d'être entendus par les organisateurs. »

Cependant, certains collègues régionaux et éditeurs s'interrogent : « Nous ne savons pas encore où nous serons installés et si le public viendra aussi nombreux qu'au Hangar 14 du fait de la concentration des exposants sur un même lieu », se demande Monique Laxalt, chargée de l'organisation des salons chez Gaïa, une petite maison d'édition landaise, fidèle du Salon de Bordeaux. « Beaucoup craignent que les principales librairies bordelaises drainent les grandes signatures et donc le public, poursuit-elle. En fait, grâce à cette concertation, nouvelle pour tous les participants, j'ai le sentiment que cela peut fonctionner. Tout dépendra ensuite de l'organisation. »

En attendant les Escales, les Bordelais pourront toujours s'arrêter en octobre au Carrefour des littératures, la manifestation itinérante créée par Sylviane Sambor. Depuis 1987, un ensemble de débats, lectures, expositions contribue à promouvoir les littératures étrangères dans la région. En quinze ans, le Carrefour a associé plus d'une centaine de lieux dans 45 villes de la région Aquitaine et convié quelque 300 écrivains, artistes et intellectuels venus du monde et surtout d'Europe. A l'occasion de son anniversaire, le Carrefour des littératures réunira, au mois d'octobre, des écrivains autour du thème « voyages en Europe ».

Claudia Courtois
et Raphaëlle Rérole

La famille Bourdieu contre « Le Nouvel Observateur »

L'avocate du *Nouvel Observateur* a eu beau commencer sa plaidoirie en récitant « Le Cancre » de Prévert, l'heure n'était pas à la poésie, mercredi 12 juin, devant la première chambre du tribunal de grande instance de Paris. Qui a le droit de publier les textes inédits d'un auteur, et sous quelle forme ? Juste après la mort du philosophe, *Le Nouvel Observateur* avait consacré plusieurs articles à Pierre Bourdieu et publié un texte inédit sur son expérience d'interne à l'âge de 15 ans. « Aucune autorisation n'a été donnée ni par Pierre Bourdieu, de son vivant, ni par ses héritiers », a expliqué Emmanuel Pierrat, avocat de la veuve de Pierre Bourdieu et de ses trois enfants.

Pour M^e Pierrat, « la jurisprudence a montré que le droit de divulgation était exercé par les héritiers ». Selon lui, Pierre Bourdieu n'a « jamais imaginé une seule seconde », la publication de ce texte « sous forme de scoop dans un hebdomadaire, avec lequel il a eu des démêlés intellectuels ». Proche de Pierre Bourdieu, Didier Eribon, qui a fourni le texte au *Nouvel Observateur*, ne pouvait, selon l'avocat, s'autoriser de cette amitié pour le publier. « Il y a dans la galaxie Pierre Bourdieu une cinquantaine de personnes qui se revendiquent comme des héritiers intellectuels de Pierre Bourdieu », ironise M^e Pierrat, en rappelant que seule la famille détient le droit moral.

Pour *Le Nouvel Observateur*, Sylvie Couturon a rappelé que la publication s'inscrivait dans le cadre d'un hommage à Pierre Bourdieu, comme en témoigne l'éditorial du direc-

teur, Jean Daniel, « très beau portrait limitant les querelles », entre le philosophe et l'hebdomadaire. Elle a reconnu que l'hebdomadaire « n'avait pas d'autorisation formelle de publication ». Elle a rappelé que Didier Eribon « se savait détenteur d'une certaine connivence avec Pierre Bourdieu et il savait ce qu'il fallait publier. (...) Il était tellement proche qu'on l'appelait le pitbull de Pierre Bourdieu », a-t-elle souligné. « Jamais Didier Eribon ne se serait autorisé à faire circuler ce texte, s'il n'y avait eu ce drame de la mort de Pierre Bourdieu ». Pour elle, il ne fallait pas « priver le lecteur d'une des clés de la connaissance de Bourdieu ». Dans la salle, le fils aîné du sociologue, Jérôme Bourdieu, sourit et soupire.

Elle rappelle que dans le cadre du procès des héritiers Hugo – défendu par le même M^e Pierrat – contre Plon sur la suite des *Misérables*, le tribunal avait débouté la famille en estimant que celle-ci devait agir « dans l'intérêt exclusif de l'auteur défunt et non dans l'intérêt des personnes ». La famille Bourdieu n'a pas demandé de dommages et intérêts. « Il ne s'agit pas d'enrichissement, mais de faire savoir que Pierre Bourdieu se serait opposé à cette publication », explique M^e Pierrat, qui demande la publicité du jugement en « une » de l'hebdomadaire. « Ce n'est pas l'intérêt de la famille de transformer la beauté d'un texte, en faisant du *Nouvel Observateur* un magazine de salle d'attente, avec le jugement en « une », a rétorqué M^e Couturon. Verdict le 11 septembre.

A. S.

Les tribulations d'un livre français en Australie

Tous les livres français ne passent pas entre les mains d'un traducteur australien. Évoquer la figure d'un Aborigène peut faciliter les choses, mais les compliquer aussi. Andrew Riemer, critique littéraire du quotidien australien *The Sydney Morning Herald*, a su, dès la première lecture du roman français d'Anouar Benmalek, *L'Enfant du peuple ancien* (Pauvert, 2000, « Le Monde des livres » du 22 septembre 2000), que l'éditeur britannique Harvill Press lui avait fait un cadeau empoisonné. « Le directeur de cette maison d'édition, Christopher Maclehorse, m'a confié ce travail car j'étais australien mais il m'a tout de suite annoncé que le livre traitait d'un sujet sensible. Dès les premières pages, j'ai su qu'il y aurait des problèmes », explique-t-il à la terrasse d'un café tout proche de l'opéra aux coupes blanches cet ancien professeur d'anglais de l'université de Sydney, passionné de littérature française.

Le roman d'Anouar Benmalek raconte la vie du dernier Aborigène de Tasmanie. Son héros, Tridarir, est recueilli par un prince algérien et une Alsacienne échappés de la colonie pénitentiaire de Nouvelle-Calédonie. Au fil des pages, la famille voyage à travers l'Australie. Le livre, qui se termine par le décès de Tridarir, est selon son auteur l'histoire d'un « parfait génocide ». Le roman est dédié à Truganini « qui est mort le 8 mai 1876, le dernier représentant des Aborigènes de Tasmanie, un peuple effacé de la surface de la terre ». Seulement, aux antipodes, des dizaines d'hommes et de femmes, souvent blancs de peau, s'estiment être les descendants des indigènes tasmaniens. « Le problème de cet ouvrage est qu'il s'inscrit dans une période où les questions aborigènes sont un sujet très sensible en Australie, résume Andrew

Riemer. « Mon rôle de traducteur est de dire à l'auteur que son roman devrait probablement créer des problèmes. Je me dois également de lui montrer comment corriger des imprécisions géographiques et anthropologiques. » Anouar Benmalek, qui a écrit un voyage imaginaire, n'a en effet jamais mis les pieds en Australie.

Anouar Benmalek et son traducteur des antipodes se sont rencontrés au Salon du livre de Paris en mars. « Je lui ai dit que beaucoup de gens allaient critiquer sa théorie concernant la disparition des Aborigènes de Tasmanie, ajoute le traducteur. Il m'a répondu qu'il ne voulait pas accepter ces jugements idéologiques tout comme il refusait ceux des fondamentalistes algériens. » Anouar Benmalek confirme qu'il n'a pas « la pudeur des Australiens sur la question aborigène ». « Il y a eu des descendants mixtes de Tasmaniens, explique l'écrivain d'origine algérienne. Un mouvement de renaissance s'est développé depuis les années 1970. J'ai voulu parler du dernier des Aborigènes de Tasmanie qui ont été massacrés par les Anglais et qui étaient conscients de la fin de leur peuple et de leur langage. J'ai voulu écrire sur cette question, mais pas avec un souci anthropologique. »

« L'imagination de l'artiste devrait être autorisée à traiter de n'importe quel type de sujet, explique Andrew Riemer. *L'Enfant du peuple ancien* est un livre intègre qui dit quelque chose de vital sur la condition humaine. Je souhaite simplement éviter que ce roman soit la cible de critiques stupides. » Anouar Benmalek attend avec intérêt l'impact que pourra avoir son livre en Australie, où il prévoit d'aller d'ici un an, quand le roman paraîtra.

Frédéric Therin (à Sydney)

L'AGENDA

■ **LE 13 JUIN. JULIEN.** A Paris, la Maison de l'Amérique latine et la Librairie Gallimard reçoivent François Jullien, qui débattrà autour de son travail avec Paul Ricœur et Philippe Sollers (à 19 heures, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 ; rens. : 01-49-54-75-00).

■ **LE 14 JUIN. POÉSIE.** A Lyon, dans le cadre de la 3^e édition de Poésie en fiches, l'association Paroles toutes accueille Jean-François Manier pour une présentation de Cheyne éditeur et Michel Thion qui lira des textes de son recueil *Ils riaient avec leur bouche* (à 20 h 30, Mapra, 9, rue Paul-Chenavard, 69001 ; rens. : 04-78-65-98-12).

■ **DU 14 AU 16 JUIN. POLAR.** A Paris, la 8^e édition du Festival du roman policier, où le polar historique sera à l'honneur, accueillera cent auteurs, parmi lesquels Anne Perry (esplanade du boulevard Richard-Lenoir, 75011 ; rens. : 01-42-54-72-54) ; le 15, lecture déambulatoire, dans les couloirs du Cinéma des cinéastes, du roman de Jan Burke *En plein vol*

(Seuil) par les comédiens des Mots parleries (à 21 heures, 7, avenue de Clichy, 75017 ; rens. et réserv. : 01-53-42-40-00).

■ **LE 15 JUIN. CAVANNA.** A Nogent-sur-Marne (94), François Cavanina signera son livre *Au fond du jardin* ; la photographe Patricia Méaille, qui a collaboré à ce livre, expose ses clichés à cette occasion (à 15 heures, bibliothèque municipale, 36, boulevard Gallieni, 94130 ; rens. : 01-48-73-14-62).

L'Islam pour cible
Metmati Mâamar
& Corrections Interrogations
http://www.editionsles15.com
39 rue Edith Piaf - 92411 Courbevoie cedex

■ **LE 15 JUIN. TRADUCTION.** A Paris se tient la Journée de printemps des Assises de la traduction littéraire en Arles autour du thème « Traduire le voyage » (à partir de 9 h 30, Maison Heinrich-Heine, 27, boulevard Jourdan, 75014 ; rens. : 01-45-49-18-95).

■ **LE 18 JUIN. GLISSANT.** A Paris, le Théâtre Molière - Maison de la poésie rend un hommage à Edouard Glissant, avec débats et lectures en présence de l'auteur (à 18 h 45, 157, rue Saint-Martin, 75003 ; entrée : 10,75 € ; rens. et réserv. : 01-44-54-53-00).

■ **LE 20 JUIN. IMAGES.** A Paris, au Centre national de la photographie et dans le cadre de l'exposition Erwin Wurm, Catherine Perret donnera une conférence sur le thème « Images modernes et pratique du sujet. Réflexion sur Mimésis et modernité » (à 19 h 30, 11, rue Berryer, 75008 ; rens. : 01-53-76-12-32).

■ **LES 21 ET 22 JUIN. GIRAUDOUX.** A Bellac (87) ont lieu les Journées Giraudoux, avec une exposition « Giraudoux et le Limousin », la projection de *La Guerre de Troie* et des débats (renseignements : 05-55-68-03-77).

À L'ÉTRANGER

■ TURQUIE : CENSURE ET TRADUCTION

Durant les cinq premiers mois de l'année 2002, 40 livres de 39 écrivains ont été interdits par la censure selon le rapport rendu public par l'association des éditeurs turcs, le 25 mai, lors de la cérémonie d'attribution du Prix des droits de l'homme et de la liberté d'expression (décerné en 2001 à Yasar Kemal et pour 2002 à Enis Batur, pour le roman *La Pomme*, à paraître chez Actes Sud). Mais les écrivains ne sont pas les seuls à être sanctionnés, puisque la traductrice, Nermin Acar, a été condamnée à une amende de 1 700 €, le 27 février, pour sa traduction du livre (interdit de Serge Bramly *La Terre dans le boudoir*, une traduction qui lui avait rapporté 400 €). Son appel a été rejeté le 16 mai. En outre, Nermin Acar a également traduit *Lilith*, d'Alina Reyes (autre livre interdit), et le procès a été ajourné au 10 septembre. Elle est, bien entendu, soutenue par différentes associations de traducteurs – dont l'Association des traducteurs littéraires (ATLF) en France, l'European Council of Literary Translators Associations et l'American Translators Association – et par ses éditeurs turcs.

■ IRLANDE : JOYCE À LA BIBLIOTHÈQUE

La Bibliothèque nationale d'Irlande a acquis, pour la somme de 12,6 millions d'euros, une importante collection de manuscrits originaux de James Joyce. Ces documents, qui appartenaient à Paul et Lucie Leon, un couple d'amis français de l'écrivain, ont été retrouvés, il y a deux ans, par leur fils. Cette acquisition, la plus importante réalisée par l'Etat, fait de la Bibliothèque d'Irlande la plus grande source d'écrits de Joyce au monde. La collection contient des cahiers, des notes, plus de 500 feuilles manuscrites, mais surtout les brouillons de plusieurs chapitres d'*Ulysse*.

■ ESPAGNE : 6^{TE} FOIRE DU LIVRE DE MADRID

La Foire du livre de Madrid bat son plein depuis le 31 mai et fermera ses portes le 16 juin et dépasse même le cadre traditionnel du parc du Retiro avec des lectures et des conférences ailleurs dans la ville. Moins de stands (385) depuis la réorganisation commencée en 2001, mais beaucoup plus d'animations et de rencontres.



DEVIVEVOIX
3 COLLECTIONS SUR CD
LITTÉRATURE
SCIENCES
HISTOIRE

**CLAUDIA MOATTI,
MICHEL WINOCK,
MARC LACHÏÈZE-REY,
OLIVIER WIEVIORKA,
MARIE-CHRISTINE
BARRAULT...**

librairies et fnac
points de vente et informations:
www.devivevoix.fr